LENINE

œuvres

tome
22

décembre
1915

juillet
1916

LÉNINE

nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture • l'opportunisme et la faillite de la IIe internationale • la révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes • l'impérialisme, stade suprême du capitalisme.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ—VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

22

L'EDITION RUSSE EST PUBLIEE
PAR DECISION DU IX^e CONGRES DU P.C.(b)R.
ET DU II^e CONGRES DES SOVIETS DE l'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
22

Décembre 1915 - juillet 1916

EDITIONS SOCIALES * PARIS
EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES * MOSCOU
1960

PREFACE

Le tome 22 contient les œuvres de Lénine écrites de décembre 1915 à juillet 1916.

On y trouvera l'ouvrage « Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture. Premier fascicule. Capitalisme et agriculture aux Etats-Unis d'Amérique », où Lénine a critiqué la théorie antimarxiste de l'évolution non capitaliste de l'agriculture dans la société capitaliste.

Une grande partie du volume est constituée par des articles dans lesquels Lénine fonde théoriquement et explique les mots d'ordre bolchéviks et les tâches du prolétariat dans la période de la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, tout en démasquant les social-chauvins déclarés, ainsi que les centristes, qui ne sont que des social-chauvins camouflés. Citons parmi ces articles : « L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale », « Sur la tâche de l'opposition en France », « La paix sans annexions et l'indépendance de la Pologne, mots d'ordre du jour en Russie », « Wilhelm Kolb et Georges Plékhanov », « A propos du « programme de paix », « La proposition du Comité central du P.O.S.D.R. à la 2e Conférence socialiste », « Du chauvinisme allemand et du chauvinisme non allemand », etc.

On trouvera également dans ce volume le célèbre ouvrage « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », où

Lénine a donné une analyse marxiste de l'impérialisme en tant que dernière phase du capitalisme et montré que « l'impérialisme est le prélude à la révolution sociale du prolétariat ». C'est à partir de cette analyse que Lénine devait formuler la nouvelle thèse théorique de la possibilité de la victoire initiale du socialisme dans un seul pays capitaliste pris à part, et de l'impossibilité de la victoire simultanée du socialisme dans tous les pays. Cette thèse géniale se trouve énoncée dans les deux articles : « Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », rédigé en août 1915, et « Le programme militaire de la révolution prolétarienne », écrit au cours de l'automne 1916.

C'était là une théorie nouvelle de la révolution socialiste, qui a enrichi le marxisme et l'a fait progresser.

Dans les thèses « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », ainsi que dans l'article « Bilan d'une discussion sur les droits des nations à disposer d'elles-mêmes », Lénine a développé plus avant les thèses fondamentales du programme bolchévik sur la question nationale. Dans l'article « A propos de la brochure de Junius », Lénine critique les erreurs politiques des social-démocrates de gauche d'Allemagne.

Ce tome contient des documents inclus pour la première fois dans les œuvres de Lénine : « Projet de résolution sur la convocation de la Deuxième Conférence socialiste », « Pour la Conférence du 24 avril 1916. Proposition de la délégation » et « Lettre du Comité des organisations à l'étranger aux sections du P.O.S.D.R. ». Ces textes évoquent la lutte de Lénine contre les social-chauvins de Russie et d'Europe occidentale pour le renforcement du Parti bolchévik et pour le rassemblement des éléments internationalistes du mouvement ouvrier international.

NOUVELLES DONNEES SUR LES LOIS DU DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME DANS L'AGRICULTURE

PREMIER FASCICULE

CAPITALISME ET AGRICULTURE AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE [1]

Ecrit en 1915
Publié pour la première fois en 1917, en brochure, aux Editions «Jizn i Znanié»

Conforme au manuscrit

Книгоиздательство „ЖИЗНЬ и ЗНАНІЕ".
Петроградъ, Поварской пер., д. 2. кв. 9 и 10. Телефонъ 227-42

Библіотека обществовѣдѣнія. Кн. 42-ая.

В. ИЛЬИНЪ (Н. Ленинъ).

НОВЫЯ ДАННЫЯ О ЗАКОНАХЪ РАЗВИТІЯ КАПИТАЛИЗМА ВЪ ЗЕМЛЕДѢЛІИ.

ВЫПУСКЪ I.

Капитализмъ и земледѣліе въ Соед. Штатахъ Америки.

ПЕТРОГРАДЪ.
1917.

Couverture du livre de V. Lénine *Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture. Premier fascicule. Capitalisme et agriculture aux Etats-Unis d'Amérique.* — 1917
Réduction

Le pays d'avant-garde du capitalisme moderne présente un intérêt tout particulier pour l'étude du régime économique et social de l'agriculture d'aujourd'hui et de son évolution. Les Etats-Unis n'ont pas de concurrent qui les égale, ni pour la rapidité de développement du capitalisme à la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e}, ni pour le niveau extrêmement élevé d'ores et déjà atteint par ce dernier, ni pour l'immensité du territoire sur lequel est mis en œuvre un équipement technique représentant le dernier mot de la science et tenant compte d'une remarquable diversité des conditions naturelles et historiques, ni pour la liberté politique et le niveau culturel de la masse de la population. Sous de nombreux rapports, ce pays constitue donc le modèle et l'idéal de notre civilisation bourgeoise.

L'étude des formes et des lois de l'évolution de l'agriculture aux Etats-Unis est d'autant plus facilitée qu'on procède tous les dix ans dans ce pays à un recensement de la population (« census»), accompagné de dénombrements remarquablement détaillés de toutes les exploitations industrielles et agricoles. On obtient ainsi une documentation d'une précision et d'une richesse sans équivalent dans aucun autre pays et qui permet de contrôler toute une série d'affirmations courantes, formulées pour la plupart d'une façon hâtive au point de vue théorique, répétées sans

esprit critique et propageant habituellement des conceptions et des préjugés bourgeois.

Dans le fascicule de juin 1913 de la revue *Zaviéty*[2], M. Guimmer a cité quelques données du dernier recensement en date, le treizième, effectué en 1910, et il s'en est servi pour reprendre une fois de plus une affirmation ultra-courante et profondément bourgeoise par sa base théorique comme par sa signification politique, à savoir qu'« aux États-Unis, l'immense majorité des fermes est constituée par des exploitations *fondées sur le travail personnel* », que « dans les régions les plus développées le capitalisme agricole se décompose », que « dans l'immense majorité des localités du pays » « la petite agriculture fondée sur le travail personnel étend le champ de sa domination », que précisément « dans les régions de plus vieille culture et au développement économique le plus élevé » « l'agriculture capitaliste se désagrège, la production devient parcellaire et s'amenuise », qu'« il n'y a pas de régions où la colonisation ne soit déjà en cours, et où la grande agriculture capitaliste ne soit en voie de décomposition et ne soit éliminée par l'agriculture fondée sur le travail personnel», etc., etc.

Toutes ces affirmations sont monstrueusement fausses et absolument contraires à la réalité. Elles sont une caricature pure et simple de la vérité. Et il vaut d'autant plus la peine d'expliquer en détail pourquoi elles sont erronées que M. Guimmer n'est pas le premier venu, qu'il n'est pas l'auteur fortuit d'un article paru fortuitement dans une revue, mais que c'est un économiste des plus en vue, qui représente la tendance *bourgeoise* la plus démocratique, la plus à gauche, de la pensée sociale russe et européenne. C'est pourquoi les conceptions de M. Guimmer sont de nature à avoir — et ont déjà en partie parmi les couches non prolétariennes de la population — une extension et une influence particulièrement grandes. Car ce ne sont pas là ses conceptions personnelles, ni ses erreurs individuelles, mais l'expression très démocratisée, rehaussée par une phraséologie pseudo-socialiste, de conceptions *communes* à toute la bourgeoisie, et auxquelles se rallient le plus facilement, dans le cadre de la société capitaliste, aussi bien le professeur routinier qui suit les sentiers battus que le petit agriculteur un peu plus conscient que des millions de ses semblables.

La théorie de l'évolution non capitaliste de l'agriculture dans la société capitaliste, défendue par M. Guimmer, est en fait la théorie de l'immense majorité des professeurs bourgeois, des démocrates bourgeois et des opportunistes du mouvement ouvrier du monde entier, qui ne sont que la variété moderne de ces mêmes démocrates bourgeois. Il ne sera pas exagéré de dire que cette théorie est une illusion, un rêve, dont se berce toute la société bourgeoise. Consacrant la suite de mon exposé à la réfutation de cette théorie, je m'attacherai à donner du capitalisme dans l'agriculture américaine un tableau d'ensemble, car l'une des erreurs essentielles des économistes bourgeois consiste à arracher faits et chiffres plus ou moins importants du contexte général des rapports politico-économiques. Toutes les données sont empruntées aux éditions officielles des statistiques des Etats-Unis d'Amérique du Nord ; il s'agit, en premier lieu, des tomes *5* du 12 recensement, de 1900, et du 13e recensement, de 1910*, puis du Recueil de statistiques (Statistical Abstract of the United States) pour 1911. En indiquant ces sources, je ne donnerai pas, pour chaque chiffre, les références aux pages et aux numéros des tableaux : cela fatiguerait le lecteur et surchargerait le texte sans aucune nécessité, car les personnes que cette question intéresse trouveront sans difficulté les renseignements correspondants en se rapportant à la table des matières des publications mentionnées.

I. CARACTERISTIQUE D'ENSEMBLE DES TROIS REGIONS PRINCIPALES. L'OUEST EN COURS DE COLONISATION ET LES HOMESTEADS

La superficie gigantesque des Etats-Unis, à peine inférieure à celle de l'Europe entière, et l'énorme diversité des conditions d'exploitation régnant dans les différentes

* Census Reports. Twelfth Census 1900. Vol. V. Agriculture. Wash. 1902. — Thirteenth Census of the United States, taken in the year 1910. Vol. V. Agriculture. Wash. 1913 (Comptes rendus des recensements. Douzième recensement 1900, Tome V. Agriculture. Washington 1902. — Treizième recensement des Etats-Unis, effectué en 1910. Tome V. Agriculture. Washington 1913. — *N.R.*)

parties du pays, obligent à étudier séparément les principales régions, essentiellement hétérogènes de par leur situation économique. En 1900, les statistiques américaines divisaient le pays en cinq régions ; en 1910, elles en décomptent neuf : 1) Nouvelle-Angleterre, c'est-à-dire les six Etats du Nord-Est, sur la côte de l'océan Atlantique (Maine, New-Hampshire, Vermont, Massachusetts, Rhode-Island et Connecticut). 2) Moyen Atlantique (New York, New Jersey et Pennsylvanie); en 1900, ces deux régions formaient ensemble l'« Atlantique Nord ». 3) Centre Nord-Est (Ohio, Indiana, Illinois, Michigan et Wisconsin). 4) Centre Nord-Ouest (Minnesota, Iowa, Missouri, Dakota du Nord et Dakota du Sud, Nebraska et Kansas) ; en 1900, ces deux régions formaient ensemble le « Centre Nord ». 5) Atlantique Sud (Delaware, Maryland, District de Columbia, Virginie et Virginie occidentale, Caroline du Nord et Caroline du Sud, Georgie et Floride), même région qu'en 1900. 6) Centre Sud-Est (Kentucky, Tennessee, Alabama et Mississipi). 7) Centre Sud-Ouest (Arkansas, Oklahoma, Louisiane et Texas) ; ces deux régions formaient en 1900 le « Centre Sud ». 8) Montagnes (Montana, Idaho, Wyoming, Colorado, Nouveau-Mexique, Arizona, Utah et Nevada) et 9) Pacifique (Washington, Orégon et Californie) ; en 1900, ces deux régions formaient l'« Ouest ».

Le nombre excessif de ces divisions a incité les statisticiens américains à découper leur pays, en 1910, en trois grandes régions : le Nord (1-4), le Sud (5-7) et l'Ouest (8-9). Nous allons voir que cette division en trois régions principales est réellement la plus importante et qu'elle est absolument nécessaire, bien que, là comme en toutes choses, il y ait évidemment des types intermédiaires et qu'il faille considérer à part la Nouvelle-Angleterre et Moyen Atlantique pour certaines questions fondamentales.

Pour caractériser les différences essentielles des trois régions principales, nous pouvons les appeler : le Nord *industriel*, le Sud *anciennement esclavagiste* et l'Ouest *en cours de colonisation.*

Voici des données sur les superficies, le pourcentage des terres cultivées et la population :

Régions:	Superficie totale en millions d'acres	Dont: % de terres cultivées	Population (1910) en millions
Nord . . .	588	49%	56
Sud	562	27%	29
Ouest . . .	753	5%	7
Ensemble des Etats-Unis . . .	1903	25%	92

Le Sud et le Nord ont approximativement la même superficie ; l'Ouest est presque une fois et demie plus étendu que chacun d'eux. Mais la population du Nord est huit fois plus nombreuse que celle de l'Ouest. On peut dire que l'Ouest n'est presque pas peuplé. La rapidité avec laquelle s'effectue son peuplement ressort du fait qu'en 10 ans, de 1900 à 1910, la population a augmenté de 18% dans le Nord, de 20% dans le Sud et de 67% dans l'Ouest ! Dans le Nord, le nombre des fermes n'augmente presque pas : 2 874 000 en 1900 et 2 891 000 en 1910 (+0,6%) ; il s'est accru de 18% dans le Sud, passant de 2,6 à 3,1 millions ; dans l'Ouest, il a augmenté de 54%, c'est-à-dire de plus d'une fois et demie, passant de 243 000 à 373 000.

La forme sous laquelle s'effectue l'occupation des terres dans l'Ouest est indiquée par les données sur les *homesteads* (lots de terre de 160 acres pour la plupart, c'est-à-dire d'environ 65 déciatines, distribués par le gouvernement à titre gratuit ou contre un versement nominal). En 10 ans, de 1901 à 1910, la superficie des homesteads occupés s'est élevée dans le Nord à 55,3 millions d'acres (dont 54,3 millions, c'est-à-dire plus de 98%, pour une seule région, à savoir le Centre Nord-Ouest) ; dans le Sud, à 20,0 millions d'acres (dont 17,3 millions pour une seule région : le Centre Sud-Ouest), et dans l'Ouest à 55,3 millions d'acres, pour les deux régions qui le composent. Cela signifie que l'Ouest est, essentiellement, une région d'homesteads, c'est-à-dire une région de distribution gratuite des terres non occupées ; ce qui rappelle le droit de l'exploitation du

sol par le premier occupant telle qu'elle se pratique dans les régions périphériques éloignées de la Russie, à cette différence près qu'elle n'est pas réglementée par un Etat féodal mais d'une manière démocratique (j'ai failli dire : populiste ; la république américaine a mis en pratique, à la manière capitaliste, l'idée « populiste » de la distribution des terres vacantes à tous ceux qui en désirent). Quant au Nord et au Sud, il n'y a là, dans les deux cas, qu'*une seule* région d'homesteads, qui constitue une sorte de type intermédiaire entre l'Ouest non peuplé et le Nord et le Sud peuplés. Notons à ce propos que c'est seulement dans deux régions du Nord qu'il n'y a eu absolument aucun homestead d'attribué au cours de la dernière décennie : la Nouvelle-Angleterre et le Moyen Atlantique. Nous reviendrons plus loin sur ces deux régions, les plus industrielles, où le processus de colonisation a complètement cessé.

Les chiffres que nous avons reproduits au sujet des homesteads occupés se rapportent aux demandes d'inscription et non aux lots définitivement occupés ; sur ces derniers, nous ne disposons pas de données par région. Toutefois, si même les chiffres cités sont surestimés en valeur absolue, ils reflètent exactement, en tout état de cause, le rapport entre les régions. Dans le Nord, il y avait en 1910 414 millions d'acres occupés par les fermes, de sorte que les homesteads déclarés au cours de ces dix dernières années y représentaient 1/8 environ de la surface totale, 1/17 environ (20 sur 354) dans le Sud, la *moitié* (55 sur 111) dans l'Ouest ! Il est clair que prendre en bloc des données concernant d'une part les régions où, pratiquement, il n'y a encore presque pas de propriété terrienne et, d'autre part, les régions où toutes les terres sont occupées, constituerait une caricature des méthodes d'étude scientifique.

L'Amérique confirme d'une façon particulièrement évidente cette vérité que soulignait Marx dans le Livre III du *Capital* [3], à savoir que le capitalisme dans l'agriculture ne dépend pas de la *forme* de la propriété et de l'exploitation du sol. Lors de l'avènement du capital, la propriété foncière médiévale et patriarcale affecte les formes les plus variées : propriété féodale, « lots concédés aux paysans » (c'est-à-dire propriété de paysans dépendants), propriété

de clan, propriété communale, propriété d'Etat, etc. Le capital fait peser son joug sur toutes ces sortes de propriété foncière, mais sous une forme différente, par des moyens différents. La statistique agricole, si elle était faite d'une façon intelligente et sensée, devrait faire varier ses méthodes d'étude, ses modes de groupement, etc., en fonction des *formes* de pénétration du capitalisme dans l'agriculture, par exemple en rangeant dans une catégorie à part les homesteads et en suivant leur destinée économique. Malheureusement, la routine, la répétition dépourvue de sens, stéréotypée, de procédés uniformes, règne trop souvent dans la statistique.

Pour voir à quel point l'agriculture est extensive dans l'Ouest, par rapport aux autres régions, il suffit notamment de citer les chiffres concernant le montant des dépenses pour les engrais artificiels. En 1909, pour un acre de terre cultivée, ces dépenses s'élevaient dans le Nord à 13 cents (0,13 dollar), dans le Sud à 50 cents, et dans l'Ouest à 6 cents seulement. La supériorité du Sud s'explique par le fait que la culture du coton exige beaucoup d'engrais et qu'elle y occupe une place prééminente : le coton et le tabac y représentent 46,8% de la valeur de tous les produits agricoles ; les céréales : 29,3% seulement ; le foin et les fourrages : 5,1%. Par contre, dans le Nord, les céréales occupent la première place : 62,6%, suivies par le foin et les fourrages : 18,8%, la prédominance appartenant aux fourrages artificiels. Dans l'Ouest, les céréales représentent en valeur 33,1% de tous les produits agricoles ; le foin et les fourrages : 31,7%, les fourrages artificiels venant après les fourrages naturels. Les fruits représentent 15,5% ; ils constituent une branche particulière de l'agriculture marchande, qui se développe rapidement sur la côte de l'Océan Pacifique.

2. LE NORD INDUSTRIEL

Dans le Nord, le pourcentage de la population urbaine atteignait en 1910 58,6%, contre 22,5% dans le Sud et 48,8% dans l'Ouest. Le rôle de l'industrie ressort des données suivantes :

Valeur des produits (en milliards de dollars)

	de l'agriculture	de l'élevage	Total	de l'industrie, déduction faite de la valeur des matières premières	Nombre d'ouvriers dans l'industrie (en millions)
Nord . . .	3,1	2,1	5,2	6,9	5,2
Sud	1,9	0,7	2,6	1,1	1,1
Ouest . . .	0,5	0,3	0,8	0,5	0,3
Ensemble des Etats-Unis . . .	5,5	3,1	8,6	8,5	6,6

La valeur totale des produits agricoles est ici surestimée, car certains produits de l'agriculture sont comptés une deuxième fois dans la valeur des produits de l'élevage, par exemple le fourrage du bétail. Mais, de toute façon, on aboutit à cette conclusion incontestable que les 5/6 environ de l'industrie américaine sont concentrés dans le Nord et que, dans cette région, l'industrie l'emporte sur l'agriculture. Par contre, le Sud et l'Ouest ont un caractère essentiellement agricole.

Ainsi qu'il ressort des chiffres cités, le Nord se distingue du Sud et de l'Ouest par un développement industriel beaucoup plus marqué, qui crée un marché pour l'agriculture et détermine l'intensification de cette dernière. Mais le Nord « industriel » — ce mot étant pris dans l'acception indiquée — n'en demeure pas moins le principal producteur de produits agricoles. Plus de la moitié de toute la production agricole, les 3/5 environ, s'y trouve concentrée. On peut voir combien l'agriculture est plus intensive dans le Nord que dans les autres régions par les chiffres suivants, concernant la valeur de l'ensemble des biens agricoles — terres, bâtiments, instruments et machines, bétail — par acre de terre : dans le Nord, cette valeur s'élevait en 1910 à 66 dollars contre 25 dans le Sud et 41 dans l'Ouest. En particulier, la valeur des instruments et des machines par acre de terre était de 2,07 dollars dans le Nord, 0,83 dans le Sud et 1,04 dans l'Ouest.

Il faut mettre à part, sous ce rapport, les régions de la Nouvelle-Angleterre et du Moyen atlantique. Comme nous l'avons dit, ici, il n'y a pas de colonisation. De 1900 à 1910,

le nombre des fermes y a diminué, en chiffres absolus, ainsi que la surface cultivée et la superficie totale occupée par les fermes. D'après les statistiques de l'emploi, 10% seulement de la population sont occupés dans l'agriculture, contre 33% en moyenne pour l'ensemble des Etats-Unis, 25 à 41% dans les autres régions du Nord et 51 à 63% dans le Sud. Les céréales n'y occupent que de 6 à 25% de la terre cultivée (moyenne pour les Etats-Unis : 40%, pour le Nord : 46%) ; les fourrages (en majeure partie artificiels) : 52% à 29% (contre 15% et 18%) ; les légumes : de 4,6% à 3,8% (contre 1,5% et 1,5%). C'est la région où la culture est la plus intensive. La dépense moyenne pour les engrais, par acre de terre cultivée, s'élevait en 1909 à 1,30 et 0,62 dollars ; le premier nombre représente la dépense maximum, le second n'est dépassé que par une seule région du Sud. La valeur moyenne des instruments et des machines par acre de terre cultivée est de 2,58 et 3,88 dollars, chiffres maxima pour les Etats-Unis. Nous verrons au cours de notre exposé que ces régions les plus industrialisées du Nord industriel, qui se distinguent par l'agriculture la plus intensive, se distinguent également par le caractère le plus capitaliste de l'agriculture.

3. LE SUD ANCIENNEMENT ESCLAVAGISTE

Les Etats-Unis, écrit M. Guimmer, « n'ont jamais connu le féodalisme et en ignorent les survivances économiques » (p. 41 de l'article mentionné). Affirmation absolument contraire à la vérité, car les survivances économiques de l'*esclavagisme* ne se distinguent absolument en rien de celles du féodalisme et sont encore *très fortes, jusqu'à présent*, dans le Sud anciennement esclavagiste des Etats-Unis. Il ne vaudrait pas la peine de s'arrêter à l'erreur de M. Guimmer si l'on pouvait la considérer comme une simple erreur d'un article de revue écrit à la hâte. Mais la littérature libérale et la littérature populiste de Russie prouvent qu'en ce qui concerne le système russe *de prestations de travail* (notre survivance du féodalisme), une « erreur » absolument identique est commise systématiquement et avec une extraordinaire persistance.

Le Sud des Etats-Unis fut esclavagiste tant que la guerre

civile de 1861-1865 n'eut pas balayé l'esclavage. Jusqu'à présent, le nombre des Noirs, qui ne dépasse pas 0,7 à 2,2% de la population des régions du Nord et de l'Ouest, représente dans le Sud 22,6 à 33,7% de l'ensemble de la population. La proportion des Noirs est de 10,7% pour l'ensemble des Etats-Unis. Inutile de parler de la situation dégradante qui leur est faite : sous ce rapport, la bourgeoisie américaine n'est pas meilleure que celle des autres pays. Après avoir « libéré » les Noirs, elle s'est efforcée, sur la base du capitalisme « libre » et républicain-démocrate, de rétablir tout ce qui pouvait l'être, de faire le possible et l'impossible pour opprimer les Noirs de la façon la plus éhontée et la plus vile. Pour caractériser leur niveau culturel, il suffit de mentionner un petit fait statistique. Alors que le nombre des illettrés, parmi la population blanche des Etats-Unis (âgée de 10 ans et plus), s'élevait en 1900 à 6,2% de la population, pour les Noirs, ce pourcentage était de 44,5% !! Plus de 7 fois plus !! Dans le Nord et dans l'Ouest, il y avait 4-6% d'illettrés (en 1900) ; dans le Sud, 22,9-23,9% !! Il est facile d'imaginer la quantité des faits ressortissant au domaine juridique et à la vie courante qui correspondent à ce fait infamant emprunté au domaine de l'instruction publique.

Sur quelle base économique a grandi et repose cette aimable « superstructure » ?

Sur une base typiquement russe, « cent pour cent russe », celle du *système de prestations de travail* ou, plus précisément, du *métayage*.

Le nombre de fermes appartenant à des Noirs s'élevait en 1910 à 920 883, soit 14,5% du total. Sur le nombre total des fermiers, 37,0% étaient affermataires et 62,1% propriétaires ; les 0,9% restants des fermes étaient dirigées par des gérants. Mais chez les blancs, le pourcentage des affermataires s'élève à 39,2%, alors que chez les Noirs il est de 75,3% ! En Amérique, le fermier blanc typique est le propriétaire de sa terre et le fermier noir typique est l'affermataire. Dans l'Ouest, le pourcentage des affermataires n'est que de 14,0% : c'est la région de colonisation, la région des terres nouvelles, libres, l'eldorado (un eldorado éphémère et fragile) du petit « agriculteur indépendant ». Dans le Nord, le pourcentage des affermataires est

de 26,5% ; dans le Sud, de 49,6% ! La moitié des fermiers du Sud sont des affermataires.

Mais ce n'est pas tout. Nous n'avons nullement affaire ici à des affermataires au sens européen, cultivé, capitaliste moderne du mot. Nous sommes surtout en présence de *métayers* semi-féodaux ou connaissant un sort de demi-esclaves, ce qui est la même chose au point de vue économique. Dans l'Ouest « libre », les affermataires ne comptent qu'une minorité de métayers (25 000 sur 53 000). Dans le vieux Nord, peuplé depuis longtemps, sur 766 000 affermataires, il y a 483 000 métayers, soit 63%. Dans le Sud, sur 1 537 000 affermataires, on compte *1 021 000 métayers, soit 66%*.

Dans la libre Amérique républicaine et démocratique, il y avait en 1910 1 million et demi de métayers, dont *plus d'un million de Noirs*. Et le nombre des métayers par rapport au nombre total des fermiers ne diminue pas, mais s'accroît continuellement et assez rapidement. En 1880, leur pourcentage par rapport au nombre total des fermiers des Etats-Unis s'élevait à 17,5% ; il était de 18,4% en 1890, 22,2% en 1900 et 24,0% en 1910.

« Dans le Sud, indiquent les conclusions des statisticiens américains au sujet du recensement de 1910, les conditions ont toujours été quelque peu différentes de celles du Nord, et bien des exploitations d'affermataires sont des parties de plantations de dimensions importantes qui furent créées antérieurement à la guerre civile. » Dans le Sud, « le système d'exploitation par des affermataires, surtout des Noirs, a remplacé le système d'exploitation par le travail des esclaves ». « Le développement du système de fermage est particulièrement accentué dans le Sud, où les grandes plantations, autrefois cultivées par des esclaves, ont souvent été divisées en petits lots (parcelles), loués à des affermataires... En fait, dans bien des cas, ces plantations sont encore mises en valeur comme des unités agricoles, car les affermataires sont soumis jusqu'à un certain point à une surveillance rappelant plus ou moins celle à laquelle sont soumis les ouvriers salariés dans les fermes du Nord » (ouvrage cité, V, 102, 104).

Pour caractériser le Sud, il faut encore ajouter que sa population le déserte pour se rendre dans d'autres régions capitalistes et dans les villes, de la même façon qu'en

Russie la paysannerie fuit les provinces agricoles du Centre, les plus arriérées et où les survivances du servage se sont le plus conservées, qu'elle fuit le pouvoir des Valiaï-Markov, pour gagner les régions plus capitalistes de la Russie, les capitales, les provinces industrielles et le Sud (voir *Le développement du capitalisme en Russie**). Aussi bien en Amérique qu'en Russie, la région où domine le métayage est celle du plus grand retard, de la plus grande dégradation, de la plus grande oppression des masses laborieuses. Les immigrants venant en Amérique, qui jouent un rôle si important dans l'économie du pays et dans toute sa vie sociale, évitent le Sud. En 1910, le pourcentage de la population des Etats-Unis, née en dehors du pays, était de 14,5%. Mais dans le Sud, ce pourcentage n'était que de 1,0 à 4,0%, suivant les régions, alors que dans les autres régions du pays, il n'y avait pas moins de 13,9% et jusqu'à 27,7% d'immigrants (Nouvelle-Angleterre). L'isolement, l'inculture, l'absence d'air frais, une sorte de prison pour les Noirs « libérés » : tel est le Sud américain. La plus grande sédentarité de la population, le plus grand « attachement à la terre » : à part la région où existe une importante colonisation (le Centre Sud-Ouest), on constate que, dans les deux autres régions du Sud, 91-92% des habitants sont nés dans la région même où ils vivent, alors que pour l'ensemble de l'Amérique ce pourcentage est de 72,6%, c'est-à-dire que la mobilité de la population y est beaucoup plus grande. Et dans l'Ouest, qui est essentiellement une région de colonisation, 35 à 41% seulement des habitants sont nés dans la région même où ils vivent.

Les Noirs fuient les deux régions du Sud qui ignorent la colonisation : au cours de dix années qui séparent les deux derniers recensements, ces deux régions ont fourni aux autres secteurs du pays près de 600 000 représentants de la population « noire ». Les Noirs fuient surtout dans les villes : dans le Sud, 77 à 80% de tous les Noirs vivent à la campagne ; dans les autres régions, 8 à 32% seulement. La similitude économique de la situation des Noirs en Amérique et des paysans « *ayant appartenu aux grands propriétaires fonciers* » dans la Russie agricole du Centre est vraiment frappante.

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 3, chapitre VIII. « Formation du marché intérieur de la main-d'œuvre. » (*N.R.*)

4. DIMENSION MOYENNE DES FERMES. LA « DECOMPOSITION DU CAPITALISME » DANS LE SUD

Après avoir examiné les principaux traits distinctifs des trois grandes régions des Etats-Unis et le caractère général des conditions économiques, nous pouvons passer à l'analyse des données sur lesquelles on opère habituellement. Il s'agit tout d'abord des données sur les dimensions moyennes des fermes, dont de très nombreux économistes, y compris M. Guimmer, tirent les conclusions les plus catégoriques.

Dimension moyenne des fermes aux Etats-Unis

Années	Superficie totale (en acres)	Superficie cultivée (en acres)
1850	202,6	78,0
1860	199,2	79,8
1870	153,3	71,0
1880	133,7	71,0
1890	136,5	78,3
1900	146,2	72,2
1910	138,1	75,2

On constate, à première vue, une diminution de la moyenne pour la superficie totale et des variations indéterminées — tantôt une diminution, tantôt un accroissement — de la moyenne en ce qui concerne la superficie cultivée. Mais la période 1860-1870 constitue une nette démarcation ; aussi l'avons-nous marquée d'un trait. C'est au cours de cette période que l'on observe une énorme *diminution*—de 46 acres (199,2-153,3) — de la superficie totale moyenne des exploitations et la plus grande modification (79,8-71,0), également dans le sens d'une diminution de la superficie moyenne cultivée.

Quelle en est la cause ? Apparemment, la guerre civile de 1861-1865 et l'abolition de l'esclavage. Un coup décisif fut porté aux grands domaines esclavagistes. Nous verrons ci-après de nombreuses confirmations de ce fait, au demeurant si connu qu'on peut s'étonner qu'il soit nécessaire de le confirmer. Distinguons les données concernant respectivement le Sud et le Nord.

Années	Dimension moyenne des fermes en acres dans le Sud — superficie moyenne totale	dans le Sud — superficie moyenne cultivée	dans le Nord — superficie moyenne totale	dans le Nord — superficie moyenne cultivée
1850	332,1	101,1	127,1	65,4
1860	335,4	101,3	126,4	68,3
1870	214,2	69,2	117,0	69,2
1880	153,4	56,2	114,9	76,6
1890	139,7	58,8	123,7	87,8
1900	138,2	48,1	132,2	90,9
1910	114,4	48,6	143,0	100,3

Nous voyons que la superficie cultivée en moyenne par ferme a énormément *diminué* dans le Sud au cours de la période 1860-1870 (101,3-69,2) et qu'elle s'est quelque peu *accrue* dans le Nord (68,3-69,2). Ce qui est donc en cause, ce sont précisément les conditions d'évolution du Sud. Même après l'abolition de l'esclavage, nous y observons encore une diminution progressive, bien que lente et discontinue, de l'étendue moyenne des fermes.

« L'agriculture fondée sur le travail personnel étend ici le champ de sa domination », conclut Guimmer, « et le capital abandonne l'agriculture pour d'autres domaines d'application »... « La décomposition extrêmement rapide du capitalisme agraire dans les Etats de l'Atlantique-Sud»...

Voilà une bizarrerie à laquelle on ne peut, semble-t-il, trouver de pendant que dans les raisonnements de nos populistes sur la « décomposition du capitalisme » en Russie après 1861, après que les grands propriétaires fonciers eurent remplacé la corvée par les prestations de travail (c'est-à-dire par des semi-corvées !). Le morcellement des grands domaines esclavagistes est qualifié de « décomposition du capitalisme ». La transformation de la terre non cultivée des propriétaires d'esclaves d'hier en petites fermes exploitées par des Noirs, dont la moitié sont des métayers (rappelons que le pourcentage des métayers *s'accroît* constamment d'un recensement à l'autre !), est qualifiée de « décomposition du capitalisme ». On ne saurait dénaturer davantage les notions fondamentales de la science économique !

Au chapitre 12 du texte explicatif accompagnant le recensement de 1910, les statisticiens américains donnent des précisions sur les « plantations » typiques du Sud telles

qu'elles se présentent de nos jours, et non du temps de l'esclavage. Dans les 39 073 plantations, il y a 39 073 « landlord farms » (« fermes du maître ») et 398 905 exploitations d'affermataires. Ce qui correspond, en moyenne, à 10 affermataires par « propriétaire foncier » ou « landlord ». L'étendue moyenne d'une plantation est de 724 acres, dont 405 seulement sont cultivées : plus de 300 acres par plantation ne sont pas mises en culture. Honnête réserve pour les plans exploiteurs de demain de messieurs les esclavagistes d'hier...

La répartition de la terre d'une plantation moyenne est la suivante : la « ferme du maître » s'étend sur 331 acres de terre, dont 87 sont cultivées. Les fermes « d'affermataires », c'est-à-dire les lots des métayers noirs, qui travaillent comme naguère pour le « lord » et sous sa surveillance, possèdent en moyenne 38 acres de terre, dont 31 sont cultivées.

Les anciens propriétaires d'esclaves du Sud, qui possèdent d'immenses domaines, où plus des 9/10 de la terre, restent jusqu'à présent incultes, commencent graduellement, à mesure que s'accroissent la population et la demande de coton, à vendre ces terres aux Noirs ou même, le plus souvent, à leur distribuer de petites parcelles en échange d'une moitié de la récolte. (De 1900 à 1910, dans le Sud, le nombre de fermiers ayant l'entière propriété de toute leur terre est passé de 1 237 000 à 1 329 000, soit une augmentation de 7,5%, alors que le nombre des métayers est passé de 772 000 à 1 021 000, soit une augmentation de 32,2%.) Et il se trouve un économiste pour qualifier ce phénomène de « décomposition du capitalisme »...

Nous classons comme grands domaines les fermes comptant 1 000 acres et plus de terre. Leur pourcentage en 1910, aux Etats-Unis, était seulement de 0,8% (50 135 fermes), et elles occupaient 167,1 millions d'acres, soit 19,0% de la surface totale. Cela représente une moyenne de 3 332 acres par propriété. Le pourcentage des terres cultivées dans les grands domaines n'est que de 18,7%, alors que pour l'ensemble des exploitations agricoles il est de 54,4%. Précisons que c'est le Nord capitaliste qui compte *le moins* de grands domaines : 0,5% du nombre total des fermes, avec 6,9% de la superficie totale, la proportion de terre cul-

tivée s'y élevant à 41,1%. C'est dans l'Ouest que le nombre des grands domaines est le plus élevé : 3,9% du nombre total des fermes avec 48,3% de la superficie totale ; le pourcentage de terre cultivée s'y élève à 32,3%. Le pourcentage *le plus élevé* de terre non cultivée se rencontre dans les grands domaines du Sud anciennement esclavagiste qui représentent 0,7% du nombre total des fermes et occupent 23,9% de la superficie totale ; *ne* sont cultivées dans les grands domaines *que 8,5% des terres !!* Ces données détaillées montrent très nettement, soit dit en passant, à quel point il est injustifié de ranger les grands domaines dans l'économie *capitaliste*, comme on le fait si souvent sans prendre la peine d'analyser spécialement les données concrètes de chaque pays et de chaque région.

En 10 ans, de 1900 à 1910, c'est justement dans les grands domaines et uniquement dans les grands domaines que la quantité totale de terre a *diminué*. Et dans une proportion importante : on passe de 197,8 à 167,1 millions d'acres, c'est-à-dire que la diminution est de 30,7 millions d'acres. Dans le Sud, elle est de 31,8 millions d'acres (dans le Nord, on enregistre un accroissement de 2,3 millions, et dans l'Ouest une diminution de 1,2 million). Par conséquent, c'est justement le Sud et seulement le Sud esclavagiste qui est caractérisé par un gigantesque processus de morcellement de ses grands domaines, où la terre n'est cultivée que dans une proportion minime (8,5%).

De tout cela il résulte inéluctablement que l'unique définition précise du processus économique en cours doit être la suivante : passage des grands domaines esclavagistes, incultes aux 9/10, à la petite agriculture *marchande*. Non pas à l'agriculture « fondée sur le travail personnel », comme aiment à dire M. Guimmer, les populistes et tous les économistes bourgeois, qui entonnent des hymnes de mirliton à la gloire du « travail », mais à l'agriculture marchande. L'expression « fondée sur le travail personnel » n'a aucun sens politico-économique et induit indirectement en erreur. Elle est dénuée de sens, car dans chacune des formes sociales que peut revêtir l'économie, le petit agriculteur « travaille » : que l'époque où il vit soit celle de l'esclavage, du servage ou du capitalisme. L'expression « fondée sur le travail » est un terme creux,

une phrase déclamatoire sans aucun contenu, qui aide à *confondre* les formes sociales les plus diverses de l'économie au bénéfice de la seule bourgeoisie. L'expression « fondée sur le travail » induit en erreur, trompe le public, car elle fait croire à l'absence de travail *salarié*.

De même que tous les économistes bourgeois, M. Guimmer néglige justement de parler des données concernant le travail salarié, alors qu'elles sont d'une importance fondamentale quand il est question du capitalisme dans l'agriculture et qu'elles sont fournies, non seulement par le recensement de 1900, mais aussi par le « bulletin » du recensement de 1910 (Abstract—Farm crops, by states *), que cite M. Guimmer (p. 49 de son article, note).

Que l'essor de la petite agriculture dans le Sud soit précisément celui de l'agriculture marchande, c'est ce que montre le caractère du principal produit agricole du Sud. Ce produit est le coton. L'ensemble des céréales panifiables représente en valeur 29,3% de la récolte totale des céréales du Sud, le foin et les herbes fourragères 5,1%, et le coton 42,7%. De 1870 à 1910, la production de laine est passée aux Etats-Unis de 162 millions de livres à 321 millions, soit une augmentation du double ; le blé, de 236 millions de bushels à 635 millions, soit une augmentation d'un peu moins du triple ; le maïs, de 1 094 millions de bushels à 2 886 millions, également une augmentation d'un peu moins du triple ; la production de coton est passée de 4 millions de balles (de 500 livres) à 12 millions, c'est-à-dire qu'elle a triplé. Le développement du produit agricole marchand par excellence a dépassé celui des autres produits, moins marchands. En outre, dans la principale région du Sud, l'« Atlantique-Sud », il s'est développé une production assez importante de tabac (12,1% de la valeur globale de la récolte de l'Etat de Virginie), de légumes (20,1% de la valeur globale de la récolte de l'Etat de Delaware, 23,2% de celle de l'Etat de Floride), de fruits (21,3% de la valeur globale de la récolte de l'Etat de Floride), etc. Ce sont toutes des cultures correspondant à une intensification de l'agriculture, à un accroissement du vo-

* Données parvenant d'un sondage effectué sur les récoltes des fermes, par Etat. (*N.R.*)

lume économique de l'exploitation parallèlement à une réduction de la superficie cultivée, et à une utilisation accrue du travail salarié.

Nous allons passer maintenant à l'examen détaillé des données sur le travail salarié ; bornons-nous pour l'instant à signaler que si le Sud est en retard à cet égard sur les autres régions) l'emploi de la main-d'œuvre salariée y est *moins accusé*, car le système semi-esclavagiste du métayage y est *plus développé*), l'emploi de la main-d'œuvre salariée s'y étend également.

5. LE CARACTERE CAPITALISTE DE L'AGRICULTURE

Habituellement, on juge de la pénétration du capitalisme dans l'agriculture à partir des données sur l'étendue des fermes ou sur le nombre et l'importance des grandes fermes (grandes d'après leur superficie). Nous avons examiné quelques-unes de ces données et nous en examinerons encore quelques autres, mais nous devons souligner qu'elles sont toutes d'ordre indirect, car la superficie est loin d'indiquer toujours et d'une manière directe la grandeur effective de l'*exploitation* et son caractère capitaliste.

Les données relatives au travail salarié sont infiniment plus probantes et démonstratives sous ce rapport. Les recensements agricoles des dernières années, par exemple le recensement autrichien de 1902 et le recensement allemand de 1907, que nous analyserons par ailleurs, ont montré que l'emploi de la main-d'œuvre salariée dans l'agriculture moderne — et en particulier dans les petites exploitations agricoles — est beaucoup plus important qu'on ne le croit généralement. Rien ne réfute aussi catégoriquement et aussi nettement que ces données la fable petite-bourgeoise de la petite agriculture « fondée sur le travail personnel ».

La statistique américaine a recueilli sur ce point une documentation très abondante, car le formulaire individuel remis à chaque fermier lui demande s'il consacre une certaine somme au paiement d'ouvriers salariés et, si oui, quelle somme exactement. A la différence de la statistique européenne, par exemple de celle des deux pays que nous venons de nommer, la statistique américaine n'enregistre pas le nombre des ouvriers salariés employés au moment

du recensement par chaque exploitant, bien que cela eût été extrêmement facile à déterminer et que la portée scientifique de ces données, venant compléter celles concernant le total des frais de main-d'œuvre salariée, eût été très grande. Mais le pire c'est l'interprétation absolument défectueuse de ces données dans le recensement de 1910, infiniment plus mal conçu en général que celui de 1900. Le recensement de 1910 répartit toutes les fermes en groupes d'après leur superficie (comme en 1900), mais, à la différence de 1900, les données sur l'emploi de la main-d'œuvre salariée ne sont pas indiquées en se référant à ces groupes. Nous ne sommes donc pas en mesure de comparer les grandes et les petites exploitations (quant à leur superficie) en ce qui concerne l'utilisation du travail salarié. Nous ne disposons que des moyennes par Etat et par région, c'est-à-dire de données qui confondent les exploitations capitalistes et les exploitations non capitalistes.

Nous examinerons plus loin, à part, les données pour 1900, qui sont mieux interprétées, mais voici, tout de suite, celles concernant l'année 1910.

A proprement parler, les chiffres se rapportent aux années 1899 et 1909.

Régions:	Pourcentage des fermes employant des ouvriers (1909)	Accroissement des frais de main-d'œuvre de 1899 à 1909 en %	Frais de main-d'œuvre par acre de terre cultivée (en dollars) 1909	1899
Nord . . .	55,1	+70,8	1,26	0,82
Sud	36,6	+87,1	1,07	0,69
Ouest . . .	52,5	+119,0	3,25	2,07
Ensemble des Etats-Unis . . .	45,9	+82,3	1,36	0,86

Ces données montrent tout d'abord d'une façon irréfutable que c'est dans le Nord que l'agriculture accuse le caractère le plus capitaliste (55,1% des fermes y ont recours au travail salarié), puis dans l'Ouest (52,5%) ; c'est dans le Sud que ce caractère est le moins marqué (36,6%). Et cette différence est celle qui doit exister normalement entre une région peuplée et industrielle, une région en cours de colonisation et une région de métayage. Il va de soi que les données sur le pourcentage des fermes ayant recours au travail sala-

rié permettent plus facilement une comparaison exacte entre régions que celles ayant trait aux frais de main-d'œuvre salariée par acre de terre cultivée. Pour pouvoir comparer les données de cette espèce, il faudrait que le niveau des salaires fût identique dans les différentes régions. Nous n'avons pas de données sur les salaires dans l'agriculture aux Etats-Unis, mais cette identité des salaires est peu probable d'après ce que nous savons des différences fondamentales existant entre les régions.

Ainsi, dans le Nord et dans l'Ouest, dans les deux régions qui concentrent les 2/3 de toute la terre cultivée et les 2/3 de tout le bétail, *plus de la moitié* des fermiers ne peuvent se passer de travail salarié. Dans le Sud, cette proportion n'est moindre que parce que l'exploitation semi-féodale (et aussi semi-esclavagiste) sous la forme du métayage y est encore forte. Il n'est pas douteux qu'une partie des fermiers les moins favorisés sont obligés, en Amérique comme dans tous les autres pays capitalistes du monde, de vendre leur force de travail. Malheureusement, la statistique américaine ne fournit absolument aucune donnée à cet égard, à la différence, par exemple, de la statistique allemande de 1907, où ces données ont été recueillies et interprétées d'une façon très poussée. D'après les données allemandes, sur 5 736 082 propriétaires d'entreprises agricoles (chiffre global comprenant aussi les tout petits «exploitants»), 1 940 867, soit plus de 30%, sont, de par leur occupation *principale*, des ouvriers salariés. Bien entendu, la grande masse de ces ouvriers agricoles et de ces journaliers possesseurs d'un lopin de terre fait partie des groupes inférieurs d'agriculteurs.

Admettons qu'aux Etats-Unis, où les plus petites fermes (jusqu'à 3 acres) n'ont généralement pas été enregistrées, 10% seulement des fermiers sont obligés de vendre leur force de travail. Même dans ce cas, nous obtenons ce résultat que les fermiers *directement* exploités par les grands propriétaires fonciers et les capitalistes représentent *plus du tiers* du total (24% de métayers exploités, selon un mode féodal ou semi-féodal, par les anciens propriétaires d'esclaves, et 10% d'exploités par les capitalistes font 34%). Sur le nombre total des fermiers, il n'y a donc qu'une *minorité*, à peine plus *d'un cinquième ou d'un quart*, qui n'em-

bauchent pas d'ouvriers ou qui ne s'embauchent pas eux-mêmes ou ne subissent pas une autre forme d'asservissement.

Telle est la situation de fait au pays du capitalisme « exemplaire et d'avant-garde », au pays où des millions de déciatines de terre sont distribuées à titre gratuit. Là aussi, la fameuse petite agriculture non capitaliste, « fondée sur le travail personnel », est un mythe.

Quel est le nombre des ouvriers salariés dans l'agriculture de l'Amérique ? Augmente-t-il ou diminue-t-il par rapport au nombre des fermiers et par rapport à l'ensemble de la population agricole ?

Malheureusement, la statistique américaine ne répond pas directement à ces questions si importantes. Cherchons une réponse approximative.

On peut en trouver une, premièrement, dans les chiffres de la statistique de l'emploi (tome IV du recensement). Statistique « mal venue » pour les Américains. Interprétée d'une façon bureaucratique, routinière et absurde, elle ne fournit aucun renseignement sur la situation de l'individu dans la profession, c'est-à-dire qu'elle ne distingue pas entre l'exploitant, l'ouvrier familial et l'ouvrier salarié. Au lieu d'une division économique précise, on s'est contenté d'employer une expression « d'usage courant », « habituelle », en réunissant d'une façon absurde sous la rubrique « travailleurs des champs » les membres des familles des fermiers et les ouvriers salariés. Comme on le sait, la statistique américaine *n'est pas* la seule où règne un chaos complet dans cette question.

Le recensement de 1910 tente de mettre un peu d'ordre dans ce chaos, de corriger les erreurs manifestes et de séparer au moins une partie des ouvriers agricoles (working out) des ouvriers familiaux (working on the home farm). A la suite d'une série de calculs, les statisticiens apportent une correction au nombre total des personnes employées dans l'agriculture, qu'ils réduisent de 468 100 personnes (tome IV, p. 27). Ensuite, le nombre des *femmes* employées comme ouvrières salariées est évalué à 220 048 en 1900 et à 337 522 en 1910 (accroissement de 53%). Le nombre des hommes employés comme ouvriers salariés était de 2 299 444 en 1910. Si l'on admet qu'en 1900, il y avait le même pourcentage qu'en 1910 de salariés agricoles par rapport au

nombre global des ouvriers agricoles, le nombre des hommes employés en 1900 comme ouvriers salariés pourra être évalué à 1798 165. Nous obtiendrons alors le tableau suivant:

	1900	*1910*	Accroissement en %
Nombre total des personnes employées dans l'agriculture	10 381 765	12 099 825	+16%
Nombre de fermiers	5 674 875	5 981 522	+ 5%
Nombre d'ouvriers salariés	2 018 213	2 566 966	+27%

C'est-à-dire que le pourcentage d'accroissement est plus de cinq fois plus élevé (27% contre 5%) pour le nombre des ouvriers salariés que pour celui des fermiers. La proportion des fermiers par rapport à l'ensemble de la population agricole a *diminué*, celle des ouvriers salariés a *augmenté*. Le nombre des exploitants indépendants rapporté à l'ensemble de la population agricole a diminué ; le nombre des dépendants, des exploités, a augmenté.

On a dénombré en Allemagne, en 1907, 4 millions $^1/_2$ d'ouvriers salariés dans l'agriculture sur un nombre total de 15 millions d'ouvriers familiaux et salariés. Soit 30% d'ouvriers salariés. En Amérique, d'après le calcul approximatif ci-dessus, on en compte 2 millions $^1/_2$ sur 12, soit 21%. Il est possible que l'existence de terres libres distribuées gratuitement, ainsi que l'énorme proportion de métayers, doivent diminuer en Amérique le pourcentage des ouvriers salariés.

Une réponse approximative peut aussi être fournie, deuxièmement, par les chiffres ayant trait aux frais de main-d'œuvre salariée en 1899 et en 1909. Pendant cette même période, le nombre des ouvriers salariés dans l'industrie s'est accru de 40%, passant de 4,7 à 6,6 millions, et leurs salaires ont augmenté de 70%, passant de 2 008 à 3 427 millions de dollars. (Il ne faut pas oublier que la hausse des prix des produits alimentaires, etc., a réduit à néant cet accroissement nominal des salaires.)

A en juger d'après ces données, on peut supposer qu'à

un accroissement de 82% des frais d'embauchage des ouvriers dans l'agriculture correspond un accroissement d'environ 48% du nombre des ouvriers salariés. En faisant une supposition analogue pour les trois régions principales, nous obtenons le tableau suivant :

	Accroissement en % de 1900 à 1910		
Régions:	de l'ensemble de la population agricole	du nombre des fermes	du nombre des ouvriers salariés
Nord	+3,9%	+0,6%	+40%
Sud	+14,8%	+18,2%	+50%
Ouest	+49,7%	+53,7%	+66%
Ensemble des Etats-Unis	+11,2%	+10,9%	+48%

Ces données nous montrent d'autre part que l'accroissement du nombre des exploitants retarde, pour l'ensemble du pays, sur celui de la population agricole, et que l'accroissement du nombre des ouvriers salariés dépasse celui de la population agricole. En d'autres termes : la proportion des indépendants diminue, la proportion des dépendants augmente.

Notons que l'énorme différence que l'on peut constater dans l'accroissement du nombre des ouvriers salariés d'après le premier calcul (+27%) et d'après le second (+48%) est parfaitement plausible, car, dans le premier, on n'a compté que les ouvriers salariés *professionnels*, alors que dans le second on a tenu compte de *tous les cas* d'emploi de main-d'œuvre salariée. Dans l'agriculture, l'emploi épisodique de main-d'œuvre salariée joue un très grand rôle ; aussi faudrait-il se faire une règle constante de ne pas se contenter de déterminer le nombre des ouvriers salariés permanents et temporaires, mais de déterminer en outre, dans la mesure du possible, le total des frais de main-d'œuvre.

Quoi qu'il en soit, les deux calculs nous montrent sans conteste l'*extension* du capitalisme dans l'agriculture des Etats-Unis, l'*extension* de l'emploi du travail salarié, qui dépasse celle de la population agricole, et du nombre des fermiers.

6. LES REGIONS DE L'AGRICULTURE LA PLUS INTENSIVE

Maintenant que nous avons examiné les données d'ensemble sur le travail salarié, indice le plus net du capitalisme dans l'agriculture, nous pouvons passer à une analyse plus détaillée des *formes* particulières sous lesquelles se manifeste le capitalisme dans cette branche de l'économie nationale.

Nous connaissons désormais une région où la superficie moyenne des fermes diminue, à savoir le Sud, où ce processus signifie qu'on passe des grands domaines esclavagistes à la petite agriculture marchande. Il existe une autre région de diminution de la superficie moyenne des fermes, à savoir une partie du Nord : la Nouvelle-Angleterre et les Etats du Moyen Atlantique. Voici des données sur ces régions :

	Superficie moyenne d'une ferme (terre cultivée), en acres	
	Nouvelle-Angleterre	Etats du Moyen Atlantique
1850	66,5	70,8
1860	66,4	70,3
1870	66,4	69,2
1880	63,4	68,0
1890	56,5	67,4
1900	42,4	63,4
1910	38,4	62,6

La dimension moyenne d'une ferme est plus petite en Nouvelle-Angleterre que dans toutes les autres régions des Etats-Unis. Dans deux régions du Sud elle est de 42-43 acres, et dans la troisième, le Centre Sud-Ouest, où il y a encore colonisation, de 61,8 acres, c'est-à-dire qu'elle y est à peu près égale à celle que l'on constate dans les Etats du Moyen Atlantique. Cette diminution de la superficie moyenne des fermes de la Nouvelle-Angleterre et des Etats du Moyen Atlantique, « régions de plus vieille culture et au développement économique le plus élevé » (p. 60 chez M. Guimmer), régions où il n'y a pas de colonisation, a incité notre auteur à conclure, comme quantité d'autres économistes bourgeois, que « l'agriculture capitaliste se désagrège », que « la production devient parcellaire et s'amenuise », qu'« il n'y a pas de régions où le processus de colonisation ne soit déjà en cours, et où la grande agriculture capitaliste ne soit

en voie de décomposition et ne soit éliminée par l'agriculture fondée sur le travail personnel », etc., etc.

M. Guimmer est parvenu à ces conclusions absolument contraires à la réalité parce qu'il a oublié... un « détail » : le processus d'intensification de l'agriculture ! Cela est incroyable, mais vrai. Et comme toute une série d'économistes bourgeois, leur presque totalité, trouvent moyen d'oublier aussi ce « détail » lorsqu'ils traitent de la petite et de la grande production agricole, bien qu'« en théorie » tous « connaissent » et reconnaissent parfaitement son existence, il importe d'étudier cette question d'une façon particulièrement circonstanciée. Car c'est là qu'est l'une des sources principales de toutes les mésaventures de l'économie bourgeoise (y compris l'économie populiste et opportuniste) dans la question de la petite agriculture « fondée sur le travail personnel ». On oublie ce « détail » qu'en raison des particularités techniques de l'agriculture, son intensification entraîne très souvent un accroissement de volume *économique*, un développement de la *production* et du *capitalisme*, parallèlement à la *diminution* de la superficie moyenne de terre cultivée.

Voyons tout d'abord s'il y a des différences fondamentales dans la technique de l'agriculture, dans son aspect général et son caractère intensif, entre la Nouvelle-Angleterre et les Etats du Moyen Atlantique, d'une part, et le restant du Nord et toutes les autres régions du pays, d'autre part.

Ces différences sont caractérisées par les données suivantes:

	Pourcentage représenté dans la valeur globale de la récolte (1910) par:		
Régions :	**les céréales**	**le foin et les fourrages**	**les légumes, les fruits et autres cultures spéciales**
Nouvelle-Angleterre	7,6	41,9	33,5
Moyen Atlantique	29,6	31,4	31,8
Centre Nord-Est . .	65,4	16,5	11,0
Centre Nord-Ouest	75,4	14,6	5,9

La différence est radicale. Les deux premières régions nous montrent une agriculture hautement intensive ; les deux autres, une agriculture extensive. Dans ces dernières, les céréales représentent l'écrasante majorité de la valeur

globale de la récolte ; dans les premières, elles en représentent non seulement la plus petite partie, mais parfois une part tout à fait infime (7,6 %), les cultures spéciales « marchandes » (légumes, fruits, etc.) fournissant une *plus grande* partie de la valeur de la récolte que les céréales. L'agriculture extensive y a fait place à l'agriculture intensive. La culture des herbes fourragères s'y est largement répandue. Dans la Nouvelle-Angleterre, sur 3,8 millions d'acres produisant du foin et des plantes fourragères, 3,3 millions d'acres sont occupés par des fourrages *artificiels*. Dans les Etats du Moyen Atlantique, les chiffres correspondants sont : 8,5 et 7,9 millions. Par contre, dans les Etats du Centre Nord-Ouest (région de colonisation et d'agriculture extensive), sur 27,4 millions d'acres produisant du foin et des herbes fourragères, 14,5 millions, soit plus de la moitié, sont occupés par des prairies « sauvages », etc.

Dans les Etats « intensifs » les récoltes sont nettement plus élevées :

Récolte par acre en bushels

Régions	maïs		blé	
	1909	1899	1909	1899
Nouvelle-Angleterre	45,2	39,4	23,5	18,0
Moyen Atlantique	32,2	34,0	18,6	14,9
Centre Nord-Est	38,6	38,3	17,2	12,9
Centre Nord-Ouest	27,7	31,4	14,8	12,2

Même constatation en ce qui concerne l'élevage marchand et l'exploitation laitière, particulièrement développés dans ces régions :

Régions :	Nombre moyen de vaches laitières par ferme (1900)	Production moyenne de lait (en gallons) par vache	
		1909	*1899*
Nouvelle-Angleterre	5,8	476	548
Moyen Atlantique	6,1	490	514
Centre Nord-Est	4,0	410	487
Centre Nord-Ouest	4,9	325	371
Sud (les 3 régions)	1,9-3,1	232-286	290-395
Ouest (les 2 régions)	4,7-5,1	339-475	334-470
Moyenne pour les Etats-Unis	3,8	362	424

On voit par là que, dans les Etats « intensifs », l'économie laitière est beaucoup plus *importante* que dans tous les autres. Les régions des plus *petites* fermes — par la quantité de terre cultivée — sont celles des plus *grandes* exploitations laitières. Ce fait est d'une immense portée, car, comme on le sait, l'exploitation laitière se développe beaucoup plus rapidement aux alentours des villes et dans les pays (ou régions) où l'industrie est particulièrement développée. Les statistiques du Danemark, de l'Allemagne et de la Suisse, que nous commentons par ailleurs*, nous montrent également une *concentration croissante* du cheptel laitier.

Dans les Etats « intensifs », comme nous l'avons vu, le foin et les fourrages représentent une part beaucoup plus importante que les céréales dans la valeur globale de la récolte. Et le développement de l'élevage s'y opère, en grande partie, grâce à des *fourrages achetés*. Voici des données à ce sujet pour 1909 :

Régions:	Montant (en millions de dollars) des revenus provenant de la vente des fourrages	Montant (en millions de dollars) des dépenses pour l'achat des fourrages	Excédent des revenus sur les dépenses (+) ou inversement (—)
Nouvelle-Angleterre . .	+4,3	—34,6	—30,3
Moyen Atlantique	+21,6	—54,7	—33,1
Centre Nord-Est	+195,6	—40,6	+155,0
Centre Nord-Ouest . . .	+174,4	—76,2	+98,2

Les Etats extensifs du Nord vendent du fourrage. Les Etats intensifs en achètent. Et l'on comprend qu'en achetant du fourrage, on puisse développer une exploitation économiquement *importante* et d'un caractère hautement capitaliste sur un domaine de dimensions *réduites*.

Comparons les deux régions intensives du Nord, la Nouvelle-Angleterre et le Moyen Atlantique, avec la région la plus extensive du Nord, le Centre Nord-Ouest :

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 5, « La question agraire et « les critiques » de Marx », chapitre IX, et tome 13, chapitres X-XII. (*N.R.*)

Régions:	Nombre d'acres de terre cultivée (en millions)	Valeur de tout le cheptel vif (en millions de dollars)	Revenus provenant de la vente des fourrages (en millions de dollars)	Dépenses pour l'achat de fourrage (en millions de dollars)
Nouvelle-Angleterre + Etats du Moyen Atlantique	36,5	447	26	89
Etats du Centre Nord-Ouest	164,3	1 552	174	76

Nous voyons que, dans les Etats intensifs, il y a plus de cheptel vif par acre de terre cultivée (447 : 36=12 dollars par acre) que dans les Etats extensifs (1 552 : 164=9 dollars). On y investit plus de capital par unité de superficie sous forme de cheptel vif. Et le chiffre d'affaires global du commerce de fourrages (achat+vente) est infiniment plus élevé par unité de superficie dans les Etats intensifs (26+89=115 millions de dollars pour 36 millions d'acres) que dans les Etats extensifs (174+76=250 millions de dollars pour 164 millions d'acres). Il est évident que l'agriculture présente un caractère plus *marchand* dans les Etats intensifs que dans les Etats extensifs.

Les données sur les dépenses d'engrais et sur la valeur des instruments et des machines constituent l'expression statistique la plus précise du degré d'intensification de l'agriculture. Les voici :

	Régions:	Pourcentage des fermes achetant des engrais	Dépense moyenne par ferme (en dollars)	Dépense moyenne par acre de terre cultivée (en dollars)		Nombre moyen d'acres de terre cultivée par ferme
				1909	1899	(1909)
Nord	Nouvelle-Angleterre . .	60,9	82	1,30	0,53	38,4
Nord	Moyen Atlantique . . .	57,1	68	0,62	0,37	62,6
Nord	Centre Nord-Est	19,6	37	0,09	0,07	79,2
Nord	Centre Nord-Ouest . . .	2,1	41	0,01	0,01	148,0
Ouest Sud	Atlantique Sud	69,2	77	1,23	0,49	43,6
Ouest Sud	Centre Sud-Est	33,8	37	0,29	0,13	42,2
Ouest Sud	Centre Sud-Ouest . . .	6,4	53	0,06	0,03	61,8
Ouest	Montagnes	1,3	67	0,01	0,01	86,8
Ouest	Pacifique	6,4	189	0,10	0,05	116,1
	Etats-Unis	28,7	63	0,24	0,13	75,2

On voit ici s'affirmer très nettement la différence entre les régions extensives du Nord, où l'on trouve un pourcentage infime de fermes utilisant des engrais achetés (2-19%), et où les dépenses d'engrais par acre de terre cultivée sont minimes (0,01-0,09 doll.), et les Etats intensifs, où la *majorité* des fermes (57-60%) utilisent des engrais achetés et où les dépenses que cela nécessite atteignent des sommes importantes. Ainsi, dans la Nouvelle-Angleterre, elles se montent à 1,30 doll. par acre, chiffre *maximum* pour toutes les régions (là encore, la plus petite superficie cultivée par ferme coïncide avec les dépenses les plus élevées pour l'achat d'engrais !), et qui dépasse même celui atteint par une région du Sud (Etats de l'Atlantique-Sud). Il convient de noter que dans le Sud la culture du coton, où le travail des métayers noirs est, comme on sait, plus largement utilisé, exige une quantité particulièrement grande d'engrais artificiels.

Dans les Etats du Pacifique, nous constatons un pourcentage extrêmement bas des fermes employant des engrais (6,4%) et le taux moyen maximum de dépenses par ferme (189 dollars), si l'on ne tient compte, bien entendu, que des fermes utilisant des engrais. Ici, c'est un autre cas : le développement d'une *grande* agriculture capitaliste conjointement avec la *diminution* de la superficie exploitée. Sur les trois Etats du Pacifique, deux, ceux de Washington et de l'Orégon, n'utilisent les engrais que dans une proportion tout à fait insignifiante : seulement 0,01 dollar par acre. Ce n'est que dans le troisième Etat, celui de Californie, que ce chiffre est relativement élevé : 0,08 en 1899, et 0,19 en 1909. Dans cet Etat, un rôle particulier revient à la production des fruits, qui augmente d'une façon extrêmement rapide sous une forme purement capitaliste et qui, en 1909, représentait en valeur 33,1% de la récolte globale contre 18,3% pour les céréales et 27,6% pour le foin et le fourrage. Dans la production des fruits, l'exploitation-type est la ferme d'une superficie *inférieure à la moyenne* et où la consommation d'engrais et l'emploi de main-d'œuvre salariée sont *beaucoup plus élevés que* la moyenne. Nous aurons encore l'occasion de nous arrêter sur ce genre de rapports, caractéristiques des pays capitalistes à agriculture intensive et qu'ignorent le plus les statisticiens et les économistes.

Mais revenons aux Etats « intensifs » du Nord. Dans la Nouvelle-Angleterre, non seulement l'emploi des engrais est le plus élevé avec 1,30 dollar par acre, la superficie moyenne des fermes étant la plus petite (38,4 acres), mais l'accroissement des dépenses pour les engrais y est aussi particulièrement rapide. En 10 ans, de 1899 à 1909, ces dépenses sont passées de 0,53 à 1,30 dollar par acre, c'est-à-dire qu'elles ont été multipliées par 2,5. L'intensification de l'agriculture, son progrès technique, l'amélioration des façons culturales, y sont donc extrêmement rapides. Pour mesurer toute l'importance de ce fait, comparons la région la plus intensive du Nord, la Nouvelle-Angleterre, et la région la plus extensive, le Centre Nord-Ouest. Cette dernière ne connaît presque pas les engrais artificiels (2,1% des fermes et 0,01 dollar par acre) ; la dimension des fermes y est la plus importante de toute l'Amérique (148,0 acres) et c'est là qu'elle augmente le plus rapidement. Habituellement, on prend précisément cette région, et c'est ce que fait aussi M. Guimmer, comme modèle du capitalisme dans l'agriculture des Etats-Unis. Ce point de vue courant est erroné, comme nous le montrerons en détail un peu plus loin. Il est dû à la confusion de la forme la plus grossière, la plus primitive, de l'agriculture extensive avec l'agriculture intensive basée sur le progrès technique. Dans la région du Centre Nord-Ouest, la dimension des fermes est près de quatre fois plus élevée que dans la Nouvelle-Angleterre (148,0 acres contre 38,4), mais le montant des dépenses pour les engrais, par ferme qui en emploie, y est en moyenne deux fois moindre : 41 dollars contre 82.

Par conséquent, dans la réalité vivante, il se présente des cas où une énorme *diminution* de la quantité de terre par ferme est liée à un énorme *accroissement* des dépenses pour les engrais artificiels, de telle sorte que la « petite » production (si l'on continue, par routine, à la considérer comme petite eu égard à sa superficie) se révèle « grande » par le montant du capital investi dans la terre. De tels cas ne sont pas uniques, mais typiques pour tout pays où l'agriculture intensive prend le pas sur l'agriculture extensive. Or, c'est le cas de *tous* les pays capitalistes ; et l'ignorance de cette particularité typique, essentielle,

fondamentale de l'agriculture engendre les erreurs courantes des admirateurs de la petite agriculture, pour qui le seul critère est la superficie de l'exploitation.

7. LES MACHINES ET LE TRAVAIL SALARIE DANS L'AGRICULTURE

Prenons un autre genre d'investissement du capital dans la terre, techniquement distinct du précédent, à savoir l'emploi des instruments et des machines. Toutes les statistiques agricoles européennes attestent d'une façon irréfutable que, plus l'exploitation est grande par l'étendue du terrain, et plus sont grands le pourcentage des exploitations utilisant des machines de tous modèles, ainsi que le nombre des machines employées. La supériorité des grandes exploitations, sous ce rapport extrêmement important, est entièrement et absolument établie. Sur ce point également, les statistiques américaines ne manquent pas d'originalité : les instruments et les machines agricoles ne sont pas enregistrés séparément, on se contente de déterminer leur valeur globale. Il peut se faire, bien entendu, que des données de ce genre soient moins précises dans chaque cas pris en particulier ; en revanche, elles permettent dans l'ensemble d'effectuer entre régions et entre groupes d'exploitations certaines comparaisons qui seraient impossibles avec des données d'un autre genre.

Voici les données par région en ce qui concerne les instruments et les machines agricoles :

	Régions:	Valeur des instruments et des machines (1909) en dollars	
		en moyenne par ferme	en moyenne par acre de toute la terre des fermes
Nord	Nouvelle-Angleterre	269	2,58
	Moyen Atlantique	358	3,88
	Centre Nord-Est	239	2,28
	Centre Nord-Ouest	332	1,59
Sud (les trois régions)		72-88-127	0,71-0,92-0,95
Ouest (les deux régions)		269-350	0,83-1,29
Etats-Unis		199	1,44

Le Sud anciennement esclavagiste, région de métayage, occupe donc la dernière place pour ce qui est de l'emploi des machines: Par acre de terre, la valeur des instruments et des machines y est, selon les régions, trois, quatre et cinq fois moins élevée que dans les Etats intensifs du Nord. Ces Etats tiennent la première place parmi tous les autres, laissant notamment loin derrière eux la région la plus agricole, le grenier de l'Amérique: les Etats du Centre Nord-Ouest, qui sont encore fréquemment considérés par les observateurs superficiels comme la région-type pour l'emploi des machines et pour le capitalisme.

Notons que le procédé employé par les statisticiens d'Amérique et qui consiste à déterminer la valeur des machines, comme celle de la terre, du bétail, des bâtiments, etc., par acre de *toute* la terre des fermes, et non pas uniquement de la terre cultivée, sous-estime le supériorité des Etats « intensifs » du Nord et ne peut en général être considéré comme rationnel. Les régions présentent de très grandes différences en ce qui concerne le pourcentage de terre cultivée : dans l'Ouest, pour les Etats des Montagnes, il s'abaisse jusqu'à 26,7% ; dans le Nord, pour les Etats du Centre Nord-Est, il atteint 75,4%. Pour les statistiques économiques c'est incontestablement la terre cultivée qui a le plus d'importance, et non pas la superficie totale. Dans la Nouvelle-Angleterre, la quantité de terre cultivée dans les fermes et son pourcentage diminuent sensiblement, en particulier depuis 1880, probablement en raison de la concurrence des terres libres de l'Ouest (libres à l'égard de la rente foncière, du tribut à verser aux grands propriétaires fonciers). Or, c'est cependant dans cette région que l'emploi des machines est le plus développé, que la valeur des machines par acre de *terre cultivée* est le plus élevée. En 1910, elle y atteignait 7 dollars par acre, contre $5^1/_2$ dollars environ dans les Etats du Moyen Atlantique et pas plus de 2-3 dollars dans les autres régions.

La région des plus *petites* fermes d'après la superficie est une fois de plus celle où l'apport de capital à la terre, sous la forme de machines, est le plus *grand*.

Si, parmi les régions « intensives » du Nord, nous comparons les Etats du Moyen Atlantique à la région la plus extensive du Nord, le Centre Nord-Ouest, nous verrons

que, pour la quantité de terre cultivée par ferme, la première région est caractérisée par une production *plus de deux fois* « *moindre* »: 62,6 acres contre 148,0, mais qu'en ce qui concerne la valeur des machines employées, elle *dépasse* la deuxième région: 358 dollars par ferme contre 332. Les petites fermes sont les plus importantes pour ce qui est de l'utilisation des machines.

Il nous reste encore à confronter les données sur le caractère intensif de l'agriculture avec celles concernant l'emploi du travail salarié, que nous avons déjà citées ci-dessus au chapitre 5, sous une forme abrégée. Nous devons à présent les examiner plus en détail, par région.

	Régions:	Pourcentage des fermes qui ont embauché des ouvriers en 1909	Frais moyens de main-d'œuvre par ferme (ayant embauché des ouvriers) (en dollars)	Frais de main-d'œuvre salariée par acre de terre cultivée		Accroissement de cette dépense entre 1899 et 1909 en %
				1909	*1899*	
Nord	Nouvelle-Angleterre .	66,0	277	4,76	2,55	+86%
Nord	Moyen Atlantique .	65,8	253	2,66	1,64	+62%
Nord	Centre Nord-Est . .	52,7	199	1,33	0,78	+71%
Nord	Centre Nord-Ouest .	51,0	240	0,83	0,56	+48%
Sud	Atlantique-Sud . .	42,0	142	1,37	0,80	+71%
Sud	Centre Sud-Est . . .	31,6	107	0,80	0,49	+63%
Sud	Centre Sud-Ouest . .	35,6	178	1,03	0,75	+37%
Ouest	Montagnes	46,8	547	2,95	2,42	+22%
Ouest	Pacifique	58,0	694	3,47	1,92	+80%
	Ensemble des Etats-Unis	45,9	223	1,36	0,86	+58%

Il ressort de là, premièrement, que les Etats intensifs du Nord se distinguent, absolument et sous tous les rapports, des Etats extensifs, par un développement plus grand du capitalisme dans l'agriculture ; deuxièmement, que dans ces premières régions le développement du capitalisme est plus rapide que dans les Etats extensifs ; troisièmement, que la région des plus petites fermes, la Nouvelle-Angleterre, surclasse toutes les autres régions du pays aussi bien

par le niveau de développement plus élevé du capitalisme dans l'agriculture que par la plus grande rapidité de ce développement. L'accroissement des frais de main-d'œuvre salariée par acre de terre cultivée y est de 86%, et les Etats du Pacifique occupent à cet égard la deuxième place. Parmi les Etats du Pacifique, c'est encore la Californie qui est en tête, où, comme nous l'avons déjà dit, se développe rapidement la « petite » culture capitaliste des fruits.

Habituellement, on considère que la région capitaliste « exemplaire » de l'agriculture américaine est le Centre Nord-Ouest, où la dimension des fermes est la plus importante (148,0 acres en moyenne en 1910, en ne comptant que la terre cultivée), et où elle augmente le plus rapidement et le plus constamment depuis 1850. Nous voyons à présent que cette opinion est profondément erronée. L'importance de l'emploi de la main-d'œuvre salariée est évidemment l'indice le plus incontestable et le plus direct du développement du capitalisme. Or, cet indice nous apprend que le « grenier » de l'Amérique, la région des fameuses et impressionnantes « usines à blé », est *moins* capitaliste que la région industrielle et d'agriculture intensive, où le progrès agricole ne s'exprime pas par l'accroissement de la superficie cultivée, mais par l'*accroissement* des investissements de capitaux dans la terre, lequel va de pair avec la *diminution* de cette superficie.

On peut très bien imaginer que la mise en culture du « tchernoziom », ou des terres vierges en général, puisse s'étendre très rapidement avec l'emploi des machines, en dépit d'un accroissement plutôt médiocre de la main-d'œuvre salariée. Dans les Etats du Centre Nord-Ouest, les frais de main-d'œuvre salariée par acre de terre cultivée se sont élevés à 0,56 dollar en 1899 et à 0,83 dollar en 1909. L'accroissement n'est que de 48%. Dans la Nouvelle-Angleterre, où la quantité de terre cultivée diminue au lieu de s'accroître, où la dimension moyenne des fermes diminue au lieu d'augmenter, les frais de main-d'œuvre n'ont pas seulement été de beaucoup supérieurs en 1899 (2,55 dollars par acre) et en 1909 (4, 76 dollars), mais ils se sont aussi accrus beaucoup plus rapidement au cours de cette période (+86%).

Dans la Nouvelle-Angleterre, la ferme moyenne est *quatre fois plus petite* que dans les Etats du Centre Nord-Ouest (38,4 acres contre 148,0), mais les frais de main-d'œuvre salariée y sont *plus élevés* : 277 dollars contre 240. La diminution de l'étendue des fermes signifie donc, en pareil cas, un accroissement du montant du capital investi dans l'agriculture, un renforcement du caractère capitaliste de cette dernière, le développement du capitalisme et de la production capitaliste.

Si les Etats du Centre Nord-Ouest, qui fournissent 34,3% de la superficie cultivée totale des Etats-Unis, sont particulièrement représentatifs en tant que région-type de l'agriculture capitaliste « extensive », les Etats des *Montagnes* apparaissent comme un modèle d'exploitation extensive analogue, dans le cadre d'une colonisation très rapide. L'emploi de la main-d'œuvre y est moins accusé que dans le Centre Nord-Ouest quant au pourcentage des fermes qui embauchent des ouvriers ; il est pourtant beaucoup plus considérable quant au montant moyen des frais de main-d'œuvre. Mais l'accroissement du travail salarié y est plus lent (seulement +22%) que dans toutes les autres régions d'Amérique. Cette évolution est due probablement aux circonstances suivantes. Dans cette région, la colonisation et la distribution des homesteads sont extrêmement développées. La quantité de terre cultivée a augmenté plus que dans toute autre région : de 89% entre 1900 et 1910. Les colons, les détenteurs d'homesteads, recourent naturellement peu au travail salarié, tout au moins dans les débuts. D'autre part, il est probable que le travail salarié est très largement utilisé, premièrement, par certains grands domaines : ils sont particulièrement nombreux dans cette région, comme dans tout l'Ouest en général ; deuxièmement, par les exploitations pratiquant des cultures spéciales et hautement capitalistes. Par exemple, dans certains Etats de cette région, un pourcentage très élevé de la valeur globale de la récolte est constitué par les fruits (6% dans l'Arizona, 10% dans le Colorado), les légumes (11, 9% dans le Colorado, 11, 2% dans le Nevada), etc.

En conclusion, nous devons dire que l'affirmation de M. Guimmer selon laquelle « il n'y a pas de régions où le processus de colonisation ne soit en cours, et où la grande agriculture capitaliste ne soit en voie de décomposition et ne

soit éliminée par l'agriculture fondée sur le travail personnel », est une caricature de la vérité, est absolument contraire à la réalité. La région de la Nouvelle-Angleterre, où il n'y a aucune colonisation, où les fermes sont plus petites et l'agriculture plus intensive que partout ailleurs, est celle où l'on constate le plus haut degré de capitalisme dans l'agriculture et la plus grande rapidité de développement du capitalisme, Cette conclusion a une importance tout à fait essentielle et fondamentale pour la compréhension du processus de développement du capitalisme dans l'agriculture en général, car l'intensification de l'agriculture et parallèlement la diminution de la quantité moyenne de terre par ferme n'ont rien d'accidentel, de local, d'épisodique, mais constituent un phénomène *général*, propre à tous les pays civilisés. La foule d'erreurs commises par tous les économistes bourgeois sans exception au sujet des données concernant l'évolution de l'agriculture, par exemple en Grande-Bretagne, au Danemark ou en Allemagne, s'explique par le fait que ce phénomène général n'est pas suffisamment connu, compris, assimilé et médité.

8. L'ELIMINATION DES PETITES EXPLOITATIONS PAR LES GRANDES. LA QUANTITE DE TERRE CULTIVEE

Nous avons examiné les principales formes que prend le processus de développement du capitalisme dans l'agriculture, et nous avons pu nous convaincre de leur extraordinaire diversité. Le démembrement des grands domaines esclavagistes dans le Sud, la croissance de la grande exploitation extensive dans le Nord extensif, l'extrême rapidité de développement du capitalisme dans le Nord intensif où se trouvent, en moyenne, les fermes les plus petites : telles sont les plus importantes de ces formes. Les faits montrent d'une façon irréfutable que le développement du capitalisme se traduit parfois par l'accroissement de la dimension des fermes, et parfois par l'accroissement de leur nombre. Dans ces conditions, les données générales concernant la dimension moyenne des fermes dans l'ensemble du pays ne signifient rien.

Quel est donc le bilan général des différentes particularités locales et agricoles ? Les données relatives à la main-

d'œuvre nous l'ont montré. L'emploi croissant du travail salarié est un phénomène d'ensemble, qui se manifeste à travers *toutes* ces particularités. Mais, dans l'immense majorité des pays civilisés, les statistiques agricoles, sacrifiant volontairement ou non aux conceptions et aux préjugés bourgeois régnants, ne donnent aucun renseignement systématique sur le travail salarié, ou bien n'en fournissent que pour les tout derniers temps (recensement agricole allemand de 1907), de sorte que la comparaison avec le passé est impossible. Dans les statistiques américaines, comme nous le montrerons en son lieu et place d'une façon plus détaillée, il s'est produit entre 1900 et 1910 une dégradation considérable dans le collectage et l'interprétation des données sur le travail salarié.

Le procédé habituel, le plus usité, d'établissement des bilans consiste toujours, en Amérique et dans la plupart des autres pays, à comparer les petites et les grandes exploitations d'après leur superficie. Nous allons prendre connaissance de ces données.

Pour répartir les fermes en groupes d'après leur étendue, les statistiques américaines tiennent compte de toute la superficie, et pas seulement de la terre cultivée comme le font les statistiques allemandes, ce qui est évidemment plus juste. Les fondements rationnels de la répartition en *sept* groupes (jusqu'à 20 acres, de 20 à 49, de 50 à 99, de 100 à 174, de 175 à 499, de 500 à 999, de 1 000 acres et plus), adoptée en Amérique, lors de l'interprétation des données du recensement de 1910, ne sont pas indiqués. Il faut croire que la routine statistique joue en l'occurrence un très grand rôle. Nous qualifierons les groupes de 100 à 174 acres de moyens, étant donné qu'il s'agit ici, essentiellement, des homesteads (dont la norme administrative est de 160 acres) et que, dans la plupart des cas, ce sont précisément les propriétés de cet ordre de grandeur qui assurent la plus grande « indépendance » à l'agriculteur pour l'emploi minimum de main-d'œuvre salariée. Nous accorderons aux groupes supérieurs l'épithète de grands ou de capitalistes, car, en règle générale, on y recourt nécessairement au travail salarié. Les fermes de 1 000 acres et plus (non cultivées dans la proportion de 3/5 dans le Nord, de 9/10 dans le Sud et de 2/3 dans l'Ouest) seront rangées parmi les grands domaines. Et nous qualifierons de

petites les fermes de moins de 100 acres ; le fait que, dans les trois groupes correspondants, le pourcentage des fermes sans chevaux s'élève respectivement, en commençant par le bas, à 51, à 43 et à 23%, permet de juger jusqu'à un certain point de leur degré d'indépendance économique. Il va de soi qu'il ne faut pas donner à cette classification une valeur absolue, ni l'étendre sans analyse à toutes les régions ou à des zones présentant des particularités locales.

Nous n'avons pas la possibilité de donner ici les chiffres correspondant à la totalité des sept groupes pour toutes les principales régions des Etats-Unis, car cela surchargerait outre mesure notre exposé d'une énorme quantité de chiffres. Aussi nous bornerons-nous à de brèves indications sur les différences essentielles entre le Nord, le Sud et l'Ouest et ne citerons-nous des données complètes que pour les Etats-Unis dans leur ensemble. Rappelons que les 3/5 de toute la terre cultivée (60,6%) se trouvent dans le Nord, moins du tiers dans le Sud (31,5%) et moins de 1/12 dans l'Ouest (7,9%).

La différence la plus visible entre ces trois principales régions est que c'est dans le Nord capitaliste qu'il y a *le moins* de grands domaines ; cependant, leur nombre s'accroît, ainsi que la quantité totale de terre qu'ils occupent et aussi l'étendue des terres qui y sont cultivées. En 1910, on comptait dans le Nord 0,5% de fermes de 1 000 acres et plus ; elles possédaient 6,9% de toute la terre et 4,1% de la terre cultivée. Dans le Sud, le pourcentage de ces fermes était de 0,7% ; elles possédaient 23,9% de toute la terre et 4,8% de la terre cultivée. Dans l'Ouest, ces fermes atteignaient 3, 9% et possédaient 48,3% de toute la terre et 32,3% de la terre cultivée. C'est un tableau que nous connaissons déjà : grands domaines esclavagistes du Sud et domaines encore plus vastes de l'Ouest, qui sont, pour une part, le lieu d'élection de l'élevage le plus extensif, et, pour une autre, des régions conquises par les « colonisateurs », de vastes réserves de terre revendues ou (plus rarement) données à bail aux véritables agriculteurs qui mettent en valeur le «Far West».

L'exemple de l'Amérique nous montre avec évidence combien il serait imprudent de confondre les grands domaines avec la grande agriculture capitaliste, car très souvent les grands domaines sont une survivance des rapports précapita-

listes : esclavagistes, féodaux ou patriarcaux. Dans le Sud comme dans l'Ouest, il se produit un morcellement, un démembrement des grands domaines. Dans le Nord, la superficie totale des fermes s'est accrue de 30,7 millions d'acres, dont 2,3 millions seulement reviennent aux grands domaines, et 22 millions aux grandes fermes capitalistes (de 175 à 999 acres). Dans le Sud, la superficie totale des fermes a diminué de 7,5 millions d'acres. Dans les grands domaines, *diminution* de 31,8 millions d'acres; dans les petites fermes, augmentation de 13 millions; dans les fermes moyennes, augmentation de 5 millions. Dans l'Ouest, où la superficie totale s'est accrue de 17 millions d'acres, les grands domaines enregistrent une diminution de 1,2 million ; les petites fermes, une augmentation de 2 millions, les fermes moyennes, de 5 millions, les grandes fermes, une augmentation de 11 millions d'acres.

La quantité de terre *cultivée* dans les grands domaines s'est accrue dans les trois régions : considérablement dans le Nord (+3,7 millions d'acres = +47,0%), très faiblement dans le Sud (+0,3 million = +5,5%), un peu plus fortement dans l'Ouest (+2,8 millions = +29,6%). Mais dans le Nord, le maximum d'augmentation de la terre cultivée revient aux *grandes* fermes (de 175 à 999 acres) ; dans le Sud, aux fermes *petites* et *moyennes* ; dans l'Ouest, aux fermes *grandes* et *moyennes*. En résumé, dans le Nord, ce sont les grandes fermes qui accroissent leur *pourcentage* de terre cultivée ; dans le Sud et dans l'Ouest, ce sont les petites et, en partie, les moyennes. Ce tableau cadre parfaitement avec ce que nous savons des différences entre les conditions propres à ces régions. Dans le Sud, la petite agriculture marchande se développe aux dépens des grands domaines esclavagistes en voie de désagrégation ; dans l'Ouest, c'est le même processus, mais avec une désagrégation plus lente de grands domaines plus vastes et qui ont un caractère *non pas* esclavagiste, mais d'élevage extensif et de mise en valeur par le « premier occupant ». En outre, les statistiques américaines notent ce qui suit au sujet des Etats du Pacifique :

« Le développement poussé des petites fermes, fruitières et autres, sur la côte de l'océan Pacifique, est le résultat, tout au moins en partie, des travaux d'irrigation qui y ont été effectués ces dernières années. Cela a entraîné un accroisse-

ment des petites fermes de moins de 50 acres dans les Etats du Pacifique » (p. 264, t. V).

Dans le Nord, où les grands domaines ne sont ni esclavagistes, ni « primitifs », ils ne se désagrègent pas, et les petites fermes ne s'y renforcent pas aux dépens des grandes.

Au total, dans l'ensemble des Etats-Unis, le processus prend l'aspect suivant :

Groupes de fermes:	Nombre des fermes (en milliers)		Même rubrique en %		Accroissement ou diminution
	1900	*1910*	*1900*	*1910*	
Jusqu'à 20 acres	674	839	11,7	13,2	+1,5
De 20 à 49 »	1 258	1 415	21,9	22,2	+0,3
» 50 à 99 »	1 366	1 438	23,8	22,6	—1,2
» 100 à 174 »	1 422	1 516	24,8	23,8	—1,0
» 175 à 499 »	868	978	15,1	15,4	+0,3
» 500 à 999 »	103	125	1,8	2,0	+0,2
» 1 000 acres et plus . .	47	50	0,8	0,8	—
Total	5 738	6 361	100,0	100,0	—

Ainsi, proportionnellement à la totalité des fermes, le nombre des grands domaines est demeuré inchangé. Les changements dans l'importance relative des autres groupes se caractérisent par un *affaiblissement des groupes moyens* et un renforcement des extrêmes. Le groupe moyen (de 100 à 174 acres) et le groupe inférieur qui en est le plus proche sont en recul. Les plus petits et les petits enregistrent le maximum d'accroissement, puis viennent les grands groupes capitalistes (de 175 à 999 acres).

Examinons la superficie totale.

Groupes de fermes:	Superficie totale (en milliers d'acres)		Même rubrique en %		Accroissement ou diminution
	1900	*1910*	*1900*	*1910*	
Jusqu'à 20 acres	7 181	8 794	0,9	1,0	+0,1
De 20 à 49 »	41 536	45 378	5,0	5,2	+0,2
» 50 à 99 »	98 592	103 121	11,8	11,7	—0,1
» 100 à 174 »	192 680	205 481	23,0	23,4	+0,4
» 175 à 499 »	232 955	265 289	27,8	30,2	+2,4
» 500 à 999 »	67 864	83 653	8,1	9,5	+1,4
» 1 000 acres et plus . .	197 784	167 082	23,6	19,0	—4,6
Total	838 592	878 798	100,0	100,0	—

Nous constatons tout d'abord, ici, une diminution très importante de la part de terre revenant aux grands domaines. Rappelons qu'il n'y a diminution absolue que dans le Sud et dans l'Ouest, où le pourcentage de terre *non* cultivée dans les grands domaines s'élevait en 1910 à 91,5% et 77,1%. Ensuite, on constate une diminution insignifiante de la superficie totale dans le plus élevé des petits groupes (— 0,1% dans le groupe de 50 à 99 acres). La plus forte augmentation revient aux grands groupes capitalistes, ceux de 175 à 499 et de 500 à 999 acres. L'augmentation est relativement faible dans les groupes les plus petits. Dans le groupe moyen (de 100 à 174 acres), c'est la stagnation ou presque (+0,4%).

Passons aux données relatives à la surface cultivée.

Groupes de fermes:	Quantité de terre cultivée (en milliers d'acres)		Même rubrique en %		Accroissement ou diminution
	1900	1910	1900	1910	
Jusqu'à 20 acres	6 440	7 992	1,6	1,7	+0,1
De 20 à 49 »	33 001	36 596	8,0	7,6	—0,4
» 50 à 99 »	67 345	71 115	16,2	14,9	—1,3
» 100 à 174 »	118 391	128 854	28,6	26,9	—1,7
» 175 à 499 »	135 530	161 775	32,7	33,8	+1,1
» 500 à 999 »	29 474	40 817	7,1	8,5	+1,4
» 1 000 acres et plus . .	24 317	31 263	5,9	6,5	+0,6
Total	414 498	478 452	100,0	100,0	—

Seule la quantité de terre cultivée, et non la superficie totale, indique le volume *économique* de l'exploitation, compte tenu d'un certain degré d'approximation et de divers cas particuliers, dont nous avons déjà parlé et dont nous reparlerons encore. Là encore nous constatons que la part des grands domaines, qui a subi une sérieuse diminution quant à la superficie totale, s'est *accrue* en ce qui concerne la quantité de terre cultivée. Tous les groupes capitalistes en général se sont accrus, et avant tout le groupe de 500 à 999 acres. C'est le groupe moyen qui a le plus diminué (— 1,7%). suivi par tous les petits groupes, sauf le plus petit. jusqu'à 20 acres, qui accuse un accroissement insignifiant (+0,1%).

Notons, en anticipant sur la suite, que la catégorie des très petites fermes (jusqu'à 20 acres) comprend également les

fermes comptant jusqu'à 3 acres ; or, les statistiques américaines n'enregistrent que celles de ces exploitations dont la production est au moins égale à 250 dollars par an. C'est pourquoi ces très petites fermes (jusqu'à 3 acres) se distinguent par un volume de production plus élevé et par un caractère capitaliste plus nettement accusé que le groupe voisin, d'une superficie plus importante. Voici, à titre d'illustration, les données relatives à l'année 1900 (nous ne possédons malheureusement pas les chiffres correspondants pour 1910) :

Groupes de fermes (1900):	Moyenne par ferme: de terre cultivée (en acres)	de valeur de tous les produits (en dollars)	de frais de main-d'œuvre salariée (en doll.)	de valeur des instruments et des machines (en doll.)	de valeur de l'ensemble du bétail (en doll.)
Jusqu'à 3 acres	1,7	592	77	53	867
De 3 à 10 »	5,6	203	18	42	101
» 10 à 20 »	12,6	236	16	41	116
» 20 à 50 »	26,2	324	18	54	172

Sans même parler des fermes comptant jusqu'à 3 acres, celles du groupe de 3 à 10 acres se révèlent, sous certains rapports, plus « grandes » (frais de main-d'œuvre salariée, valeur des instruments et des machines) que celles du groupe de 10 à 20 acres*. C'est pourquoi l'accroissement de la part des terres cultivées par rapport à la superficie totale des fermes ayant jusqu'à 20 acres peut, à juste titre, être mis au

* Pour 1900, nous possédons des données indiquant, parmi les exploitations classées selon leur superficie, le nombre des fermes ayant un revenu élevé, c'est-à-dire dont la valeur des produits dépasse 2 500 dollars. Voici ces données : le pourcentage des fermes ayant un revenu élevé atteignait 5,2% parmi les fermes comptant jusqu'à 3 acres ; 0,6% parmi celles de 3 à 10 acres ; 0,4% parmi celles de 10 à 20 ; 0,3% parmi celles de 20 à 50 ; 0,6% parmi celles de 50 à 100 ; 1,4% parmi celles de 100 à 175 ; 5,2% parmi celles de 175 à 260 ; 12,7% parmi celles de 260 à 500; 24,3% parmi celles de 500 à 1 000 ; 39,5% parmi celles de 1 000 acres et plus. Nous voyons que, dans toutes les catégories ayant jusqu'à 20 acres, le pourcentage des fermes à revenu élevé est *supérieur* à celui que l'on constate dans la catégorie allant de 20 à 50 acres.

compte des très petites (quant à leur étendue) exploitations hautement capitalistes.

D'une façon générale, les données relatives à l'ensemble des Etats-Unis sur la répartition de la terre cultivée entre les petites et les grandes fermes, en 1900 et 1910, permettent d'aboutir très nettement et incontestablement à la conclusion que voici : *renforcement des grandes fermes, affaiblissement des moyennes et des petites.* Par conséquent, *dans la mesure* où l'on peut juger du caractère capitaliste ou non capitaliste de l'agriculture en partant de données relatives aux groupes d'exploitations classées d'après leur superficie, les Etats-Unis nous offrent, pour les dix dernières années, le tableau général d'une croissance des grandes exploitations capitalistes et d'une élimination des petites exploitations.

Les données sur l'accroissement du nombre des fermes et de la quantité de terre cultivée dans chaque groupe rendent cette conclusion encore plus évidente :

Groupes de fermes:	Pourcentage d'accroissement entre 1900 et 1910	
	du nombre de fermes	de la quantité de terre cultivée
Jusqu'à 20 acres . .	+24,5%	+24.1%
De 20 à 49 » . . .	+12 5%	+10,9%
» 50 à 99 » . . .	+ 5,3%	+ 5.7%
» 100 à 174 » . .	+ 6,6%	+ 8,8%
» 175 à 499 » . .	+12,7%	+19,4%
» 500 à 999 » . .	+22,2%	+38,5%
» 1 000 et plus . .	+ 6,3%	+28,6%
Total . . .	+10,9%	+15,4%

Le pourcentage maximum d'accroissement de la terre cultivée correspond aux derniers groupes supérieurs. Le pourcentage minimum correspond au groupe moyen et au groupe inférieur qui en est le plus rapproché (de 50 à 99 acres). Dans les deux groupes inférieurs, le pourcentage d'accroissement de la terre cultivée est au-dessous de celui du nombre des fermes.

9. SUITE. DONNEES SUR LA VALEUR DES FERMES

Les statistiques américaines, à la différence de celles concernant l'Europe, déterminent la valeur des différents éléments de l'exploitation, de la terre, des bâtiments, des instruments, du bétail et de l'ensemble de l'exploitation pour chaque ferme et pour chaque groupe de fermes. Il est probable que ces données sont moins précises que celles relatives à la superficie, mais dans l'ensemble elles ne sont pas moins dignes de foi, compte tenu, en outre (jusqu'à un certain point), de la situation générale capitaliste en agriculture.

Pour compléter notre exposé, nous prendrons les données concernant la valeur globale des fermes avec tous les biens agricoles, ainsi que celles relatives à la valeur des instruments et des machines. Nous choisissons, parmi les différents éléments de l'exploitation, les instruments et les machines, parce qu'ils montrent directement si l'agriculture est pratiquée de manière plus ou moins intensive et si l'on y emploie un outillage plus ou moins perfectionné. Voici ces données pour l'ensemble des Etats-Unis :

Groupes de fermes:	Répartition en pourcentage de la valeur de l'ensemble des biens des fermes		accroissement ou diminution	des instruments et des machines		accroissement ou diminution
	1900	1910		1900	1910	
Jusqu'à 20 acres	3,8	3,7	—0,1	3,8	3,7	—0,1
De 20 » 49 »	7,9	7,3	—0,6	9,1	8,5	—0,6
» 50 » 99 »	16,7	14,6	—2,1	19,3	17,7	—1,6
» 100 » 174 »	28.0	27,1	—0,9	29,3	28,9	—0,4
» 175 » 499 »	30,5	33,3	+2,8	27,1	30,2	+3,1
» 500 » 999 »	5,9	7,1	+1,2	5,1	6,3	+1,2
» 1 000 acres et plus . . .	7,3	6,9	—0,4	6,2	4,7	—1,5
Total	100,0	100,0	—	100,0	100,0	—

Les chiffres absolus nous montrent que, de 1900 à 1910, la valeur de l'ensemble des biens des fermes a plus que doublé, en passant de 20 440 millions de dollars à 40 991 millions, soit un accroissement de 100,5%. L'augmentation du prix des produits de l'agriculture et l'élévation de la rente ont mis des millions et des milliards de dollars dans les poches de tous les propriétaires terriens aux dépens de la classe ouvrière. Lesquelles y ont le plus gagné, des petites et des gran-

des exploitations ? Les chiffres cités donnent la réponse. Ils montrent le déclin des grands domaines (rappelons que leur superficie totale est passée de 23,6% à 19,0%, soit une diminution de 4,6%), puis l'*élimination des petites et moyennes exploitations par les grandes*, par les exploitations capitalistes (de 175 à 999 acres). Si l'on groupe toutes les petites et moyennes exploitations, on trouve que leur part dans le total des biens a *diminué*, passant de 56,4% à 52,7%. En groupant toutes les grandes exploitations avec les grands domaines, nous trouvons que leur part s'est *accrue*, passant de 43,7% à 47,3%. Les modifications intervenues dans le rapport entre les petites et les grandes exploitations quant à la répartition de la valeur globale des instruments et des machines sont absolument du même ordre.

En ce qui concerne les grands domaines, ces données confirment également le phénomène que nous avons déjà constaté ci-dessus. La décadence des grands domaines se limite à deux régions : le Sud et l'Ouest. Elle porte, d'une part, sur les grands domaines constitués par droit du premier occupant et où l'on pratique une culture extensive. Dans le Nord peuplé et industrialisé, nous observons une *croissance* des grands domaines : aussi bien du nombre des fermes de ce genre que de leur surface totale, de leur superficie cultivée, de la part qui leur revient dans la valeur globale de l'ensemble des biens (2,5% en 1900 ; 2,8% en 1910), et de leur part dans la valeur globale de tous les instruments et machines.

Notons à ce propos que l'accroissement du rôle des grands domaines ne s'observe pas seulement dans le Nord en général, mais aussi, en particulier, dans les *deux* régions intensives du Nord, qui ignorent totalement la colonisation : la Nouvelle-Angleterre et les Etats du Moyen Atlantique Il faut s'arrêter plus longuement sur ces régions, car, d'une part, elles induisent en erreur M. Guimmer et bien d'autres auteurs par l'étendue moyenne particulièrement faible, et qui va diminuant, de leurs fermes, et, d'autre part, précisément ces régions les plus intensives sont les plus typiques pour les vieux pays d'*Europe*, depuis longtemps peuplés et civilisés.

Dans ces deux régions, on enregistre une diminution, entre 1900 et 1910, aussi bien du nombre des fermes que de la superficie totale et de la quantité de terre cultivée. Dans la Nouvelle-Angleterre, n'ont augmenté que le nombre des

plus petites fermes, jusqu'à 20 acres : +22,4% (+15,5% pour leurs terres cultivées), et celui des grands domaines : +16,3% (+26,8% pour leurs terres cultivées). Dans les Etats du Moyen Atlantique, ont augmenté : les *plus petites* fermes (+7,7% pour le nombre des fermes, +2,5% pour la quantité de terre cultivée), puis celles de 175 à 499 acres pour le nombre des fermes (+1,0%) et celles de 500 à 999 acres pour la quantité de terre cultivée (+3,8%). La part des plus petites fermes et la part des grands domaines des deux régions dans la valeur globale de l'ensemble des biens des fermes, ainsi que dans celle des instruments et des machines, ont *augmenté*. Voici des données plus significatives et plus complètes sur chacune de ces régions :

Groupes de fermes:	Accroissement en pourcentage de 1900 à 1910 dans la Nouvelle-Angleterre		dans les Etats du Moyen Atlantique	
	de la valeur de l'ensemble des biens des fermes	de la valeur des instruments et des machines	de la valeur de l'ensemble des biens des fermes	de la valeur des instruments et des machines
Jusqu'à 20 acres . .	60,9	48,9	45,8	42,9
de 20 — 49 — . .	31,4	30,3	28,3	37,0
de 50 — 99 — . .	27,5	31,2	23,8	39,9
de 100 — 174 — . .	30,3	38,5	24,9	43,8
de 175 — 499 — . .	33,0	44,6	29,4	54,7
de 500 — 999 — . .	53,7	53,7	31,5	50,8
de 1 000 et plus . .	102,7	60,5	74,4	65,2
Total . . .	35,6	39,0	28,1	44,1

D'où il ressort que *précisément les grands domaines* des deux régions se sont le plus renforcés, ils ont le plus gagné au point de vue économique et le plus progressé au point de vue technique. Les très grandes exploitations capitalistes y *supplantent* les autres exploitations, plus petites. L'accroissement minimum de la valeur globale des biens, ainsi que de celle des instruments et des machines, s'observe, soit dans le groupe moyen, soit dans les petits, mais non pas dans le plus petit groupe. Ce sont donc les exploitations moyennes et petites qui prennent le plus de retard sur toutes les autres.

Quant aux fermes les plus petites (jusqu'à 20 acres), leur renforcement a, dans les deux régions, *dépassé la moyenne*, et il ne le cède qu'aux grands domaines. Nous connaissons

déjà la cause de ce phénomène : dans ces deux régions intensives, 31 à 33% de la valeur de la récolte sont représentés par des cultures hautement capitalistes (légumes, puis fruits, fleurs, etc.), qui se caractérisent par une production extrêmement élevée pour une superficie extrêmement réduite de l'exploitation. Dans ces régions, les céréales ne représentent que 8 à 30% de la valeur de la récolte, et le foin et les fourrages, 31 à 42% : on y constate que l'économie laitière s'y développe, qui se caractérise également par une dimension des fermes *inférieure* à la moyenne, et par une valeur des produits et une dépense de capital pour les frais de main-d'œuvre *supérieures* à la moyenne.

Dans les régions les plus intensives, la quantité moyenne de terre cultivée par ferme diminue, parce que cette moyenne s'obtient par l'addition des grands domaines et des petites fermes, dont le nombre augmente plus rapidement que celui des fermes moyennes et des grands domaines eux-mêmes. Mais le capitalisme se développe sous une double forme : en accroissant l'étendue des exploitations reposant sur une base technique ancienne, et en en créant de nouvelles, petites et très petites par leur superficie et pratiquant des cultures marchandes spécialisées, caractérisées, pour une superficie très réduite, par un très grand volume de la production et un très large emploi du travail salarié.

Il en résulte un renforcement maximum pour les grands domaines et les très grandes exploitations, l'éviction des exploitations moyennes et petites, le développement des très petites exploitations hautement capitalistes.

Nous allons voir maintenant comment peut s'exprimer, à l'aide des statistiques, le bilan général de ces manifestations aussi contradictoires, en apparence, du capitalisme dans l'agriculture.

10. LES DEFAUTS DES PROCEDES HABITUELS DE L'ETUDE ECONOMIQUE. MARX ET LES CARACTERISTIQUES DE L'AGRICULTURE

Le groupement des exploitations agricoles d'après la superficie qu'elles occupent ou qu'elles cultivent est le seul qui soit pratiqué dans les statistiques américaines de 1910

et le seul en usage dans l'immense majorité des pays européens. Généralement parlant, il est incontestable qu'outre les considérations fiscales et administratives, certaines considérations scientifiques militent en faveur de la nécessité et du bien-fondé d'un tel groupement. Mais il est manifestement insuffisant, car il ne tient aucun compte du processus d'intensification de l'agriculture, de l'accroissement des dépenses de capital par unité de superficie sous forme de bétail, de machines, de graines sélectionnées, de procédés de culture améliorés, etc. Or, précisément, ce processus est partout, à l'exception d'un très petit nombre de régions et de pays où l'agriculture est primitive et purement extensive, le plus caractéristique pour les pays capitalistes. Aussi, dans l'immense majorité des cas, le groupement des exploitations d'après leur étendue donne une notion par trop simpliste et approximative du développement de l'agriculture en général et de celui du capitalisme dans l'agriculture en particulier.

Lorsqu'on lit, chez les économistes et les statisticiens qui expriment les conceptions bourgeoises les plus répandues, de longues dissertations sur le thème de la différence entre les conditions qui règnent dans l'agriculture et dans l'industrie, de la spécificité de la première, etc., etc., on a sans cesse envie de leur faire remarquer : voyons, Messieurs! Mais vous êtes les premiers responsables du maintien et de la propagation des conceptions simplistes et approximatives relatives à l'évolution de l'agriculture ! Souvenez-vous du *Capital* de Marx. Vous y trouverez une indication sur l'extrême diversité des formes de propriété foncière : féodale, de clan, communale (ajoutons : celle constituée par droit du premier occupant), étatique, etc., que trouve le capital lors de son apparition sur la scène historique. Le capital se subordonne et transforme à sa manière toutes ces différentes sortes de propriété foncière, mais pour comprendre, apprécier, exprimer à l'aide de statistiques ce processus, il faut savoir modifier la façon de poser la question et les procédés d'analyse en fonction des différentes *formes* qu'il peut affecter. Le capitalisme se subordonne aussi bien la propriété foncière communale par lots de la Russie, que la propriété foncière acquise au titre de premier occupant ou la propriété réglementée par une distribution libre et gratuite

de la terre dans le cadre d'un Etat démocratique ou d'un Etat féodal (Sibérie ou «Far West» américain), que la propriété foncière esclavagiste du Sud américain, et la propriété foncière semi-féodale des provinces « authentiquement russes ». Le processus du développement et de la victoire du capitalisme est, dans tous ces cas, de même nature, mais il ne revêt pas la même forme. Pour le comprendre et l'étudier avec précision, on ne peut se contenter ni des phrases petites-bourgeoises stéréotypées au sujet de l'agriculture « fondée sur le travail personnel », ni des procédés routiniers de confrontation des seules superficies.

Vous trouverez ensuite chez Marx une analyse de l'origine de la rente foncière de type capitaliste et de ses rapports avec les formes de rente historiquement antérieures, telles que la rente en nature, les prestations de travail (la corvée et ses survivances), la rente argent (redevances, etc.). Or, quel est celui des économistes ou des statisticiens bourgeois, petits-bourgeois ou populistes, qui a pensé tant soit peu sérieusement à utiliser ces indications théoriques données par Marx pour étudier l'apparition du capitalisme *à partir* de l'économie esclavagiste dans le Sud de l'Amérique ou *à partir* de l'économie basée sur la corvée, dans le centre de la Russie ?

Vous trouverez enfin chez Marx des indications systématiques, formulées tout au long de l'analyse de la rente foncière, sur la diversité des conditions de l'agriculture, diversité engendrée non seulement par les différences de qualité et d'emplacement des terrains, mais aussi par les différences dans *le volume des investissements de capitaux dans la terre*. Or, que signifient ces investissements ? Ils signifient des modifications techniques apportées à l'agriculture, son intensification, le passage à des systèmes supérieurs de culture, l'utilisation massive d'engrais artificiels, l'amélioration des instruments et des machines, l'extension de leur emploi, un recours accru au travail salarié, etc. En ne tenant compte que de la superficie, on ne peut exprimer tous ces processus complexes et divers, alors que c'est précisément leur somme qui constitue le processus général de développement du capitalisme dans l'agriculture.

Les statisticiens russes des zemstvos[4], en particulier ceux du « bon vieux » temps d'avant la révolution, se sont acquis

le droit au respect pour n'avoir pas abordé l'objet de leurs études d'une façon routinière, du seul point de vue fiscal ou administratif, mais en manifestant un certain intérêt scientifique. Ils ont peut-être été les premiers statisticiens à souligner l'insuffisance du groupement des exploitations uniquement en fonction de leur superficie et à introduire d'autres procédés de groupement : d'après les emblavures, d'après la quantité de bêtes de trait, d'après l'emploi de la main-d'œuvre salariée, etc. Malheureusement, la dispersion et le caractère non systématique des statistiques de nos zemstvos, qui ont toujours constitué, si l'on peut dire, une oasis dans le désert de l'obscurantisme féodal, de la routine bureaucratique et des absurdités paperassières, a fait que l'on n'a pas réussi à obtenir des résultats solidement établis, ni pour la science économique russe, ni pour la science économique européenne.

Notons que la question du groupement des matériaux recueillis par les recensements agricoles actuels est loin d'être aussi étroitement technique et spécialisée qu'elle peut le paraître au premier abord. Ces matériaux fournissent un ensemble extrêmement riche et complet de renseignements sur chaque exploitation. Mais, étant donné la façon maladroite, irréfléchie, routinière, de les rassembler et de les grouper, ces matériaux si riches sont complètement gâchés, gaspillés, perdent leur valeur et deviennent souvent absolument impropres à une étude des lois d'évolution de l'agriculture. Les matériaux recueillis permettent de dire sans se tromper, à propos de chaque exploitation, si elle est capitaliste et à quel point, et dans quelle mesure elle est intensive, etc., mais la totalisation des données portant sur des millions d'exploitations fait précisément disparaître les différences, les traits, les indices les plus essentiels qu'il faudrait par-dessus tout *savoir mettre en évidence*, définir et prendre en considération, et l'économiste n'a à sa disposition que des colonnes de chiffres établies d'une façon routinière, vides de sens et constituant un « jeu de chiffres » statistique, au lieu d'une interprétation statistique sensée des matériaux.

Le recensement américain de 1910 qui nous occupe actuellement constitue le plus éloquent exemple de la façon dont des matériaux remarquablement riches et complets sont dévalués, gâchés par la routine et l'indigence scienti-

fique de ceux qui les ont interprétés. Par rapport au recensement de 1900, l'interprétation en est infiniment plus mauvaise, et même le groupement traditionnel des exploitations selon la superficie est incomplet, de sorte que nous sommes incapables de comparer les exploitations des différents groupes, par exemple quant à l'utilisation du travail salarié, quant à la différence des systèmes de culture, quant à l'emploi des engrais, etc.

Force nous est de recourir au recensement de 1900. Celui-ci constitue, à notre connaissance, un exemple unique au monde de l'emploi, non pas d'un, mais de *trois* procédés différents de groupement ou de « classification » (comme disent les Américains) d'une documentation extrêmement riche recueillie dans un même pays, à une époque donnée, conformément à un programme unique et embrassant plus de cinq millions et demi d'exploitations.

Il est vrai que, là encore, aucun des groupements n'est effectué intégralement en ce qui concerne tous les indices essentiels du type et de la grandeur de l'exploitation. Néanmoins, le tableau de l'agriculture capitaliste et de l'évolution capitaliste de l'agriculture est, comme nous espérons le montrer, infiniment plus complet et reflète la réalité beaucoup plus fidèlement que le procédé unique habituel de groupement, qui est unilatéral et insuffisant. Les erreurs et les préjugés les plus profonds de l'économie politique bourgeoise, petite-bourgeoise et populiste, se révèlent et se démasquent dès qu'apparaît la possibilité d'étudier d'une façon plus complète des faits et des tendances que l'on peut parfaitement qualifier de communs à tous les pays capitalistes du monde.

L'importance des données en question étant capitale, il faudra nous y arrêter d'une façon particulièrement détaillée, et recourir aux tableaux plus souvent qu'il n'a été fait jusqu'à présent. Comprenant parfaitement combien les tableaux surchargent le texte et rendent la lecture difficile, nous nous sommes efforcés jusqu'ici de les réduire au plus strict minimum. Nous espérons que le lecteur ne nous en voudra pas si nous allons devoir augmenter ce minimum, car c'est de l'analyse des questions examinées ici que dépend non seulement la conclusion générale sur la question essentielle — celle de la tendance, du type, du caractère, de la loi de l'évolution de l'agriculture moderne, — mais aussi l'apprécia-

tion à porter sur toutes les données en général des statistiques agricoles modernes, si fréquemment citées et si souvent déformées.

Le premier groupement — « d'après la terre » — donne le tableau suivant de l'agriculture américaine en 1900 :

Groupes de fermes :	Nombre de fermes en pourcentage du nombre total	Quantité globale de terre (également en pourcentage du total)	Moyenne par ferme: de la terre cultivée en acres	des frais de main-d'œuvre salariée (en dollars)	de la valeur du produit (en dollars)**	de la valeur des instruments et des machines (en dollars)
Jusqu'à 3 acres . .	0,7	—*	1,7	77	502	53
De 3 » 10 » . .	4,0	0,2	5,6	18	203	42
» 10 » 20 » . .	7,1	0,7	12,6	16	236	41
» 20 » 50 » . .	21,9	4,9	26,2	18	324	54
» 50 » 100 » . .	23,8	11,7	49,3	33	503	106
» 100 » 175 » . .	24,8	22,9	83,2	60	721	155
» 175 » 260 » . .	8,5	12,3	129,0	109	1 054	211
» 260 » 500 » . .	6,6	15,4	191,4	166	1 354	263
» 500 » 1 000 » . .	1,8	8,1	287,5	312	1 913	377
De 1 000 acres et plus	0,8	23,8	520,0	1 059	5 334	1 222
Total . . .	100,0	100,0	72,3	—	656	133

On peut dire avec certitude que les statistiques de n'importe quel pays capitaliste offriront un tableau parfaitement similaire. Les différences ne peuvent porter que sur des détails sans importance. C'est ce que confirment les derniers recensements d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, de Suisse et du Danemark. A mesure qu'augmente la superficie totale des fermes, il y a d'un groupe à l'autre augmentation de la quantité moyenne de terre cultivée, de la valeur moyenne du produit, de la valeur des instruments et des machines, de la valeur du bétail (nous avons laissé ces chiffres de côté) et des frais de main-d'œuvre salariée. (Nous avons déjà dit le sens à donner à la petite exception que constituent les fermes ayant jusqu'à 3 acres et, partiellement, celles de 3 à 10 acres.)

Il semblerait qu'il ne puisse en être autrement. L'accrois-

* Moins de 1/10%.

** La valeur du produit ne comprend pas les produits destinés à l'alimentation du bétail.

sement des frais de main-d'œuvre salariée paraît apporter la preuve indiscutable que la division des exploitations en petites et grandes d'après leur superficie correspond tout à fait à leur division en non capitalistes et capitalistes. Les neuf dixièmes des raisonnements habituels sur la « petite » agriculture reposent sur cette identification et sur ce genre de données.

Prenons maintenant les chiffres moyens non pas par fermes, mais par acre de superficie :

Groupes de fermes:	Montant en dollars par acre de superficie totale : des frais de main-d'œuvre salariée	des dépenses pour les engrais	de la valeur de l'ensemble du bétail	de la valeur des instruments et des machines
Jusqu'à 3 acres . .	40,30	2,36	456,76	27,57
De 3 » 10 » . .	2,95	0,60	16,32	6,71
» 10 » 20 » . . .	1,12	0,33	8,30	2,95
» 20 » 50 » . . .	0,55	0,20	5,21	1,65
» 50 » 100 » . . .	0,46	0,12	4,51	1,47
» 100 » 175 » . . .	0,45	0,07	4,09	1,14
» 175 » 260 » . . .	0,52	0,07	3,96	1,00
» 260 » 500 » . . .	0,48	0,04	3,61	0,77
» 500 » 1 000 » . . .	0,47	0,03	3,16	0,57
De 1 000 acres et plus	0,25	0,02	2,15	0,29

A quelques minimes exceptions près, nous constatons, des groupes inférieurs aux groupes supérieurs, une diminution régulière des indices caractérisant les exploitations intensives.

On semble aboutir à cette conclusion absolument indiscutable que la « petite » production agricole est plus intensive que la grande, que la diminution du « volume » de la production s'accompagne d'un accroissement de l'intensité et de la productivité de l'agriculture, et que, « par conséquent », la production capitaliste dans l'agriculture ne tient qu'au caractère extensif, primitif, de l'exploitation, etc., etc.

Etant donné que n'importe quel pays capitaliste, si l'on groupe les exploitations en fonction de leur superficie (et ce n'est pas seulement le groupement habituel, mais presque le seul en usage), peut offrir un tableau absolument identique et présenter la même diminution des indices d'intensité de l'agriculture des groupes inférieurs aux groupes supérieurs,

ces conclusions sont celles que l'on retrouve constamment, à chaque instant, dans toute la littérature bourgeoise et petite-bourgeoise (opportuniste-« marxiste » et populiste). Souvenez-vous, par exemple, du fameux ouvrage du fameux Edouard David, ce recueil des préjugés bourgeois et des mensonges bourgeois camouflés sous des vocables « pseudo-socialistes » : *Le socialisme et l'agriculture*. On y démontre, précisément à l'aide de données de ce genre, la « supériorité », la « viabilité », etc., de la « petite » production.

Ces déductions sont particulièrement facilitées du fait qu'habituellement, des données analogues à celles que nous avons citées existent en ce qui concerne la quantité de bétail, mais presque jamais au sujet du travail salarié (surtout sous une forme aussi globale que le total des frais de main-d'œuvre salariée). Pourtant, ce sont justement les données sur le travail salarié qui trahissent la fausseté de toutes ces déductions. En effet, si, par exemple, l'accroissement de la valeur du bétail (ou, ce qui revient au même, l'accroissement de la quantité globale de bétail) par unité de surface à mesure que diminue l'étendue de l'exploitation, atteste la « supériorité » de la « petite » agriculture, cette « supériorité » apparaît *liée* à l'*augmentation* des frais de main-d'œuvre salariée à mesure que diminue l'étendue de l'exploitation ! ! Or, cet accroissement des frais de main-d'œuvre salariée (remarquez qu'il s'agit toujours de grandeurs rapportées à l'unité de surface, à un acre, un hectare, une déciatine) est l'indice d'un accroissement du caractère *capitaliste* de l'exploitation! Et le caractère capitaliste de l'exploitation est en contradiction avec la notion habituelle, la plus répandue, de « petite » production, car par petite production on entend celle qui *ne* repose *pas* sur le travail salarié.

On est, semble-t-il, en présence d'un faisceau de contradictions. Les données générales relatives aux exploitations groupées d'après leur superficie montrent que les « petites » exploitations ne sont pas capitalistes et que les grandes le sont. Et ces mêmes données attestent que plus l'exploitation est « petite », et plus sont élevés, non seulement son caractère intensif, mais aussi le montant des frais de main-d'œuvre salariée par unité de superficie !

Afin de tirer les choses au clair, examinons un autre mode de groupement.

11. UNE COMPARAISON PLUS PRECISE DES PETITES ET DES GRANDES EXPLOITATIONS

Comme nous l'avons déjà indiqué, les statistiques américaines considèrent, en ce cas, la valeur globale des produits de l'exploitation, déduction faite de ceux qui vont à l'alimentation du bétail. Prises séparément, les données de ce genre, qui n'existent sans doute que dans les statistiques américaines, sont évidemment moins précises que celles relatives à la quantité de terre ou de bétail, etc. Mais, prises dans leur ensemble, pour plusieurs millions d'exploitations, et appliquées en particulier à la définition des *rapports* existant entre les différents groupes d'exploitations à l'échelle de tout le pays, elles ne sauraient, incontestablement, être considérées comme moins utiles que les autres. En tout cas, elles révèlent de façon beaucoup plus directe que toutes les autres, le volume de la *production*, et notamment de la production marchande, c'est-à-dire du montant global des produits destinés à la vente. Or, dans toutes les dissertations sur le thème de l'évolution de l'agriculture et des lois de cette évolution, il s'agit précisément de la petite et de la grande *production*.

Plus encore. Il s'agit toujours, dans ces cas-là, de l'évolution de l'agriculture en régime capitaliste ou en liaison avec le capitalisme, sous son influence, etc. Pour évaluer cette influence, il faut avant tout et par-dessus tout s'efforcer de séparer, dans l'agriculture, l'économie naturelle de l'économie marchande. Chacun sait que l'économie naturelle, c'est-à-dire la production non pour le marché mais pour la propre consommation de la famille exploitante, joue un rôle relativement très important dans l'agriculture, et qu'elle ne fait place que très lentement à l'agriculture marchande. Et, si l'on n'applique pas les thèses théoriques bien établies de l'économie politique d'une façon stéréotypée, mécanique, mais avec intelligence, alors, par exemple, la loi de l'élimination de la petite production par la grande *ne* peut être appliquée *qu*'à l'agriculture marchande. Il ne se trouvera sans doute personne pour contester cette thèse sur le plan théorique. Et pourtant, extrêmement rares sont les économistes et les statisticiens qui s'attachent vraiment à relever, à étudier

et, dans la mesure du possible, à faire état des indices témoignant de la transformation de l'agriculture naturelle en agriculture marchande. Le groupement des exploitations d'après la valeur en espèces des produits non destinés à l'alimentation du bétail est un grand pas en avant vers la réalisation de cette exigence théorique d'une importance capitale.

Notons que, lorsqu'on parle de l'éviction indiscutable de la petite production par la grande dans l'industrie, on groupe toujours les entreprises industrielles d'après le montant global de la production ou d'après le nombre des ouvriers salariés. Les choses sont beaucoup plus simples dans l'industrie du fait de ses particularités techniques. Dans l'agriculture, où les rapports sont infiniment plus complexes et plus enchevêtrés, il est beaucoup plus difficile de définir le volume de la production et la valeur en espèces des produits, ainsi que les proportions dans lesquelles on utilise le travail salarié. Dans ce dernier cas, il est indispensable de considérer la somme totale annuelle de travail salarié et non le nombre d'ouvriers présents le jour du recensement, car la production agricole porte un caractère particulièrement « saisonnier »; ensuite, il est indispensable de tenir compte, non seulement des ouvriers salariés permanents, mais aussi des journaliers, qui jouent dans l'agriculture un rôle extrêmement important. Mais difficile ne veut pas dire impossible. L'emploi de procédés d'étude rationnels, adaptés aux particularités techniques de l'agriculture, et notamment celui de groupements d'après l'importance de la production, d'après le montant de la valeur en espèces des produits, d'après la fréquence et les proportions de l'emploi du travail salarié, devra se développer et se frayer un passage à travers le réseau serré des préjugés bourgeois et petits-bourgeois, des tendances à embellir la réalité bourgeoise. Et l'on peut hardiment assurer que tout pas en avant dans l'emploi de procédés d'étude rationnels marquera un progrès dans la confirmation de cette vérité que, dans la société capitaliste, la petite production est évincée par la grande, non seulement dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture.

Voici des données sur les groupes d'exploitations, d'après l'importance de la valeur de leur produit dans l'Amérique de 1900 :

Groupe de fermes d'après la valeur du produit en dollars	Nombre de fermes (en % du total)	Superficie globale	Moyenne par ferme de terre cultivée (en acres)	des frais de main-d'œuvre salariée (en dollars)	de la valeur des instruments et des machines
0 doll.....	0,9	1,8	33,4	24	54
1- 50 »	2,9	1,2	18,2	4	24
50- 100 »	5,3	2,1	20,0	4	28
100- 250 »	21,8	10,1	29,2	7	42
250- 500 »	27,9	18,1	48,2	18	78
500- 1 000 »	24,0	23,6	84,0	52	154
1 000-2 500 »	14,5	23,2	150,5	158	283
2 500 doll. et plus...	2,7	19,9	322,3	786	781
Total	100,0	100,0	72,3	—	133

Font probablement partie des fermes sans revenu, dont la production est estimée à 0 (zéro), en premier lieu, les homesteads nouvellement occupés, où le propriétaire n'a pas encore eu le temps de construire des bâtiments, d'élever du bétail, de semer, de récolter. Dans un pays tel que l'Amérique, où la colonisation est aussi développée, la question de savoir depuis combien de temps un propriétaire est en possession de sa ferme présente une importance particulière.

Si nous laissons de côté les fermes sans revenu, nous obtenons un tableau semblable à celui que présentait le groupement, indiqué plus haut, de ces mêmes données d'après la superficie totale des fermes. A mesure qu'augmente la valeur des produits de la ferme, s'accroissent aussi la moyenne de terre cultivée, la moyenne des frais de main-d'œuvre et la valeur moyenne des instruments et des machines. D'une façon générale, les fermes qui rapportent le plus (en considérant le revenu brut, c'est-à-dire la valeur de tous les produits) sont également celles qui ont la plus grande superficie. Visiblement, ce nouveau mode de groupement n'apporte absolument rien de neuf.

Mais prenons à présent les moyennes (de la valeur du bétail et des instruments, des frais de main-d'œuvre et des dépenses pour les engrais) non plus par ferme, mais par acre de terre :

Montant en dollars, par acre de superficie totale :

Groupes de fermes d'après la valeur de la production	des frais de main-d'œuvre	des dépenses pour les engrais	de la valeur de l'ensemble du bétail	de la valeur des instruments et des machines
0 doll.	0,08	0,01	2,97	0,19
1- 50 »	0,06	0,01	1,78	0,38
50- 100 »	0,08	0,03	2,01	0,48
100- 250 »	0,11	0,05	2,46	0,62
250- 500 »	0,19	0,07	3,00	0,82
500-1 000 »	0,36	0,07	3,75	1,07
1 000-2 500 »	0,67	0,08	4,63	1,21
2 500 doll. et plus ..	0,72	0,06	3,98	0,72

Sous certains rapports, les fermes sans revenu, qui occupent dans l'ensemble une situation tout à fait particulière, et les fermes aux revenus les plus élevés qui, pour trois des quatre indices que nous avons pris, sont moins intensives que le groupe voisin, constituent une exception. D'une façon générale, nous constatons une *élévation* régulière de l'intensité de l'agriculture *au fur et à mesure que s'accroîtra* la valeur des produits de la ferme.

Ce tableau est directement opposé à celui qui correspondait au groupement des exploitations d'après leur superficie.

Les mêmes matériaux donnent des conclusions diamétralement opposées suivant le mode de groupement.

Quand l'exploitation gagne en importance, l'intensité de l'agriculture *diminue*, si l'on juge de l'importance par la superficie de l'exploitation ; elle *augmente*, si l'on juge de l'importance par la valeur de la production.

Laquelle de ces deux conclusions est juste ?

Il est évident que la superficie ne peut donner *aucune* idée de l'importance de l'exploitation si la terre n'y est pas travaillée (n'oublions pas qu'en Amérique, on prend pour base du groupement non pas la seule terre cultivée, mais toute la superficie, et que le pourcentage de terre cultivée y oscille de 19 à 91 % selon les groupes d'exploitations, et de 27 à 75 % selon les régions) ; elle ne peut donner *aucune* idée *juste* s'il existe dans un grand nombre de cas, entre les différentes exploitations, des différences essentielles en ce qui concerne les procédés de mise en valeur du sol, l'intensité de l'agriculture, les systèmes de culture, la quantité d'engrais, l'emploi de machines, le caractère de l'élevage, etc.

C'est manifestement ce qui se passe dans *tous* les pays capitalistes, et même dans tous les pays dont l'agriculture est touchée par le capitalisme.

Nous connaissons à présent une des raisons les plus profondes et les plus générales de la persistance des opinions erronées sur la « supériorité » de la petite agriculture, de la facilité avec laquelle les préjugés bourgeois et petits-bourgeois de ce type continuent de se maintenir en dépit du grand progrès enregistré dans les statistiques sociales, et notamment agricoles, au cours de ces dernières dizaines d'années. Et, bien entendu, la stabilité de ces erreurs et de ces préjugés est encore entretenue par les *intérêts* de la bourgeoisie, qui s'efforce d'estomper la profondeur des contradictions de classe de la société bourgeoise contemporaine ; or, quand des intérêts sont en jeu, on en vient, comme chacun sait, à contester les vérités les plus indiscutables.

Mais nous nous bornerons ici à analyser les sources théoriques du point de vue erroné sur la « supériorité » de la petite agriculture. Et il ne fait aucun doute que, parmi ces sources, l'une des principales est l'attitude non critique, routinière, à l'égard des procédés rebattus qui consistent à ne comparer les exploitations que d'après la superficie totale ou l'étendue de la terre cultivée.

Les Etats-Unis d'Amérique font exception parmi tous les pays capitalistes, en ce sens qu'il y existe encore quantité de terres non occupées, vacantes, distribuées gratuitement. L'agriculture peut encore s'y développer, et s'y développe effectivement, par la prise de possession de terres non occupées, par la mise en culture de nouvelles terres qui n'ont jamais été travaillées : elle s'y développe sous la forme la plus primitive et la plus extensive de la culture et de l'élevage. Il n'existe rien de semblable dans les vieux pays civilisés de l'Europe capitaliste. L'agriculture s'y développe *surtout* sous la forme intensive, non par l'accroissement de la *quantité* de terre cultivée, mais par l'amélioration de la *qualité* du travail de la terre, par l'accroissement du capital investi. Et c'est cette voie fondamentale du développement de l'agriculture capitaliste (qui le devient aussi, graduellement, pour l'Amérique) que perdent de vue ceux qui se bornent à

comparer les exploitations uniquement d'après leur superficie.

La voie fondamentale du développement de l'agriculture capitaliste consiste précisément dans le fait que la *petite* exploitation, *tout en restant petite* par l'étendue de la terre, *se transforme en grande exploitation* par le volume de la production, par le développement de l'élevage, par la quantité d'engrais employée, par le développement de l'emploi des machines, etc.

Il est donc absolument faux de conclure, après avoir comparé les exploitations groupées d'après leur superficie, que, l'exploitation gagnant en importance, l'agriculture devient moins intensive. La seule conclusion qui soit juste, au contraire, est celle à laquelle on aboutit quand on compare les différentes exploitations d'après la valeur de leurs produits et selon laquelle, l'exploitation gagnant en importance, l'agriculture devient plus intensive.

Car la quantité de terre ne témoigne qu'indirectement de l'importance de l'exploitation, et ce « témoignage » est d'autant moins probant que l'intensification de l'agriculture est plus large et plus rapide. Quant à la valeur des produits de l'exploitation, elle témoigne de son importance, non pas indirectement, mais directement et dans tous les cas. Lorsqu'on parle de la petite agriculture, on pense toujours à celle qui *ne* repose *pas* sur le travail salarié. Or, le passage à l'exploitation d'ouvriers salariés est conditionné, non seulement par l'extension de la ferme, sa vieille base technique étant conservée (ce qui ne se produit que dans une économie extensive, primitive), mais aussi par l'amélioration et la modernisation de la technique, par l'application à une même superficie de terrain d'un capital supplémentaire sous la forme, par exemple, de nouvelles machines ou d'engrais artificiels, ou de l'accroissement et de l'amélioration du bétail, etc.

Le groupement selon la valeur des produits de la ferme réunit des exploitations qui se caractérisent réellement *par un volume identique de la production*, indépendamment de la quantité de terre qu'elles possèdent. Une exploitation hautement intensive sur un petit lot de terrain entre, dans ce cas, dans le même groupe qu'une exploi-

tation relativement extensive d'une grande étendue ; et ces deux exploitations seront effectivement importantes, aussi bien par le volume de la production que par le niveau de l'emploi du travail salarié.

Au contraire, le groupement d'après la superficie classe dans la même catégorie de grandes et de petites exploitations, du seul fait de leur similitude quant à la quantité de terre possédée ; il réunit des exploitations ayant des volumes de production tout à fait différents, des exploitations où prédomine le travail familial et d'autres où prédomine le travail salarié. D'où un tableau radicalement faux, qui déforme complètement l'état réel des choses, mais qui plaît beaucoup à la bourgeoisie, un tableau *qui atténue les contradictions de classe* en régime capitaliste. D'où un *embellissement* non moins faux et non moins agréable à la bourgeoisie *de la situation des petits agriculteurs*, et une apologie du capitalisme.

En effet, la tendance fondamentale et principale du capitalisme réside dans l'élimination de la petite production par la grande, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture. Mais cette élimination ne doit pas être comprise *uniquement* dans le sens d'une expropriation immédiate. Elle peut aussi prendre la forme d'un long processus de ruine, de détérioration de la situation économique des petits agriculteurs, susceptible de s'étendre sur des années et des dizaines d'années. Cette détérioration se traduit par un travail excessif ou une alimentation plus mauvaise du petit agriculteur, par son endettement, par le fait que le bétail est moins bien nourri et, en général, moins bien soigné, que la terre est moins bien cultivée, travaillée, engraissée, etc., que le niveau technique ne progresse pas, etc. La tâche du chercheur, s'il ne veut pas qu'on puisse l'accuser de complaisance volontaire ou involontaire à l'égard de la bourgeoisie en embellissant la situation des petits agriculteurs ruinés et écrasés, consiste tout d'abord et par-dessus tout à définir avec précision les indices de la ruine, qui sont loin d'être simples et uniformes ; puis à mettre ces indices en lumière, à suivre et faire état, dans la mesure du possible, de l'ampleur de leur propagation et de leur modification dans le temps. Cet aspect particulièrement important de la

question ne retient guère l'attention des économistes et des statisticiens modernes.

Imaginez qu'à 90 petits agriculteurs qui n'ont pas de capital pour améliorer leur exploitation, qui retardent sur leur temps et se ruinent progressivement, le statisticien ajoute 10 exploitants ayant suffisamment de capital et qui, sur des lots de terre tout aussi petits, organisent une production importante et reposant sur le travail salarié. Cela donnera, en moyenne, un tableau embelli de la situation de l'ensemble de ces cent agriculteurs.

C'est ce tableau embelli — et ce, objectivement, au profit de la bourgeoisie — qu'a fourni le recensement américain de 1910, étant donné, tout d'abord, qu'il a rejeté la comparaison, faite en 1900, entre le groupement selon la superficie et le groupement selon la valeur de la production. Par exemple, on se borne à nous indiquer que les dépenses pour les engrais se sont considérablement accrues, de 115% pour être précis, c'est-à-dire qu'elles ont plus que doublé, alors que les frais de main-d'œuvre salariée n'ont augmenté que de 82 % et la valeur globale de la récolte, de 83 %. Le progrès est énorme. C'est un progrès de l'agriculture nationale. Et il se trouvera sans doute un économiste pour en conclure, s'il ne l'a pas déjà fait, que c'est là un progrès de la petite agriculture « fondée sur le travail personnel », car, généralement parlant, les données sur les exploitations groupées en fonction de la superficie montrent que la « petite » agriculture est nettement en tête en ce qui concerne les dépenses par acre de terre pour les engrais.

Mais nous savons maintenant qu'une telle conclusion serait fausse, car le groupement des exploitations selon la superficie réunit précisément de petits agriculteurs ruinés ou, tout au moins, écrasés par le besoin, n'ayant pas la possibilité d'acheter des engrais, et des *capitalistes*, petits, certes, mais pourtant des capitalistes, qui dirigent sur de petits lots de terre des exploitations perfectionnées, intensives, d'un gros volume économique, employant des ouvriers salariés.

Si la petite agriculture est, en règle générale, éliminée par la grande, comme le montrent les données sur la valeur globale des biens possédés par les fermes en 1900

et en 1910 ; si, comme nous allons le voir, les cultures hautement capitalistes se sont développées d'une façon particulièrement rapide au cours de cette période sur des terrains de faible étendue ; si, selon les données générales concernant les exploitations classées parmi les petites et parmi les grandes en fonction de la valeur de leurs produits, les dépenses pour les engrais augmentent à mesure que s'accroît le volume économique de l'exploitation, il en résulte inévitablement cette conclusion que le « progrès » dans l'emploi des engrais entre 1900 et 1910 a encore renforcé la supériorité de l'agriculture capitaliste sur la petite, qu'il a encore plus refoulée et écrasée.

12. LES DIFFERENTS TYPES D'EXPLOITATIONS DANS L'AGRICULTURE

Ce que nous venons de dire au sujet des exploitations capitalistes importantes et intensives sur des terrains de faible étendue appelle la question suivante : y a-t-il lieu de penser que l'intensification de l'agriculture doive entraîner une diminution de superficie de l'exploitation ? En d'autres termes, y a-t-il des conditions, en rapport avec la technique même de l'agriculture moderne, exigeant que la superficie de l'exploitation diminue pour que l'agriculture devienne plus intensive ?

Ni des considérations théoriques générales, ni des exemples ne peuvent donner une réponse à cette question. Il s'agit du niveau concret de la technique dans des conditions données de l'agriculture, et de la valeur concrète du capital nécessaire à un système donné d'exploitation. En théorie, on peut concevoir n'importe quel investissement de capital, de n'importe quel ordre de grandeur, dans n'importe quelle quantité de terre, mais il va de soi que « cela dépend » des conditions économiques, techniques, culturelles, etc., existantes, et toute la question est précisément de savoir quelles sont les conditions existant à un moment donné dans un pays donné. Les exemples ne conviennent pas parce que, dans un domaine aux tendances aussi complexes, diverses, enchevêtrées et contradictoires que l'économie de l'agriculture moderne, on peut toujours trouver des exemples à l'appui de con-

ceptions opposées. Il faut ici, avant tout et plus que partout ailleurs, représenter le processus *dans son ensemble*, tenir compte de toutes les tendances et déterminer leur résultante ou leur somme, leur résultat.

Le troisième système de groupement utilisé en 1900 par les statisticiens américains permet de répondre à la question posée. C'est le groupement *selon la principale source de revenu*. D'après cet indice, toutes les fermes sont réparties dans les catégories suivantes : 1) foin et céréales, comme principales sources de revenu ; 2) mixtes ; 3) élevage ; 4) coton ; 5) légumes ; 6) fruits ; 7) produits laitiers ; 8) tabac ; 9) riz ; 10) sucre ; 11) fleurs ; 12) produits de serre ; 13) colocase ; 14) café. Toutes ensemble, les sept dernières catégories (8-14) ne représentent que 2,2 % du nombre total des fermes, c'est-à-dire une fraction si infime que nous ne nous y arrêterons pas en détail. Par leur caractère et leur importance économiques, ces catégories (8-14) sont tout à fait similaires aux trois précédentes (5-7) et ne constituent avec elles qu'un seul et même type.

Voici les données caractérisant ces différentes fermes :

Groupes de fermes d'après la source principale de revenu	Pourcentage du nombre total des fermes	Quantité moyenne de terre par ferme : superficie totale	Quantité moyenne de terre par ferme : superficie cultivée	Moyenne en dollars par acre de superficie totale : des frais de main-d'œuvre salariée	des dépenses pour les engrais	de la valeur des instruments et des machines	de la valeur de l'ensemble du bétail
Foin et céréales . . .	23,0	159,3	111,1	0,47	0,04	1,04	3,17
Mixtes	18,5	106,8	46,5	0,35	0,08	0,94	2,73
Elevage	27,3	226,9	86,1	0,29	0,02	0,66	4,45
Coton	18,7	83,6	42,5	0,30	0,14	0,53	2,11
Légumes	2,7	65,1	33,8	1,62	0,59	2,12	3,74
Fruits	1,4	74,8	41,6	2,46	0,30	2,34	3,35
Produits laitiers . .	6,2	121,9	63,2	0,86	0,09	1,66	5,58
Ensemble des fermes	100,0	146,6	72,3	0,43	0,07	0,90	3,66

Nous voyons que les deux premières catégories (foin et céréales ; mixtes) peuvent être qualifiées de moyennes, aussi bien par le degré de développement du caractère capitaliste de l'exploitation (les frais de main-d'œuvre salariée sont les plus proches de la moyenne : 0,35-0,47,

alors que la moyenne est de 0,43 pour l'ensemble des Etats-Unis) que par l'intensité de l'agriculture. Tous les indices de l'intensité de l'exploitation (dépenses pour les engrais, valeur des machines et du bétail par acre de terre) sont les plus proches de la moyenne générale pour l'ensemble des Etats-Unis.

Il n'est pas douteux que ces deux groupes sont particulièrement typiques de la majorité des exploitations agricoles en général. Le foin et les céréales, puis l'ensemble des différents produits de l'agriculture (les sources « mixtes » de revenu), tels sont les principaux types d'exploitations agricoles dans tous les pays. Il serait extrêmement intéressant d'avoir des données plus détaillées sur ces groupes, par exemple de les subdiviser en groupes les moins ou les plus marchands, etc. Toutefois, comme nous l'avons vu, les statistiques américaines, après avoir fait un pas dans cette direction, n'ont plus avancé, mais reculé.

Les deux catégories suivantes, élevage et coton, nous fournissent le modèle des fermes les moins capitalistes (frais de main-d'œuvre salariée : 0,29-0,30 pour une moyenne de 0,43) et dont l'agriculture est la moins intensive. La valeur globale des instruments et des machines y est la moins élevée et nettement inférieure à la moyenne (0,66 et 0,53 contre 0,90). Il va de soi que la quantité moyenne de bétail par acre dans les fermes dont le revenu essentiel est constitué par l'élevage, est plus grande que la moyenne pour les Etats-Unis (4,45 contre 3,66), mais il s'agit manifestement d'un élevage extensif : les dépenses pour les engrais sont réduites au taux minimum, la dimension moyenne des fermes est la plus grande (226,9 acres), la proportion de terre cultivée est la plus petite (86,1 acres sur 226,9). La consommation d'engrais dans les exploitations cotonnières est supérieure à la moyenne, mais les autres indices d'intensité de l'agriculture (valeur du bétail et des machines par acre de terre) y sont les plus bas.

Enfin, dans les trois dernières catégories (légumes, fruits, produits laitiers), les fermes sont, premièrement, les plus petites (33-63 acres de terre cultivée contre 42-86, 46-111 dans les autres catégories) ; deuxièmement, les

plus capitalistes : les frais de main-d'œuvre salariée sont les plus élevés, de 2 à 6 fois supérieurs à la moyenne ; troisièmement, les plus intensives. Presque tous les indices d'intensité de l'agriculture sont ici supérieurs à la moyenne : les dépenses pour les engrais, la valeur des machines, la valeur du bétail (une petite exception est constituée par les fermes fruitières qui, sous ce rapport, sont au-dessous de la moyenne, tout en étant supérieures aux fermes qui tirent surtout leur revenu du foin et des céréales).

Nous allons maintenant étudier la place qu'occupent exactement ces fermes hautement capitalistes dans l'ensemble de l'économie du pays. Mais d'abord, nous devons nous arrêter un peu plus longuement sur leur caractère plus intensif.

Prenons les fermes qui tirent leur revenu principal des légumes. On sait que, dans tous les pays capitalistes, le développement des villes, des fabriques, des cités industrielles, des gares ferroviaires, des ports, etc., provoque une demande accrue des produits de ce genre, fait monter leurs prix, accroît le nombre des entreprises agricoles qui les produisent pour la vente. L'exploitation « maraîchère » moyenne est *plus de trois fois moins importante* quant à la surface cultivée, que la ferme « habituelle », qui tire surtout son revenu du foin et des céréales : la première est de 33,8 acres, la seconde de 111,1. Ce qui veut dire qu'une technique donnée, pour une accumulation donnée de capital dans l'agriculture, requiert des dimensions moindres lorsqu'il s'agit d'une ferme « maraîchère » ; en d'autres termes, pour investir un capital dans l'agriculture et obtenir un bénéfice qui ne soit pas inférieur à la moyenne, il faut, dans l'état actuel de la technique, une *superficie moindre* pour une exploitation produisant des légumes que pour une exploitation produisant du foin et des céréales.

Plus encore. Le développement du capitalisme dans l'agriculture consiste avant tout dans le passage de l'agriculture naturelle à l'agriculture marchande. On l'oublie constamment et il faut sans cesse y insister. Quant au développement de l'agriculture marchande, il n'emprunte nullement la voie « simple » imaginée ou supposée par les économistes bourgeois, et qui consisterait dans l'ac-

croissement de la production des *mêmes* produits. Non. Le développement de l'agriculture marchande consiste, très souvent, dans le passage d'une production donnée à une autre. Le passage de la production du foin et des céréales à celle des légumes compte précisément parmi ces transformations courantes. Mais que signifie un tel passage pour la question qui nous intéresse, celle de la superficie de l'exploitation et du développement du capitalisme dans l'agriculture ?

Il signifie le *morcellement* de la « grande » ferme de 111,1 acres en plus de trois « petites » fermes de 33,8 acres. La production de l'ancienne ferme était de 760 dollars : valeur moyenne des produits, déduction faite de ceux servant à la nourriture du bétail, pour une ferme dont le revenu principal est procuré par le foin et les céréales. La production de chaque nouvelle ferme est égale à 665 dollars. Cela fait au total $665 \times 3 = 1\,995$ dollars, soit plus du double.

L'élimination de la petite production par la grande s'accompagne d'une *diminution* de la superficie de l'exploitation.

La moyenne des frais de main-d'œuvre, qui était de 76 dollars dans l'ancienne ferme, s'élève à 106 dollars dans la nouvelle, soit une augmentation de près de la moitié, tandis que la superficie diminue de trois fois et plus. Les dépenses pour les engrais passent de 0,04 dollar par acre à 0,59 dollar, augmentant de près de 15 fois ; la valeur des instruments et des machines est doublée, passant de 1,04 à 2,12 dollars, etc.

On nous objectera, comme on le fait d'ordinaire, que le nombre de ces fermes typiquement capitalistes, pratiquant des cultures spéciales, « marchandes », est insignifiant par rapport au nombre total des exploitations. Mais nous répondrons, premièrement, que le nombre et le *rôle* de telles fermes, leur rôle économique, est infiniment supérieur à ce que l'on pense généralement ; deuxièmement, et c'est là l'essentiel, que *ce sont précisément ces cultures* qui s'accroissent *plus rapidement* que les autres dans les pays capitalistes. C'est pourquoi la diminution de la superficie de l'exploitation, accompagnée d'un processus d'intensification de l'agriculture, signifie très

souvent un accroissement, et non une diminution, du volume économique de la production, un accroissement, et non une diminution, de l'exploitation du travail salarié.

Voici à ce sujet des données précises fournies par des statistiques américaines embrassant l'ensemble du pays. Prenons *toutes* les cultures spéciales ou « marchandes », énumérées ci-dessus sous les rubriques 5 à 14 : légumes, fruits, produits laitiers, tabac, riz, sucre, fleurs, produits de serre, colocase et café. En 1900, aux Etats-Unis, le nombre des fermes dont ces produits constituaient la source *principale* de revenu s'élevait à 12,5 % du nombre total. Il s'agit donc d'une petite minorité, d'un huitième. La superficie de l'ensemble de ces fermes représentait 8,6 % de la superficie totale, soit seulement 1/12. Mais poursuivons. Prenons la valeur globale des produits de toute l'agriculture américaine, à l'exclusion de ceux servant à nourrir le bétail. Sur cette valeur, la part des fermes ci-dessus mentionnées est déjà de 16,0 %, soit une proportion presque deux fois supérieure à celle de la terre.

C'est dire que, dans ces fermes, la productivité du travail et de la terre est presque deux fois supérieure à la moyenne.

Prenons le montant global des frais de main-d'œuvre salariée dans l'agriculture américaine. La part des fermes ci-dessus mentionnées y est de 26,6%. soit plus du quart ; elle dépasse de plus de trois fois celle de la terre et est plus de trois fois supérieure à la moyenne. C'est dire que le caractère capitaliste de ces fermes est très nettement supérieur à la moyenne.

Leur part est de 20,1 % dans la valeur globale des instruments et des machines, et de 31,7 % dans la somme globale des dépenses pour les engrais, soit un peu moins du *tiers* de la somme globale, à peine moins de *quatre fois* au-dessus de la moyenne.

En conclusion, par conséquent, nous aboutissons à ce fait incontestable, établi pour tout le pays dans son ensemble, que les fermes particulièrement intensives se caractérisent par une superficie de terre particulièrement petite de l'exploitation, un emploi particulièrement développé du travail salarié, une productivité du travail particulièrement élevée ; que le rôle économique de ces

fermes dans l'ensemble de l'agriculture du pays considéré dépasse de deux à trois fois et plus leur pourcentage par rapport au nombre total des fermes, pour ne rien dire de la superficie totale.

Le rôle de ces cultures et de ces fermes hautement capitalistes et hautement intensives diminue-t-il ou s'accroît-il dans le temps par rapport aux autres fermes et cultures ?

La comparaison des deux derniers recensements donne assurément une réponse affirmative dans le sens d'un *accroissement* de ce rôle. Prenons la superficie occupée par les différentes cultures. De 1900 à 1910, la superficie cultivée en céréales de toutes sortes ne s'est accrue pue de 3,5% aux Etats-Unis ; celle occupée par les fèves, les pois, etc., de 26,6 % ; celle occupée par le foin et les plantes fourragères, de 17,2 % ; par le coton, de 32,0 % ; par les légumes, de 25,5 % ; par la betterave sucrière, la canne à sucre, etc., de 62,6 %.

Prenons les données sur la production agricole. De 1900 à 1910, la récolte globale des céréales ne s'est accrue que de 1,7 % ; celle des fèves, de 122,2 % ; celle du foin et des plantes fourragères, de 23,0 % ; celle de la betterave sucrière, de 395,7 % ; celle de la canne à sucre, de 48,5 % ; celle des pommes de terre, de 42,4 % ; celle du raisin, de 97,6 % ; si la récolte de baies, de pommes, etc., a été mauvaise en 1910, celle des oranges et des citrons a triplé, etc.

Ainsi se trouve démontré, en ce qui concerne l'ensemble de l'agriculture américaine, ce fait paradoxal et néanmoins incontestable que, non seulement il se produit en général une élimination de la petite production par la grande, mais aussi que cette élimination revêt la forme suivante :

l'élimination de la petite production par la grande consiste dans l'élimination des fermes plus « grandes » quant à la superficie, mais moins productives, moins intensives et moins capitalistes, par les fermes plus « petites » quant à la superficie, mais plus productives, plus intensives et plus capitalistes.

13. COMMENT ON MINIMISE L'ELIMINATION DE LA PETITE PRODUCTION PAR LA GRANDE DANS L'AGRICULTURE

Ou peut nous objecter : si l'élimination de la petite *production* se fait « aussi » sous la forme de l'intensification (et de la « capitalisation ») de l'économie dans les *fermes* plus petites, peut-on en général considérer comme ayant une valeur quelconque le groupement d'après la superficie ? n'y a-t-il pas dès lors deux tendances opposées et ne devient-il pas impossible de tirer quelque conclusion générale que ce soit ?

Pour répondre à cette objection, il faut présenter *tout l'ensemble* de l'agriculture américaine et de son évolution. A cet effet, il faut essayer de comparer et de confronter les trois groupements qui représentent, pour ainsi dire, le maximum de ce qu'ont donné les statistiques socialos dans lo domaine de l'agriculture au cours de ces dernières années.

Cette comparaison et cette confrontation sont possibles. Elles ne requièrent que la constitution d'un tableau qui, au premier abord, peut sembler trop abstrait et complexe et, par conséquent, de nature à « rebuter » le lecteur. Cependant, avec un effort d'attention relativement minime, la « lecture », l'assimilation et l'analyse de ce tableau n'offrent aucune difficulté.

Pour comparer les trois différents groupements, il faut prendre exclusivement les *pourcentages* des différents groupes. Les calculs correspondants sont tous fournis par le recensement américain de 1900. Nous réduisons chaque groupement à *trois* groupes principaux. Pour la superficie, nous prenons : 1) les petites fermes (jusqu'à 100 acres) ; 2) les fermes moyennes (de 100 à 175 acres) et 3) les grandes fermes (175 acres et plus). Pour la valeur du produit nous prenons : 1) les fermes non capitalistes (jusqu'à 500 dollars); 2) les fermes moyennes (de 500 à 1 000 dollars) et 3) les fermes capitalistes (1 000 dollars et plus). Pour la principale source de revenu, nous

prenons : 1) les fermes faiblement capitalistes (bétail, coton) ; 2) les fermes moyennes (foin et céréales ; mixtes) et 3) les fermes hautement capitalistes (les cultures spéciales, « marchandes », énumérées ci-dessus, au point 12, sous les rubriques 5 à 14).

Dans chaque groupe, nous prenons tout d'abord le pourcentage des fermes, c'est-à-dire celui du nombre de fermes du groupe considéré par rapport au nombre total des fermes des Etats-Unis. Puis, le pourcentage de la superficie, c'est-à-dire celui de la superficie totale des fermes du groupe par rapport à la superficie totale de l'ensemble des fermes des Etats-Unis. La quantité de terre peut servir d'indice quant au caractère extensif de l'économie (malheureusement, nous ne disposons que de données sur la superficie *totale*, et non sur la seule terre cultivée, ce qui serait plus précis). Si le pourcentage de la superficie totale est *supérieur* à celui du nombre des fermes (par exemple, si à 17,2 % des fermes correspondent 43,1 % de la terre), cela signifie que nous avons affaire à de grandes fermes, plus grandes que la moyenne, représentant dans ce cas plus du double de la moyenne. Si le pourcentage de la terre est *inférieur* à celui des fermes, on aboutit à la conclusion inverse.

Ensuite, on prend les indices du caractère *intensif* de l'économie, la valeur des instruments et des machines et le montant des dépenses pour les engrais. Là encore, on prend le pourcentage afférent au groupe donné, de la valeur et du montant des dépenses par rapport au volume total pour l'ensemble du pays. Là encore, si ce pourcentage est *supérieur* au pourcentage de la *terre*, on en déduit que l'intensité est *supérieure* à la moyenne, etc.

Enfin, pour déterminer avec précision le caractère capitaliste de l'économie, on emploie le même procédé en ce qui concerne la somme globale des dépenses pour les salaires ; et, pour déterminer le volume de la production, on agit de même en ce qui concerne la valeur globale des produits de l'agriculture de tout le pays.

C'est ainsi qu'a été dressé le tableau suivant, que nous allons maintenant expliquer et analyser.

Comparaison des trois groupements:
(les chiffres indiquent les pourcentages par rapport au total ; la somme des trois cases horizontales est égale à 100)

	D'après la source principale du revenu de la ferme			D'après la superficie de la ferme			D'après la valeur du produit de la ferme			
	Fermes faiblement capitalistes	moyennes	hautement capitalistes	petites	moyennes	grandes	non capitalistes	moyennes	capitalistes	
Nombre de fermes	46.0	41,5	12.5	57,5	24,8	17,7	58.8	24.0	17,2	Indice du caractère extensif de l'économie
Nombre d'acres de la superficie totale	52.9	38,5	8,6	17.5	22.9	59,6	33,3	23,6	43.1	
Capital constant: Valeur des instruments et des machines....	37,2	42,7	20.1	31.7	28.9	39.4	25.3	28.0	46.7	Indices du caractère intensif de l'économie
Capital constant: Dépenses pour les engrais	36,5	31.8	31,7	41,9	25,7	32.4	29.1	26.1	44.8	
Capital variable: Frais de main-d'œuvre	35.2	38.2	26.6	22,3	23.5	54.2	11.3	19.6	69.1	Indice du caractère capitaliste de l'économie
Volume de la production: Valeur du produit...	45,0	39,0	16,0	33,5	27,3	39,2	22,1	25,6	52,3	

Prenons le premier groupement : d'après la source principale du revenu. Les fermes y sont réparties, pour ainsi dire, d'après la spécialité de l'agriculture, un peu, jusqu'à un certain point, comme les entreprises industrielles le sont d'après les branches d'industrie. Seulement, la chose est infiniment plus compliquée dans l'agriculture.

La première colonne nous montre un groupe de fermes faiblement capitalistes qui comprend près de la moitié du nombre total des fermes : 46,0 %, rassemblant 52,9 % des terres ; c'est-à-dire que ce sont des exploitations d'une étendue supérieure à la moyenne (elles réunissent les exploitations extensives d'élevage, particulièrement importantes, et les fermes cotonnières, d'une dimension inférieure à la moyenne). Les pourcentages de la valeur des machines (37,2 %) et du montant des dépenses pour les engrais (36,5 %) sont inférieurs aux pourcentages de la terre : l'intensité est donc inférieure à la moyenne. Il en est de même du caractère capitaliste de l'exploitation (35,2%) et de la valeur des produits (45,0%). La productivité du travail est inférieure à la moyenne.

La deuxième colonne est celle des fermes moyennes. C'est parce que les exploitations « moyennes » sous *tous* les rapports, pour *tous* les trois groupements, entrent dans ce groupe moyen, que *tous* les pourcentages y sont le plus proches les uns des autres. Les variations sont relativement peu importantes.

La troisième colonne est celle des fermes hautement capitalistes. Nous avons déjà analysé en détail l'importance des chiffres de cette colonne. Notons que c'est *seulement* sur les fermes de ce type que nous avons, aussi bien pour 1900 que pour 1910, des données précises et comparables, attestant que ces cultures hautement capitalistes se développent plus rapidement que la moyenne.

De quelle manière cette croissance plus rapide se répercute-t-elle sur le groupement habituel dans la majorité des pays ? La colonne suivante le montre : celle du groupe des petites fermes dans le groupement d'après la superficie.

Ce groupe est très important par le nombre des fermes (57,5% du total). Il ne possède que 17,5% de la superficie totale, c'est-à-dire plus de trois fois moins que la moyenne. Par conséquent, c'est le groupe le plus « mal pourvu en terre », le plus « pauvre ». Mais nous constatons un peu plus loin que l'intensité de l'agriculture (valeur des machines et dépenses pour les engrais) et son caractère capitaliste (frais de main-d'œuvre), et la productivité du travail (valeur du produit) y sont *supérieurs* à la moyenne : 22,3-41,9 % pour 17,5% de la terre.

Qu'est-ce à dire ? C'est clair : ce groupe, « petit » quant à la superficie, comprend un nombre particulièrement grand de fermes *hautement capitalistes* — voir la colonne verticale précédente. A une majorité d'authentiques petits exploitants, possédant peu de terre et peu de capital, s'ajoute ici une *minorité* de riches propriétaires, puissants par leur capital, et qui ont organisé sur de petits lots de terre une exploitation importante par le volume de la production et capitaliste par son caractère. Dans toute l'Amérique, ces propriétaires ne forment que 12,5 % (= pourcentage des fermes hautement capitalistes) ; c'est dire que même s'ils entraient tous dans le seul groupe des fermes considérées comme petites, quant à leur superficie, il resterait dans ce groupe (57,5—12,5=) 45 % de propriétaires n'ayant en quantité suffisante ni terre, ni capital. En fait, il va de soi qu'une partie, si faible soit-elle, des fermes hautement capitalistes sont des exploitations moyennes et grandes par leur superficie, de sorte que le chiffre de 45% *minimise* encore le nombre réel des fermiers privés de capitaux et ayant peu de terre.

Il n'est pas difficile de voir combien on *enjolive* la situation de ces quarante-cinq pour cent — au minimum 45 % — de fermiers les plus déshérités en terre et en capital, en comprenant dans le même groupe les quelque 12 ou 10, etc., pour cent d'exploitants mieux pourvus que la moyenne en capitaux, en instruments, en machines, en argent pour l'achat d'engrais, l'embauchage d'ouvriers, etc.

Nous ne nous arrêterons pas non plus en détail sur les fermes moyennes et grandes du groupement considéré. Cela nous amènerait à répéter, sous une forme à peine modifiée, ce qui a été dit au sujet des petites fermes... Par exemple, si les données sur les fermes petites par leur superficie enjolivent la situation désastreuse de la petite *production*, les données sur les fermes considérées comme grandes d'après le même indice *minimisent* apparemment la *concentration* réelle opérée dans l'agriculture par la grande production. Nous allons pouvoir nous en rendre compte à travers le langage précis de la statistique.

On aboutit à la thèse générale suivante, qui peut s'énoncer comme une loi applicable au groupement des exploitations d'après leur superficie dans tout pays capitaliste :

plus large et rapide est l'intensification de l'agriculture, et plus le groupement d'après la terre *présente sous un jour plus favorable* la situation désastreuse de la petite production agricole, du petit exploitant déshérité *et* en terre *et* en capital ; plus il *émousse* l'acuité réelle de la contradiction de classe entre la grande production florissante et la petite production périclitante ; plus il *minimise* la concentration du capital entre les mains de la grande production et l'élimination de la petite par cette dernière.

Le troisième et dernier groupement — d'après la valeur des produits — apporte à cette thèse une confirmation éclatante. Le pourcentage des exploitations non capitalistes (ou à faible revenu, si l'on considère le revenu global) est égal à 58,8 %, c'est-à-dire qu'il dépasse même légèrement celui des « petites » exploitations (57,5 %). Elles possèdent beaucoup *plus* de terre : 33,3 % (contre 17,5% au groupe des « petits » fermiers). Mais la part qui leur revient dans la valeur globale des produits est *une fois et demie plus petite* : 22,1 % contre 33,5 % !

Pourquoi cela ? Parce qu'on n'a pas fait figurer dans ce groupe les exploitations hautement capitalistes sur de petits lots de terre, qui ont *artificiellement et faussement* majoré la part de *capital* appartenant aux petits agriculteurs, sous forme de machines, d'engrais, etc.

L'appauvrissement et l'écrasement (et, par conséquent, la ruine) de la petite *production* dans l'agriculture se révèlent ainsi *beaucoup plus marqués* qu'on ne pourrait le penser d'après les données sur les petites *fermes*.

Les données sur les fermes petites et grandes d'après la superficie ne tiennent nullement compte du *rôle du capital* ; et il est compréhensible qu'en négligeant ce « détail » de l'économie capitaliste, on présente sous un faux jour la situation de la petite production, on l'enjolive faussement, car cette situation « pourrait » être supportable « si » le capital n'existait pas, c'est-à-dire le pouvoir de l'argent et les rapports de salarié à capitaliste, de fermier à marchand et à créditeur, etc. !

La concentration de l'agriculture par les grandes fermes est donc très inférieure à sa concentration par la grande production, *c'est-à-dire* par la production capi-

taliste : 17,7% des « grandes » fermes concentrent 39,2% de la valeur du produit (un peu plus du double de la moyenne). Alors que 17,2 % des fermes *capitalistes* concentrent 52,3 % de la valeur globale du produit, c'est-à-dire plus du *triple* de la moyenne.

Plus de la moitié de toute la production agricole d'un pays où l'on distribue gratuitement d'énormes quantités de terre inoccupée et que les Manilov[5] appellent un pays d'exploitations « fondées sur le travail personnel », est concentrée au sein d'environ 1/6 d'exploitations *capitalistes*, qui dépensent pour l'embauchage des ouvriers quatre fois plus que la moyenne par ferme (69,1% pour 17,2% des fermes) et une fois et demie plus que la moyenne par acre de superficie totale (69,1 % des frais de main-d'œuvre salariée pour 43,1% de la superficie totale).

A l'autre pôle, plus de la moitié, près des 3/5 du nombre total des exploitations (58,8%), font partie des fermes non capitalistes. Elles possèdent un tiers de toute la terre (33,3%), mais cette terre est plus mal équipée en machines que la moyenne (25,3% de la valeur des machines), plus mal engraissée que la moyenne (29,1% des dépenses pour les engrais), ce qui fait que sa productivité est une fois et demie *inférieure à la moyenne*. Possédant un tiers de la superficie totale, cette énorme masse de fermes les plus écrasées par le joug du capital fournit moins du quart (22,1%) du montant total de la production, de la valeur globale du produit. ———

Pour ce qui est de la valeur du groupement d'après la superficie, nous aboutissons à cette conclusion générale qu'il ne peut être considéré comme absolument inutile. A condition de ne jamais oublier qu'il minimise l'élimination de la petite production par la grande, et ce d'autant plus que l'intensification de l'agriculture est plus large et plus rapide, et que les différences entre les exploitations d'après le montant du capital investi sur une même surface sont plus importantes. Avec les méthodes modernes d'étude, qui fournissent un ensemble très valable et très riche de données sur chaque exploitation, il suffirait, par exemple, d'associer deux méthodes de groupement, de diviser, par exemple, chacun des cinq groupes définis d'après la superficie totale en trois ou deux

sous-groupes d'après le taux d'utilisation du travail salarié. Si on ne le fait pas, c'est surtout parce qu'on craint de donner une image trop crue de la réalité, un tableau trop éloquent de l'écrasement, de la misère, de la ruine, de l'expropriation de la masse des petits agriculteurs, dont la situation est enjolivée d'une façon si « commode » et si « discrète » par les exploitations capitalistes « modèles », également « petites » par leur superficie, et qui constituent une petite minorité parmi la masse des déshérités. Du point de vue de la science, personne n'osera contester que le capital, tout autant que la terre, joue un rôle dans l'agriculture moderne. Du point de vue de la technique des statistiques ou de la quantité de travail statistique, le nombre global de 10-15 groupes n'est nullement excessif si on le compare, par exemple, aux 18+7 groupes d'après la superficie que l'on trouve dans les statistiques allemandes de 1907. Ces statistiques, qui rassemblent une très riche documentation concernant 5 736 082 exploitations réparties suivant ce nombre de groupes d'après la superficie, sont un modèle de routine administrative, de fatras scientifique, de jeu de chiffres absurde, car on n'y trouve *pas l'ombre* d'une justification sensée, rationnelle, fondée sur la science et sur la vie, pouvant expliquer l'adoption d'un tel nombre de tels groupes.

14. L'EXPROPRIATION DES PETITS AGRICULTEURS

La question de l'expropriation des petits agriculteurs est d'une importance capitale pour qui veut comprendre et apprécier le rôle du capitalisme dans l'agriculture en général. Et il est extrêmement caractéristique de l'économie politique et des statistiques modernes, profondément imprégnées des conceptions et des préjugés bourgeois, que cette question ne soit presque pas traitée ou ne fasse l'objet que d'analyses tout à fait superficielles.

Les données générales mettent en évidence, dans tous les pays capitalistes, un processus de croissance de la population urbaine par absorption de la population rurale, un exode de la population des campagnes. Aux Etats-Unis,

ce processus évolue d'une manière continue. Le pourcentage de la population urbaine est passé de 29,5% en 1880 à 36,1% en 1890, 40,5% en 1900 et 46,3% en 1910. La population urbaine augmente plus rapidement que celle des campagnes dans toutes les régions du pays ; de 1900 à 1910, dans le Nord industriel, la population rurale a augmenté de 3,9%, celle des villes de 29,8% ; dans le Sud anciennement esclavagiste, l'augmentation a été respectivement de 14,8 et de 41,4% ; dans l'Ouest en voie de colonisation, de 49,7 et de 89,6%.

Il semblerait qu'un phénomène aussi général doive obligatoirement être étudié aussi lors des recensements agricoles. Une question très importante du point de vue scientifique se pose tout naturellement : quelles catégories, quelles couches, quels groupes de la population rurale fournissent les transfuges des campagnes, et dans quelles conditions. Puisqu'on recueille tous les dix ans les données les plus détaillées sur chaque entreprise agricole, sur chaque tête de bétail qui s'y trouve, il serait très facile de demander combien de fermes, et de quelles catégories, ont été vendues ou données à bail par des paysans partis pour la ville, combien de membres de la famille, et dans quelles conditions, quittent l'agriculture pour un temps ou pour toujours. Mais ces questions-là ne sont pas posées, et l'analyse s'arrête à cette formule passe-partout routinière, bureaucratique : « la population rurale est passée, entre 1900 et 1910, de 59,5% à 53,7% ». Les enquêteurs ne semblent même pas soupçonner quelle misère, quelle oppression, quelle ruine cachent ces chiffres schématiques. Et, le plus souvent, les économistes bourgeois et petits-bourgeois ne veulent même pas remarquer la liaison évidente qu'il y a entre l'exode rural et la ruine des petits producteurs.

Il ne nous reste plus qu'à essayer de réunir en un tout les données extrêmement sommaires et tout à fait mal élaborées sur l'expropriation des petits agriculteurs, qui figurent dans le recensement de 1910.

Nous disposons de données sur les formes de possession des fermes : sur le nombre des propriétaires — ceux qui possèdent en propre *toute* leur ferme, et ceux qui n'en possèdent qu'*une partie* ; puis, sur le nombre des métayers, qui

afferment la terre contre versement d'une partie de la production, et des fermiers, qui afferment la terre contre paiement d'une somme d'argent. Ces données sont réparties par régions, mais non par groupes d'exploitations.

Prenons les résultats d'ensemble pour 1900 et 1910, ce qui nous donne, tout d'abord, le tableau suivant :

L'ensemble de la population rurale a augmenté de 11,2%
Le nombre total des fermes a augmenté . . . de 10,9%
Le nombre total des propriétaires a augmenté . de 8,1%
Le nombre total des propriétaires de *toute* leur ferme a augmenté . . . . . de 4,8%

Il est évident que ce tableau indique une expropriation croissante de la petite agriculture. La population rurale augmente plus lentement que la population urbaine ; le nombre des fermiers, plus lentement que celui de la population rurale ; le nombre des propriétaires de *toute* leur ferme, plus lentement que celui des propriétaires en général.

Le pourcentage des propriétaires par rapport au nombre total des fermiers diminue continuellement depuis plusieurs dizaines d'années. Il était :

en 1880 de 74,0%
» 1890 » 71,6%
» 1900 » 64,7%
» 1910 » 63,0%

Parallèlement, le pourcentage des affermataires s'accroît, le nombre des métayers augmentant plus vite que celui des fermiers acquittant leur bail en espèces. Le pourcentage des métayers était en 1880 de 17,5%, puis de 18,4% et 22,2% et, en 1910, il s'élevait déjà à 24,0%.

Que la diminution de la proportion des propriétaires et l'accroissement de celle des affermataires indiquent, d'une façon générale, la ruine et l'élimination des petits agriculteurs, c'est ce qui ressort des données suivantes :

Catégorie de fermes	Pourcentage des fermes possédant du bétail domestique			Pourcentage des fermes possédant des chevaux		
	1900	1910	±	1900	1910	±
Propriétaires .	96,7	96,1	—0,6	85,0	81,5	—3,5
Affermataires .	94,2	92,9	—1,3	67,9	60,7	—7,2

D'après toutes les données concernant les deux années, les propriétaires ont une situation économiquement supérieure. La situation des affermataires s'aggrave *plus rapidement* que celle des propriétaires.

Passons aux données sur les différentes régions.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, le nombre le plus important d'affermataires se trouve dans le Sud, et c'est là qu'il s'accroît le plus rapidement, passant de 47,0% en 1900 à 49,6% en 1910. Le capital a détruit l'esclavagisme il y a un demi-siècle, pour le *rétablir* maintenant sous une forme rénovée, celle du métayage.

Dans le Nord, le nombre des affermataires est nettement moins important, et il s'accroît beaucoup plus lentement, ne passant de 26,2% en 1900 qu'à 26,5% en 1910. C'est dans l'Ouest qu'il est le moins important, et c'est *seulement* dans cette région qu'il n'augmente pas, mais diminue, passant de 16,6% en 1900 à 14,0% en 1910. « On constate un pourcentage extrêmement faible d'exploitations d'affermataires », lit-on dans le bilan du recensement de 1910, « dans la région des Montagnes et dans celle du Pacifique » (ce sont ces deux régions réunies qui forment l'« Ouest ») ; « cela tient surtout au fait, bien entendu, que ces deux régions n'ont été peuplées que tout récemment et que de nombreux fermiers y sont des homesteaders » (c'est-à-dire qu'ils ont reçu des lots de terre vacante, à titre gratuit ou contre un versement insignifiant), « qui ont reçu leur terre du gouvernement » (t. V, p. 104).

Nous voyons s'affirmer ici de toute évidence une particularité des Etats-Unis que nous avons déjà soulignée à maintes reprises et qui consiste dans l'existence de terres non occupées, de terres vacantes.

Cette particularité explique, d'une part, le développement extrêmement étendu et rapide du capitalisme en Amérique. L'absence de propriété privée de la terre dans certaines régions d'un immense pays n'élimine pas le capitalisme (avis à nos populistes !), mais lui offre au contraire une base plus large et accélère son développement. D'autre part, cette particularité, absolument inconnue des vieux pays capitalistes d'Europe, peuplés depuis longtemps, a pour résultat de *masquer* en Amérique le processus d'expropriation des petits agriculteurs, qui s'opère dans les régions déjà peuplées et les plus industrielles du pays.

Prenons le Nord. Nous obtenons le tableau suivant :

	1900	1910	Accroissement ou diminution
Totalité de la population rurale (en millions)	22,2	23,1	+3,9%
Nombre total des fermes (en milliers)	2 874	2 891	+0,6%
Nombre total des propriétaires (en milliers)	2 088	2 091	+0,1%
Nombre des propriétaires de *toute* leur ferme (en milliers)	1 794	1 749	—2,5%

Nous constatons non seulement une diminution relative du nombre des propriétaires, non seulement leur recul par rapport au nombre total des fermiers, etc., mais indiscutablement une *diminution absolue* de leur nombre, allant de pair avec l'accroissement de la production dans la région principale des Etats-Unis, où se trouvent 60% des terres cultivées du pays !

De plus, il ne faut pas oublier que dans l'*une* des quatre régions qui constituent le « Nord », à savoir le Centre Nord-Ouest, *on procède jusqu'à maintenant à la distribution de homesteads*, distribution qui a atteint en 10 ans, de 1901 à 1910, le total de 54 millions d'acres.

La tendance du capitalisme à l'expropriation de la petite agriculture se manifeste avec une telle vigueur que le « Nord » de l'Amérique présente une *diminution absolue* du nombre des propriétaires terriens *malgré* la distribution de dizaines de millions d'acres de terres libres, non occupées.

Cette tendance n'est encore freinée aux Etats-Unis que par : 1) l'existence de plantations esclavagistes non encore morcelées dans le Sud, où vit une population noire opprimée et en situation d'infériorité, et 2) le faible peuplement de l'Ouest. Il est évident que ces deux circonstances contribuent l'une et l'autre à élargir la base de demain du capitalisme et à lui préparer les conditions d'un développement encore plus rapide et encore plus large. L'aggravation des contradictions et l'élimination de la petite production n'ont pas disparu, mais s'inscrivent dans un cadre beaucoup plus vaste. L'incendie capitaliste semble « s'atténuer », mais c'est au prix de la préparation d'énormes quantités de matières nouvelles, encore plus inflammables.

Poursuivons. En ce qui concerne l'expropriation de la petite agriculture, nous disposons de données sur le nombre de fermes possédant du bétail. Voici les totaux pour l'ensemble des Etats-Unis :

Pourcentage des fermes possédant	1900	1910	Accroissement ou diminution
du bétail domestique en général	95,8	94,9	—0,9
des vaches laitières	78,7	80,8	+2,1
des chevaux	79,0	73,8	—5,2

Ces données font ressortir, d'une façon générale, une diminution du nombre des propriétaires par rapport au nombre total des fermiers. Le pourcentage des possesseurs de vaches laitières s'accroît, mais moins fortement que ne diminue celui des possesseurs de chevaux.

Examinons les données par groupes d'exploitations en fonction des deux catégories principales de bétail :

Groupes de fermes	Pourcentage des fermes possédant des vaches laitières		Accroissement ou diminution
	1900	1910	
Jusqu'à 20 acres	49,5	52,9	+3,4
De 20 » 49 »	65,9	71,2	+5,3
» 50 » 99 »	84,1	87,1	+3,0
» 100 » 174 »	88,9	89,8	+0,9
» 175 » 499 »	92,6	93,5	+0,9
» 500 » 999 »	90,3	89,6	—0,7
» 1 000 acres et plus	82,9	86,0	+3,1
Ensemble des Etats-Unis	78,7	80,8	+2,1

Nous voyons que les exploitations qui ont le plus augmenté en nombre sont les *petites* fermes élevant des vaches laitières, puis les grands domaines, et ensuite les fermes moyennes. Le pourcentage des fermes ayant un cheptel laitier a diminué chez les gros exploitants possédant de 500 à 999 acres de terre.

Au total, il semble qu'il y ait là un gain de la petite agriculture. Rappelons cependant que la possession d'un cheptel laitier a une double signification : d'une part, elle peut signifier une élévation générale du bien-être et l'amélioration des conditions alimentaires. D'autre part, et c'est ce qui arrive le plus souvent, elle signifie le développement

d'une des branches de l'agriculture et de l'élevage marchands: la production de lait pour la vente aux villes et aux centres industriels. Nous avons vu plus haut que les fermes de ce genre, les fermes « laitières », ont été classées par les statisticiens américains dans un groupe à part, d'après la source principale de revenu. Ce groupe se caractérise par une quantité de terre cultivée et une superficie totale *inférieures* à la moyenne, pour un montant de la production *supérieur* à la moyenne et un emploi du travail salarié *deux fois plus élevé* que la moyenne par acre de terre. L'accroissement du rôle des petites fermes dans l'économie laitière peut très facilement signifier — et c'est ce qu'il signifie certainement — un développement des fermes laitières *capitalistes* du type indiqué, possédant de petits lots de terre. Voici, pour établir un parallèle, les données concernant la *concentration* du cheptel laitier en Amérique :

Régions:	Nombre moyen de vaches laitières par ferme		Accroissement de
	1900	1910	
Nord	4,8	5,3	+0,5
Sud	2,3	2,4	+0,1
Ouest	5,0	5,2	+0,2
Total	3,8	4,0	+0,2

Nous voyons que c'est le Nord, le plus riche en cheptel laitier, qui a le plus accru sa richesse. Voici comment cet accroissement se répartit entre les groupes :

Nord Groupes de fermes:	Pourcentage d'accroissement ou de diminution du nombre des vaches laitières de 1900 à 1910	
Jusqu'à 20 acres	— 4%	(+10,0% d'accroissement du nombre des fermes)
De 20 » 49 »	— 3%	(—12,6% » » »)
» 50 » 99 »	+ 9%	(— 7,3% » » »)
» 100 » 174 »	+ 14%	(+ 2,2% » » »)
» 175 » 499 »	+ 18%	(+12,7% » » »)
» 500 » 999 »	+ 29%	(+40,4% » » »)
» 1 000 acres et plus	+ 18%	(+16.4% » » »)
Total . .	+ 14%	(+ 0,6% d'accroissement du nombre des fermes)

L'accroissement plus rapide du *nombre* des petites fermes ayant un cheptel laitier n'a pas empêché une *concentration* plus rapide de celui-ci dans les grandes exploitations.

Voyons à présent les données sur le nombre des fermes

possédant des chevaux. Il s'agit de renseignements sur les bêtes de trait, qui donnent des indications sur la structure générale de l'économie, et non sur une branche particulière de l'agriculture marchande.

Groupes de fermes:	Pourcentage des exploitations possédant des chevaux		Diminution de
	1900	1910	
Jusqu'à 20 acres	52,4	48,9	—3,5
De 20 » 49 »	66,3	57,4	—8,9
» 50 » 99 »	82,2	77,6	—4,6
» 100 » 174 »	88,6	86,5	—2,1
» 175 » 499 »	92,0	91,0	—1,0
» 500 » 999 »	93,7	93,2	—0,5
» 1 000 acres et plus . .	94,2	94,1	—0,1
Ensemble des Etats-Unis	79,0	73,8	—5,2

Nous voyons ici que le manque de chevaux s'est accentué d'autant plus que l'exploitation était plus petite. A l'exception des très petites exploitations (jusqu'à 20 acres), qui comprennent, comme nous le savons, relativement plus de fermes capitalistes que les groupes voisins, nous constatons, de la plus petite catégorie à la plus grande, que le manque de chevaux se fait de moins en moins sentir et que la diminution des exploitations dépourvues de chevaux n'est pas bien sensible. Il est possible que, dans les fermes riches, l'emploi de charrues à vapeur et d'autres engins à moteur mécanique compense en partie la diminution du nombre des bêtes de trait, mais cette hypothèse est exclue en ce qui concerne la masse des exploitations pauvres.

Enfin, le développement de l'expropriation ressort également des données relatives au nombre des fermes hypothéquées :

Régions:	Pourcentage des fermes hypothéquées		
	1890	1900	1910
Nord	40,3	40,9	41,9
Sud	5,7	17,2	23,5
Ouest	23,1	21,7	28,6
Ensemble des Etats-Unis	28,2	31,0	33,6

Le pourcentage des fermes hypothéquées s'accroît sans cesse dans toutes les régions du pays, et surtout dans la plus

peuplée, le Nord industriel et capitaliste. Les statisticiens américains signalent (p. 159, t. V) que, dans le Sud, l'accroissement du nombre des fermes hypothéquées s'explique probablement par le « morcellement » des plantations, qui sont vendues par lots aux Noirs et aux fermiers blancs, seule une partie du prix d'achat étant réglée directement, le reste étant transformé en hypothèque. On assiste ainsi, dans le Sud esclavagiste, à une *opération de rachat* d'un caractère original. Notons qu'en 1910, les Noirs possédaient en tout et pour tout, aux Etats-Unis, 920 883 fermes, soit 14,5% du nombre total, et que, alors qu'entre 1900 et 1910 le nombre des fermes appartenant aux blancs avait augmenté de 9,5%, celui des fermes appartenant aux Noirs avait augmenté deux fois plus vite : de 19,6%. Le désir de se libérer des « planteurs » continue de se manifester chez les Noirs, un demi-siècle après la « victoire » sur les esclavagistes, avec une énergie toute particulière.

Généralement parlant, hypothéquer sa ferme ne signifie pas toujours qu'on soit dans le besoin, écrivent dans le même ouvrage les statisticiens américains, mais correspond parfois à la recherche de capitaux pour des travaux de bonification, etc. C'est incontestable. Mais cette incontestable remarque ne doit pas masquer — comme c'est trop souvent le cas chez les économistes bourgeois — le fait que seule une minorité de fermiers aisés est en mesure d'obtenir de cette façon des capitaux pour des travaux de bonification, etc., et de les employer d'une façon productive ; quant à la majorité, elle se ruine davantage encore, en tombant dans les griffes du capital financier sous la forme qu'il prend en cette occasion.

La dépendance des fermies à l'égard du capital financier pourrait — et devrait — attirer infiniment plus l'attention des chercheurs. Mais cet aspect de la question, malgré son importance capitale, est resté dans l'ombre.

Or, l'accroissement du nombre des fermes hypothéquées signifie, en tout état de cause, que celles-ci tombent sous la coupe du capital. Il va de soi qu'outre les fermes officiellement hypothéquées par-devant notaire, beaucoup d'autres sont empêtrées dans tout un réseau de dettes privées moins rigoureusement enregistrées ou dont le recensement ne tient pas compte.

15. TABLEAU COMPARATIF DE L'EVOLUTION DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE

Malgré tous leurs défauts, les matériaux fournis par les statistiques américaines présentent sur ceux existant pour les autres pays l'avantage d'être plus complets et d'avoir été collectés d'une façon uniforme. De ce fait, il est possible de comparer les données relatives à l'industrie et à l'agriculture pour les années 1900 et 1910, et de confronter le tableau d'ensemble de la structure économique des deux parties de l'économie nationale, ainsi que l'évolution de cette structure. L'idée la plus courante de l'économie bourgeoise — et que reprend aussi, soit dit en passant, M. Guimmer — est celle d'une *opposition* entre l'industrie et l'agriculture. Voyons, en nous basant sur des données précises et portant sur des grands nombres, jusqu'à quel point cette opposition est réelle.

Commençons par le nombre des entreprises dans l'industrie et dans l'agriculture.

	Nombre d'entreprises en milliers		Accroissement en %	Accroissement de la population (urbaine et rurale) en %
	1900	1910		
Industrie	207,5	268,5	+29,4%	+34,8%
Agriculture . . .	5 737	6 361	+10,9%	+11,2%

Les entreprises sont beaucoup plus nombreuses et plus petites dans l'agriculture. D'où son retard, son morcellement, son émiettement.

L'accroissement du nombre total des entreprises est beaucoup plus lent dans l'agriculture que dans l'industrie. Il y a, aux Etats-Unis, deux circonstances qui n'existent pas dans les autres pays avancés et qui renforcent et accélèrent énormément la croissance du nombre des entreprises dans l'agriculture. Ce sont, premièrement, le morcellement des grands domaines esclavagistes qui se poursuit dans le Sud, avec le « rachat » par les Noirs, ainsi que par les fermiers blancs, de petits lots aux «planteurs» ; deuxièmement, l'existence d'une quantité énorme de terres vacantes, libres, distribuées par le gouvernement à qui en désire. Et, néanmoins, le nombre des entreprises s'accroît beaucoup plus lentement dans l'agriculture que dans l'industrie.

Cela pour deux raisons. D'une part, l'agriculture conserve encore, dans une assez large mesure, le caractère d'économie naturelle, et différentes opérations qui faisaient naguère partie des travaux de la famille paysanne, par exemple la fabrication et la réparation des différents instruments, ustensiles, etc., continuent de se séparer de l'agriculture pour constituer des branches particulières de l'industrie. D'autre part, il existe un monopole, propre à l'agriculture, que l'industrie ne connaît pas, et qui est insurmontable en régime capitaliste : le monopole foncier. Même s'il n'y a pas de propriété privée de la terre (elle n'existe pratiquement pas jusqu'à présent dans des régions extrêmement vastes des Etats-Unis), la possession de la terre, son occupation par des exploitants privés, individuels, crée un monopole. Dans les principales régions du pays, toute la terre est occupée, et l'accroissement du nombre des entreprises agricoles n'est possible que par le morcellement des entreprises déjà existantes; la libre création de nouvelles entreprises à côté des anciennes est impossible. Le monopole foncier freine le développement de l'agriculture et, à la différence de ce qui se passe dans l'industrie, entrave dans l'agriculture le développement du capitalisme.

Nous ne pouvons comparer avec précision l'importance des capitaux investis dans les entreprises industrielles et dans les entreprises agricoles, parce que la valeur de la terre comprend aussi la rente foncière. La comparaison ne peut porter que sur le capital investi dans l'industrie et le prix des produits industriels, d'une part, et la valeur globale de tous les biens des fermes et le prix du principal produit agricole, d'autre part, les pourcentages d'accroissement respectifs étant seuls parfaitement comparables.

		Millions de dollars		Accroissement en %
		1900	1910	
Industrie	Capital de toutes entreprises	8 975	18 428	+105,3%
Industrie	Prix de leurs produits	11 406	20 671	+ 81,2%
Agriculture	Prix de toute la propriété des fermes	20 440	40 991	+100,5%
Agriculture	Prix de la récolte globale des céréales	1 483	2 665	+ 79,8%
Agriculture	Récolte en millions de bushels	4 439	4 513	+ 1,7%

Nous constatons qu'en 10 ans, de 1900 à 1910, la valeur du capital investi dans l'industrie et celle de tous les biens des fermes ont *doublé*. La différence énorme et fondamentale est que, dans l'agriculture, la production de la denrée principale, des céréales, s'est accrue dans la proportion infime de 1,7%, alors que l'ensemble de la population a augmenté de 21,0%.

Dans son développement, l'agriculture retarde sur l'industrie : c'est là un phénomène propre à *tous* les pays capitalistes et qui est l'une des causes les plus profondes de la rupture de la proportionnalité entre les différentes branches de l'économie nationale, des crises et de la hausse du coût de la vie.

Le capital a libéré l'agriculture du régime féodal ; il l'a fait entrer dans le circuit commercial et, par là, dans le développement de l'économie mondiale ; il l'a arrachée à la stagnation et à la routine du moyen âge et du patriarcat. Mais, loin d'éliminer l'oppression, l'exploitation, la misère des masses, il déchaîne ces fléaux sous une forme nouvelle et restaure leurs formes anciennes sur une base « moderne ». Non seulement le capitalisme n'élimine pas la contradiction entre l'industrie et l'agriculture, mais au contraire il l'approfondit et l'aggrave de plus en plus. Le joug du capital, qui se forge surtout dans la sphère du commerce et de l'industrie, pèse de plus en plus sur l'agriculture.

L'accroissement insignifiant de la quantité du produit agricole (+1,7%) et l'énorme augmentation de son prix (+79,8%) nous montrent clairement, d'une part, le rôle de la rente foncière, du tribut que les propriétaires fonciers prélèvent sur la société. Le retard de l'agriculture, laquelle se laisse distancer par le développement de l'industrie, est mis à profit par les propriétaires fonciers qui, grâce à leur situation de monopole, empochent des millions et des milliards. En dix ans, la valeur globale des biens des fermes s'est accrue de 20,5 *milliards* de dollars. Sur cette somme, l'augmentation du prix des bâtiments et du cheptel vif et mort ne représente que 5 milliards. En 10 ans, le prix de la terre, la rente foncière capitalisée, a donc augmenté de *15 milliards* (+118,1%).

D'autre part, nous voyons s'affirmer ici, avec un relief particulier, la différence entre la situation *de classe* des

petits agriculteurs et celle des ouvriers salariés. Bien entendu, les uns et les autres « travaillent » ; bien entendu, les uns et les autres sont exploités par le capital, bien que sous des formes tout à fait différentes. Mais seuls des démocrates bourgeois vulgaires peuvent, partant de là, ranger dans la même catégorie ces classes différentes et parler d'une petite agriculture « fondée sur le travail personnel ». C'est là, très précisément, dissimuler et estomper la structure *sociale* de l'économie, sa structure bourgeoise, en faisant passer au premier plan un indice propre à *toutes* les structures précédentes : la nécessité du travail, du travail personnel, du travail manuel, pour l'existence du petit agriculteur.

En régime capitaliste, le petit agriculteur devient, qu'il le veuille ou non, qu'il s'en rende compte ou non, un producteur de marchandises. Et c'est dans cette modification que réside l'essentiel. Même quand le petit agriculteur n'exploite pas encore d'ouvriers salariés, ce changement suffit à en faire un antagoniste du prolétariat, à en faire un petit bourgeois. Il vend son produit, le prolétaire vend sa force de travail. Les petits agriculteurs, en tant que classe, ne peuvent pas ne pas aspirer à l'augmentation des prix des produits agricoles, et cela équivaut à leur participation, aux côtés des gros agriculteurs, au partage de la rente foncière ; ils deviennent solidaires des propriétaires fonciers contre le reste de la société. De par sa situation *de classe*, le petit agriculteur devient inévitablement, au fur et à mesure que se développe la production marchande, un *petit agrarien*.

Parmi les ouvriers salariés, il arrive également qu'une toute petite partie d'entre eux s'allient à leurs patrons contre l'ensemble de la classe des ouvriers salariés. Mais ce n'est là que l'union d'une *infime partie* de la classe avec son adversaire et contre *toute* la classe. On ne peut imaginer une amélioration de la situation des ouvriers salariés, en tant que classe, sans une élévation du bien-être de la masse et sans une aggravation de l'antagonisme qui l'oppose au maître de la société moderne, au capital, à toute la classe des capitalistes. Par contre, on peut parfaitement imaginer, et c'est même un phénomène caractéristique du capitalisme, que l'amélioration de la situation des petits agriculteurs,

en tant que classe, soit le résultat de leur union avec les propriétaires fonciers, de leur participation au prélèvement d'une rente foncière accrue sur toute la société, de leur antagonisme avec la masse des prolétaires et des semi-prolétaires, qui dépendent entièrement ou principalement de la vente de leur force de travail.

Voici un tableau comparatif des données fournies par les statistiques américaines sur la situation et le nombre des ouvriers salariés et des petits agriculteurs :

		1900	*1910*	Accroissement en %
Industrie	Nombre d'ouvriers salariés (en milliers) . . .	4 713	6 615	+40,4%
	Leur salaire (en millions de dollars)	2 008	3 427	+70,6%
Agriculture	Nombre d'ouvriers salariés	?	?	env. +47,1%
	Leur salaire (en millions de dollars)	357	652	+82,3%
	Nombre de fermiers (en milliers)	5 737	6 361	+10,9%
	Prix de leur produit principal, les céréales (en millions de dollars) .	1 483	2 665	+79,8%

Les ouvriers de l'industrie ont *perdu*, car le montant global de leurs salaires a augmenté seulement de 70,6% (« seulement », car presque la même quantité de céréales, 101,7% de l'ancien chiffre, vaut à présent 179,8% du prix précédent ! !), alors que leur nombre a augmenté, ni plus ni moins, de 40%.

Les petits agriculteurs ont *gagné*, en tant que petits agrariens, aux dépens du prolétariat. Leur nombre ne s'est accru que de 10,9% (même si l'on ne considère que les petits fermiers, l'accroissement n'est cependant que de 11,9%); la quantité de leurs produits n'a presque pas augmenté (+1,7%), mais le prix de ces produits s'est accru de 79,8%.

Bien entendu, le capital commercial et le capital financier se sont taillé la part du lion de cette rente foncière ; néanmoins la situation de classe des petits agriculteurs et des ouvriers salariés touche de près, en ce qui concerne leurs rapports mutuels, à celle du petit bourgeois et du prolétaire.

L'augmentation du nombre des ouvriers salariés *gagne de vitesse* l'accroissement de la population (+40 % contre +21 %). L'expropriation des petits producteurs et des petits agriculteurs s'accentue. La prolétarisation de la population va croissant *.

L'accroissement du nombre des fermiers — et bien davantage encore, comme nous le savons, celui des fermiers propriétaires — *retarde* sur l'accroissement de la population (10,9 % contre 21 %). Les petits agriculteurs deviennent de plus en plus des monopolistes, des petits agrariens.

Voyons maintenant les rapports entre la petite production et la grande dans l'industrie et dans l'agriculture. Pour l'industrie, les années de référence ne sont pas 1900 et 1910, mais 1904 et 1910.

Nous diviserons les entreprises industrielles en trois groupes principaux d'après le volume de leur production, en classant dans les petites entreprises celles dont le montant de la production va jusqu'à 20 000 dollars, dans les entreprises moyennes, celles de 20 000 à 100 000 dollars, et dans les grandes, celles de 100 000 dollars et plus. Nous n'avons pas la possibilité de grouper les entreprises agricoles autrement que d'après la superficie. Nous classerons parmi les petites fermes celles qui ont jusqu'à 100 acres, parmi les moyennes celles de 100 à 175 acres, et parmi les grandes celles de 175 acres et plus.

	Groupes d'entreprises:	Nombre d'entreprises en milliers				Accroissement en %
		1900	%	*1910*	%	
Industrie	Petites	144	66,6	180	67,2	+25,0%
	Moyennes	48	22,2	57	21,3	+18,7%
	Grandes	24	11,2	31	11,5	+29,1%
	Total	216	100,0	268	100,0	+24,2%
Agriculture	Petites	3 297	57,5	3 691	58,0	+11,9%
	Moyennes	1 422	24,8	1 516	23,8	+ 6,6%
	Grandes	1 018	17,7	1 154	18,2	+13,3%
	Total	5 737	100,0	6 361	100,0	+10,9%

* Le nombre des ouvriers salariés de l'agriculture ou, plus exactement, son accroissement, est déterminé par la règle de trois suivante : 82,3 : 70,6=x : 40,4, d'où x=47,1.

On constate une remarquable identité d'évolution.

Aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture, il y a une diminution de pourcentage des entreprises moyennes, dont le nombre croît plus lentement que celui des petites et des grandes.

Aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture, le nombre des petites entreprises croît plus lentement que celui des grandes.

Quelles sont les modifications de la puissance économique ou du rôle économique des différents types d'entreprises ? Pour l'industrie, nous disposons de données sur le prix du produit ; pour l'agriculture, sur le prix de l'ensemble des biens des fermes.

	Groupes d'entreprises:	Millions de dollars				Accroissement en %
		1900	%	*1910*	%	
Industrie	Petites	927	6,3	1 127	5,5	+21,5%
	Moyennes	2 129	14,4	2 544	12,3	+19,5%
	Grandes	11 737	79,3	17 000	82,2	+44,8%
	Total	14 793	100,0	20 671	100,0	+39,7%
Agriculture	Petites	5 790	28,4	10 499	25,6	+ 81,3%
	Moyennes	5 721	28,0	11 089	27,1	+ 93,8%
	Grandes	8 929	43,6	19 403	47,3	+117,3%
	Total	20 440	100,0	40 991	100,0	+100,5%

Ici aussi, il y a une remarquable identité d'évolution.

Aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture, la part des petites comme des moyennes entreprises diminue, seule la part des grandes entreprises augmente.

En d'autres termes, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture, la petite production est éliminée par la grande.

La différence entre l'industrie et l'agriculture consiste, cette fois, en ceci que, dans l'industrie, la part des petites entreprises a augmenté un peu plus que celle des entreprises moyennes (+21,5% contre +19,5%), alors que c'est le contraire dans l'agriculture. Evidemment, cette différence est faible et on ne peut en tirer aucune conclusion générale. Mais il n'en demeure pas moins que, dans l'industrie du pays capitaliste le plus avancé du monde, au cours des dix dernières années, la petite pro-

duction s'est accrue plus fortement que la production moyenne, contrairement à ce qui s'est passé dans l'agriculture. Ce fait montre combien peu sérieuses sont les affirmations courantes des économistes bourgeois, selon lesquelles l'industrie confirmerait absolument et sans exception la loi de l'élimination de la petite production par la grande, tandis que l'agriculture la démentirait.

Non seulement, dans l'agriculture des Etats-Unis, la petite production est éliminée par la grande, mais cette élimination s'opère selon une loi ou une règle plus rigoureuse que dans l'industrie.

Et il ne faut pas oublier ce que nous avons démontré plus haut, à savoir que le groupement des exploitations paysannes d'après la superficie *minimise* le processus d'élimination de la petite production par la grande.

Pour ce qui est du *niveau* de concentration déjà atteint, l'agriculture marque un retard considérable. Dans l'industrie, 11% des grandes entreprises détiennent plus des huit dixièmes de la production globale. Le rôle qui revient aux petites entreprises est insignifiant : 5,5% de la production pour les 2/3 du nombre total des entreprises ! Comparativement à cette situation, l'agriculture est encore émiettée : 58% de petites entreprises détiennent le quart de la valeur globale de tous les biens des fermes, et 18% des grandes entreprises en possèdent moins de la moitié (47%). Le nombre total des entreprises agricoles est plus de vingt fois supérieur à celui des entreprises industrielles.

Cela confirme la conclusion depuis longtemps établie selon laquelle, dans l'agriculture, si l'on compare l'évolution de cette dernière à celle de l'industrie, le capitalisme est à un stade plus proche de celui de la manufacture que de celui de la grande industrie mécanique. Le travail manuel prédomine encore dans l'agriculture, et l'emploi des machines y est relativement très faible. Mais les données rapportées ci-dessus ne démontrent nullement l'impossibilité de socialiser la production agricole, même au stade actuel de son développement. Celui qui détient les banques détient *directement* le tiers de toutes les fermes d'Amérique, et les domine indirectement dans leur totalité. L'organisation de la production, d'après un plan d'ensemble,

dans un million d'entreprises fournissant plus de la moitié du montant total de toute la production, est une chose parfaitement réalisable, étant donné le développement actuel des associations de toutes sortes et de la technique des communications et des transports.

16. BILAN ET CONCLUSIONS

Les recensements agricoles effectués aux Etats-Unis en 1900 et en 1910 représentent le dernier mot de la statistique sociale dans ce domaine de l'économie nationale. Leurs matériaux, les meilleurs de tous ceux qui existent dans les pays avancés, portent sur des millions d'exploitations et permettent de tirer des conclusions précises et concrètes sur l'évolution de l'agriculture en régime capitaliste. Les lois de cette évolution peuvent plus particulièrement être étudiées d'après ces matériaux, parce que les Etats-Unis d'Amérique constituent le pays où l'agriculture capitaliste occupe les étendues les plus vastes et présente la plus grande diversité de rapports, la plus grande richesse de nuances et de formes.

Nous y trouvons, d'une part, le passage de la structure esclavagiste — ou féodale, ce qui revient au même en l'occurrence — de l'agriculture à la structure marchande et capitaliste ; d'autre part, une ampleur et une rapidité particulières du développement du capitalisme dans le pays bourgeois le plus libre et le plus avancé. Et, en même temps, une colonisation sur une très vaste échelle, guidée par les principes de la démocratie capitaliste.

Nous y trouvons des régions peuplées de longue date, extrêmement industrialisées, d'agriculture hautement intensive, analogues à la majorité des contrées de l'Europe occidentale civilisée et où le capitalisme est installé depuis longtemps ; et aussi des régions d'agriculture et d'élevage primitifs et extensifs, du genre de certaines régions périphériques de la Russie ou parties de la Sibérie. Nous y rencontrons les types les plus variés de grandes et de petites fermes : grands domaines, plantations du Sud anciennement esclavagiste et de l'Ouest en cours de colonisation, fermes du littoral Nord hautement capitaliste

de l'océan Atlantique ; petites fermes de métayers noirs et petites fermes capitalistes produisant du lait ou des légumes pour le marché, dans le Nord industriel, ou des fruits, sur le littoral de l'océan Pacifique ; « usines à blé » employant des ouvriers salariés et *homesteads* de petits agriculteurs « indépendants », encore pleins d'illusions naïves sur la possibilité de vivre « du travail de ses mains ».

Remarquable diversité de rapports, embrassant le passé et l'avenir, l'Europe et la Russie. La comparaison avec la Russie est particulièrement instructive, notamment pour ce qui est des conséquences du passage éventuel de toutes les terres, sans rachat, aux paysans, opération progressive, mais d'un caractère indiscutablement capitaliste.

L'exemple des Etats-Unis permet mieux que tout autre d'étudier les lois générales du développement du capitalisme dans l'agriculture et la diversité des formes sous lesquelles elles se manifestent. Et cette étude conduit à des conclusions que l'on peut résumer dans les thèses succinctes suivantes.

Le travail manuel l'emporte sur la machine infiniment plus dans l'agriculture que dans l'industrie. Mais la machine est en progression constante, élevant la technique de l'exploitation, la rendant plus importante, plus capitaliste. Les machines sont employées dans l'agriculture moderne à la manière capitaliste.

L'indice essentiel du capitalisme dans l'agriculture est le travail salarié. Nous constatons le développement du travail salarié, ainsi que l'augmentation de l'emploi des machines, dans *toutes* les régions du pays et dans toutes les branches de l'agriculture. L'augmentation du nombre des ouvriers salariés dépasse celle de la population rurale et de la population totale du pays. L'accroissement du nombre des fermiers retarde sur celui de la population rurale. Les contradictions de classes se renforcent et s'exacerbent.

L'élimination de la petite production par la grande progresse dans l'agriculture. La comparaison des données de 1900 et de 1910 sur l'ensemble des biens des fermes en apporte la preuve formelle.

Mais cette élimination est minimisée, et la situation des petits agriculteurs enjolivée, du fait qu'en 1910 les enquêteurs se sont bornés en Amérique — comme ils le

font presque partout en Europe — à classer les exploitations selon leur superficie. Plus l'agriculture devient intensive, et plus s'accuse cette tendance à minimiser et à enjoliver les faits.

Le capitalisme ne s'accroît pas seulement par l'accélération du développement des exploitations d'une grande étendue dans les régions d'agriculture extensive, mais aussi par la création d'exploitations plus grandes par le volume de leur production, à caractère capitaliste plus accentué, sur des lots de terre moins importants, dans les régions d'agriculture intensive.

En définitive, la concentration de la production dans les grandes exploitations est en fait plus forte, l'élimination de la petite production est en fait plus profonde et plus poussée que ne l'indiquent les données habituelles sur les fermes groupées d'après leur superficie. Les données du recensement de 1900, interprété d'une façon plus soignée, plus détaillée, plus scientifique, ne laissent pas l'ombre d'un doute à ce sujet.

L'expropriation de la petite agriculture va de l'avant. Au cours de ces dernières dizaines d'années, on note une diminution continuelle du pourcentage des propriétaires par rapport au nombre total des fermiers, lequel, pour sa part, retarde dans sa progression sur l'accroissement de la population. Dans la région principale, le Nord, qui fournit la masse la plus importante des produits agricoles et qui ne connaît ni les vestiges de l'esclavagisme, ni une énorme colonisation, le nombre des fermiers propriétaires de toute leur ferme diminue en valeur absolue. Au cours des dix dernières années, le pourcentage des fermiers possédant du bétail a diminué ; parallèlement à l'augmentation du pourcentage des exploitants possédant un cheptel laitier, s'est accru le nombre des exploitants n'ayant pas de chevaux. Et ce dans une proportion beaucoup plus forte, surtout parmi les petits fermiers.

D'une façon générale, la confrontation des données de même nature et pour une même époque concernant l'industrie et l'agriculture nous montre, en même temps qu'un retard infiniment plus important de la seconde, une remarquable identité des lois d'évolution, l'élimination de la petite production aussi bien dans l'une que dans l'autre.

PREFACE A LA BROCHURE DE N. BOUKHARINE *L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME*

L'importance et l'actualité du thème auquel est consacré l'ouvrage de N. Boukharine se passent de commentaires. La question de l'impérialisme n'est pas seulement l'une des questions essentielles mais, peut-on dire, la question fondamentale du domaine de la science économique qui étudie le changement des formes du capitalisme à l'époque contemporaine. La connaissance des faits qui s'y rapportent, et que l'auteur a rassemblés en si grand nombre sur la base des documents les plus récents, est absolument indispensable pour qui s'intéresse non seulement à l'économie, mais à n'importe quelle sphère de la vie sociale d'aujourd'hui. Il va de soi qu'il ne saurait être question de porter une appréciation historique concrète sur la guerre actuelle si l'on ne fait pas reposer cette appréciation sur une mise en lumière complète de la nature de l'impérialisme, dans ses aspects à la fois économique et politique. Impossible autrement d'essayer de comprendre l'histoire économique et diplomatique de ces dernières dizaines d'années ; or, à défaut de cela, il est ridicule de vouloir même envisager l'élaboration d'une opinion juste sur la guerre. Du point de vue du marxisme, lequel exprime avec un relief particulier, dans cette question, les exigences de la science contemporaine en général, la valeur « scientifique » des procédés consistant, sous prétexte d'appréciation historique concrète, à emprunter aux « documents » diplomatiques, aux événements politiques du jour, etc., de petits faits isolés, agréables ou commodes pour les classes dominantes d'un pays, ne peut que faire

sourire. M. Plékhanov, par exemple, a dû définitivement faire son deuil du marxisme pour en venir à remplacer l'analyse des propriétés et des tendances fondamentales de l'impérialisme, en tant que système des rapports économiques du capitalisme contemporain hautement développé, ayant atteint et même dépassé sa maturité, par le glanage de quelques-uns de ces petits faits, agréables pour les Pourichkévitch flanqués de Milioukov. Ce faisant, la notion scientifique d'impérialisme est ravalée au rang d'une sorte d'expression injurieuse lancée aux concurrents, rivaux et adversaires directs des deux impérialistes précités, qui se tiennent sur un terrain de classe absolument identique à celui de leurs rivaux et adversaires! A notre époque de mots oubliés, de principes perdus, de conceptions du monde renversées, de résolutions et de promesses solennelles mises au rebut, il n'y a là rien dont on puisse s'étonner.

La valeur scientifique de l'ouvrage de N. Boukharine consiste notamment en ceci qu'il examine les principaux faits de l'économie mondiale relatifs à l'impérialisme en considérant celui-ci comme un tout, comme un degré déterminé de développement du capitalisme le plus hautement évolué. Le capitalisme a connu une époque relativement « pacifique », lorsqu'il avait vaincu complètement le féodalisme dans les pays avancés d'Europe et qu'il pouvait se développer de la façon — *relativement* — la plus tranquille et la plus aisée, en s'étendant « pacifiquement » sur les régions encore immenses des terres vacantes et des pays qui n'étaient pas encore définitivement entraînés dans le tourbillon capitaliste. Naturellement, même à cette époque, approximativement limitée par les années 1871-1914, ce capitalisme « pacifique » créait des conditions de vie, infiniment éloignées de la « paix » véritable, tant au sens militaire qu'au sens général de classe du terme. Pour les 9/10 de la population des pays avancés, pour les centaines de millions d'habitants des colonies et des pays sous-développés, cette époque n'était pas la « paix », mais l'oppression, la souffrance, l'horreur, sans doute d'autant plus horrible qu'elle paraissait devoir être une « horreur sans fin ». Cette époque a disparu à jamais; elle a été remplacée par une époque relativement beaucoup plus violente, marquée par des bonds, des catastrophes,

des conflits, et dans laquelle ce qui devient typique pour la masse de la population, ce n'est pas tant l'« horreur sans fin » que « la fin pleine d'horreur ».

A cet égard, il est extrêmement important de ne pas perdre de vue que ce remplacement n'a été provoqué par rien d'autre que par le développement, par l'extension et le prolongement directs des tendances les plus profondes et les plus fondamentales du capitalisme et de la production marchande en général. Le progrès des échanges, le développement de la grande production : telles sont ces tendances essentielles que l'on observe au cours des siècles absolument dans le monde entier. Et, à un certain degré du développement des échanges, à un certain degré de l'essor de la grande production, plus précisément au degré qui fut atteint approximativement à la limite des XIX^e^ et XX^e^ siècles, les échanges ont créé une telle internationalisation des rapports économiques et du capital, la grande production est devenue si grande, que le monopole s'est mis à remplacer la libre concurrence. Ce qui est désormais typique, ce ne sont plus les entreprises « librement » concurrentes (à l'intérieur d'un pays et *dans les relations entre les pays*), mais les groupements monopolistes de patrons, les trusts. Le « maître » typique du monde, c'est désormais le capital financier, lequel est particulièrement mobile et souple, particulièrement entremêlé, à l'intérieur de chaque pays et internationalement, particulièrement dépersonnalisé et détaché de la production directe, particulièrement facile à concentrer et particulièrement avancé déjà dans la voie de la concentration, de sorte que quelques centaines, tout au plus, de milliardaires et de millionnaires président aux destinées du monde entier.

En raisonnant d'une façon théorique *abstraite*, on peut arriver à la conclusion à laquelle est arrivé, quoique d'une autre manière, Kautsky, lequel a également dit adieu au marxisme, à savoir que l'union mondiale de ces magnats du capital au sein d'un trust mondial unique, remplaçant la rivalité et la lutte des capitaux financiers agissant dans le cadre des divers Etats par un capital financier unifié internationalement, n'est plus très éloignée. Mais cette conclusion est tout aussi abstraite, simpliste et erronée que la conclusion analogue de nos « strouvistes » et « économistes »

des années 1890, qui tiraient de l'aspect progressif du capitalisme, de son caractère inévitable et de sa victoire définitive en Russie des conclusions tantôt apologétiques (prosternation devant le capitalisme, conciliation avec lui, coups d'encensoir au lieu de la lutte), tantôt apolitiques (c'est-à-dire niant la politique ou niant l'importance, l'éventualité de grands bouleversements politiques, etc. ; erreur spécifique des « économistes »), tantôt même directement « grévistes » (la « grève générale » comme apothéose du mouvement gréviste, allant jusqu'à l'oubli ou à la méconnaissance des autres formes du mouvement et « sautant » de plain-pied du capitalisme à la victoire sur ce dernier d'une façon purement gréviste et uniquement gréviste). Certains indices montrent que, maintenant encore, le fait incontestable du caractère progressif du capitalisme par rapport au « paradis » semi-petit-bourgeois de la libre concurrence, et de l'inévitabilité de l'impérialisme et de sa victoire définitive dans les pays avancés sur le capitalisme « pacifique », peuvent conduire à des erreurs et des mésaventures politiques et apolitiques non moins nombreuses et variées.

Chez Kautsky, notamment, sa rupture manifeste avec le marxisme a pris la forme non pas d'une négation ou d'un oubli de la politique, non pas d'un « bond » effectué *par-dessus* les conflits, les bouleversements et les transformations politiques, particulièrement nombreux et variés à l'époque impérialiste, non pas d'une apologie de l'impérialisme, mais d'un *rêve de capitalisme « pacifique »*. Le capitalisme « pacifique » a été remplacé par l'impérialisme non pacifique, belliqueux et catastrophique : ce dont Kautsky est obligé de convenir, car il le reconnaissait déjà en 1909 dans un certain ouvrage [6], où il a présenté pour la dernière fois des conclusions entièrement marxistes. Mais si l'on ne peut pas rêver simplement, sans trop raffiner, sans s'embarrasser de nuances, d'un retour en arrière, à partir de l'impérialisme vers le capitalisme « pacifique », ne serait-il pas possible de donner à ces mêmes rêves, petits-bourgeois, quant au fond, la forme de méditations innocentes sur un « ultra-impérialisme » « *pacifique* » ? Si l'on qualifie d'ultra-impérialisme une union internationale des impérialismes nationaux (ou, plus exacte-

ment, agissant dans le cadre des divers Etats), laquelle « pourrait » éliminer les conflits tels que les guerres, les bouleversements politiques, etc., particulièrement désagréables, inquiétants et alarmants pour le petit bourgeois, pourquoi alors ne pas tourner le dos à l'époque actuelle de l'impérialisme, qui est arrivée, qui est là, qui n'est que conflits et catastrophes, en se réfugiant dans des rêveries innocentes sur un « ultra-impérialisme » relativement pacifique, relativement sans conflits, relativement sans catastrophes ? N'est-il pas possible d'éluder les tâches « brutales » que pose et qu'a déjà posées l'époque de l'impérialisme, qui est arrivée pour l'Europe, en rêvant que, peut-être, cette époque passera vite et que l'on peut, peut-être, après elle, concevoir encore une époque relativement « pacifique », n'exigeant pas de tactique « brutale », l'époque de l'« ultra-impérialisme » ? C'est bien ce que dit Kautsky : « une telle phase nouvelle (ultra-impérialiste) du capitalisme est en tout cas concevable », mais « qu'elle soit réalisable, il n'y a pas encore de prémisses suffisantes pour pouvoir répondre à cette question » (*Neue Zeit* [7], 30/IV. 1915, p. 144).

Il n'y a pas trace de marxisme dans ce désir de tourner le dos à la réalité de l'impérialisme et de s'évader en rêve vers un « ultra-impérialisme » dont on ignore s'il est réalisable ou non. Dans cette conception, le marxisme est admis pour cette « phase nouvelle du capitalisme » dont son inventeur lui-même ne certifie pas qu'elle soit *réalisable* ; mais pour la phase actuelle, déjà présente, on substitue au marxisme le désir petit-bourgeois et profondément réactionnaire d'émousser les contradictions. Kautsky *promettait* d'être un marxiste dans l'époque à venir, aiguë et catastrophique, qu'il était obligé de prévoir et de reconnaître de la façon la plus nette lorsqu'il écrivait à ce sujet son ouvrage en 1909. Maintenant qu'il est devenu absolument indubitable que cette époque est arrivée, Kautsky ne fait de nouveau que *promettre* d'être un marxiste dans l'époque à venir, dont on ignore si elle est réalisable, de l'ultra-impérialisme ! Bref, autant de promesses que l'on voudra d'être marxiste à une *autre* époque, mais pas maintenant, pas dans les conditions présentes, pas à l'époque actuelle ! Un marxisme à crédit, une promesse de marxis-

me, un marxisme pour demain, mais pour aujourd'hui une théorie — *et pas seulement une théorie* — petite-bourgeoise et opportuniste de l'émoussement des contradictions. Quelque chose dans le genre de cet internationalisme pour l'exportation, très répandu « au jour d'aujourd'hui », lorsque d'ardents (ô combien ardents !) internationalistes et marxistes sympathisent avec toute manifestation d'internationalisme... dans le camp adverse, partout, sauf chez eux, sauf chez leurs alliés ; lorsqu'ils sympathisent avec la démocratie... tant qu'elle reste une promesse des « alliés » ; lorsqu'ils sympathisent avec « le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », mais *non pas* de celles dépendant de la nation qui a l'honneur de compter le sympathisant parmi ses ressortissants... Bref, l'une des mille et une variétés de l'hypocrisie.

Peut-on cependant contester qu'il soit possible de « concevoir » abstraitement une phase nouvelle du capitalisme *après* l'impérialisme, à savoir l'ultra-impérialisme ? Non. Il est possible de concevoir dans l'abstrait une telle phase. Seulement, dans la pratique, cela signifie devenir un opportuniste, qui nie les tâches aiguës de l'actualité au nom de rêveries sur des tâches futures sans acuité. En théorie, cela signifie ne pas s'appuyer sur le développement réellement en cours, mais *s'en détacher* arbitrairement au nom de ces rêveries. Il ne fait pas de doute que le développement va dans le *sens* d'un seul et unique trust mondial absorbant sans exception toutes les entreprises et tous les Etats. Mais ce développement s'opère dans des circonstances, sur un rythme, avec des contradictions, des conflits et des bouleversements tels (et non seulement économiques, tant s'en faut, mais aussi politiques, nationaux, etc., etc.) que, sans aucun doute, *avant* qu'on n'en arrive à un seul trust mondial, à une association mondiale « ultra-impérialiste » des capitaux financiers nationaux, l'impérialisme devra inévitablement sauter et le capitalisme se transformera en son contraire.

XII. 1915. *V. Iline*

Publié pour la première fois dans le n° 17 de la « Pravda », le 21 janvier 1927

Conforme au manuscrit

L'OPPORTUNISME ET LA FAILLITE DE LA IIe INTERNATIONALE [8]

I

La IIe Internationale a-t-elle réellement cessé d'exister ? Ses représentants les plus autorisés, comme Kautsky et Vandervelde, s'obstinent à le nier. Il ne s'est rien produit, disent-ils, si ce n'est une rupture de relations ; tout est pour le mieux ; tel est leur point de vue.

Afin d'établir la vérité, référons-nous au *Manifeste du congrès de Bâle* de 1912, qui se rapporte précisément à la guerre mondiale impérialiste actuelle, et qui fut adopté par tous les partis socialistes du monde. Il faut noter que pas un socialiste n'osera, au point de vue théorique, nier la nécessité de porter sur chaque guerre un jugement historique concret.

Maintenant que la guerre a éclaté, ni les opportunistes avérés, ni les kautskistes n'osent ni désavouer le Manifeste de Bâle, ni confronter avec ses revendications la conduite des partis socialistes au cours de la guerre. Pourquoi ? Mais parce que le manifeste les démasque entièrement, les uns et les autres.

Il ne souffle mot ni de la défense de la patrie, ni de ce qui distinguerait une guerre offensive d'une guerre défensive ; pas un mot de tout ce que répètent aujourd'hui à tous les carrefours les opportunistes et les kautskistes *

* Il ne s'agit pas ici de la personnalité des partisans de Kautsky en Allemagne, mais de ce type international de pseudo-marxistes qui oscillent entre l'opportunisme et le radicalisme, et ne font en réalité que servir de feuille de vigne à l'opportunisme.

de l'Allemagne et de la Quadruple Entente [9]. D'ailleurs, le manifeste ne pouvait pas en parler, car ce qu'il dit exclut absolument tout emploi de ces notions. Il indique de façon parfaitement concrète une série de conflits économiques et politiques qui ont préparé cette guerre pendant des dizaines d'années, qui se sont pleinement révélés en 1912 et ont provoqué la guerre de 1914. Il rappelle le conflit austro-russe pour la « prépondérance dans les Balkans », le conflit entre l'Angleterre, la France et l'Allemagne (entre *tous* ces pays !) en raison de leur « politique de conquête en Asie Mineure », le conflit austro-italien pour la « prépondérance » en Albanie, etc. Il définit en un mot tous ces conflits comme étant provoqués par l'« impérialisme capitaliste ». Ainsi donc, le manifeste reconnaît avec une parfaite clarté le caractère spoliateur, impérialiste, réactionnaire, esclavagiste de cette guerre, c'est-à-dire le caractère en vertu duquel admettre la défense de la patrie est un non-sens du point de vue théorique et une absurdité du point de vue pratique. De gros requins sont aux prises pour l'absorption de « patries » étrangères. Le manifeste tire les conclusions qui s'imposent de ces faits historiques indiscutables : cette guerre ne saurait être justifiée par « le moindre prétexte d'intérêt national » ; elle est préparée « pour les profits des capitalistes ou l'orgueil des dynasties ». Ce serait « un crime » pour les ouvriers « de tirer les uns sur les autres ». Ainsi parle le manifeste.

L'époque de l'impérialisme capitaliste est celle où le capitalisme, ayant atteint et dépassé sa maturité, se trouve à la veille de son écroulement ; où il est mûr au point de devoir céder la place au socialisme. La période qui va de 1789 à 1871 a été celle d'un capitalisme progressif, où le renversement du féodalisme et de l'absolutisme, et la libération du joug étranger figuraient à l'ordre du jour de l'histoire. C'est sur cette base, et sur cette base *seulement*, que l'on pouvait admettre la « défense de la patrie », c'est-à-dire la lutte pour se défendre contre l'oppression. Aujourd'hui encore on pourrait appliquer cette idée à la guerre *contre* les grandes puissances impérialistes, mais il serait absurde de l'appliquer à une guerre *entre* grandes puissances impérialistes, dans laquelle il s'agit de savoir qui pillera

davantage les pays balkaniques, l'Asie Mineure, etc. Aussi, on ne saurait s'étonner que les « socialistes » qui admettent la « défense de la patrie » dans la présente guerre éludent le Manifeste de Bâle comme le voleur fuit le lieu de son larcin. Car le manifeste démontre qu'ils sont des social-chauvins, c'est-à-dire des socialistes en paroles et des chauvins en fait, qui aident « leur » bourgeoisie à piller les pays étrangers, à asservir d'autres nations. Ce qui caractérise essentiellement la notion de « chauvinisme », c'est qu'on défend « sa » patrie, même lorsque ses actes tendent à asservir les patries des autres.

Considérer qu'une guerre est une guerre de libération nationale entraîne une tactique ; considérer qu'elle est impérialiste en implique une autre. Le manifeste indique clairement cette autre tactique. La guerre « créera une crise économique et politique » dont il faudra « tirer parti » : non pas pour l'atténuer, ni pour défendre la patrie, mais au contraire pour « aiguillonner » les masses, afin de « hâter la chute de la domination capitaliste ». On ne peut hâter ce pour quoi les conditions historiques ne sont pas encore mûres. Le manifeste reconnaissait que la révolution sociale est *possible*, que les prémisses en *sont mûres*, qu'elle viendra précisément *avec* la guerre : les « classes dirigeantes » redoutent la « révolution prolétarienne », déclare-t-il, en invoquant l'exemple *de la Commune de Paris et de la Révolution de 1905* en Russie, c'est-à-dire des exemples de grèves de masse et de guerre civile. C'est un mensonge que d'affirmer, comme le fait Kautsky, que l'on n'a pas précisé quelle devait être l'attitude du socialisme envers *cette* guerre. Cette question a été non seulement discutée mais tranchée à Bâle, où fut adoptée la tactique de la lutte de masse révolutionnaire prolétarienne.

C'est une hypocrisie révoltante que de passer sous silence le Manifeste de Bâle en son entier ou dans ses parties les plus essentielles, et de citer à la place des discours de chefs ou des résolutions de certains partis qui, premièrement, datent *d'avant* Bâle, deuxièmement, n'étaient pas des décisions adoptées par les partis du monde entier, et, troisièmement, concernaient différentes guerres *possibles*, mais nullement la guerre actuelle. Le fond du problème, c'est que l'époque des guerres nationales entre

les grandes puissances européennes a fait place à l'époque des guerres impérialistes entre ces puissances, et que le Manifeste de Bâle a reconnu ce fait officiellement pour la première fois.

Il serait erroné de penser que le Manifeste de Bâle n'est qu'une phrase en l'air, un verbiage officiel, une menace peu sérieuse. C'est bien ainsi que voudraient poser la question ceux qu'il démasque. Mais c'est faux. Le manifeste n'est pas autre chose que le résultat du grand travail de propagande de toute l'époque de la IIe Internationale, un résumé de tout ce que les socialistes ont semé parmi les masses dans des centaines de milliers de discours, d'articles et d'appels en toutes langues. Il ne fait que reprendre ce qu'écrivait, par exemple, *Jules Guesde* en 1899, quand il fustigeait le ministérialisme des socialistes en cas de guerre : il parlait de la guerre provoquée par les « pirates capitalistes » (*En garde !* p. 175) ; ou bien ce qu'écrivait *Kautsky* en 1909, dans *Le chemin du pouvoir*, où il reconnaissait que l'époque « pacifique » était terminée et que l'époque des guerres et des révolutions avait commencé. Présenter le Manifeste de Bâle comme une phrase ou comme une erreur, c'est considérer comme telles toute l'activité des socialistes pendant les vingt-cinq dernières années. Si la contradiction entre le manifeste et sa non-application est à ce point intolérable pour les opportunistes et les kautskistes, c'est parce qu'elle met à nu une très profonde contradiction dans l'activité de la IIe Internationale. Le caractère relativement « pacifique » de la période 1871-1914 a nourri l'opportunisme, *état d'esprit* d'abord, *tendance* ensuite, et enfin *groupe ou couche* comprenant la bureaucratie ouvrière et les compagnons de route petits-bourgeois. Ces éléments ne pouvaient se soumettre le mouvement ouvrier qu'en reconnaissant en paroles les objectifs révolutionnaires et la tactique révolutionnaire. Ils ne pouvaient gagner la confiance des masses qu'en jurant que tout le travail « pacifique » n'était qu'une *préparation* à la révolution prolétarienne. Cette contradiction était un abcès qui devait percer un jour, et qui a percé. Le tout est de savoir s'il faut essayer, comme le font Kautsky et Cie, de refouler à nouveau ce pus dans l'organisme au nom de l'« unité » (avec le pus), ou bien, s'il faut, pour aider à la guéri-

son complète de l'organisme du mouvement ouvrier, le débarrasser de ce pus aussi vite et aussi soigneusement que possible, malgré la douleur aiguë, mais passagère, que cause cette opération.

Il est évident que ceux qui ont voté les crédits de guerre, qui sont entrés dans les ministères et ont soutenu l'idée de la défense de la patrie en 1914-1915, ont trahi le socialisme. Seuls des hypocrites peuvent nier ce fait. Il est nécessaire de l'expliquer.

II

Il serait absurde de ne voir dans tout cela qu'une question de personnes. Quel rapport cela peut-il avoir avec l'opportunisme, si des hommes comme *Plékhanov* et *Guesde*, etc. ? — interrogeait *Kautsky* (*Neue Zeit* du 28 mai 1915). Quel rapport cela peut-il avoir avec l'opportunisme, si *Kautsky*, etc. ? répondait *Axelrod* au nom des opportunistes de la Quadruple Entente (*Die Krise der Sozialdemokratie*, Zurich 1915, p. 21). Tout cela n'est que comédie. *Pour expliquer la crise du mouvement tout entier, il faut analyser, premièrement, la portée économique de la politique correspondante, deuxièmement, les idées qui sont à sa base, et, troisièmement, sa liaison avec l'histoire des tendances au sein du socialisme.*

Quelle est la nature économique de l'idée de la défense de la patrie dans la guerre de 1914-1915 ? La bourgeoisie de *toutes* les grandes puissances fait la guerre afin de partager et d'exploiter le monde, afin d'opprimer les peuples. Quelques miettes des gros profits réalisés par la bourgeoisie peuvent échoir à une petite minorité : bureaucratie ouvrière, aristocratie ouvrière et compagnons de route petits-bourgeois. Les dessous de classe du social-chauvinisme et de l'opportunisme sont identiques : c'est l'alliance d'une faible couche d'ouvriers privilégiés avec « leur » bourgeoisie nationale *contre* la masse de la classe ouvrière, l'alliance des valets de la bourgeoisie avec cette dernière *contre* la classe qu'elle exploite.

Le contenu politique de l'opportunisme et celui du social-chauvinisme sont identiques : c'est la collaboration des classes, la renonciation à la dictature du prolétariat, à

l'action révolutionnaire, la reconnaissance sans réserve de la légalité bourgeoise, le manque de confiance dans le prolétariat, la confiance dans la bourgeoisie. *Le social-chauvinisme est le prolongement direct et le couronnement de la politique ouvrière libérale anglaise, du millerandisme et du bernsteinisme* [10].

La lutte entre les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier, le socialisme révolutionnaire et le socialisme opportuniste, remplit toute la période qui va de 1889 à 1914. Et aujourd'hui, il existe de même dans tous les pays deux courants principaux en ce qui concerne l'attitude envers la guerre. Laissons de côte la manière bourgeoise et opportuniste d'invoquer les questions de personnes. Voyons les *tendances* dans une série de pays. Prenons dix Etats européens : l'Allemagne, l'Angleterre, la Russie, l'Italie, la Hollande, la Suède, la Bulgarie, la Suisse, la Belgique et la France. Dans les huit premiers pays, la division en une tendance opportuniste et une tendance révolutionnaire correspond à la division en social-chauvins et internationalistes. En Allemagne, les points d'appui du social-chauvinisme sont les *Sozialistische Monatshefte* [11] et Legien et Cie ; en Angleterre, les fabiens [12] et le Labour Party [13] (l'I.L.P. [14] a toujours fait bloc avec eux, a soutenu leur organe et a toujours été dans ce bloc plus faible que les social-chauvins, alors que dans le B.S.P. [15] les internationalistes forment les trois septièmes) ; en Russie, ce courant est représenté par *Nacha Zaria* [16] (aujourd'hui *Naché Diélo*), par le Comité d'organisation [17], par la fraction Tchkhéidzé à la Douma ; en Italie, par les réformistes avec à leur tête Bissolati ; en Hollande, par le parti de Troelstra ; en Suède, par la majorité du parti que dirige Branting ; en Bulgarie, par le parti des «larges» [18] ; en Suisse, par Greulich et Cie. C'est parmi les social-démocrates révolutionnaires de *tous* ces pays que se sont déjà élevées des protestations, plus ou moins vives, contre le social-chauvinisme. Seuls, deux pays font exception : la France et la Belgique, où l'internationalisme existe cependant aussi, mais où il est très faible.

Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme sous sa forme la plus achevée. Il est mûr pour une alliance ouverte, souvent vulgaire, avec la bourgeoisie et les états-majors.

Et c'est cette alliance qui lui confère une grande force, ainsi que le monopole de la presse légale et de la mystification des masses. *Il est absurde de considérer, aujourd'hui encore, que l'opportunisme soit un phénomène intérieur du Parti.* Il est absurde de songer à appliquer la résolution de Bâle en compagnie de David, de Legien, de Hyndman, de Plékhanov et de Webb. L'unité avec les social-chauvins, c'est l'unité avec « sa propre » bourgeoisie nationale qui exploite d'autres nations ; c'est la division du prolétariat international. Cela ne veut point dire que la rupture avec les opportunistes est partout possible immédiatement ; cela veut dire seulement qu'elle est mûre au point de vue historique, qu'elle est nécessaire et inévitable pour la lutte révolutionnaire du prolétariat, et que, par le passage du capitalisme « pacifique » au capitalisme impérialiste, l'histoire a préparé cette rupture. *Volentem ducunt fata, nolentem trahunt* *.

III

Les représentants avisés de la bourgeoisie l'ont parfaitement compris. C'est pourquoi ils font un tel éloge des actuels partis socialistes, à la tête desquels se trouvent des « défenseurs de la patrie », c'est-à-dire des défenseurs du pillage impérialiste. C'est pourquoi les gouvernements gratifient les chefs social-chauvins soit de postes ministériels (en France et en Angleterre), soit du monopole d'une existence légale sans entraves (en Allemagne et en Russie). C'est bien pourquoi en Allemagne, où le parti social-démocrate était le plus fort et où sa transformation en un parti ouvrier national-libéral *contre-révolutionnaire* a été le plus manifeste, les choses en sont venues au point que le Parquet voit dans la lutte entre la « minorité » et la « majorité » une « incitation à la haine de classe » ! C'est pourquoi les opportunistes avisés sont par-dessus tout soucieux de sauvegarder l'ancienne « unité » des vieux partis, qui ont rendu de si grands services à la bourgeoisie en 1914-1915. Un des membres de la social-démocratie allemande a, en avril 1915, sous le pseudonyme

* La destinée conduit qui consent, entraîne qui résiste. (*N.R.*)

de « *Monitor* », publié dans la revue réactionnaire « *Preussische Jahrbücher* » [19] un article dans lequel, avec une franchise digne d'éloge, il exprime le point de vue de ces opportunistes de tous les pays du monde. Monitor estime qu'il serait très dangereux pour la bourgeoisie que la social-démocratie aille *encore plus à droite* : « Elle doit conserver son caractère de parti ouvrier ayant des idéaux socialistes. Car, le jour où elle l'aura perdu, surgira un nouveau parti qui reprendra le programme abandonné par l'ancien et le formulera d'une manière encore plus radicale. » (*Preussische Jahrbücher*, 1915, n°4, pp. 50-51.)

Monitor a touché juste. C'est ce qu'ont désiré de tout temps les libéraux anglais et les radicaux français : des phrases à résonance révolutionnaire pour tromper les masses, afin qu'elles fassent confiance aux Lloyd George, aux Sembat, aux Renaudel, aux Legien et aux Kautsky, aux hommes capables de prêcher la « défense de patrie » dans une guerre de rapine.

Mais Monitor ne représente qu'une des variétés — franche, grossière, cynique — de l'opportunisme. D'autres agissent à couvert, subtilement, « honnêtement ». Engels a dit un jour : les opportunistes « honnêtes » sont les plus dangereux pour la classe ouvrière... [20] En voici un exemple :

Kautsky écrit dans la *Neue Zeit* (26 novembre 1915) : « L'opposition grandit contre la majorité ; l'esprit des masses est à l'opposition. » « Après la guerre (*après* la guerre seulement ? — *N.L.*) les contradictions de classe s'aggraveront au point que, parmi les masses, le radicalisme prendra le dessus. » « Après la guerre (*après* la guerre seulement ? — *N. L.*) nous risquons de voir les éléments radicaux fuir le Parti et refluer dans un parti d'action de masse antiparlementaire » (? ? il faut entendre : extra-parlementaire). « Ainsi, notre parti se disloque en deux camps extrêmes, n'ayant entre eux rien de commun. » Pour sauver l'unité, Kautsky s'applique à persuader la majorité du Reichstag d'autoriser la minorité à prononcer quelques discours parlementaires radicaux. C'est dire que Kautsky entend, à l'aide de quelques discours parlementaires radicaux, réconcilier les masses révolutionnaires avec les opportunistes, qui « n'ont rien de commun » avec la révolution, qui dirigent depuis longtemps déjà les syndi-

cats et qui, aujourd'hui, s'appuyant sur leur alliance étroite avec la bourgeoisie et le gouvernement, se sont aussi emparés de la direction du Parti. Au fond, en quoi cela diffère-t-il du « programme » de Monitor ? En rien, si ce n'est par des phrases mielleuses prostituant le marxisme.

A la séance de la fraction du Reichstag du 18 mars 1915, le kautskiste *Wurm* a « averti » la fraction « de ne pas trop tirer sur la corde ; dans les masses ouvrières, l'opposition grandit contre la majorité de la fraction ; il faut donc s'en tenir au « centre » marxiste » (? ! une coquille, sans doute : lisez « monitoriste »). (*Klassenkampf gegen den Krieg ! Material zum « Fall Liebknecht ». Als Manuskript gedruckt* *, page 67.) Nous voyons ainsi que le *fait* que les *masses* sont révolutionnaires a été reconnu, au nom de *tous* les kautskistes (du « centre », comme il est convenu de l'appeler), *dès mars 1915 ! !* Or, huit mois et demi plus tard, Kautsky réitère sa proposition tendant à « regagner » les masses désireuses de lutter, au parti opportuniste, contre-révolutionnaire, et cela au moyen de quelques phrases à résonance révolutionnaire ! !

Souvent la guerre a ceci d'utile qu'elle met à nu la pourriture et rejette tout ce qui est conventionnel.

Comparons les fabiens anglais aux kautskistes allemands. Voici ce qu'écrivait au sujet des premiers, le 18 janvier 1893, un *véritable* marxiste, Friedrich Engels : ...« une bande d'arrivistes assez raisonnables pour comprendre que la révolution sociale est inéluctable, mais qui ne désirent en aucun cas confier ce travail de titan exclusivement au prolétariat, lequel n'a pas encore fait ses classes... Leur principe fondamental, c'est la peur de la révolution... » (*Correspondance avec Sorge*, p. 390).

Et, le 11 novembre 1893, il écrit : « Ces bourgeois présomptueux qui ont la bonté de se pencher sur le prolétariat, pour le libérer d'en haut, pourvu seulement qu'il veuille bien comprendre qu'une masse aussi fruste et inculte ne peut se libérer elle-même ni arriver à rien si ce n'est par la grâce de ces sages avocats, de ces hommes de lettres et de ces commères sentimentales »... (*ibid.*, p. 401.)

---

* *Lutte de classe contre la guerre ! Documents relatifs à l'« Affaire Liebknecht ».* **Edition hors commerce.** (*N.R.*)

En théorie, Kautsky considère les fabiens avec tout le mépris que le pharisien témoignait au pauvre publicain. Car il ne jure que par le « marxisme ». Mais pratiquement, quelle différence entre eux ? Ils ont ensemble signé le Manifeste de Bâle et en ont usé ensemble envers lui comme Guillaume II envers la neutralité belge. Alors que, toute sa vie durant, Marx a fustigé ceux qui s'appliquent à étouffer l'esprit révolutionnaire des ouvriers.

Kautsky a opposé aux marxistes révolutionnaires la théorie nouvelle de l'« ultra-impérialisme ». Il entend par là l'élimination de « la lutte entre les capitaux financiers nationaux », à laquelle se substituerait « l'exploitation en commun du monde par le capital financier international » (*N. Z.*, 30 avril 1915). Mais, ajoute-t-il, « les prémisses indispensables nous font encore défaut pour décider si cette nouvelle phase du capitalisme est réalisable ». C'est donc à partir de simples suppositions relatives à une « nouvelle phase », et sans oser déclarer ouvertement qu'elle est « réalisable », que l'inventeur de cette « phase » dément ses propres déclarations révolutionnaires et renie les tâches révolutionnaires et la tactique révolutionnaire du prolétariat *aujourd'hui*, dans la « phase » d'une crise *déjà commencée*, de la guerre, d'une aggravation inouïe des contradictions de classe ! N'est-ce pas là le plus ignoble fabianisme ?

Le leader des kautskistes russes, *Axelrod*, voit « le centre de gravité du problème de l'internationalisation du mouvement libérateur du prolétariat dans l'internationalisation de l'action pratique de tous les jours » : ainsi, « la législation concernant la protection du travail et la législation des assurances doivent faire l'objet d'actions internationales, l'objet de l'organisation internationale des ouvriers ». (Axelrod : *La crise de la social-démocratie*, Zurich 1915, pp. 39-40.) Il est tout à fait évident que non seulement Legien, David, les Webb, mais aussi Lloyd George lui-même, Naumann, Briand et Milioukov, se rallieront entièrement à cet « internationalisme ». Comme en 1912, Axelrod est prêt, au nom d'un avenir très, très éloigné, à proférer les phrases les plus révolutionnaires, si la future Internationale « agit (contre les gouvernements, en cas de guerre) et soulève une tempête révolutionnaire ».

Voyez un peu si nous sommes braves ! Mais quand il s'agit d'appuyer et de développer *aujourd'hui* l'effervescence révolutionnaire qui commence à se manifester dans les masses, Axelrod déclare que cette tactique d'actions révolutionnaires de masse « pourrait encore se justifier si nous nous trouvions exactement à la veille de la révolution sociale, comme ce fut le cas en Russie, par exemple, où les manifestations d'étudiants, en 1901, annonçaient l'approche des batailles décisives contre l'absolutisme ». Mais, pour le moment, tout cela n'est qu'« utopie », « bakouninisme », etc., tout à fait dans l'esprit de Kolb, David, Südekum et Legien.

L'ineffable Axelrod oublie simplement qu'en 1901 nul ne savait ni ne pouvait savoir en Russie que la première « bataille décisive » se livrerait quatre ans plus tard — *quatre* ans plus tard, ne l'oubliez pas — et *n'*emporterait *pas* la « décision ». Néanmoins, nous seuls, marxistes révolutionnaires, avions raison à cette époque en raillant les Kritchevski et les Martynov qui appelaient à l'assaut immédiat. Nous nous bornions à conseiller aux ouvriers de chasser partout les opportunistes et d'appuyer, d'intensifier et d'étendre de toutes leurs forces les manifestations et autres actions révolutionnaires de masse. Aujourd'hui, la situation est absolument analogue en Europe : il serait insensé d'appeler à un assaut « immédiat ». Mais il serait honteux de se dire social-démocrate et de ne pas conseiller aux ouvriers de rompre avec les opportunistes et de consolider, d'approfondir, d'élargir et d'intensifier de toutes leurs forces le mouvement et les manifestations révolutionnaires qui commencent à se produire. La révolution ne tombe jamais toute prête du ciel et, au début de l'effervescence révolutionnaire, nul ne sait jamais si et quand elle aboutira à une révolution « véritable », « authentique ». Kautsky et Axelrod donnent aux ouvriers des conseils périmés, éculés, contre-révolutionnaires. Si Kautsky et Axelrod nourrissent les masses de l'espoir que la *future* Internationale sera, elle, à coup sûr révolutionnaire, c'est à seule fin de protéger, de couvrir et de farder *aujourd'hui* la domination des éléments contre-révolutionnaires : des Legien, des David, des Vandervelde, des Hyndman. N'est-il pas clair, en effet, que l'« unité » avec Legien et Cie est

le meilleur moyen de préparer la « future » Internationale révolutionnaire ?

« Chercher à transformer la guerre mondiale en une guerre civile serait une folie », déclare *David*, leader des opportunistes allemands (*Die Sozialdemokratie und der Weltkrieg* [La Social-démocratie et la guerre mondiale], 1915, p. 172), en réponse au manifeste du Comité central de notre Parti en date du 1er novembre 1914. Dans ce manifeste, il est dit entre autres :

« Si grandes que paraissent à tel ou tel moment les difficultés de cette transformation, les socialistes ne renonceront jamais, dès l'instant que la guerre est devenue un fait, à accomplir dans ce sens un travail de préparation méthodique, persévérant et sans défaillance*. »

(Egalement cité par David, p. 171.) Un mois avant la parution du livre de David, notre Parti a publié des résolutions, dans lesquelles ce « travail de préparation méthodique » était défini de la façon suivante : 1. Refus de voter les crédits. 2. Rupture de la paix civique. 3. Création d'organisations illégales. 4. Soutien des manifestations de solidarité dans les tranchées. 5. Soutien de toute action révolutionnaire de masse **.

David est presque aussi brave qu'Axelrod : en 1912, il ne considérait pas comme « une folie » de se référer, pour le cas d'une guerre, à la Commune de Paris.

Plékhanov, ce représentant typique des social-chauvins de l'Entente, traite de la tactique révolutionnaire dans le même sens que David. Elle est pour lui une « bouffonnerie d'illuminé ». Mais écoutons *Kolb*, opportuniste avéré, qui déclare : « La tactique des gens qui entourent Liebknecht aurait pour résultat une lutte portée jusqu'à son point d'ébullition au sein de la nation allemande. » (*Die Sozialdemokratie am Scheidewege* [la Social-démocratie à la croisée des chemins], p. 50).

Mais qu'est-ce qu'une lutte portée au point d'ébullition, sinon la guerre civile ?

Si la tactique de notre Comité central, qui coïncide dans ses traits essentiels avec celle de la gauche de Zimmerwald [21],

* Voir V. Lénine, Œuvres, t. 21, pp. 28. (*N.R.*)
** *Ibid*, pp. 159-160. (*N.R.*)

avait été « une folie », « un songe », « une aventure », « du bakouninisme », ainsi que l'ont affirmé David, Plékhanov, Axelrod, Kautsky, etc., elle n'aurait jamais pu provoquer de « lutte au sein de la nation », encore moins une lutte portée à son point d'ébullition. Nulle part au monde les phrases anarchistes n'ont provoqué de lutte au sein d'une nation. Par contre, les faits montrent que, précisément en 1915, en raison de la crise provoquée par la guerre, l'effervescence révolutionnaire grandit parmi les masses : les grèves et les manifestations politiques se multiplient en Russie ; les grèves, en Italie et en Angleterre ; les marches de la faim et les manifestations politiques, en Allemagne. N'est-ce point là le début d'actions révolutionnaires de masse ?

Soutien, développement, élargissement, intensification de l'action révolutionnaire de masse, création d'organisations illégales, sans lesquelles, même dans les pays « libres », il est impossible de dire aux masses populaires la vérité : *voilà tout le programme pratique de la social-démocratie dans cette guerre.* Tout le reste n'est que mensonge ou phraséologie, quelles que soient les théories opportunistes ou pacifistes dont il s'affuble *.

Lorsqu'on nous dit que cette « tactique russe » (expression de David) ne convient pas à l'Europe, nous répondons habituellement en invoquant les faits. Le 30 octobre, à Berlin, une députation de camarades, de femmes berlinoises, s'est présentée au siège du Parti et a déclaré « qu'à l'heure actuelle, étant donné l'existence d'un vaste appareil bien organisé, il est beaucoup plus facile qu'au temps des lois contre les socialistes, de diffuser des brochures et des tracts illégaux et de tenir des « réunions non autorisées ». « Ce ne sont pas les voies et moyens qui font

* Au Congrès international des femmes, tenu à Berne en mars 1915, les représentantes du Comité central de notre Parti ont indiqué qu'il était absolument nécessaire de créer des organisations illégales. Leur proposition fut rejetée. Les Anglaises en firent des gorges chaudes et célébrèrent les « libertés » anglaises. Mais quelques mois plus tard, nous recevions des journaux anglais, le *Labour Leader*[22], par exemple, avec des blancs ; puis la nouvelle nous parvint de perquisitions policières, de confiscations de brochures, d'arrestations et de sentences draconiennes portées contre des camarades qui, en Angleterre, parlaient de la paix, et seulement de la paix !

défaut, mais visiblement l'envie qui manque » (*Berner Tagwacht*[23], 1915, n° 271).

Ces mauvais camarades auraient-ils été détournés de la bonne voie par les « sectaires » russes, etc. ? Les véritables *masses* seraient-elles représentées non par ces camarades, mais par Legien et Kautsky ? Par ce Legien qui, dans son rapport du 27 janvier 1915, fulminait contre l'idée « anarchiste » de créer des organisations clandestines ; par Kautsky, devenu contre-révolutionnaire au point de qualifier d'« aventure » les manifestations de rue, et cela le 26 novembre, à *quatre* jours de la manifestation qui, à Berlin, allait rassembler jusqu'à dix mille personnes ! !

Assez de phrases, assez de « marxisme » prostitué à la Kautsky ! Après 25 années d'existence de la IIe Internationale, après le Manifeste de Bâle, les ouvriers ne voudront plus croire aux phrases. L'opportunisme, déjà gangrené, est définitivement passé dans le camp de la bourgeoisie en se transformant en social-chauvinisme : moralement et politiquement, il a rompu avec la social-démocratie. Il rompra aussi avec elle en matière d'organisation. D'ores et déjà, les ouvriers réclament une presse « non soumise à la censure » et des réunions « non autorisées », c'est-à-dire des organisations clandestines destinées à appuyer le mouvement révolutionnaire des masses. Seule une telle « guerre à la guerre » est chose digne de la social-démocratie, et non une phrase. Et, en dépit de toutes les difficultés, des défaites passagères, des fautes, des errements, des pauses provisoires, cette œuvre mènera l'humanité à la révolution prolétarienne victorieuse.

Publié en allemand en janvier 1916 dans la revue « Vorbote » n° 1
Signé : N. Lenin
Publié en russe pour la première fois en 1929, dans les 2e et 3e éditions des Œuvres de Lénine, tome XIX

Conforme au texte de la revue

PROJET DE RESOLUTION SUR LA CONVOCATION DE LA DEUXIEME CONFERENCE SOCIALISTE[24]

Le Bureau de l'I.S.K. [25], après en avoir délibéré avec une série de représentants de différents pays, décide :

de convoquer une deuxième *conférence* des socialistes conformant leur attitude aux décisions de Zimmerwald.

Ordre du jour :

1) lutte contre la guerre ;

2) union internationale des socialistes hostiles à la guerre et au nationalisme ;

3) mesures pratiques d'organisation, d'agitation et de lutte contre les gouvernements ;

4) extension des décisions de Zimmerwald.

Fixer la date de sa convocation au 15 avril 1916.

Publier la présente décision (en changeant la date pour celle du 15 mars).

Inviter toutes les organisations socialistes conformant leur attitude aux décisions de Zimmerwald à examiner (discuter) toutes les questions figurant à l'ordre du jour, ainsi que les projets de résolutions [26]. Ces projets (portant les signatures de 2 ou 3 délégués) seront publiés dans le *Berner Tagwacht*.

Ecrit entre le 23 et le 26 janvier (5-8 février) 1916
Publié pour la première fois

Conforme au manuscrit

POUR LA CONFERENCE DU 24 AVRIL 1916

PROPOSITION DE LA DELEGATION[27]

1. Ne sont admis que les représentants des organisations politiques ou syndicales ou les personnes conformant leur attitude aux décisions de la Conférence de Zimmerwald.

2. Pour les pays où les partis et les syndicats officiels adhèrent à l'I.S.K. *, ne sont admis que les représentants désignés par ces organisations.

3. Pour les pays où les partis et les syndicats officiels n'ont pas adhéré à l'I.S.K., ne sont admis que les représentants des organisations et groupes qui :

a) prennent position oralement et par écrit, dans chacun de ces pays, dans l'esprit des décisions de Zimmerwald ;

b) soutiennent l'I.S.K. par leur activité.

4. La représentation individuelle n'est admise qu'à titre exceptionnel et seulement avec voix consultative.

5. Les litiges sur la validité des mandats sont définitivement tranchés, après audition des motifs et compte tenu des circonstances, par une commission de 9 membres, élue par la conférence et comprenant 4 membres de l'I.S.K.

6. Le mode de scrutin est établi par la conférence.

[[Additif à ne pas publier, — ajouté au protocole :

---

* Internationale Sozialistische Kommission : Commission socialiste internationale. (*N.R.*)

Les camarades qui étaient à Zimmerwald ont le *droit* (« le droit » — dans le texte français) de participer à la deuxième conférence avec voix consultative.]]

Ecrit entre le 23 et le 26 janvier (5-8 février) 1916, en langue allemande
Publié le 29 février 1916 dans le « Bulletin. Internationale Sozialistische Kommission zu Bern » n° 3
Publié en russe pour la première fois

Conforme au manuscrit

DISCOURS PRONONCE AU MEETING INTERNATIONAL DE BERNE LE 8 FEVRIER 1916[28]

Camarades,

Voilà plus d'un an et demi que sévit la guerre européenne. Et à chaque nouveau mois, à chaque nouveau jour de cette guerre, il devient de plus en plus évident pour les masses ouvrières que le Manifeste de Zimmerwald [29] disait la vérité quand il proclamait que les phrases sur la « défense de la patrie », etc., ne sont rien d'autre qu'une tromperie de la part des capitalistes. Il devient chaque jour plus évident que c'est une *guerre de capitalistes, de grands forbans* qui se disputent pour savoir lequel d'entre eux s'adjugera le plus de butin, pillera le plus de pays, écrasera et asservira le plus de nations.

Il paraît invraisemblable, en particulier aux camarades suisses, mais ce n'en est pas moins vrai, que chez nous aussi *en Russie*, non seulement le tsarisme sanglant, non seulement les capitalistes, mais un certain nombre de soi-disant socialistes ou d'ex-socialistes affirment que la Russie mène une « guerre défensive », qu'elle ne fait que lutter contre l'agression allemande. Or, en réalité, le monde entier sait bien que le tsarisme opprime depuis déjà des dizaines d'années en Russie plus de cent millions d'habitants d'autres nationalités, que la Russie mène depuis des dizaines d'années une politique de brigandage contre la Chine, la Perse, l'Arménie, la Galicie. *Ni la Russie, ni l'Allemagne, ni aucu-*

ne autre grande puissance, n'a le droit de parler de « guerre défensive »: toutes les grandes puissances font une guerre impérialiste, capitaliste, une guerre de brigandage, une guerre pour l'oppression des petits peuples étrangers, une guerre pour les profits des capitalistes, qui tirent des souffrances épouvantables des masses, du sang des prolétaires l'or pur des milliards de leurs revenus.

Il y a quatre ans, en novembre 1912, lorsqu'il fut devenu évident que la guerre approchait, les représentants des socialistes du monde entier se réunirent en un congrès socialiste international à Bâle. Dès cette époque, il ne faisait aucun doute que la guerre à venir serait une guerre entre grandes puissances, entre grands rapaces, que la responsabilité de la guerre retombait sur les gouvernements et la classe capitaliste de *toutes* les grandes puissances. Et le Manifeste de Bâle, adopté *à l'unanimité* par les partis socialistes du monde entier, a proclamé ouvertement cette vérité. *Le Manifeste de Bâle ne dit pas un mot de la « guerre défensive », de la « défense de la patrie »*. Il fustige les gouvernements et la bourgeoisie de *toutes* les grandes puissances sans exception. Il dit ouvertement que la guerre sera le plus grand des crimes, que les ouvriers considèrent comme un crime de tirer les uns sur les autres, que les horreurs de la guerre et l'indignation qu'elles suscitent chez les ouvriers doivent inévitablement conduire à la *révolution prolétarienne*.

Lorsque la guerre fut effectivement déclenchée, il apparut qu'à Bâle on en avait donné une caractéristique exacte. Mais les organisations socialistes et ouvrières n'ont pas suivi unanimement les décisions de Bâle et se sont scindées. Et nous constatons aujourd'hui que, dans tous les pays du monde, les organisations socialistes et ouvrières se trouvent divisées en deux grands camps. Une minorité, à savoir les chefs, les fonctionnaires et les bureaucrates, a trahi le socialisme et est passée du côté des gouvernements. L'autre partie, à laquelle appartiennent les masses ouvrières conscientes, continue à rassembler ses forces et à lutter contre la guerre, pour la révolution prolétarienne.

Les conceptions de cette deuxième partie ont notamment trouvé leur expression dans le Manifeste de Zimmerwald.

Chez nous, en Russie, dès le début de la guerre, les *députés ouvriers* à la Douma ont mené résolument une lutte révolutionnaire contre la guerre et la monarchie tsariste. Cinq députés ouvriers : Pétrovski, Badaïev, Mouranov, Chagov et Samoïlov, ont diffusé des proclamations révolutionnaires contre la guerre et ont développé énergiquement un travail d'agitation révolutionnaire. Le tsarisme a fait arrêter ces 5 députés, les a traduits en justice et les a fait condamner à la relégation à vie en Sibérie. Voici déjà des mois que les chefs de la classe ouvrière de Russie languissent en Sibérie, mais leur œuvre n'est pas détruite, leur travail est poursuivi dans la même direction par les ouvriers conscients de toute la Russie.

Camarades, vous avez entendu ici les représentants de différents pays qui vous ont parlé de la lutte révolutionnaire des ouvriers contre la guerre. Je veux seulement vous citer encore l'exemple d'un pays très grand et très riche, à savoir les Etats-Unis d'Amérique. Les capitalistes de ce pays tirent à l'heure actuelle des profits exorbitants de la guerre européenne. Et ils font également campagne pour la guerre. Ils disent que l'Amérique doit aussi se préparer à participer à la guerre, que des centaines de millions de dollars doivent être soutirés au peuple pour de nouveaux armements, pour des armements sans fin. Et, en Amérique, une partie des socialistes se rallient à ce mot d'ordre mensonger et criminel. Mais je vais vous lire ce qu'écrit le camarade *Eugène Debs*, le chef extrêmement populaire des socialistes américains, candidat du parti socialiste à la présidence de la République.

Dans le journal américain *Appeal to Reason*[30] [Appel à la Raison] du 11 septembre 1915, il écrit : « *Je ne suis pas un soldat du capitalisme, je suis un révolutionnaire prolétarien; je n'appartiens pas à l'armée régulière de la ploutocratie, mais à l'armée irrégulière du peuple. Je refuse de faire la guerre pour les intérêts de la classe capitaliste. Je suis contre toute guer-*

re à l'exception d'une seule pour laquelle je me prononce de toute mon âme: la guerre mondiale au nom de la révolution sociale. Cette guerre-là, je suis prêt à y participer si les classes dominantes rendent la guerre indispensable en général.»

Voilà ce qu'écrit aux ouvriers américains leur chef aimé, le Bebel américain, le camarade *Eugène Debs*.

Et cela nous montre une fois de plus, camarades, que *dans tous les pays du monde se prépare effectivement le rassemblement des forces de la classe ouvrière*. Les souffrances du peuple dans la guerre sont effrayantes et inouïes, mais nous n'avons pas lieu et nous n'avons aucune raison de désespérer de l'avenir.

Les millions de victimes qui tombent dans la guerre ou à cause de la guerre n'auront pas péri en vain. Les millions d'hommes qui ont faim, qui sacrifient leur vie dans les tranchées ne font pas que souffrir, ils rassemblent aussi leurs forces, ils méditent sur les causes réelles de la guerre, ils trempent leur volonté et acquièrent une compréhension révolutionnaire de plus en plus claire. Le mécontentement grandissant des masses, l'effervescence croissante, les grèves, les manifestations, les protestations contre la guerre, — tout cela se passe dans *tous* les pays du monde. *Et cela nous garantit qu'après la guerre européenne viendra la révolution prolétarienne contre le capitalisme.*

« Berner Tagwacht » n° 33, le 9 février 1916
Publié pour la première fois en russe en 1929 dans les 2e et 3e éditions des Œuvres de Lénine, tome XIX

Conforme au texte du journal « Berner Tagwacht »

LES TACHES DE L'OPPOSITION EN FRANCE

(LETTRE AU CAMARADE SAFAROV)

10/11 1916.

Cher camarade,

Votre expulsion de France, qui a été notamment annoncée, avec une protestation, jusque dans le journal chauvin « *la Bataille* »* [31], lequel n'a d'ailleurs pas voulu dire la vérité, à savoir que vous avez été expulsé en raison de vos sympathies pour l'opposition, votre expulsion donc m'a fait penser une fois de plus à la question délicate de la situation et des tâches de l'opposition en France.

J'ai vu à Zimmerwald Bourderon et Merrheim. J'ai entendu leurs rapports et j'ai lu ce que les journaux ont dit de leur activité. On ne peut, selon moi, avoir le moindre doute sur leur sincérité et leur dévouement à la cause du prolétariat. Mais il n'est pas moins évident que leur tactique est erronée. Ce qu'ils craignent tous les deux pardessus tout, c'est la scission. Pas un geste, pas un mot qui puisse provoquer la scission dans le parti socialiste ou les syndicats ouvriers de France ou une scission dans la IIe Internationale, la création d'une IIIe Internationale, tel est le mot d'ordre de Bourderon et de Merrheim.

Cependant, la scission du mouvement ouvrier et du socialisme est un fait accompli dans le monde entier. La classe ouvrière se trouve en présence de deux tactiques et de deux politiques inconciliables en ce qui concerne la guerre. Il est ridicule de vouloir fermer les yeux là-dessus. Tenter de concilier l'inconciliable, c'est condamner toute notre action à l'impuissance. En Allemagne, même le député Otto Rühle, compagnon de lutte de Liebknecht, a

* Titre en français : *la Bataille*. (*N.R.*).

reconnu ouvertement la scission inéluctable du parti, étant donné que la majorité actuelle et les « milieux dirigeants » officiels du parti allemand sont passés à la bourgeoisie. Les objections élevées contre Rühle et contre la scission par ceux qu'on appelle les représentants du « centre » ou du « marais » *, Kautsky et le *Vorwärts* [32], ne sont que mensonges et hypocrisie, si « bien intentionnée » que puisse être cette hypocrisie. Kautsky et le *Vorwärts* ne peuvent pas nier, et ils n'essaient même pas de le faire, que la majorité du parti allemand fait en réalité la politique *de la bourgeoisie*. L'unité avec une pareille majorité est nuisible à la classe ouvrière. Elle signifie la soumission de la classe ouvrière à la bourgeoisie de « sa » nation, la scission de la classe ouvrière internationale. A la vérité, Rühle a raison de dire qu'il y a *deux partis* en Allemagne. L'un, qui est officiel, fait la politique de la bourgeoisie. L'autre, la minorité, lance des proclamations illégales, organise des manifestations, etc. Il en est de même dans le monde entier, et les diplomates impuissants ou les gens du « marais », tels que Kautsky en Allemagne, Longuet en France, Martov et Trotski en Russie, font un mal énorme au mouvement ouvrier en défendant une *fiction* d'unité et *en empêchant* par là l'union indispensable et déjà mûre de l'*opposition* de tous les pays, la création d'une IIIe Internationale. En Angleterre, même un journal aussi modéré que le *Labour Leader* publie les lettres de Russel Williams sur la nécessité de la *scission* avec les « chefs » des trade-unions et le *Labour Party* qui a « vendu » les intérêts de la classe ouvrière. Et toute une série de membres de l'*Independent Labour Party* expriment dans la presse leur sympathie pour Russel Williams. En Russie, même le « conciliateur » Trotski est actuellement obligé de reconnaître la nécessité d'une scission avec les « patriotes », — c'est-à-dire avec le parti du « Comité d'organisation », le C.O., — qui approuvent l'entrée des ouvriers dans les comités des industries de guerre. Et c'est seulement par un faux sentiment d'amour-propre que Trotski continue à préconiser l'« unité » avec la fraction Tchkhéidzé de la Douma,

* Mot repris entre parenthèses en français dans le texte. *(N.R.)*

qui est pour les « patriotes » et le « Comité d'organisation » une amie fidèle, une couverture et une protection.

Même aux Etats-Unis d'Amérique, la scission est pratiquement totale. Car certains socialistes s'y prononcent pour l'armée, pour la « préparation » (« preparadness »), pour la guerre. Et les autres, dont le plus populaire des chefs ouvriers, Eugène Debs, candidat du parti socialiste à la présidence de la République, préconisent la guerre civile contre la guerre des peuples !

Voyez enfin les *actes* de Bourderon et de Merrheim eux-mêmes ! A les entendre, ils sont contre la scission. Mais lisez la résolution présentée par Bourderon au congrès du Parti socialiste français[33] . Elle réclame la démission des ministres socialistes ! ! Elle « désapprouve » * nettement la C.A.P. et le G.P. (C.A.P.:Com. Adm. Perm., G.P.: Groupe Parlem.) ** ! ! ! Il est clair comme le jour que l'adoption de cette résolution signifierait la scission *et* du parti socialiste *et* des syndicats, car MM. Renaudel, Sembat, Jouhaux et Cie ne l'accepteront jamais.

Bourderon et Merrheim partagent l'erreur, la faiblesse, la timidité de la *majorité* de la conférence de Zimmerwald. D'une part, cette majorité appelle *indirectement* dans son manifeste à la lutte *révolutionnaire*, mais craint de le dire franchement. D'une part, elle écrit : les capitalistes de *tous* les pays *mentent* quand ils parlent de la « défense de la patrie » dans cette guerre. D'autre part, elle a eu peur d'ajouter cette vérité évidente et que tout ouvrier pensant ajoutera d'ailleurs de lui-même, à savoir que le *mensonge* est le fait, non seulement des capitalistes, mais aussi de Renaudel, Sembat, Longuet, Hyndmann, Kautsky, Plechanoff et Cie ! ! La majorité de la conférence de Zimmerwald *veut* se réconcilier avec Vandervelde, Huysmans, Renaudel et Cie. Ce serait un *mal* pour la classe ouvrière, et la « gauche de Zimmerwald » a bien fait de dire *ouvertement* la vérité aux ouvriers.

Voyez l'hypocrisie des socialistes-chauvins *** : ils louent

---

* En français dans le texte. (*N.R.*)
** *Idem.* (*N.R.*)
*** *Idem.* (*N.R.*)

en France la « minorité » * *allemande*, et en Allemagne la « minorité » *française ! !*

Quelle énorme répercussion aurait l'intervention de l'opposition française si celle-ci affirmait ouvertement, hardiment, hautement, à la face du monde : nous *ne* sommes solidaires *que* de l'opposition *allemande, que de Rühle* et de ses amis ! ! Que de ceux qui ont résolument rompu avec le *socialisme chauvin* ** avoué ou camouflé, c'est-à-dire avec tous les partisans de la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle ! ! *Nous ne craignons pas*, quant à nous, la rupture avec les « patriotes » français qui appellent « défense de la patrie » la défense des colonies, et nous appelons les socialistes et les syndicalistes de tous les pays à *opérer la même rupture* ! ! Nous tendons la main à Otto Rühle et à Liebknecht, à eux et *uniquement* à leurs amis politiques, nous stigmatisons la « majorité » *** et le « marais » ****, en France comme en Allemagne. Nous proclamons la grande union internationale des socialistes du monde entier qui ont rompu, dans la guerre actuelle, avec la phrase mensongère de la « défense de la patrie » et qui travaillent à la propagande et à la préparation de la révolution prolétarienne mondiale !

Un appel de ce genre aurait une immense portée. Il ferait fuir les hypocrites, il mettrait en lumière et dénoncerait le mensonge international, il donnerait une vigoureuse impulsion au rapprochement des ouvriers du monde entier demeurés *réellement* fidèles à l'internationalisme.

La phrase anarchiste a toujours fait beaucoup de mal en France. Mais aujourd'hui, les anarchistes-patriotes, les anarchistes-chauvins *****, tels que Kropotkine, Grave, Cornelissen et autres chevaliers de la *Bataille* « *Chauviniste* » ****** aideront à guérir de la phrase anarchiste un très grand nombre d'ouvriers. A bas les socialistes-patriotes et les socialistes-chauvins, et aussi « à bas les anarchistes-patriotes » et les anarchistes-chauvins ! — ce cri *aura* de

---

* En français dans le texte. (*N.R.*)
** *Idem.* (*N.R.*)
*** *Idem.* (*N.R.*)
**** *Idem.* (*N.R.*)
***** chauvin, en français dans le texte. (*N.R.*)
****** Titre en français (*Bataille « chauviniste »*). (*N.R.*)

l'écho dans les cœurs des ouvriers de France. Non pas des phrases anarchistes sur la révolution, mais un travail de longue haleine, sérieux, opiniâtre, tenace, systématique, de création *en tous lieux* d'organisations illégales parmi les *ouvriers*, de diffusion des publications *libres*, c'est-à-dire illégales, et de préparation d'un mouvement des *masses* contre leurs gouvernements. Voilà ce qu'il faut à la classe ouvrière de tous les pays !

Il est faux de penser que « les Français ne sont pas capables » de faire un travail illégal systématique. C'est faux ! Les Français ont rapidement appris à se terrer dans les tranchées. Ils s'adapteront bien vite aux conditions *nouvelles* du travail illégal et à la préparation systématique d'un mouvement *révolutionnaire* des *masses*. Je fais confiance au prolétariat révolutionnaire français. Il saura activer aussi l'opposition française.

Meilleurs vœux. Votre *Lénine*

P.-S. J'invite les camarades français à publier *en tract* la traduction (complète) de cette lettre[34].

Publié en français sous forme de tract en 1916
Publié en russe pour la première fois en 1924 dans le n° 4 (27) de la revue «Prolétarskaïa Révolutsia»

Conforme au manuscrit

LE COMITE D'ORGANISATION ET LA FRACTION TCHKHEIDZE ONT-ILS VRAIMENT UNE LIGNE POLITIQUE ?

Les gens du Comité d'organisation, dans leur recueil [35] et encore plus nettement dans leur rapport à la Commission socialiste internationale (n° 2 du Bulletin, publié en allemand le 27 novembre 1915) [36], essaient de faire croire au public que la fraction Tchkhéidzé [37] et le C.O. ont une ligne de conduite qui leur est propre, une ligne parfaitement internationaliste et en désaccord avec celle de *Naché Diélo*. Ces affirmations constituent une contrevérité flagrante. En premier lieu, depuis l'époque de la formation du C.O. (août 1912), nous avons constaté, *pendant de longues années*, la plus complète solidarité politique dans tout l'essentiel et la plus étroite collaboration politique de la fraction Tchkhéidzé et du C.O. avec le groupe de « Nacha Zaria »; ajoutons que *seul* ce groupe s'est livré à un travail systématique auprès des masses (les journaux quotidiens des liquidateurs). Un désaccord plus ou moins essentiel entre des « amis » aussi intimes devrait être prouvé non par des paroles, mais par des faits probants. *Il n'existe pas un seul fait de ce genre.* En second lieu, *pendant des années*, de 1912 à 1914, la fraction Tchkhéidzé et le C.O. ont joué le rôle de simples pions dans le jeu de *Nacha Zaria* et en ont défendu systématiquement la politique, ce que savent parfaitement les ouvriers de Pétersbourg et d'ailleurs ; *pas une seule fois* ils n'ont exercé d'influence tendant à modifier la politique de *Nacha Zaria*, de *Loutch* [38], etc.

Dans la politique concernant les *masses*, — par exemple, dans la lutte contre la « frénésie gréviste », dans les élections des dirigeants des plus importants syndicats (métallurgie, etc.) et des principaux organismes des assurances (Conseil des Assurances pour toute la Russie) — le groupe de « Nacha Zaria », et lui seul, a agi en toute indépendance; le C.O. et la fraction Tchkhéidzé n'ont fait que l'aider, que le servir avec zèle et fidélité. En troisième lieu, au cours des dix-huit mois de guerre, il n'est pas *un seul fait* qui puisse témoigner d'une modification dans ces rapports établis depuis des années entre, d'une part, la fraction Tchkhéidzé et le C.O., et, d'autre part, *Nacha Zaria*. An contraire, il y a des faits qui prouvent l'inverse, et dont certains peuvent même être dévoilés (la plupart des faits de cet ordre ne peuvent être rendus publics). C'est un fait que, de la part du C.O. comme de la fraction Tchkhéidzé, il *n'y a pas eu une seule* intervention en Russie contre la politique de *Naché Diélo*, alors que pour modifier réellement cette politique il faudrait non seulement une prise de position, mais une lutte prolongée, poussée jusqu'à la victoire, car *Naché Diélo* est un facteur politique d'importance, nourri par ses liaisons avec le libéralisme, tandis que le C.O. et la fraction Tchkhéidzé ne sont que des décors politiques. C'est un fait que les journaux *Outro* et *Rabotchéié Outro* [39], qui pratiquent entièrement et sans réserve la politique de *Naché Diélo*, soulignent et affichent même leurs affinités politiques avec la fraction Tchkhéidzé et parlent au nom de tout le bloc d'Août. C'est un fait que la fraction Tchkhéidzé collecte de l'argent en faveur du *Rabotchéié Outro*. C'est un fait que toute la fraction Tchkhéidzé s'est mise à collaborer au journal social-chauvin de Samara, *Nach Goloss* (voir le n° 17). C'est un fait qu'un membre très en vue de la fraction Tchkhéidzé, à savoir Tchkhenkéli, a publié dans la presse, plus précisément dans le *Sovrémenny Mir* [40], la revue des « jusqu'-au-boutistes » ou des social-chauvins, la revue de MM. Plékhanov et Alexinski, des affirmations de principe qui sont tout à fait dans le style de Plékhanov, de *Naché Diélo*, de Kautsky et d'Axelrod. Il y a longtemps que nous avons cité cette déclaration de Tchkhenkéli, et ni les gens du C.O. dans leur recueil, ni Trotski dans son *Naché Slovo* [41], n'ont osé pren-

dre sur eux de défendre cette déclaration, bien qu'ils n'hésitent pas à défendre la fraction Tchkhéidzé et à lui faire de la publicité. En quatrième lieu, les prises de position politiques, affirmées directement au nom de toute la fraction Tchkhéidzé et de tout le C.O., prouvent le bien-fondé de notre position. Prenons les plus importantes d'entre elles, qui sont reproduites dans le recueil du C.O. : la déclaration de Tchkhéidzé et C^ie^ et la proclamation du C. O. Le point de vue exposé dans ces deux documents est *identique* ; ils expriment la même position. Comme le C.O. est la plus haute institution dirigeante du « bloc d'Août » dirigé contre notre Parti, et qu'il a publié sa proclamation illégalement, ce qui signifie qu'il pouvait parler plus librement et plus franchement que Tchkhéidzé à la Douma, c'est cette proclamation que nous examinerons.

Il est intéressant de noter, en passant, que ce document a déjà été l'objet de discussions dans la presse social-démocrate allemande, dans un journal social-démocrate de Berne. Un rédacteur de ce journal a dit que cette proclamation était « patriotique ». Le secrétariat du C.O. à l'étranger s'est indigné et a publié une réplique déclarant : « nous, le secrétariat à l'étranger, nous sommes coupables d'un tel patriotisme » ; et il en a appelé, en quelque sorte, à l'arbitrage de la rédaction du journal, en lui envoyant la traduction allemande in extenso de la proclamation. Indiquons pour notre part qu'il s'agit d'une rédaction notoirement favorable au C.O. et qui en dit grand bien. Qu'a-t-elle donc dit, cette rédaction favorable au C.O. ?

« Nous avons lu la proclamation du C.O. », a-t-elle déclaré (n° 250), « et nous devons avouer que ce texte peut prêter sans aucun doute à des malentendus et donner à l'ensemble un sens qui n'était peut-être pas dans les intentions de ses auteurs ».

Pourquoi les gens du C.O. n'ont-ils pas reproduit dans leur recueil cette appréciation d'une rédaction à l'arbitrage de laquelle eux-mêmes faisaient appel ? Parce que c'est l'appréciation d'amis du C.O. qui ont refusé publiquement de défendre ce même C.O. ! L'appréciation est rédigée avec une politesse recherchée et diplomatique qui

souligne particulièrement le désir de la rédaction de faire à Axelrod et à Martov une « amabilité ». Et il est apparu que la plus grande « amabilité » qu'elle pouvait faire était la suivante : « peut-être (*seulement* « peut-être » !) le C.O. a-t-il dit ce qu'il n'avait pas l'intention de dire ; mais ce qu'il a dit « peut prêter sans aucun doute à des malentendus » ! !

Nous engageons expressément les lecteurs à prendre connaissance de la proclamation du C.O., qui a été également reproduite dans le Bulletin du Bund (n° 9). Quiconque l'aura lue attentivement y relèvera des faits très simples et très clairs : 1) elle ne contient pas un mot qui repousse d'un point de vue de principe toute idée de défense nationale pendant la guerre actuelle ; 2) on n'y trouve absolument rien d'inacceptable, en principe, pour les « jusqu'-au-boutistes » ou les « social-chauvins » ; 3) toute une série de phrases y sont absolument dans le goût du « jusqu'-au-boutisme » : « le prolétariat ne peut rester indifférent devant la débâcle menaçante » (ce sont presque littéralement les termes du *Rabotchéié Outro* n° 2 : « on ne peut être indifférent » au « salut du pays menacé par la débâcle ») ; « le prolétariat a un intérêt vital au maintien de l'intégrité du pays » ; « la révolution du peuple tout entier » doit sauver le pays « de la débâcle extérieure », etc. Quiconque est effectivement l'ennemi du social-chauvinisme devrait, *au lieu* de phrases de ce genre, déclarer ceci : les grands propriétaires fonciers, le tsar et la bourgeoisie mentent quand ils appellent maintien de l'intégrité du pays le maintien du joug des Grands-Russes sur la Pologne, le recours à la contrainte pour garder la mainmise sur ce pays ; ils mentent quand, sous couvert de sauver « le pays » de la débâcle, ils s'efforcent de « sauver » leurs privilèges de grande puissance et de détourner le prolétariat de sa lutte contre la bourgeoisie *internationale*. Reconnaître la solidarité internationale du prolétariat des pays belligérants dans la guerre impérialiste de rapine et, en même temps, lancer des phrases sur la nécessité de « sauver de la débâcle » *un* de ces pays, c'est faire acte d'hypocrisie, c'est transformer toutes ses déclarations en une rhétorique vaine et mensongère. Car c'est faire dépendre la tactique prolétarienne de la situation militaire

que connaît un pays donné à un moment donné et, dans ce cas, les social-chauvins français ont aussi raison, qui aident à « sauver de la débâcle » l'Autriche et la Turquie.

Le Secrétariat du C.O. à l'étranger a avancé dans la presse social-démocrate *allemande* (dans le journal de Berne) un autre sophisme tellement impudent, tellement grossier, tellement « truqué » à seule fin de duper spécialement les Allemands, que les gens du C.O. se sont sagement gardés de le reprendre devant le public russe.

« Si c'est du patriotisme, écrivent-ils *pour les Allemands* sur un ton de noble indignation, que d'indiquer au prolétariat la révolution comme le seul moyen de sauver le pays de sa perte », nous aussi, nous sommes de ces patriotes, « nous voudrions que l'Internationale compte un plus grand nombre de ces « patriotes » dans chaque parti socialiste ; nous exprimons l'assurance que Liebknecht, Rosa Luxembourg, Merrheim seraient très heureux de voir autour d'eux un plus grand nombre de ces « patriotes », qui adresseraient aux ouvriers allemands et français de *telles* proclamations. »

Les tricheurs montrent le bout de l'oreille : les cinq secrétaires savent à merveille qu'en France et en Allemagne, pays qui vont au-devant de la révolution socialiste, il n'y a pas le moindre esprit révolutionnaire *bourgeois*, il n'y a pas l'ombre d'un mouvement social *bourgeois* aspirant à la révolution en vue de la *victoire sur l'ennemi*. Mais en Russie, précisément parce que ce pays va au-devant de la révolution démocratique *bourgeoise*, il existe notoirement un mouvement *de cette nature*. Les cinq secrétaires trompent les Allemands par un sophisme plaisant : le C.O. et Tchkhéidzé et C^ie^ ne peuvent être des *révolutionnaires-chauvins* en Russie parce que, en Europe, l'union de l'esprit révolutionnaire et du chauvinisme est une absurdité !

En effet, ce serait une absurdité en Europe. Mais en Russie, c'est un fait. Vous pouvez reprocher aux gens du *Prizyv* [42] d'être de mauvais révolutionnaires bourgeois, mais vous ne pouvez nier qu'ils combinent à leur manière le chauvinisme et l'esprit révolutionnaire. La conférence de juillet des populistes de Russie [43], *Naché Diélo* et *Rabotchéié Outro* ont absolument la même position, à cet égard,

que les gens du *Prizyv* ; eux aussi combinent le chauvinisme et l'esprit révolutionnaire.

La fraction Tchkhéidzé, dans sa déclaration (pages 141-143 du recueil du C.O.), a adopté la *même* position. On trouve chez Tchkhéidzé les mêmes phrases chauvines sur le « danger de la débâcle », et s'il est d'accord sur le caractère impérialiste de la guerre, la « paix sans annexions », « les tâches communes à l'ensemble du prolétariat international », la « lutte pour la paix », etc., etc., cela est tout aussi valable pour le *Rabotchéié Outro*, et aussi pour les populistes russes, qui sont des petits bourgeois. Dans le même recueil du C.O., à la page 146, on peut lire que les populistes petits-bourgeois sont également d'accord sur le caractère impérialiste de la guerre, la « paix sans annexions », la nécessité pour les socialistes (car les populistes, comme les gens de *Rabotchéié Outro*, veulent passer pour des socialistes) « de s'efforcer de rétablir le plus tôt possible la solidarité internationale de l'organisation socialiste afin de mettre fin à la guerre », etc. Chez les populistes petits-bourgeois, toutes ces phrases servent à dissimuler le mot d'ordre de « défense nationale », qu'ils ont nettement proclamé, tandis que chez Tchkhéidzé et le C.O., comme au *Rabotchéié Outro*, ce même mot d'ordre porte le nom de « salut du pays menacé par la débâcle » ! !

En fin de compte, Tchkhéidzé et le C.O. ont débité des phrases révolutionnaires qui ne les engagent absolument à rien, qui ne gênent absolument en rien la politique pratique des gens de *Prizyv* et de *Naché Diélo*, *politique dont ils n'ont rien dit*. D'une manière ou d'une autre, ils soutiennent la participation aux comités des industries de guerre [44].

Un peu moins de belles phrases sur la révolution, messieurs, mais un peu plus de clarté, de franchise, d'honnêteté dans la politique pratique d'aujourd'hui. Vous *promettez* d'être des révolutionnaires, mais pour le moment vous secondez les chauvins, la bourgeoisie, le tsarisme, soit en préconisant directement la participation des ouvriers aux comités des industries de guerre, soit en couvrant par votre silence et votre passivité à leur égard ceux qui y participent.

Martov peut finasser tant qu'il voudra, Trotski peut pousser les hauts cris contre notre esprit fractionnel en dissimulant sous tous ces cris (suivant la vieille recette du... héros de Tourguéniev !) [45] ses « vues », sans doute non fractionnelles, selon lesquelles un quidam de la fraction Tchkhéidzé est « d'accord » avec lui et proteste de sa fidélité à la gauche, de son internationalisme, etc. Un fait reste un fait. *Il n'y a pas* l'ombre d'une différence politique sérieuse non seulement entre le C.O. et la fraction Tchkhéidzé, mais encore entre ces deux groupements et le *Rabotchéié Outro* ou le *Prizyv*.

C'est pourquoi, *en fait*, ils marchent tous ensemble, contre notre Parti et *pour* la politique bourgeoise de participation des ouvriers aux comités des industries de guerre, en accord avec les ouvriers sans-parti et les populistes. Quant aux réserves verbales et aux serments des « secrétaires à l'étranger », affirmant qu'ils « ne sont pas d'accord », ce ne sont que des phrases vides de sens, qui n'ont pas plus de rapport avec la politique réelle des masses que les serments de Südekum, de Legien, de David, prétendant qu'ils sont « pour la paix » et « contre la guerre », ne blanchissent ces derniers de l'accusation de chauvinisme.

« Le SocialDémocrate » n° 50, le 18 février 1916

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

LA PAIX SANS ANNEXIONS ET L'INDEPENDANCE DE LA POLOGNE, MOTS D'ORDRE DU JOUR EN RUSSIE

« Le pacifisme et la propagande abstraite de la paix sont une des formes de mystification de la classe ouvrière... Actuellement, une propagande en faveur de la paix qui ne s'accompagne pas d'un appel à l'action révolutionnaire des masses ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat en lui inspirant confiance dans l'humanité de la bourgeoisie, et en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des pays belligérants. » Ainsi s'exprime la résolution que notre Parti a adoptée à Berne (voir *le Social-Démocrate* [46] n°40 et *Le socialisme et la guerre*) *.

Les adversaires, nombreux parmi l'émigration russe, mais non parmi les ouvriers russes, de notre façon de poser la question de la paix ne se sont jamais donné la peine d'analyser ces thèses. Théoriquement irréfutables, celles-ci trouvent aujourd'hui, dans le tour nouveau que prennent les événements en Russie, une confirmation pratique particulièrement évidente.

Le *Rabotchéié Outro*, journal des liquidateurs légalistes de Pétrograd, qui jouit de l'appui idéologique du Comité d'organisation, a adopté, comme on le sait, une position social-chauvine, « jusqu'-au-boutiste », dès son premier numéro. Il a publié les manifestes « jusqu'-au-boutistes » des social-chauvins de Pétrograd et de Moscou. Ces deux manifestes expriment notamment l'idée d'une « paix sans annexions », et le n°2 du *Rabotchéié Outro*, donnant un relief particulier à ce mot d'ordre, l'imprime

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, pp. 161-162 et 327. (*N.R.*)

en italique et le qualifie de « ligne garantissant au pays sa sortie de l'impasse ». Nous, des chauvins ! Allons donc, quelle calomnie ! Nous approuvons pleinement le mot d'ordre on ne peut plus « démocratique » et même « authentiquement socialiste » d'une « paix sans annexions » !

Nul doute qu'il soit très avantageux, actuellement, pour Nicolas-le-Sanglant, de voir formuler un tel mot d'ordre par ses fidèles sujets. S'appuyant sur les grands propriétaires fonciers et sur la bourgeoisie, le tsarisme a conduit ses armées au pillage et à l'asservissement de la Galicie (sans même parler du traité sur le partage de la Turquie, etc.). Les armées des non moins rapaces impérialistes allemands ont repoussé les forbans russes et les ont rejetés non seulement hors de la Galicie, mais aussi hors de la « Pologne russe ». (Et sur les champs de carnage, au nom des intérêts des deux cliques, sont tombés des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans russes et allemands.) Le mot d'ordre de « paix sans annexions » est apparu dès lors comme un merveilleux « jouet entre les mains de la diplomatie secrète » du tsarisme : on nous a, voyez-vous, frustrés, volés, on nous a pris la Pologne, nous sommes contre les annexions !

A quel point les social-chauvins du *Rabotchéié Outro* prennent à cœur ce rôle de laquais du tsarisme, on en peut juger tout particulièrement par l'article du n° 1, intitulé : « L'émigration polonaise » : « Les mois de guerre écoulés, y lisons-nous, ont fait naître dans la conscience de larges couches du peuple polonais une profonde aspiration à l'indépendance. » Avant la guerre, bien sûr, cette aspiration n'existait pas ! ! « Dans la conscience sociale de larges couches de la démocratie polonaise a triomphé la masse » (coquille évidente ; il faut lire : l'idée, le concept, etc.) « de l'indépendance nationale de la Pologne » ...« La question polonaise se dresse de la façon la plus pressante et dans toute son ampleur devant la démocratie russe »... Les « libéraux russes » refusent de donner une réponse nette à la question maudite de « l'indépendance de la Pologne »...

Comment donc ! Nicolas-le-Sanglant, Khvostov, Tchelnokov, Milioukov et Cie sont entièrement pour l'indépendance de la Pologne ; ils le sont de tout leur cœur *aujourd'hui*, alors que ce mot d'ordre revient *pratiquement* à

préconiser la *victoire* sur l'Allemagne, qui a enlevé la Pologne à la Russie. Remarquez qu'*avant la guerre*, les créateurs du « parti ouvrier de Stolypine » [47] étaient entièrement et sans réserve contre le mot d'ordre du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, contre le droit de la Pologne à se séparer, et, dans le noble but de défendre le joug que le tsarisme faisait peser sur la Pologne, ils lâchaient la bride à l'opportuniste Semkovski. Aujourd'hui que la Pologne a été ravie à la Russie, ils sont *pour* l'« indépendance » de la Pologne (par rapport à l'Allemagne, oublient-ils modestement d'ajouter...).

Mais, messieurs les social-chauvins, vous n'arriverez pas à tromper les ouvriers conscients de Russie ! Votre mot d'ordre « octobriste » [48] de 1915 sur l'indépendance de la Pologne et la paix sans annexions n'est en fait que de la servilité à l'égard du tsarisme, qui, précisément aujourd'hui, en février 1916, a justement besoin de masquer *sa* guerre sous de magnanimes paroles sur la « paix sans annexions » (chasser Hindenburg de Pologne) et sur l'indépendance de la Pologne (par rapport à Guillaume, mais dépendance par rapport à Nicolas II).

Le social-démocrate russe qui n'a pas oublié son programme raisonne autrement. Il déclarera que la démocratie russe, c'est-à-dire, surtout et avant tout, la démocratie grand-russe, car elle seule a toujours joui en Russie de la liberté de langue, a certainement *gagné* à ce que la Russie n'opprime plus *aujourd'hui* la Pologne et ne la retienne plus par la force. Le prolétariat russe a certainement gagné à ne plus opprimer l'un des peuples qu'il aidait hier à opprimer. La démocratie allemande a assurément perdu : tant que le prolétariat allemand tolérera l'oppression de la Pologne par l'Allemagne, il restera dans une situation pire que celle de l'esclave, dans celle de la brute qui aide à maintenir les autres en esclavage. Seuls les junkers et les bourgeois de l'Allemagne ont certainement gagné.

D'où cette conclusion : les social-démocrates russes doivent démasquer cette *mystification* du peuple par le tsarisme qui consiste à lancer *aujourd'hui* en Russie les mots d'ordre de « paix sans annexions » et d'« indépendance de la Pologne », car, en l'occurrence, ces mots d'ordre signifient la volonté de continuer la guerre et une justifi-

cation de cette volonté. Nous devons dire : pas de guerre pour la Pologne ! Le peuple russe ne veut plus être l'oppresseur de ce pays !

Mais comment aider la Pologne à se libérer de l'Allemagne ? Est-ce que nous ne devons pas l'y aider ? Evidemment, nous le devons, seulement sans soutenir la guerre impérialiste de la Russie tsariste ou même bourgeoise, ou même républicaine bourgeoise, mais *en soutenant* le prolétariat révolutionnaire d'Allemagne, en soutenant ceux des éléments du parti social-démocrate d'Allemagne qui combattent le parti ouvrier *contre-révolutionnaire* des Südekum, de Kautsky et Cie. Kautsky s'est tout récemment démasqué avec une particulière évidence en tant que contre-révolutionnaire : il a, le 26 novembre 1915, qualifié d'« *aventure* » les manifestations de rue (de même que Strouvé, à la veille du 9 janvier 1905, disait qu'il n'y avait pas en Russie de peuple révolutionnaire). Or, le 30 novembre 1915, à Berlin, il y a eu une manifestation de dix mille ouvrières !

Tous ceux qui veulent, non pas à la Südekum, non pas à la Plékhanov, non pas à la Kautsky, mais *sans hypocrisie*, reconnaître la liberté des peuples, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, doivent être *contre* la guerre pour l'oppression de la Pologne, et *pour* la liberté de séparation par rapport à la Russie des peuples (Ukraine, Finlande, etc.) qu'opprime *actuellement* ce pays. Tous ceux qui ne veulent pas être *en fait* des social-chauvins doivent soutenir exclusivement les éléments des partis socialistes de tous les pays qui luttent ouvertement, directement, dans l'immédiat, pour la révolution prolétarienne dans leur propre pays.

Non pas « paix sans annexions », mais paix aux chaumières et guerre aux châteaux, paix au prolétariat et aux travailleurs, et guerre à la bourgeoisie !

« Le Social-Démocrate » n° 51, le 29 février 1916

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

WILHELM KOLB ET GEORGES PLEKHANOV

La brochure *La social-démocratie à la croisée des chemins* (Carlsruhe 1915) du franc-opportuniste allemand Wilhelm Kolb, vient de sortir fort à propos, juste après le recueil de Plékhanov : *La guerre*. Dans la *Neue Zeit*, le kautskiste Rudolf Hilferding réplique à Kolb d'une façon très faible, en passant l'essentiel sous silence et en se lamentant au sujet de la juste affirmation de Kolb selon laquelle l'unité des social-démocrates allemands ne subsiste plus que d'une façon « purement formelle ».

A qui veut réfléchir sérieusement à la signification de la faillite de la IIe Internationale, on peut conseiller de comparer les positions *idéologiques* de Kolb et de Plékhanov. Tous deux (de même que Kautsky) sont d'accord sur l'*essentiel* : pour nier et tourner en dérision l'idée des actions révolutionnaires à mener en relation avec la guerre actuelle ; tous deux accusent les social-démocrates révolutionnaires de « défaitisme », employant le terme favori des partisans de Plékhanov. Celui-ci, qui considère l'idée d'une révolution dans la guerre présente comme une « bouffonnerie d'illuminé », fulmine contre la « phraséologie révolutionnaire ». Kolb, à l'occasion, maudit le « verbiage révolutionnaire », le « chimérisme révolutionnaire », les « petits radicaux (Radikalinski) hystériques », le « sectarisme », etc. Kolb et Plékhanov sont d'accord sur l'essentiel, ils sont tous les deux contre la révolution. Et le fait que Kolb est, en principe, contre la révolution, alors

que Plékhanov et Kautsky sont « en principe pour », n'est qu'une question de nuances, de termes : en fait, Plékhanov et Kautsky sont les valets de Kolb.

Kolb est plus honnête, non pas au sens individuel, mais au sens politique du mot, c'est-à-dire que la logique de sa position n'engendre pas chez lui d'hypocrisie. Aussi ne craint-il pas de reconnaître la vérité, à savoir que toute l'Internationale, de son point de vue, a péché « par chimérisme révolutionnaire », a proféré des « menaces » (des menaces de révolution, MM. Plékhanov et Kolb!) à propos de la guerre. Kolb a raison d'estimer qu'il est absurde de « nier en principe » la société capitaliste, alors que les partis social-démocrates d'Europe se sont dressés pour la défendre à un moment où l'Etat capitaliste craquait sur toutes ses coutures et où « son existence était mise en question ». Cette reconnaissance de la situation révolutionnaire objective est une vérité.

« La conséquence (de la tactique des partisans de Liebknecht), écrit Kolb, aurait été une lutte *intérieure* portée jusqu'à son point d'ébullition au sein de la nation allemande et, par là même, un affaiblissement militaire et politique de cette dernière »... *pour le plus grand avantage et pour la victoire* « de l'impérialisme de la Triple Entente » ! ! Voilà la clef des foudres que jettent les opportunistes contre le « défaitisme » ! !

C'est là, en effet, le nœud de toute la question. « La lutte intérieure portée jusqu'à son point d'ébullition », c'est la guerre civile. Kolb a raison de dire que la tactique de la gauche *mène* à cela ; il a raison de dire qu'elle constitue un « affaiblissement militaire » de l'Allemagne, autrement dit qu'elle veut la défaite de l'Allemagne et qu'elle y contribue, qu'elle est défaitiste. Kolb a tort seulement — seulement ! — sur un point, lorsqu'il ne veut pas voir le caractère international de cette tactique de la gauche. Dans tous les pays belligérants, il est *possible* de « porter la lutte intérieure jusqu'à son point d'ébullition », d'« affaiblir la puissance militaire » de la bourgeoisie impérialiste et de transformer (en vertu de cela, en relation avec cela, au moyen de cela) la guerre impérialiste en guerre civile. C'est là qu'est le nœud de la question. Remercions Kolb pour ses utiles souhaits, aveux et illus-

trations : lorsque tout cela nous est offert par le plus conséquent, le plus honnête et le plus franc des ennemis de la révolution, nous sommes particulièrement bien armés pour dénoncer devant les ouvriers la vile hypocrisie et la honteuse veulerie des Plékhanov et des Kautsky.

« Le Social-Démocrate » n° 51, le 29 février 1916

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

LA REVOLUTION SOCIALISTE ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

(THESES)

1. L'IMPERIALISME, LE SOCIALISME ET LA LIBERATION DES NATIONS OPPRIMEES

L'impérialisme est le stade suprême de développement du capitalisme. Dans les pays avancés, le capital a débordé le cadre des Etats nationaux et substitué le monopole à la concurrence, en créant toutes les prémisses objectives pour la réalisation du socialisme. Voilà pourquoi, en Europe occidentale et aux Etats-Unis, s'inscrit à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renversement des gouvernements capitalistes, pour l'expropriation de la bourgeoisie. L'impérialisme pousse les masses à cette lutte, en exacerbant dans de vastes proportions les contradictions de classes, en aggravant la situation de ces masses aussi bien sous le rapport économique — trusts, vie chère — que sous le rapport politique : développement du militarisme, multiplication des guerres, renforcement de la réaction, affermissement et extension du joug national et du pillage des colonies. Le socialisme victorieux doit nécessairement instaurer une démocratie intégrale et, par conséquent, non seulement instaurer une égalité totale en droits des nations, mais aussi mettre en application le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit à la libre séparation politique. Les partis socialistes qui ne prouveraient pas par toute leur activité maintenant, pendant la révolution et après sa victoire, qu'ils affranchiront les nations asservies et établiront leurs rapports avec elles sur la base d'une

alliance libre — et l'alliance libre est une formule mensongère si elle n'implique pas la liberté de séparation — ces partis trahiraient le socialisme.

Certes, la démocratie est aussi une forme d'Etat, qui devra disparaître quand celui-ci disparaîtra lui-même, mais cela n'arrivera que lors du passage du socialisme définitivement victorieux et affermi au communisme intégral.

2. LA REVOLUTION SOCIALISTE ET LA LUTTE POUR LA DEMOCRATIE

La révolution socialiste, ce n'est pas un acte unique, une bataille unique sur un seul front, c'est toute une époque de conflits de classes aigus, une longue succession de batailles sur tous les fronts, c'est-à-dire sur toutes les questions d'économie et de politique, batailles qui ne peuvent finir que par l'expropriation de la bourgeoisie. Ce serait une erreur capitale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste ou d'éclipser celle-ci, de l'estomper, etc. Au contraire, de même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie intégrale, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie.

Une erreur non moins grave serait de supprimer un des paragraphes du programme démocratique, par exemple celui concernant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, sous prétexte que ce droit serait « irréalisable » ou « illusoire » à l'époque de l'impérialisme. L'affirmation selon laquelle le droit des nations à disposer d'elles-mêmes est irréalisable dans le cadre du capitalisme peut être prise soit dans un sens absolu, économique, soit dans un sens relatif, politique.

Dans le premier cas, cette affirmation est foncièrement erronée au point de vue théorique. Premièrement, sont irréalisables dans ce sens, en régime capitaliste, par exemple la monnaie de travail ou la suppression des crises, etc. Mais il est absolument faux que le droit des nations

à disposer d'elles-mêmes soit *également* irréalisable. Deuxièmement, l'exemple de la séparation de la Norvège d'avec la Suède, en 1905, suffit à lui seul pour réfuter ce « caractère irréalisable » compris dans ce sens. Troisièmement, il serait ridicule de nier qu'un petit changement du rapport des forces politiques et stratégiques, par exemple entre l'Allemagne et l'Angleterre, rendrait parfaitement « réalisable » aujourd'hui ou demain la formation de nouveaux Etats : polonais, indien, etc. Quatrièmement, le capital financier, dans sa tendance à l'expansion, achètera et soudoiera « librement » le gouvernement démocratique et républicain le plus libre et les fonctionnaires élus de n'importe quel pays, fût-il « indépendant ». La domination du capital financier, comme celle du capital en général, ne saurait être éliminée par *quelque* transformation *que ce soit* dans le domaine de la démocratie politique ; or, l'autodétermination se rapporte entièrement et exclusivement à ce domaine. Mais cette domination du capital financier n'abolit nullement l'importance de la démocratie politique en tant que *forme* plus libre, plus large et plus claire de l'oppression de classe et de la lutte des classes. C'est pourquoi tous les raisonnements présentant comme « irréalisable », du point de vue économique, l'une des revendications de la démocratie politique en régime capitaliste procèdent d'une définition théoriquement fausse des rapports généraux et fondamentaux du capitalisme et de la démocratie politique en général.

Dans le second cas, cette affirmation est incomplète et inexacte. Car ce n'est pas seulement le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais *toutes* les revendications fondamentales de la démocratie politique qui, à l'époque de l'impérialisme, ne sont « réalisables » qu'incomplètement, sous un aspect tronqué et à titre tout à fait exceptionnel (par exemple, la séparation de la Norvège d'avec la Suède, en 1905). La revendication de l'affranchissement immédiat des colonies, formulée par tous les social-démocrates révolutionnaires, est elle aussi « irréalisable » en régime capitaliste sans toute une série de révolutions. Cependant, cela n'entraîne nullement la renonciation de la social-démocratie à la lutte immédiate et la plus résolue pour *toutes* ces revendications — cette renoncia-

tion ferait tout simplement le jeu de la bourgeoisie et de la réaction — tout au contraire, il en découle la nécessité de formuler toutes ces revendications et de les faire aboutir non pas en réformistes, mais en révolutionnaires ; non pas en restant dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais en le brisant ; non pas en se contentant d'interventions parlementaires et de protestations verbales, mais en entraînant les masses à l'action, en élargissant et en attisant la lutte autour de chaque revendication démocratique, fondamentale jusqu'à l'assaut direct du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire jusqu'à la révolution socialiste qui exproprie la bourgeoisie. La révolution socialiste peut éclater non seulement à la suite d'une grande grève ou d'une manifestation de rue, ou d'une émeute de la faim, ou d'une mutinerie des troupes, ou d'une révolte coloniale, mais aussi à la suite d'une quelconque crise politique du genre de l'affaire Dreyfus [49] ou de l'incident de Saverne [50], ou à la faveur d'un referendum à propos de la séparation d'une nation opprimée, etc.

Le renforcement de l'oppression nationale à l'époque de l'impérialisme commande à la social-démocratie, non pas de renoncer à la lutte « utopique », comme le prétend la bourgeoisie, pour la liberté de séparation des nations, mais, au contraire, d'utiliser au mieux les conflits qui surgissent *également* sur ce terrain, comme prétexte à une action de masse et à des manifestations révolutionnaires contre la bourgeoisie.

3. LA SIGNIFICATION DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES ET SON RAPPORT AVEC LA FEDERATION

Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation politique d'avec la nation qui les opprime. Concrètement, cette revendication de la démocratie politique signifie l'entière liberté de propagande en faveur de la séparation et la solution de ce problème par la voie d'un referendum au sein de la nation qui se sépare. Ainsi, cette revendication n'a pas du tout le même sens que celle

de la séparation, du morcellement, de la formation de petits Etats. Elle n'est que l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale. Plus le régime démocratique d'un Etat est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands Etats, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables, et ils augmentent sans cesse avec le développement du capitalisme. Reconnaître le droit d'autodétermination n'équivaut pas à reconnaître le principe de la fédération. On peut être un adversaire résolu de ce principe et être partisan du centralisme démocratique, mais préférer la fédération à l'inégalité nationale, comme la seule voie menant au centralisme démocratique intégral. C'est précisément de ce point de vue que Marx, tout en étant centraliste, préférait même la fédération de l'Irlande avec l'Angleterre à l'assujettissement forcé de l'Irlande par les Anglais [51].

Le socialisme a pour but, non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits Etats et à tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion. Et, précisément pour atteindre ce but, nous devons, d'une part, expliquer aux masses le caractère réactionnaire de l'idée de Renner et de O. Bauer sur ce qu'ils appellent l'« autonomie nationale culturelle » [52] et, d'autre part, revendiquer la libération des nations opprimées, non pas en alignant des phrases vagues et générales, des déclamations vides de sens, non pas en « ajournant » la question jusqu'à l'avènement du socialisme, mais en proposant un programme politique clairement et exactement formulé, qui tienne tout particulièrement compte de l'hypocrisie et de la lâcheté des socialistes des nations oppressives. De même que l'humanité ne peut aboutir à l'abolition des classes qu'en passant par la période de transition de la dictature de la classe opprimée, de même elle ne peut aboutir à la fusion inévitable des nations qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de la liberté pour elles de se séparer.

4. COMMENT LE PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE DOIT POSER LE PROBLEME DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

Ce n'est pas seulement la revendication du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais *tous* les points de notre programme-minimum démocratique qui ont été *autrefois*, dès le XVII^e^ et le XVIII^e^ siècle, formulés par la petite bourgeoisie. Et la petite bourgeoisie continue à les formuler *tous* d'une façon utopique, sans voir la lutte des classes et son aggravation à l'époque de la démocratie, et en croyant au capitalisme « pacifique ». Telle est précisément l'utopie d'une union pacifique de nations égales en droits à l'époque de l'impérialisme, utopie qui trompe le peuple et que prônent les partisans de Kautsky. A l'opposé de cette utopie petite-bourgeoise et opportuniste, le programme de la social-démocratie doit mettre au premier plan, comme un fait fondamental, essentiel et inévitable à l'époque de l'impérialisme, la division des nations en nations oppressives et nations opprimées.

Le prolétariat des nations oppressives ne peut se contenter de phrases générales, stéréotypées, rabâchées par tous les bourgeois pacifistes, contre les annexions et pour l'égalité en droits des nations en général. Il ne peut passer sous silence le problème, particulièrement « désagréable » pour la bourgeoisie impérialiste, des *frontières* des Etats fondés sur l'oppression nationale. Il ne peut pas ne pas lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces Etats ; autrement dit, il doit lutter pour le droit d'autodétermination. Il doit revendiquer la liberté de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées par « sa » nation. Sinon, l'internationalisme du prolétariat demeure vide de sens et verbal ; ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles ; et l'hypocrisie des défenseurs réformistes et kautskistes de l'autodétermination, qui ne disent rien des nations opprimées par « leur propre » nation et maintenues de force au sein de « leur propre » Etat, n'est pas démasquée.

D'autre part, les socialistes des nations opprimées

doiveut s'attacher à promouvoir et réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation, des ouvriers de la nation opprimée avec ceux de la nation oppressive. Sans cela, il est impossible de sauvegarder une politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays, devant les manœuvres de toutes sortes, les trahisons et les tripotages de la bourgeoisie. Car la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers : en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes (voir l'exemple des Polonais en Autriche et en Russie, qui concluent des marchés avec la réaction pour opprimer les Juifs et les Ukrainiens) ; en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec une des puissances impérialistes rivales pour réaliser ses buts de rapine (politique des petits Etats dans les Balkans, etc.).

Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre « grande » puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les social-démocrates à renier leur républicanisme *.

* Inutile de dire que repousser le droit d'autodétermination pour la raison qu'il en découlerait la nécessité de « défendre la patrie » serait tout à fait ridicule. C'est pour la même raison — c'est-à-dire aussi peu sérieusement — que les social-chauvins se réfèrent en 1914-1916 à n'importe quelle revendication de la démocratie (par exemple, à son républicanisme) et à n'importe quelle formule de lutte contre l'oppression nationale pour justifier la « défense de la patrie ». Lorsque le marxisme déclare que la défense de la patrie se justifiait dans les guerres, par exemple, de la grande Révolution française, ou celles de Garibaldi, en Europe, et qu'elle ne se justifie pas dans la guerre impérialiste de 1914-1916, il procède de l'analyse des particularités historiques concrètes de chaque guerre en tant que telle, et nullement d'un « principe général », ni d'un paragraphe de programme.

5. LE MARXISME ET LE PROUDHONISME DANS LA QUESTION NATIONALE

A l'opposé des démocrates petits-bourgeois, Marx voyait dans toutes les revendications démocratiques sans exception non pas un absolu, mais l'expression historique de la lutte des masses populaires, dirigées par la bourgeoisie, contre le régime féodal. Il n'est pas une seule de ces revendications qui, dans certaines circonstances, ne puisse servir et n'ait servi à la bourgeoisie à tromper les ouvriers. Il est radicalement faux, du point de vue théorique, de monter en épingle, à cet égard, l'une des revendications de la démocratie politique, à savoir le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, et de l'opposer à toutes les autres. Dans la pratique, le prolétariat ne peut conserver son indépendance qu'en subordonnant sa lutte pour toutes les revendications démocratiques, sans en excepter la république, à sa lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie.

D'autre part, à l'opposé des proudhoniens, qui « niaient » la question nationale « au nom de la révolution sociale », Marx mettait au premier plan, en considérant par-dessus tout les intérêts de la lutte de classe du prolétariat des pays avancés, le principe fondamental de l'internationalisme et du socialisme : un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre [53]. C'est du point de vue des intérêts du mouvement révolutionnaire des ouvriers allemands que Marx réclamait en 1848 que la démocratie victorieuse d'Allemagne proclamât et accordât la liberté aux peuples opprimés par les Allemands [54]. C'est du point de vue de la lutte révolutionnaire des ouvriers anglais que Marx réclamait, en 1869, la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre. Et il ajoutait : « Dût-on, après la séparation, aboutir à la fédération. »[55] Ce n'est qu'en formulant cette revendication que Marx éduquait véritablement les ouvriers anglais dans un esprit internationaliste. C'est ainsi seulement qu'il pouvait opposer une solution révolutionnaire de ce problème historique aux opportunistes et au réformisme bourgeois, qui, jusqu'à présent, après un demi-siècle, n'a toujours pas réalisé la « réforme » irlandaise. C'est ainsi seulement qu'il pouvait, à l'encontre des apologistes du capital qui criaient à l'utopisme et à

l'impossibilité de réaliser pour les petites nations le droit à la séparation, et proclamaient le caractère progressiste de la concentration non seulement économique, mais aussi politique, défendre le caractère progressiste de cette concentration opérée d'une manière *non* impérialiste, et défendre le rapprochement des nations basé non pas sur la violence, mais sur la libre union des prolétaires de tous les pays. C'est ainsi seulement qu'il pouvait opposer à la reconnaissance verbale, et souvent hypocrite, de l'égalité des nations et de leur droit à disposer d'elles-mêmes l'action révolutionnaire des masses *également* en ce qui concerne la solution des problèmes nationaux. La guerre impérialiste de 1914-1916 et les écuries d'Augias de l'hypocrisie opportuniste et kautskiste qu'elle a révélées ont nettement confirmé la justesse de cette politique de Marx, qui doit servir de modèle à tous les pays avancés, puisque chacun d'eux opprime actuellement des nations étrangères *.

6. TROIS TYPES DE PAYS PAR RAPPORT AU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

Il faut, sous ce rapport, distinguer trois principaux types de pays.

Premièrement, les capitalistes avancés de l'Europe occidentale et les Etats-Unis. Les mouvements nationaux progressistes bourgeois y ont depuis longtemps pris fin. Chacune de ces « grandes » nations opprime d'autres nations dans les colonies et à l'intérieur de ses frontières. Les tâches du prolétariat des nations dominantes y sont préci-

* On dit souvent — par exemple, ces derniers temps, le chauvin allemand Lensch, dans les numéros 8 et 9 de *Die Glocke*[56], — que l'attitude négative de Marx envers le mouvement national de certains peuples, par exemple les Tchèques en 1848, réfute du point de vue du marxisme la nécessité de reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Mais cela est faux, car, en 1848, il y avait des raisons historiques et politiques d'établir une distinction entre les nations « réactionnaires » et les nations démocratiques révolutionnaires. Marx avait raison de condamner les premières et de défendre les secondes[57]. Le droit d'autodétermination est une des revendications de la démocratie, qui doit naturellement être subordonnée aux intérêts généraux de la démocratie. En 1848 et dans les années suivantes, ces intérêts généraux consistaient, au premier chef, à combattre le tsarisme.

sément celles du prolétariat de l'Angleterre, au XIX^e^ siècle, à l'égard de l'Irlande*.

Deuxièmement, l'Est de l'Europe : l'Autriche, les Balkans et surtout la Russie. C'est au XX^e^ siècle que s'y sont particulièrement développés les mouvements nationaux démocratiques bourgeois et que la lutte nationale y a pris un caractère aigu. Dans ces pays, les tâches du prolétariat, tant pour achever la transformation démocratique bourgeoise que pour aider la révolution socialiste dans les autres pays, ne peuvent pas être menées à bien s'il n'y défend pas le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Particulièrement difficile et particulièrement importante y est la tâche consistant à fusionner la lutte de classe des ouvriers des nations oppressives et des ouvriers des nations opprimées.

Troisièmement, les pays semi-coloniaux comme la Chine, la Perse, la Turquie, et toutes les colonies totalisent environ 1 000 millions d'habitants. Là, les mouvements démocratiques bourgeois ou bien commencent à peine, ou bien sont loin d'être à leur terme. Les socialistes ne doivent pas seulement revendiquer la libération immédiate, sans condition et sans rachat, des colonies (et cette revendication, dans son expression politique, n'est pas autre chose que la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; les socialistes doivent soutenir de la façon la plus résolue les éléments les plus révolutionnaires des mouvements démocratiques bourgeois de libération na-

* Dans certains petits Etats restés à l'écart de la guerre de 1914-1916, par exemple en Hollande et en Suisse, la bourgeoisie exploite énergiquement le mot d'ordre d'« autodétermination des nations » pour justifier la participation à la guerre impérialiste. C'est une des raisons qui poussent les social-démocrates de ces pays à nier le droit d'autodétermination. On défend par des arguments faux la juste politique du prolétariat, à savoir : la négation de la « défense de la patrie » dans la guerre *impérialiste*. Le résultat c'est, en théorie, une altération du marxisme, et, dans la pratique, une sorte d'étroitesse de petite nation, l'oubli des *centaines de millions d'hommes* des nations asservies par les nations « impérialistes ». Le camarade Gorter, dans son excellente brochure : *L'impérialisme, la guerre et la social-démocratie*, a tort de nier le principe de l'autodétermination des nations, mais l'*applique* de façon juste quand il revendique *immédiatement* l'« indépendance politique et *nationale* » des Indes néerlandaises et démasque les opportunistes hollandais qui refusent de formuler cette revendication et de lutter pour elle.

tionale de ces pays et aider à leur insurrection (ou, le cas échéant, à leur guerre révolutionnaire) *contre* les puissances impérialistes qui les oppriment.

7. LE SOCIAL-CHAUVINISME ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

L'époque impérialiste et la guerre de 1914-1916 ont mis particulièrement en relief la nécessité de lutter contre le chauvinisme et le nationalisme dans les pays avancés. En ce qui concerne le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, il existe deux nuances principales parmi les social-chauvins, c'est-à-dire les opportunistes et les kautskistes, qui maquillent et idéalisent la guerre impérialiste, réactionnaire, en lui appliquant la notion de « défense de la patrie ».

D'une part, nous voyons les serviteurs déclarés de la bourgeoisie, qui défendent les annexions sous prétexte que l'impérialisme et la concentration politique sont progressistes, et qui nient le droit d'autodétermination en le déclarant utopique, illusoire, petit-bourgeois, etc. Ce groupe comprend: Cunow, Parvus et les ultra-opportunistes en Allemagne, une partie des fabiens et des chefs des trade-unions en Angleterre, les opportunistes en Russie : Semkovski, Liebmann, Iourkévitch, etc.

D'autre part, nous voyons les kautskistes, auxquels se rattachent également Vandervelde, Renaudel et beaucoup de pacifistes d'Angleterre et de France, etc. Ils sont pour l'unité avec les premiers et, en fait, ils les rejoignent pleinement en défendant d'une façon purement verbale et hypocrite le droit d'autodétermination : ils estiment « exagérée » (« zu viel verlangt » : Kautsky dans la *Neue Zeit* du 21 mai 1915) la revendication du droit de séparation politique ; ils n'affirment pas la nécessité d'une tactique révolutionnaire des socialistes des nations oppressives, mais estompent au contraire leurs obligations révolutionnaires, justifient leur opportunisme, les aident à mystifier le peuple, éludent comme par hasard la question des *frontières* des Etats qui maintiennent de force dans leur sein des nations lésées dans leurs droits, etc.

Les uns comme les autres sont des opportunistes qui prostituent le marxisme parce qu'ils ont perdu toute faculté de comprendre la portée théorique et l'importance pratique capitale de la tactique de Marx, explicitée par lui-même à propos de l'Irlande.

En ce qui concerne plus particulièrement les annexions, ce problème a acquis une actualité toute spéciale du fait de la guerre. Mais qu'est-ce qu'une annexion ? Il est aisé de se convaincre que l'opposition aux annexions se ramène à la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ou bien elle repose sur une phraséologie pacifiste qui défend le statu quo et est hostile à *toute* violence, même révolutionnaire. Une telle position est foncièrement fausse et inconciliable avec le marxisme.

8. LES TACHES CONCRETES DU PROLETARIAT DANS LE PROCHE AVENIR

La révolution socialiste peut débuter dans le plus proche avenir. Dès lors, le prolétariat se trouvera placé devant les tâches immédiates que voici : conquête du pouvoir, expropriation des banques et réalisation d'autres mesures dictatoriales. La bourgeoisie — et surtout les intellectuels du type des fabiens et des kautskistes — s'efforcera à ce moment de morceler et de freiner la révolution en lui imposant des buts limités, démocratiques. Si *toutes* les revendications purement démocratiques sont susceptibles, dans le cas où l'assaut des prolétaires a déjà commencé contre les fondements du pouvoir de la bourgeoisie, de constituer en un sens un obstacle pour la révolution, la nécessité de proclamer et de réaliser la liberté de *tous* les peuples opprimés (c'est-à-dire leur droit à l'autodétermination) sera tout aussi essentielle pour la révolution socialiste qu'elle l'a été pour la victoire de la révolution démocratique bourgeoise, par exemple dans l'Allemagne de 1848 ou dans la Russie de 1905.

Il est possible, toutefois, qu'il s'écoule cinq ans, dix ans, voire davantage, avant le début de la révolution socialiste. A l'ordre du jour s'inscrira l'éducation révolutionnaire des masses dans un esprit qui rendrait im-

possibles l'appartenance des socialistes chauvins et opportunistes au parti ouvrier, ainsi que la répétition de leur victoire de 1914-1916. Les socialistes devront expliquer aux masses que les socialistes anglais qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour les colonies et l'Irlande,— que les socialistes allemands qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour les colonies, les Alsaciens, les Danois et les Polonais, et qui n'étendent pas la propagande révolutionnaire et l'action de masse révolutionnaire jusque dans le domaine de la lutte contre le joug national, qui n'utilisent pas les incidents comme celui de Saverne pour développer une très large propagande illégale parmi le prolétariat de la nation oppressive, pour organiser des manifestations de rue et des actions révolutionnaires de masse, — que les socialistes russes qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour la Finlande, la Pologne, l'Ukraine, etc., etc., — que ces socialistes agissent en chauvins, en laquais des monarchies impérialistes et de la bourgeoisie impérialiste qui se sont couvertes de sang et de boue.

9. L'ATTITUDE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE RUSSE ET POLONAISE ET DE LA IIe INTERNATIONALE ENVERS LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

Les divergences de vue qui existent entre les social-démocrates révolutionnaires de Russie et les social-démocrates polonais en ce qui concerne l'autodétermination se sont manifestées dès 1903, au congrès qui a adopté le programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, et qui, malgré la protestation de la délégation des social-démocrates polonais, y a inclus le § 9, qui reconnaît le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Depuis cette date, les social-démocrates polonais n'ont jamais repris, au nom de leur parti, leur proposition d'éliminer ce § 9 du programme de notre Parti ou de lui substituer une autre formule quelconque.

En Russie, où 57% au moins de la population, plus de 100 millions d'habitants, appartiennent aux nations opprimées, — où ces nations peuplent principalement les régions périphériques, — où une partie de ces nations

est plus cultivée que les Grands-Russes, où le régime politique est particulièrement barbare et médiéval, — où la révolution démocratique bourgeoise n'est pas encore achevée, — en Russie donc, la reconnaissance du droit de libre séparation d'avec la Russie des nations opprimées par le tsarisme est absolument obligatoire pour les social-démocrates, au nom de leurs objectifs démocratiques et socialistes. Notre Parti, reconstitué en janvier 1912, a adopté en 1913 une résolution[58] qui confirme le droit d'autodétermination et l'explique précisément dans le sens concret indiqué plus haut. Le déchaînement du chauvinisme grand-russe en 1914-1916, tant au sein de la bourgeoisie que parmi les socialistes opportunistes (Roubanovitch, Plékhanov, *Naché Diélo*, etc.) nous donne une raison supplémentaire d'insister sur cette revendication et de considérer que ceux qui la rejettent soutiennent pratiquement le chauvinisme grand-russe et le tsarisme. Notre parti déclare qu'il décline de la façon la plus résolue toute responsabilité pour cette levée de boucliers contre le droit d'autodétermination.

Telle qu'elle a été récemment formulée, la position de la social-démocratie polonaise dans la question nationale (déclaration de la social-démocratie polonaise à la conférence de Zimmerwald) renferme les idées suivantes :

Cette déclaration stigmatise les gouvernements allemand et autres qui considèrent les « régions polonaises » comme un gage dans le futur jeu des compensations, « *en privant le peuple polonais de la possibilité de décider lui-même de son sort* ». « La social-démocratie polonaise proteste résolument et solennellement contre le *découpage et le démembrement de tout un pays* »... Elle flétrit les socialistes qui s'en rapportent aux Hohenzollern... pour « *la libération des peuples opprimés* ». Elle exprime sa conviction que seule la participation à la lutte imminente du prolétariat révolutionnaire international, à la lutte pour le socialisme, « *brisera les chaînes de l'oppression nationale*, anéantira *toutes les formes* de domination *étrangère*, et garantira au *peuple polonais* la possibilité d'un libre et ample développement en qualité de membre *égal* de l'union des peuples ». La déclaration indique que la guerre est « *doublement* fratricide » « *pour les Polonais* ».

(Bulletin de la Commission socialiste internationale n° 2, 27.IX.1915, p. 15 ; traduction russe dans le recueil *L'Internationale et la guerre*, p. 97.)

Ces thèses ne se différencient en rien, pour l'essentiel, de la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais leurs formules politiques sont encore plus imprécises et plus vagues que la plupart des programmes et résolutions de la IIe Internationale. Toute tentative d'exprimer ces idées dans des formules politiques nettement définies et de préciser dans quelle mesure elles sont applicables au régime capitaliste ou seulement au régime socialiste, ne pourra que faire ressortir l'erreur que commettent les social-démocrates polonais en niant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

La décision du Congrès socialiste international de Londres de 1896, qui reconnaissait le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, doit être complétée sur la base des thèses exposées ci-dessus, par des indications soulignant 1) l'urgence particulière de cette revendication à l'époque de l'impérialisme ; 2) la nature politique conditionnelle et le contenu de classe de toutes les revendications de la démocratie politique, y compris celle-ci ; 3) la nécessité de distinguer entre les tâches concrètes des social-démocrates des nations oppressives et celles des social-démocrates des nations opprimées ; 4) la reconnaissance inconséquente, purement verbale et, par cela même, hypocrite quant à sa signification politique, du droit d'autodétermination par les opportunistes et les kautskistes ; 5) le fait que la position des social-démocrates, particulièrement ceux des nations dominatrices (Grands-Russes, Anglo-Américains, Allemands, Français, Italiens, Japonais, etc.), qui ne défendent pas la liberté de séparation pour les colonies et les nations opprimées par « leurs » nations, est pratiquement identique à celle des chauvins ; 6) la nécessité de subordonner la lutte pour cette revendication, comme pour toutes les revendications fondamentales de la démocratie politique, à la lutte révolutionnaire de masse directement orientée vers le renversement des gouvernements bourgeois et la réalisation du socialisme.

Reprendre le point de vue de certaines petites nations et surtout des social-démocrates polonais, que leur lutte

avec la bourgeoisie polonaise dont les mots d'ordre nationalistes trompent le peuple a conduit jusqu'au rejet erroné du droit d'autodétermination, serait, pour l'Internationale, commettre une faute théorique, substituer le proudhonisme au marxisme et, en pratique, soutenir involontairement le chauvinisme et l'opportunisme hautement dangereux des nations impérialistes.

La Rédaction du « Social-Démocrate », organe central du P.O.S.D.R.

Post-scriptum. Dans la *Neue Zeit* du 3 mars 1916, qui vient de paraître, Kautsky tend ouvertement une main chrétienne de réconciliation à Austerlitz, le représentant du plus sordide chauvinisme allemand, en refusant pour l'Autriche des Habsbourg la liberté de séparation des nations opprimées, mais en la reconnaissant pour la Pologne *russe*, afin de rendre un service de larbin à Hindenburg et à Guillaume II. Il serait difficile de souhaiter une meilleure auto-dénonciation du kautskisme !

Ecrit en janvier-février 1916
Publié en avril 1916 dans la revue « Vorbote » n° 2
Publié en langue russe en octobre 1916, dans le « Recueil du « Social-Démocrate » n° 1

Conforme au texte du « Recueil »

LETTRE DU COMITE DES ORGANISATIONS A L'ETRANGER AUX SECTIONS DU P.O.S.D.R.

Chers camarades,

Dans son n° 25, récemment paru (le *deuxième* depuis le début de la guerre), la *Gazeta Robotnicza*[59], organe de l'*opposition* de la social-démocratie polonaise, publie les résolutions de conférence (la conférence du comité de rédaction), adoptées dès le mois de *juin* 1915.

Ces résolutions montrent clairement qu'*en tant qu'organisation* (nous ne parlons pas de ses membres pris individuellement, dont certains effectuent un travail archiutile dans la presse social-démocrate allemande), la Socialdémocratie polonaise *recommence* à hésiter avec un manque de caractère *total*.

Pas un mot contre le *kautskisme*, pas un mot au sujet d'une lutte déterminée et énergique contre l'*opportunisme*, en tant que *source* et *soutien* du social-chauvinisme !! Il n'y a qu'un seul et unique sens réel à tout cela : le désir de faire de nouveau (comme à Bruxelles, le 3 (16) VII. 1914[60] le « jeu » des kautskistes.

Nous citerons intégralement la résolution principale (IV), dont voici le texte :

Gazeta Robotnicza de la S.D.P. * (opposition) n° 25 (janvier 1916). « Résolutions de la conférence du comité de rédaction qui s'est tenue les 1er et 2 juin 1915. »

...IV. *Attitude de la Social-démocratie de Pologne et de Lituanie à l'égard du P.O.S.D.R.* **

* Social-démocratie polonaise. *(N.R.)*

** La résolution de la *Gazeta Robotnicza* a été traduite par N. Kroupskaïa. Les passages imprimés ici en caractères gras sont

« Les social-démocrates révolutionnaires polonais considèrent qu'en Russie le Comité central du P.O.S.D.R. est le collectif composé des éléments révolutionnaires internationalistes les plus résolus, et, laissant à l'organisation territoriale le soin de régler dans l'avenir les rapports d'organisation avec celui-ci, ils le soutiendront politiquement et coordonneront leur activité avec la sienne.

La communauté de la position révolutionnaire des social-démocrates polonais et du Comité central sur les principaux points essentiels (wytycznych [déterminés ?]) de leur politique, fait un devoir à la social-démocratie de Pologne et de Lituanie d'observer, comme par le passé, une attitude critique envers les outrances incontestables (wybujałości [la croissance « impétueuse» des blés. etc.]) de sa tactique.

Désireux à juste titre de souligner l'attitude absolument hostile du prolétariat à l'égard de la politique de rapine du tsarisme, le Comité central formule le mot d'ordre de *défaite de la Russie*, en le justifiant par le rôle particulièrement réactionnaire que le tsarisme joue en Europe et par l'importance particulière d'une révolution russe; toutefois, le Comité central tombe ainsi en contradiction avec la méthode de l'internationalisme, qui ne permet pas de lier les espoirs et les tâches du prolétariat à telle ou telle issue de la guerre, et il fournit même des arguments aux social-patriotes allemands.

Soulignant à juste titre la nécessité d'une action révolutionnaire pour l'édification d'une nouvelle Internationale, et s'élevant à juste titre contre toute tentative d'estomper le conflit, de recoller les débris de la vieille Internationale, le Comité central surestime cependant l'intérêt qu'il y a à s'isoler mécaniquement de tous les éléments moins résolus qui ne partagent pas a priori son point de vue, et oublie (przeocza) que la tâche du camp (obozu) révolutionnaire doit être, non pas de repousser ces éléments, mais de les entraîner dans la lutte contre le charlatanisme (la mystification) (szalbierstwem) du social-patriotisme et de contribuer à leur radicalisation par une âpre critique de leur instabilité idéologique.

---

des compléments et des corrections apportés au texte de Kroupskaïa par Lénine. (*N.R.*)

En ce qui concerne le Comité d'organisation (du P.O.S.D.R.), la conférence (narada) est d'accord pour estimer que son groupe principal, qui se trouve en Russie, ainsi que sa représentation littéraire (ekspozytura literacka), partage le point de vue du social-patriotisme, que son aile internationaliste, qui est faible, n'a ni la force ni le courage de rompre avec les social-patriotes, et que le centre du C.O. a un point de vue pacifiste ; la conférence considère que l'attitude de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie à l'égard du C.O. ne peut consister qu'à critiquer sa position, à contribuer à sa désagrégation (rozkladu) et à lui arracher ses *éléments* internationalistes groupés autour de *Nashé Slovo*, organe qui a beaucoup fait pour l'élaboration (la cristallisation) des conceptions internationalistes-révolutionnaires au sein du P.O.S.D.R.

Il en va de même, notamment, en ce qui concerne le Bund, qui en fait partie (du C.O.) et dont la position représente un mélange encore plus chaotique d'éléments social-patriotes et pacifistes, russophiles et germanophiles. »

Les social-démocrates polonais disent dans ce texte vouloir « coordonner » leur activité avec celle du Comité central.

Nous estimons qu'il est de notre devoir absolu de dire au Comité central : le Comité central ne doit pas et *ne peut pas* « coordonner » son activité avec la S.D.P.

Pourquoi ?

Parce que la S.D.P. recommence, pour la mille et unième fois, à *hésiter* (ou, ce qui est objectivement la même chose, à jouer) sur une question qui est *fondamentale* pour notre parti. Car il n'est pas douteux que la question fondamentale pour le mouvement social-démocrate de Russie est, à l'heure actuelle, celle de la *scission*.

Nous sommes intransigeants sur ce point, car *toute* l'expérience du mouvement social-démocrate de Russie, en particulier dans les années 1903-1909, davantage encore en 1910-1914, et par-dessus tout en 1915-1916, nous a *convaincus* que l'unité avec le C.O. (ou, ce qui revient au même, avec la fraction Tchkhéidzé) est *préjudiciable* au mouvement ouvrier, dont elle *assure* la subordination à la bourgeoisie.

La guerre et le « gvozdévisme »[61] l'ont définitivement démontré.

Et c'est précisément sur cette question principale, essentielle, fondamentale, que les social-démocrates polonais s'obstinent à *tergiverser*.

Ils ne trouvent *pas un mot* pour dire que la guerre les a convaincus de la nécessité de la scission et du *caractère erroné* de leur tactique à Bruxelles (3/16. VII. 1914).

Au contraire, ils ont inséré dans la résolution une *phrase* qu'on dirait rédigée tout spécialement pour justifier et accomplir un nouveau ralliement « bruxellois » au C.O. ou à Tchkhéidzé. Cette phrase, la voici :

...« Le Comité central surestime l'intérêt qu'il y a à s'isoler mécaniquement »...

C'est là le nœud du problème. Et le reste est littérature. Si le Comité central « surestime » la nécessité de la scission, il est évident que la S.D.P. est en droit de voter *à nouveau* demain ou après-demain pour une nouvelle résolution bruxello-kautskiste d'« unité ».

Nous revenons au vieux tyszkisme[62], au vieux jeu entre le Comité central et le Comité d'organisation, à la vieille utilisation éclectique (pour ne pas dire plus) de la position de balancier.

Nous ne sommes nullement opposés à une *collaboration* avec la P.S.D., ni en général, ni au sein de la gauche de Zimmerwald ; nous ne défendons pas chaque *lettre* de nos résolutions ; mais dans la question (1) *de la scission en Russie* et (2) de l'intransigeance à l'égard du kautskisme en Europe, *nous ne sommes pas près de composer*. Nous considérons de notre devoir d'avertir tous les camarades qu'*on ne peut pas compter* sur les social-démocrates polonais et d'insister pour que le Comité central ne se laisse pas de nouveau entraîner à répéter les expériences « bruxelloises », et pour qu'il ne fasse pas confiance aux auteurs et aux participants de ces expériences.

Avec le salut fraternel du *Comité des Organisations à l'étranger*

Ecrit en février-mars 1916
Publié pour la première fois en 1937 dans le Recueil Lénine XXX

Conforme au manuscrit

A PROPOS DU « PROGRAMME DE PAIX »

L'une des questions les plus importantes qui figurent à l'ordre du jour de la Deuxième conférence internationale des « zimmerwaldiens »[63] est celle du « programme de paix » social-démocrate. Pour mettre immédiatement le lecteur au courant de ce qui constitue le *fond* réel de cette question, nous citerons une déclaration correspondante de Kautsky, le représentant le plus autorisé de la IIe Internationale et le défenseur le plus autorisé des social-chauvins de tous les pays.

« L'Internationale n'est pas un instrument valable en temps de guerre ; elle est, essentiellement, un instrument de paix... La lutte pour la paix, la lutte de classe en temps de paix » (*Neue Zeit*, le 27 novembre 1914). « Tous les programmes de paix qui ont été formulés jusqu'à nos jours dans le cadre de l'Internationale, ceux de Copenhague, de Londres, de Vienne, réclament la reconnaissance de l'autonomie des nations, et pour cause. Cette revendication doit nous servir de boussole durant la guerre actuelle » (*ibid.*, le 21 mai 1915).

Ces brefs propos expriment excellemment le « programme » de l'unification internationale des social-chauvins et de leur réconciliation. Chacun sait qu'à Vienne se sont réunis les amis et partisans de Südekum, qui ont agi exactement dans son esprit et ont défendu l'impérialisme allemand sous couleur de « défense de la patrie ». Tandis qu'à Londres se sont réunis les Südekum français, anglais, russes,

qui ont défendu « leur » impérialisme national sous le même prétexte. La politique réelle des héros tant londoniens que viennois du social-chauvinisme consiste à justifier la participation à la guerre impérialiste, à justifier l'assassinat des ouvriers allemands par les ouvriers français, et réciproquement, à seule fin de savoir quelle bourgeoisie nationale doit l'emporter pour ce qui est du pillage des pays étrangers. Et, pour camoufler cette politique réelle, pour tromper les ouvriers, les héros de Londres et de Vienne se servent de la *phrase* où ils prétendent « reconnaître » l'« autonomie des nations » ou, en d'autres termes, reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, répudier les annexions, etc., etc.!

Il est clair comme le jour que cette « reconnaissance » est un mensonge flagrant, une odieuse hypocrisie, car elle sert à justifier la participation à une guerre qui contribue, des *deux* côtés, à asservir les nations et non à assurer leur autonomie. Et voilà que Kautsky, avec toute son autorité, *consacre* l'hypocrisie au lieu de la dénoncer, de la démasquer et de la flétrir. Le désir unanime qui porte les chauvins traîtres au socialisme à tromper les ouvriers est pour Kautsky une preuve de l'« unanimité » et de la vitalité de l'Internationale dans la question de la paix !!! Une hypocrisie nationale, grossière, patente, sautant aux yeux, évidente pour les ouvriers, est transformée par Kautsky en une hypocrisie internationale, subtile, dissimulée, qui jette de la poudre aux yeux des ouvriers. La politique de Kautsky est cent fois plus nuisible et plus dangereuse pour le mouvement ouvrier que celle de Südekum; son hypocrisie est cent fois plus répugnante.

Et Kautsky est loin d'être le seul en cause, car c'est la même politique, au fond, que pratiquent Axelrod, Martov et Tchkhéidzé en Russie, Longuet et Pressemane en France, Trèves en Italie, etc. Objectivement, cette politique sert de support aux mensonges que la bourgeoisie répand dans la classe ouvrière ; elle est le canal par lequel les idées bourgeoises pénètrent dans le prolétariat. Que Südekum et Plékhanov, chacun pour sa part, ne fassent que répéter le mensonge bourgeois des capitalistes de « leur » nation, voilà qui est évident, mais ce qui l'est moins, c'est que Kautsky sanctifie *ce même* mensonge et l'érige en « vérité suprême »

de l'Internationale « unanime ». Or, la bourgeoisie a justement besoin que les ouvriers prennent les Südekum et les Plékhanov pour des « socialistes » autorisés, unanimes et qui ne sont divisés que provisoirement. La bourgeoisie a justement besoin que des phrases hypocrites sur la paix, des phrases creuses et n'engageant à rien, *détournent* les ouvriers de la lutte révolutionnaire en temps de guerre, les endorment et les consolent par l'espoir d'une « paix sans annexions », d'une paix démocratique, et ainsi de suite.

Huysmans n'a fait que populariser le programme de paix de Kautsky, en y ajoutant les cours d'arbitrage, la démocratisation de la politique extérieure, etc. Or, le point premier et essentiel d'un programme socialiste de paix doit être de *démasquer l'hypocrisie* du programme de paix de Kautsky, qui consiste à *raffermir* l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat.

Rappelons les principes fondamentaux de la doctrine socialiste, altérés par les kautskistes. La guerre est la continuation, par les moyens de la violence, de la politique menée par les classes dominantes des puissances belligérantes bien avant l'ouverture des hostilités. La paix est la continuation de cette *même* politique, *compte tenu* des changements intervenus dans le rapport des forces adverses à la suite des opérations militaires. La guerre ne modifie pas par elle-même le sens dans lequel se développait la politique avant qu'elle ne commence ; elle ne fait qu'*accélérer* ce développement.

La guerre de 1870-1871 a été la continuation de la politique bourgeoise progressive (qui dura plusieurs dizaines d'années) d'émancipation et d'unification de l'Allemagne. La débâcle et le renversement de Napoléon III ont accéléré cette émancipation. Le programme de paix des socialistes de cette époque tenait compte de ce bilan progressif bourgeois et soutenait la bourgeoisie démocratique : ne pas piller la France, conclure une paix honorable avec la république.

Voyez la clownerie que constitue la tentative de « reproduire » servilement cet exemple dans la conjoncture de la guerre impérialiste de 1914-1916. Cette guerre continue la politique d'une bourgeoisie qui a déjà dépassé le stade de la maturité, d'une bourgeoisie réactionnaire qui pillait le

monde, s'emparait de colonies, etc. Cette guerre, sur la base des rapports bourgeois, *ne peut pas*, en vertu de la situation objective, aboutir à quelque « progrès » démocratique que ce soit, mais seulement au renforcement et à l'extension de toutes les formes d'oppression en général et de l'oppression nationale en particulier, et cela quelle que soit l'issue de la guerre.

L'*autre* guerre a accéléré l'évolution dans un sens démocratique, progressiste bourgeois : renversement de Napoléon III, unification de l'Allemagne. *Cette* guerre *n'*accélère l'évolution *que* vers la révolution socialiste. *A l'autre époque*, le programme de la paix démocratique (bourgeoise) avait une base historique *objective*. *Aujourd'hui*, cette base *fait défaut*, et les déclamations sur la paix démocratique sont des mensonges bourgeois, dont la signification objective est de détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire pour le socialisme ! *A l'autre époque*, avec leur programme de paix démocratique, les socialistes soutenaient un mouvement bourgeois démocratique *des masses*, réellement existant, profond, qui s'était manifesté pendant plusieurs dizaines d'années (et qui visait au renversement de Napoléon III, à l'unification de l'Allemagne). *Aujourd'hui*, avec leur programme de paix démocratique, sur la base des rapports bourgeois, les socialistes apportent leur appui à la *mystification* du peuple par la bourgeoisie, qui entend détourner le prolétariat de la révolution *socialiste*.

De même que les belles phrases sur la « défense de la patrie » inculquent insidieusement aux masses l'idéologie de la guerre de libération nationale, de même les belles phrases sur la paix démocratique font passer en fraude, *par une voie détournée*, ce même mensonge bourgeois !

« Cela veut dire que vous n'avez aucun programme de paix, que vous êtes contre les revendications démocratiques », répliquent les kautskistes, qui spéculent sur le fait que les gens peu attentifs ne remarqueront pas la façon dont cette réplique substitue à des objectifs socialistes existants des objectifs démocratiques bourgeois inexistants.

Oh non, Messieurs ! répondons-nous aux kautskistes. Nous sommes *pour* les revendications démocratiques, nous sommes les *seuls* à combattre pour elles *sans hypocrisie*, car la situation historique objective ne permet pas de les

poser autrement qu'en liaison avec la révolution socialiste. Considérez, par exemple, la « boussole » dont se servent Kautsky et Cie pour tromper les ouvriers par un mensonge bourgeois.

Südekum et Plékhanov sont « unanimes » dans leur « programme de paix »: contre les annexions ! pour l'autonomie des nations ! Et remarquez que les Südekum *ont raison* de dire que l'attitude de la Russie envers la Pologne, la Finlande, etc., est une attitude annexionniste. Plékhanov, lui aussi, a raison de dire que l'Allemagne observe la même attitude envers l'Alsace-Lorraine, la Serbie, la Belgique, etc. Tous les deux ont raison, n'est-ce pas ? Et Kautsky « concilie » le Südekum allemand avec le Südekum russe !!!

Mais chaque ouvrier sensé verra du premier coup que Kautsky et *les deux* Südekum sont des hypocrites. C'est évident. Pour être socialiste, il ne faut pas prendre son parti d'un hypocrite démocratisme, mais le *démasquer*. Comment faire pour le démasquer? C'est bien simple: la « reconnaissance » de l'autonomie des nations *ne* peut être estimée libre d'hypocrisie *que* lorsque le représentant d'une nation oppressive réclame, aussi bien avant que pendant la guerre, la liberté de séparation pour les nations opprimées par *sa propre* « patrie ».

Cette exigence est la seule qui soit compatible avec le marxisme. Marx l'a formulée en partant des intérêts du prolétariat britannique, quand il réclamait la liberté de l'Irlande tout en admettant la probabilité ultérieure d'une fédération, c'est-à-dire quand il réclamait la liberté de séparation non pas pour aboutir au morcellement et au particularisme, mais pour établir une liaison plus solide et plus démocratique. Dans tous les cas où il existe des nations opprimées et des nations oppressives, alors qu'aucune circonstance particulière ne permet de faire une discrimination entre les nations démocratiques révolutionnaires et les nations réactionnaires (ces circonstances existaient, par exemple, dans les années 1840-1850), la politique de Marx à l'égard de l'Irlande doit servir de modèle à la politique prolétarienne. Or, l'impérialisme est précisément une époque où la division des nations en nations oppressives et nations opprimées est essentielle et typique, et où la

distinction en Europe entre nations réactionnaires et nations révolutionnaires est absolument impossible.

Notre Parti a inscrit dès 1913, dans sa résolution sur la question nationale, que les social-démocrates devaient absolument appliquer la notion d'autodétermination dans le sens qui vient d'être indiqué. Et la guerre de 1914-1916 a pleinement confirmé notre point de vue.

Voyez le dernier article de Kautsky dans la *Neue Zeit* du 3 mars 1916. Il déclare nettement être *d'accord* avec Austerlitz, un ultra-chauvin allemand notoire d'Autriche, rédacteur en chef de l'*Arbeiter-Zeitung*[64] chauvin de Vienne, pour dire qu'il ne faut pas « confondre l'autonomie d'une nation avec sa souveraineté ». En d'autres termes : les nations opprimées peuvent se contenter d'une autonomie nationale au sein d'un « Etat de nationalités » ; il n'est pas obligatoire de réclamer pour elles l'égalité des droits quant à l'autonomie politique. Et aussitôt, dans le même article, Kautsky affirme qu'on ne saurait prouver que « l'appartenance à l'Etat russe soit une nécessité pour les Polonais »!!!

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que, pour faire plaisir à Hindenburg, Südekum, Austerlitz et Cie, Kautsky reconnaît la *liberté de séparation* de la Pologne d'avec la Russie, bien que la Russie soit un « Etat de nationalités », mais il ne dit rien de la liberté de séparation des Polonais d'avec l'Allemagne !!! Dans le même article, Kautsky accuse les socialistes français de renier l'internationalisme pour cette raison qu'ils veulent obtenir *par la guerre* la liberté de l'Alsace-Lorraine. Que les Südekum et Cie d'Allemagne renient l'internationalisme lorsqu'ils se refusent à réclamer la liberté de séparation de l'Alsace-Lorraine *d'avec l'Allemagne*, Kautsky n'en dit rien !

En utilisant l'expression « Etat de nationalités », — qu'on peut appliquer aussi bien à l'Angleterre à propos de l'Irlande qu'à l'Allemagne à propos de la Pologne, de l'Alsace, etc. ! — Kautsky vise manifestement à défendre le social-chauvinisme. La « lutte contre les annexions » se transforme chez lui en un « programme de *paix* »... avec les chauvins, en une hypocrisie flagrante. Et, dans ce même article, Kautsky répète des paroles doucereuses à la manière de Petit-Judas : « L'Internationale n'a jamais cessé de réclamer le consentement de la population intéressée lors du

déplacement des frontières d'un Etat. » N'est-il pas clair que Südekum et Cie exigent des Alsaciens et des Belges qu'ils « consentent » à être rattachés à l'Allemagne, et qu'Austerlitz et Cie exigent des Polonais et des Serbes qu'ils « consentent » à être rattachés à l'Autriche ?

Et le kautskiste russe Martov ? Il est allé démontrer dans le journal des gvozdéviens, *Nach Goloss*[65] (Samara), cette vérité incontestable que l'autodétermination des nations n'implique pas encore la défense de la patrie dans une guerre impérialiste. Mais il ne trouve pas un mot pour dire qu'un social-démocrate russe trahit le principe d'autodétermination en ne réclamant pas la *liberté de séparation* des nations opprimées par les Grands-Russes ; et, par là, Martov tend la main en signe de paix aux Alexinski, aux Gvozdev, aux Potressov et aux Plékhanov ! Il ne dit rien non plus à ce sujet dans la presse illégale ! Il s'en prend au Hollandais Gorter, bien que celui-ci, tout en repoussant à tort le principe de l'autodétermination des nations, l'*applique* correctement quand il réclame l'*indépendance politique* des Indes Néerlandaises et qu'il démasque la trahison envers le socialisme des opportunistes hollandais qui y sont opposés. Mais Martov ne veut pas discuter avec son cosecrétaire Semkovski qui, de 1912 à 1915, a été le *seul* à intervenir sur ce point dans la presse des liquidateurs en *rejetant* le droit à la séparation ainsi qu'à la libre disposition en général !

N'est-il pas clair que Martov « défend » l'autodétermination aussi hypocritement que Kautsky ? Qu'il dissimule, comme lui, son intention de *faire la paix* avec les chauvins ?

Et Trotski ? Il est à fond *pour* l'autodétermination, mais chez lui aussi ce n'est qu'une phrase creuse, car il ne réclame pas la liberté de séparation des nations opprimées par la « patrie » de *ce* socialiste national ; il *ne dit rien* de l'hypocrisie de Kautsky et des kautskistes !

Une semblable « lutte contre les annexions » est une mystification des ouvriers, et non pas une *mise au point* du programme des social-démocrates ; c'est une *échappatoire verbale*, et non pas une indication concrète au sujet du devoir des internationalistes ; c'est une concession aux préjugés du nationalisme et à ses intérêts égoïstes (« nous » tous, bourgeois et social-chauvins, nous tirons des « profits »

de l'oppression d'une nation par « notre » patrie !), et non pas une lutte contre le nationalisme.

Le « programme de paix » de la social-démocratie doit consister avant tout à démasquer l'hypocrisie des belles phrases bourgeoises, social-chauvines et kautskistes sur la paix. C'est le point primordial et essentiel. Sans cela, nous sommes les auxiliaires involontaires ou volontaires de la *mystification* des masses. Notre « programme de paix » exige que le point principal de la démocratie dans cette question — le rejet des annexions, soit appliqué en fait et non pas en paroles, qu'il serve la propagande internationaliste et non pas l'hypocrisie nationale. Pour cela, il faut expliquer aux masses que le rejet des annexions, *c'est-à-dire* la reconnaissance de l'autodétermination, n'est sincère que lorsque le socialiste de *chaque* nation réclame la liberté de séparation des nations opprimées par la sienne. Comme mot d'ordre positif entraînant les masses à la lutte révolutionnaire et expliquant la nécessité de mesures révolutionnaires en faveur d'une paix « démocratique », il faut proclamer le refus de payer les dettes d'Etat.

Notre « programme de paix », enfin, doit consister à expliquer que les puissances impérialistes et la bourgeoisie impérialiste *ne peuvent pas* nous donner une paix démocratique. *Il faut* la chercher et tâcher de l'obtenir, *non pas en regardant en arrière*, vers l'utopie réactionnaire d'un capitalisme *non* impérialiste ou d'une alliance de nations égales en droits *au sein* du régime capitaliste, mais *en s'orientant en avant*, vers la révolution socialiste du prolétariat. Aucune des revendications démocratiques essentielles n'est réalisable sur un plan tant soit peu large et solide dans les Etats impérialistes avancés autrement qu'*au travers* de batailles révolutionnaires sous le drapeau du socialisme.

Et si quelqu'un fait entrevoir aux peuples une paix « démocratique » sans préconiser en même temps la révolution socialiste, en répudiant la lutte, au cours même de la guerre, pour sa réalisation, il trompe le prolétariat.

« Le Social-Démocrate » n°52, le 26 mars 1916

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

LA PROPOSITION DU COMITE CENTRAL DU P.O.S.D.R. A LA 2e CONFERENCE SOCIALISTE

(*Thèses* sur les points suivants de l'ordre du jour : 5, 6, 7*a*, 7*b* et 8, lutte pour la fin de la guerre, position sur les problèmes de la paix, sur l'activité parlementaire et la lutte de masse, sur la convocation du Bureau socialiste international.)

(L'I.S.K., en annonçant la convocation de la 2e conférence, a invité les organisations à discuter ces questions et à lui faire parvenir leurs propositions. Les thèses ci-après constituent la réponse de notre Parti à cette invitation.)

---

1. De même que toute guerre n'est que la continuation, par les moyens de la violence, de la politique poursuivie depuis de longues années, parfois des dizaines d'années durant, avant la guerre, par les Etats belligérants et les classes qui y dominent, de même la paix qui termine toute guerre ne peut être qu'un bilan enregistrant les changements de force réels intervenus au cours et du fait de la guerre considérée.

2. Aussi longtemps que resteront intacts les fondements des rapports sociaux actuels, c'est-à-dire bourgeois, la guerre impérialiste ne peut conduire qu'à une paix impérialiste, c'est-à-dire à renforcer, à étendre et intensifier l'oppression des nations et des pays faibles par le capital financier, qui a grandi d'une façon prodigieuse non seulement avant, mais aussi pendant cette guerre. Le contenu objectif de la politique poursuivie avant et pendant la

guerre par la bourgeoisie et les gouvernements des *deux* groupes de grandes puissances mène au renforcement de l'oppression économique, de l'asservissement national, de la réaction politique. C'est pourquoi la paix qui terminera cette guerre, quelle qu'en soit l'issue, ne peut que consacrer cette aggravation de la situation économique et politique des masses, pour autant que subsiste le régime social bourgeois.

Admettre qu'une paix démocratique puisse découler d'une guerre impérialiste, c'est, sur le plan théorique, substituer une platitude à l'étude historique de la politique pratiquée avant et pendant cette guerre ; et c'est, sur le plan pratique, tromper les masses populaires en obscurcissant leur conscience politique, en camouflant et exaltant la politique réelle des classes dominantes qui prépare la paix à venir, en dissimulant aux masses l'essentiel, à savoir : l'impossibilité d'une paix démocratique sans une série de révolutions.

3. Les socialistes n'excluent pas la lutte pour des réformes. Ils doivent maintenant aussi voter, par exemple, dans les parlements pour toute amélioration, si minime soit-elle, de la situation des masses, pour l'augmentation des secours aux habitants des régions dévastées, pour l'atténuation de l'oppression nationale, etc. Mais prêcher les réformes comme le moyen de résoudre les questions que l'histoire et la situation politique réelle posent de façon révolutionnaire, c'est une pure et simple mystification bourgeoise. Or, telles sont précisément les questions que la guerre actuelle met à l'ordre du jour. Ce sont les questions fondamentales de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'existence même de la société capitaliste, les questions d'un sursis pouvant être apporté à l'effondrement du capitalisme par un nouveau partage du monde en fonction des nouveaux rapports de forces entre les « grandes » puissances, qui se sont développées, durant ces dernières dizaines d'années, non seulement avec une rapidité extraordinaire, mais aussi — ce qui est particulièrement important — d'une façon extrêmement inégale. Une activité politique efficace, modifiant le rapport des forces dans la société et ne se contentant pas de tromper les masses avec des mots, n'est possible aujourd'hui que sous l'une des deux formes sui-

Premières page du manuscrit de V. Lénine *Proposition du Comité central du P.O.S.D.R. à la 2e Conférence socialiste.* — Février-mars 1916. — *Réduction*

vantes : on peut ou bien aider « sa » bourgeoisie nationale à piller les autres pays (et appeler cette aide « défense de la patrie » ou « salut du pays »), ou bien aider la révolution socialiste du prolétariat, en appuyant et en développant l'effervescence qui commence à se manifester parmi les masses dans tous les pays belligérants, en soutenant le courant naissant de grèves, de manifestations, etc., en développant et en accentuant ces prémisses encore faibles de la lutte révolutionnaire de masse, afin de les transformer en un assaut général du prolétariat visant au renversement de la bourgeoisie.

De même que tous les social-chauvins trompent aujourd'hui le peuple en estompant la question de la politique réelle, c'est-à-dire impérialiste, poursuivie par les capitalistes dans cette guerre, sous des phrases hypocrites sur l'agression « malhonnête » et la défense « honnête » de tel ou tel groupe de rapaces capitalistes, de même les belles phrases sur la « paix démocratique » servent uniquement à tromper le peuple, car elles tendent à faire croire que la paix future, que préparent dès à présent les capitalistes et les diplomates, pourrait éliminer « purement et simplement » l'agression « malhonnête » et rétablir des rapports « honnêtes », au lieu de continuer, de développer et de consacrer la même politique impérialiste, c'est-à-dire la politique de pillage financier, de brigandages coloniaux, d'oppression nationale, de réaction politique, d'aggravation sous toutes ses formes de l'exploitation capitaliste. Les capitalistes et leurs diplomates ont justement besoin en ce moment de tels serviteurs « socialistes » de la bourgeoisie pour abasourdir, abrutir et endormir le peuple avec de belles phrases sur la « paix démocratique », pour dissimuler sous ces phrases la politique réelle de la bourgeoisie, pour empêcher que les masses ne prennent conscience de la vraie nature de cette politique, et pour les détourner ainsi de la lutte révolutionnaire.

4. C'est bien à cette duperie et à cette hypocrisie bourgeoises que se ramène le programme de paix « démocratique » que sont en train de rédiger les représentants les plus en vue de la II[e] Internationale. Par exemple, Huysmans au congrès d'Arnheim [66] et Kautsky dans la *Neue Zeit*, ces hommes qui comptent parmi les représentants les plus autorisés, les plus officiels et les plus « théorisants » de cette

Internationale, ont formulé ce programme de la façon suivante : renonciation à la lutte révolutionnaire jusqu'au moment où les gouvernements impérialistes auront conclu la paix, et, en attendant, répudiation verbale des annexions et des contributions de guerre, droit des nations à disposer d'elles-mêmes, démocratisation de la politique extérieure, cours d'arbitrage pour l'examen des conflits internationaux entre Etats, désarmement, Etats-Unis d'Europe [67], etc., etc. Kautsky a révélé d'une façon particulièrement évidente la véritable signification politique de ce « programme de paix » lorsqu'il a indiqué, comme preuve de l'« unanimité de l'Internationale » sur cette question, que les conférences de Londres (février 1915) et de Vienne (avril 1915) ont unanimement approuvé le point principal de ce programme, à savoir : l'« autonomie des nations ». Ce faisant, Kautsky a ouvertement sanctionné, aux yeux du monde entier, la mystification du peuple à laquelle se livrent notoirement les social-chauvins, qui associent une reconnaissance verbale, hypocrite, n'engageant à rien et ne menant à rien, de l'« autonomie » des nations ou de leur droit à disposer d'elles-mêmes, au soutien de « leurs » gouvernements dans la guerre impérialiste, bien que cette guerre soit menée des *deux* côtés *avec* une violation systématique de l'« autonomie » des nations faibles *en vue* du renforcement et de l'extension de l'oppression qui les accable.

Objectivement, ce « programme de paix », qui est le plus répandu, renforce la subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie en « réconciliant » avec leurs chefs chauvins les ouvriers qui commencent à développer la lutte révolutionnaire et en estompant la profondeur de la crise du socialisme, en vue d'un retour à la situation qui était celle des partis socialistes avant la guerre et qui a eu précisément pour effet le passage de la plupart des chefs aux côtés de la bourgeoisie. Le danger de cette politique « kautskiste » est d'autant plus grand pour le prolétariat qu'elle se retranche derrière des phrases spécieuses et qu'elle n'est pas menée uniquement en Allemagne, mais dans tous les pays. Ainsi, en Angleterre, elle est pratiquée par la plupart des dirigeants; en France, par Longuet, Pressemane, etc.; en Russie, par Axelrod, Martov, Tchkhéidzé, etc. ; ce dernier dissimule l'idée chauvine de la « défense du pays » dans la guerre ac-

tuelle sous l'expression de « salut du pays » et, d'une part, approuve en paroles Zimmerwald, mais, d'autre part, dans une déclaration officielle de la fraction, il exalte le fameux discours de Huysmans à Arnheim, ne s'oppose en fait, ni à la tribune de la Douma ni dans la presse, à la participation des ouvriers aux comités des industries de guerre et continue de collaborer à des journaux préconisant cette participation. En Italie, la même politique est pratiquée par Trèves : voir l'« *Avanti !* »[68], organe central du parti socialiste italien, qui menace, le 5. III. 1916, de démasquer Trèves et les autres « réformistes-possibilistes », de faire savoir publiquement « qui a mis en jeu tous les moyens pour entraver l'action de la direction du parti et d'Oddino Morgari, favorable à l'union de Zimmerwald et à la création d'une nouvelle Internationale », etc., etc.

5. Le plus important des « problèmes de la paix » est, à l'heure actuelle, celui des annexions. Et c'est précisément à ce propos que l'on voit se dessiner le plus nettement à la fois l'hypocrisie socialiste qui prédomine aujourd'hui et les objectifs qui doivent être ceux d'une propagande et d'une agitation réellement socialistes.

Il est indispensable d'expliquer ce qu'est une annexion, d'expliquer pourquoi et comment les socialistes doivent lutter contre les annexions. On ne peut considérer comme annexion ni *tout* rattachement d'un territoire « étranger », car les socialistes, d'une manière générale, sont favorables à la suppression des frontières entre les nations et à la formation d'Etats plus importants, — ni toute violation du statu quo, car une telle attitude serait archiréactionnaire et bafouerait les notions fondamentales de la science historique, — ni tout rattachement par la force armée, car les socialistes ne peuvent pas répudier la violence et les guerres faites dans l'intérêt de la majorité de la population. On ne doit considérer comme annexion que le rattachement d'un territoire *contre la volonté* de sa population ; en d'autres termes, la notion d'annexion est indissolublement liée à celle du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Mais sur le terrain de la guerre actuelle, précisément parce qu'impérialiste de la part des *deux* groupes de puissances belligérantes, devait apparaître, et est effectivement apparu, le phénomène suivant : la bourgeoisie et

les social-chauvins « luttent » avec véhémence contre les annexions, lorsqu'elles sont ou qu'elles ont été commises par un Etat ennemi. Il est évident qu'une telle « lutte contre les annexions » et une telle « unanimité » dans la question des annexions ne sont que pure hypocrisie. Il est évident que sont *en fait* des *annexionnistes* à la fois les socialistes français partisans de la guerre pour l'Alsace-Lorraine, les socialistes allemands qui ne réclament pas au bénéfice de l'Alsace-Lorraine, de la Pologne allemande, etc., la liberté de se séparer de l'Allemagne, et les socialistes russes qui nomment « salut du pays » une guerre visant à asservir de nouveau la Pologne au tsarisme, qui réclament le rattachement de la Pologne à la Russie au nom de la « paix sans annexions », etc., etc.

Afin que la lutte contre les annexions ne soit pas une hypocrisie ou une formule creuse, afin qu'elle éduque vraiment les masses dans l'esprit de l'internationalisme, il faut poser le problème de façon à ouvrir les yeux des masses sur la duperie qui règne aujourd'hui dans la question des annexions, au lieu de voiler cette duperie. Il ne suffit pas que le socialiste de chaque nation reconnaisse en paroles l'égalité des nations, ou proclame et jure ses grands dieux qu'il est contre les annexions. Il faut que le socialiste de chaque nation réclame immédiatement et absolument la *liberté de séparation* des colonies et des nations opprimées par *sa propre* « patrie ».

Sinon, même dans le Manifeste de Zimmerwald, la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes et des principes de l'internationalisme restera, dans le meilleur des cas, lettre morte.

6. Le « programme de paix » des socialistes, de même que leur programme de « lutte pour la fin de la guerre », doit avoir pour point de départ la dénonciation du mensonge concernant la « paix démocratique », les desseins pacifiques des belligérants, etc., mensonge que les ministres démagogues, les bourgeois pacifistes, les social-chauvins et les kautskistes de tous les pays propagent aujourd'hui parmi le peuple. Tout « programme de paix » est une mystification du peuple et une hypocrisie s'il n'est pas fondé, au premier chef, sur l'explication aux masses de la nécessité de la révolution et sur le soutien, l'aide, le développement de la lutte révolu-

tionnaire des masses qui s'engage partout (effervescence, protestations, fraternisation dans les tranchées, grèves, manifestations, lettres du front aux parents — par exemple en France, — afin qu'ils ne souscrivent pas à l'emprunt de guerre, etc., etc.).

Soutenir, étendre et approfondir tout mouvement populaire pour la fin de la guerre, tel est le devoir des socialistes. Mais, en réalité, ce devoir n'est rempli que par les socialistes qui, comme Liebknecht, appellent du haut de la tribune parlementaire les soldats à déposer les armes et prônent la révolution, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour le socialisme.

Comme mot d'ordre positif, entraînant les masses dans la lutte révolutionnaire et expliquant la nécessité de mesures révolutionnaires afin de rendre possible une paix « démocratique », il faut formuler celui du refus de payer les dettes d'Etat.

Il ne suffit pas que le Manifeste de Zimmerwald fasse allusion à la révolution, en disant que les ouvriers doivent se sacrifier pour leur propre cause, et non pour celle d'autrui. Il faut indiquer clairement et nettement aux masses leur chemin. Il faut qu'elles sachent où elles doivent aller, et pourquoi. Que les actions révolutionnaires de masse en temps de guerre, si elles se développent avec succès, ne puissent aboutir qu'à la transformation de la guerre impérialiste en une guerre civile pour le socialisme, voilà qui est évident, et il est mauvais de le cacher aux masses. Il faut, au contraire, indiquer clairement cet objectif, si difficile qu'en paraisse la réalisation en ce moment où nous ne sommes qu'au début du chemin. Il ne suffit pas de dire, comme dans le Manifeste de Zimmerwald, que « les capitalistes mentent en parlant de la défense de la patrie » dans la guerre actuelle, et que les ouvriers ne doivent pas tenir compte, dans la lutte révolutionnaire, de la situation militaire de leur pays ; il faut dire clairement ce qui est exprimé ici par allusion, à savoir que non seulement les capitalistes, mais aussi les social-chauvins et les kautskistes mentent, quand ils acceptent qu'on fasse usage de la notion de défense de la patrie dans la guerre actuelle, qui est impérialiste ; que les actions révolutionnaires durant la guerre sont impossibles sans menacer de défaite « son » gouverne-

ment, et que toute défaite du gouvernement dans la guerre réactionnaire facilite la révolution, laquelle est seule capable d'apporter une paix durable et démocratique. Il faut enfin dire aux masses qu'on ne saurait concevoir aucun soutien sérieux de la lutte révolutionnaire qui commence, non plus que l'extension de cette lutte, la critique de telle ou telle de ses péripéties, la correction de ses erreurs, son élargissement et son accentuation systématiques, si les masses ne créent pas elles-mêmes des organisations illégales et une presse non assujettie à la censure militaire, c'est-à-dire illégale.

7. En ce qui concerne la lutte (Aktion) parlementaire des socialistes, il ne faut pas perdre de vue que la résolution de Zimmerwald ne se contente pas d'exprimer sa sympathie aux 5 députés social-démocrates de la Douma d'État appartenant à notre parti et qui ont été condamnés à la déportation en Sibérie, mais qu'elle se déclare également solidaire de leur tactique. Il est impossible d'accepter la lutte révolutionnaire des masses et de prendre son parti d'une activité exclusivement légale des socialistes au sein des parlements. Cela entraîne seulement le mécontentement légitime des ouvriers, qui abandonnent la social-démocratie pour l'anarchisme antiparlementaire ou le syndicalisme. Il faut proclamer à haute et intelligible voix que les parlementaires social-démocrates doivent profiter de leur position non seulement pour intervenir dans les parlements, mais aussi pour venir en aide sur tous les plans, en dehors des parlements, à l'organisation illégale et à la lutte révolutionnaire des ouvriers, et que les masses doivent elles-mêmes, au moyen de leur organisation illégale, contrôler cette activité de leurs chefs.

8. La question de la réunion du Bureau socialiste international [69] se ramène à une question de principe fondamentale : l'unité des vieux partis et de la IIe Internationale est-elle possible ? Chaque pas en avant, accompli par le mouvement ouvrier international dans la voie tracée à Zimmerwald montre toujours plus clairement l'inconséquence de la position adoptée par la majorité de Zimmerwald : d'une part, la politique des vieux partis et de la IIe Internationale est assimilée à une politique *bourgeoise* au sein du mouvement ouvrier, à une politique servant les intérêts de la

bourgeoisie, et non ceux du prolétariat (voir, par exemple, ce que dit le Manifeste de Zimmerwald au sujet des « capitalistes » qui mentent en parlant de la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle, puis toute une série de déclarations encore plus nettes contenues dans la circulaire de l'Internationale Sozialistische Kommission du 10.II. 1916 [70]); d'autre part, l'Internationale Sozialistische Kommission craint la scission avec le Bureau socialiste international et promet officiellement de se dissoudre si ce Bureau se réunit à nouveau [71].

Nous constatons que cette promesse n'a fait l'objet à Zimmerwald ni d'un vote, ni même d'une discussion.

Les six mois écoulés depuis Zimmerwald ont démontré qu'*en fait* le travail dans l'esprit de Zimmerwald (il ne s'agit pas des propos en l'air, mais seulement du travail) est lié, dans le monde entier, à l'approfondissement et à l'extension de la scission. En Allemagne, les proclamations illégales contre la guerre sont publiées à l'encontre des décisions du parti, c'est-à-dire de façon scissionniste. Lorsque le député Otto Rühle, le plus proche camarade de K. Liebknecht, a déclaré ouvertement que, désormais, il existait en fait deux partis, dont l'un aide la bourgeoisie et l'autre la combat, il s'est attiré les invectives de bien des gens, y compris les kautskistes, mais aucun démenti. En France, Bourderon, membre du parti socialiste, est un adversaire résolu de la scission, mais en même temps il propose à son parti une résolution désavouant son Comité central et son Groupe parlementaire (désapprouver *Comm. Adm. Perm.* et *Gr. Parl.* *), résolution qui, si elle était adoptée, provoquerait une scission certaine et immédiate. En Angleterre, dans les colonnes du modéré *Labour Leader*, T. Russel Williams, membre de l'I.L.P. **, reconnaît ouvertement que la scission est inévitable, et il trouve un soutien dans des lettres de militants locaux. L'exemple de l'Amérique est peut-être plus édifiant encore, puisque même là-bas, dans un pays neutre, deux tendances inconciliablement opposées se sont fait jour dans le parti socialiste : d'une part, les parti-

* En français dans le texte. (*N.R.*)

** *Independent Labour Party* : Parti travailliste indépendant. (*N.R.*)

sans de ce qu'on appelle la « preparadness », c'est-à-dire de la guerre, du militarisme et de la marine et, d'autre part, des socialistes comme Eugène Debs, ancien candidat du parti socialiste à la présidence, qui prône ouvertement la guerre civile pour le socialisme, précisément en liaison avec la guerre à venir.

Dans le monde entier, la scission est désormais un fait accompli ; il existe désormais deux politiques absolument inconciliables de la classe ouvrière face à la guerre. On ne doit pas fermer les yeux sur ce fait ; cela n'aboutirait qu'à semer la confusion dans les masses ouvrières, à obscurcir leur conscience, à rendre plus difficile la lutte révolutionnaire de masse avec laquelle tous les zimmerwaldiens sympathisent officiellement, et à renforcer l'influence qu'exercent sur les masses les chefs que l'Internationale Sozialistische Kommission accuse ouvertement, dans sa circulaire du 10.II. 1916, d'« induire en erreur » les masses et de préparer un « complot » (« Pakt ») *contre* le socialisme.

Les social-chauvins et les kautskistes de tous les pays auront soin de reconstituer le Bureau socialiste international en faillite. La tâche des socialistes est d'expliquer aux masses la scission inéluctable avec ceux qui pratiquent la politique de la bourgeoisie sous le drapeau du socialisme.

Ecrit en février-mars 1916
Publié le 22 avril 1916 dans le n° 4 du « Bulletin. Internationale Sozialistische Kommission zu Bern »

Publié en russe le 10 juin 1916 dans le n° 54-55 du « Social-Démocrate »

Conforme au manuscrit

SCISSION OU PUTREFACTION ?

C'est ainsi que le *Social-Démocrate* a posé la question, dès son n° 35 *, en développant, à propos du parti social-démocrate allemand, les idées fondamentales du Manifeste sur la guerre publié par le Comité central de notre Parti **. Et voyez comme les *faits* confirment cette conclusion.

Le parti social-démocrate allemand est manifestement en pleine putréfaction. Le plus proche camarade de K. Liebknecht, *Otto Rühle*, s'est prononcé *ouvertement* pour la scission, sans même parler du groupe des « Socialistes Internationaux d'Allemagne » (I.S.D. [72]), qui combat *avec esprit de suite* les hypocrites kautskistes. Le *Vorwärts* n'a pu avancer pour lui répondre aucun argument sérieux ni honnête. En fait, il existe en Allemagne *deux* partis ouvriers.

En Angleterre, T. Russel Williams a pris position dans les colonnes du *Labour Leader* (organe central du « Parti ouvrier indépendant »), pourtant modéré et pacifiste, et il a été soutenu par les voix de nombreux militants locaux. Dans *Naché Slovo* de Paris, organe des conciliateurs, le camarade *Ornatski* [73], qui s'est acquis un grand mérite par son activité internationaliste en Angleterre, s'est prononcé pour une scission immédiate dans ce pays. Inutile de dire que nous sommes entièrement d'accord avec *Ornatski* dans la polémique qui l'oppose à Rothstein, collaborateur du *Communiste* [74], qui a adopté une position kautskiste.

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, pp. 90-97. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp. 19-28. (*N.R.*)

En France, Bourderon est farouchement opposé à la scission, *mais...* il propose au congrès de son parti une résolution désavouant et le Comité central de celui-ci et le groupe parlementaire ! L'adoption de cette résolution signifierait la scission immédiate du Parti.

L'unité du « parti socialiste » est formelle en Amérique. En fait, certains de ses membres, comme Russel, etc., prêchent la «préparation », sont pour la guerre, pour l'armée et la marine. D'autres, comme Eugène Debs, candidat du parti au poste de président, prêchent ouvertement la *guerre civile* « en cas » de guerre impérialiste ou, plus exactement, à l'occasion de celle-ci.

Dans le monde entier, il existe en fait, actuellement, deux partis. En fait, il y a dès maintenant deux Internationales. Et si la majorité de Zimmerwald craint de reconnaître cette vérité, si elle rêve d'une unité avec les social-chauvins, si elle se déclare prête à matérialiser cette unité, ces « bons vœux » restent pratiquement à l'état de vœux et ne font qu'exprimer l'inconséquence et la timidité de sa pensée. La conscience retarde sur l'être.

Ecrit en février-avril 1916
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVII

Conforme au manuscrit

DU CHAUVINISME ALLEMAND ET DU CHAUVINISME NON ALLEMAND[75]

On sait que les chauvins allemands tiennent sous leur coupe l'immense majorité des chefs et des fonctionnaires du parti ouvrier dit social-démocrate, devenu en fait désormais un parti ouvrier national-libéral. Nous verrons plus loin jusqu'à quel point on peut en dire autant de chauvins non allemands du genre des Potressov, des Lévitski et C^ie^. Pour le moment, nous sommes obligés de nous arrêter à ces chauvins allemands, au nombre desquels la justice veut que nous comptions Kautsky, bien que P. Axelrod, par exemple, le défende avec beaucoup de zèle et bien à tort, dans sa brochure éditée en allemand, et le qualifie d'« internationaliste ».

Un des traits du chauvinisme allemand est que les « socialistes » (socialistes entre guillemets) parlent de l'indépendance des autres peuples, à l'exception de ceux qui sont opprimés par leur propre nation. Qu'ils le disent ouvertement ou qu'ils s'en défendent, qu'ils tentent de se justifier, qu'ils cachent leur jeu, la différence n'est pas bien grande.

Les chauvins allemands, dont fait également partie Parvus, qui édite une feuille intitulée *la Cloche* où écrivent Lensch, Haenisch, Grünwald et toute cette clique de laquais « socialistes » de la bourgeoisie impérialiste allemande, sont volontiers très prolixes au sujet, par exemple, de l'indépendance des peuples opprimés par l'Angleterre. Les social-chauvins d'Allemagne, c'est-à-dire socialistes en

paroles et chauvins en fait, mènent actuellement grand bruit, ainsi que toute la presse bourgeoise de ce pays, à propos du comportement cynique, brutal, réactionnaire, etc., de l'Angleterre dans ses colonies. Les journaux allemands parlent maintenant jusqu'à satiété, avec une joie mauvaise, avec enthousiasme et délectation, du mouvement de libération dans l'Inde.

Il n'est pas difficile de comprendre les raisons de cette réaction de la bourgeoisie allemande : elle espère améliorer sa situation militaire en attisant dans l'Inde le mécontentement et le mouvement contre l'Angleterre. Ce sont là, évidemment, des espoirs stupides, car vouloir agir de loin, dans une langue étrangère, sur la vie d'un peuple fort de nombreux millions d'habitants et doué d'une originalité propre, vouloir agir sur lui, non pas systématiquement, mais occasionnellement, uniquement pendant le temps que durera la guerre, voilà qui n'est pas sérieux, vraiment pas sérieux. Cela dénote, chez la bourgeoisie impérialiste allemande, le désir de se consoler elle-même, de tromper le peuple allemand, de détourner son attention de la situation intérieure vers la situation extérieure, bien plus qu'une intention réelle d'agir sur l'Inde.

Mais on est tout naturellement amené à se poser une question théorique d'ordre général : en quoi consiste exactement la duplicité de ces raisonnements ? quel est le moyen sûr, infaillible, de démasquer l'hypocrisie des impérialistes allemands ? Car la réponse théorique juste à la question de savoir où se cache la duplicité sert toujours à démasquer les hypocrites enclins — pour des raisons trop faciles à comprendre — à camoufler leur tromperie, à la dissimuler, à la revêtir des atours d'une phraséologie pompeuse, de toutes sortes de phrases, n'importe lesquelles, y compris de phrases sur l'internationalisme. En paroles, les Lensch, les Südekum et les Scheidemann, tous ces agents de la bourgeoisie allemande qui, malheureusement, sont membres du parti allemand soi-disant « social-démocrate », se déclarent internationalistes. Il faut juger les gens à leurs actes et non à leurs paroles. La chose est connue depuis longtemps. Qui donc, en Russie, irait juger messieurs les Potressov, les Lévitski, les Boulkine et C^ie^, d'après leurs paroles ? Personne, évidemment.

La duplicité des chauvins allemands consiste exactement en ceci que, clamant leur sympathie pour l'indépendance des peuples opprimés par un pays qui est leur ennemi dans le conflit actuel, l'Angleterre, ils oublient discrètement — et, parfois, vraiment trop discrètement — de parler de l'indépendance des peuples opprimés par *leur propre* nation.

Prenons, par exemple, les Danois. En annexant le Schleswig, la Prusse occupa également, imitant en cela toutes les « grandes » puissances, une région peuplée de Danois. Les droits de cette population furent violés de façon si manifeste que lorsque l'Autriche, en vertu du traité de paix de Prague des 23-30 août 1866, céda à la Prusse ses « droits » sur le Schleswig, il fut stipulé que la population des districts septentrionaux du Schleswig devrait être consultée au moyen d'un libre plébiscite sur son désir d'être rattachée au Danemark et que ce rattachement aurait lieu si la réponse était positive. La Prusse n'exécuta pas cette clause et, en 1878, elle obtint l'abrogation de cette condition pour elle si « désagréable ».

F. Engels, qui ne se désintéressait pas du chauvinisme des nations impérialistes, attira tout spécialement l'attention sur cette violation des droits d'un petit peuple par la Prusse [76]. Mais les social-chauvins allemands d'aujourd'hui, reconnaissant en paroles le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, comme le reconnaît, en paroles également, Kautsky, n'ont en fait jamais mené et ne mènent pas de propagande démocratique conséquente et énergique en faveur de la libération d'une nation opprimée dès l'instant qu'il s'agissait ou qu'il s'agit d'une oppression exercée par leur « propre » nation. C'est là que « gît le lièvre ». C'est là le nœud de la question du chauvinisme et c'est sur ce terrain qu'il faut le démasquer.

On a fait assaut d'esprit chez nous à propos du *Rousskoïé Znamia* [77], en disant qu'il se comportait très souvent comme si son titre était *Prousskoïé Znamia* *. Mais le problème déborde le cas du *Rousskoïé Znamia*, car MM. les Potressov, les Lévitski et Cie raisonnent chez nous exactement de la même façon, quant au principe, que Lensch,

* Jeu de mots : par l'adjonction de la lettre P, le titre original le *Drapeau russe* devient le *Drapeau prussien*. (*N.R.*).

Kautsky et Cie. Jetez un coup d'œil, par exemple, sur le *Rabotchéié Outro* des liquidateurs et vous y trouverez absolument les mêmes arguments et les mêmes raisonnements « prussiens »; il serait plus juste de dire : les arguments et les raisonnements des chauvins de tous les pays. Le chauvinisme reste le chauvinisme, quelle que soit son étiquette nationale et quelles que soient les phrases pacifistes sous lesquelles il se dissimule.

Publié le 31 mai 1916 dans la revue « Voprossy Strakhovania », n° 5 (54)

Conforme au manuscrit

L'IMPERIALISME, STADE SUPREME DU CAPITALISME[78]

ESSAI DE VULGARISATION

Ecrit de janvier à juin 1916
Publié pour la première fois vers le milieu de 1917, en brochure, à Pétrograd

Conforme au manuscrit, collationné sur le texte de la brochure

Н. ЛЕНИНЪ (ВЛ. ИЛЬИНЪ).

ИМПЕРІАЛИЗМЪ,

КАКЪ НОВѢЙШІЙ ЭТАПЪ КАПИТАЛИЗМА.

(Популярный очеркъ).

СКЛАДЪ ИЗДАНІЯ:
Книжный складъ и магазинъ „Жизнь и Знаніе"
Петроградъ, Поварской пер., 2, кв. 9 и 10. Тел. 227—42.
1917 г.

Couverture du livre de V. Lénine
L'impérialisme, stade suprême du capitalisme. — 1917.
Réduction

PREFACE

La brochure que nous présentons au lecteur a été écrite à Zurich au cours du printemps 1916. Dans les conditions de travail où je me trouvais là-bas, je manquais naturellement quelque peu de publications françaises et anglaises, et beaucoup de publications russes. Cependant, j'ai utilisé le principal ouvrage anglais sur l'impérialisme, le livre de J. A. Hobson, avec toute l'attention que, selon moi, cet écrit mérite.

Cette brochure a été écrite compte tenu de la censure tsariste. Aussi ai-je dû, non seulement me borner strictement à une analyse théorique, surtout économique, mais ne formuler en outre les quelques observations politiques indispensables qu'avec la plus grande prudence, par voie d'allusions, dans cette maudite langue d'Esope à laquelle le tsarisme contraignait tous les révolutionnaires quand ils prenaient la plume pour écrire une œuvre « légale ».

Il est pénible de relire maintenant, en ces jours de liberté, ces passages mutilés ou égard à la censure tsariste, comprimés, serrés comme dans un étau de fer. Pour exposer que l'impérialisme est le prélude de la révolution socialiste, que le social-chauvinisme (socialisme en paroles, chauvinisme en fait) est une trahison complète du socialisme, un ralliement total à la bourgeoisie, que cette scission du mouvement ouvrier est liée aux conditions objectives de l'impérialisme, etc., il me fallait user d'une langue « d'esclave », et je dois aujourd'hui renvoyer le lecteur que cette

question intéresse à la réédition, qui va paraître incessamment, des articles que j'ai écrits à l'étranger de 1914 à 1917. A signaler surtout, dans le texte ci-après, un passage, pages 119-120 *, où, afin de faire comprendre au lecteur sous une forme admissible pour la censure, le mensonge cynique des capitalistes, ainsi que des social-chauvins passés dans leur camp (et que Kautsky combat avec tant d'inconséquence), dans la question des annexions, la façon éhontée dont ils *couvrent* les annexions de *leurs* capitalistes, je me suis trouvé obligé de citer à titre d'exemple... le Japon ! Le lecteur attentif remplacera aisément le Japon par la Russie, et la Corée par la Finlande, la Pologne, la Courlande, l'Ukraine, Khiva, Boukhara, l'Estonie et autres régions peuplées de non-Grands-Russes.

J'ose espérer que ma brochure aidera à l'intelligence d'un problème économique capital, sans l'étude duquel il est impossible de rien comprendre à ce que sont la guerre d'aujourd'hui et la politique d'aujourd'hui ; je veux parler de la nature économique de l'impérialisme.

Pétrograd, 26 avril 1917 *L'auteur*

* Voir le présent tome, pp. 320-321. (*N.R.*)

PREFACE
AUX EDITIONS FRANÇAISE ET ALLEMANDE[79]

I

Ce livre a été écrit, comme il est indiqué dans la préface à l'édition russe, en 1916, compte tenu de la censure tsariste. Il ne m'est pas possible actuellement de reprendre tout le texte, ce qui serait d'ailleurs sans utilité, car la tâche fondamentale de ce livre a été et reste encore de montrer, d'après les données d'ensemble des statistiques bourgeoises indiscutables et les aveux des savants bourgeois de tous les pays, quel était le *tableau d'ensemble* de l'économie capitaliste mondiale, dans ses rapports internationaux, au début du XX^e^ siècle, à la veille de la première guerre impérialiste mondiale.

A certain égard, il ne sera du reste pas inutile, pour beaucoup de communistes des pays capitalistes avancés, de se rendre compte à travers l'exemple de ce livre, *légal du point de vue de la censure tsariste*, de la possibilité — et de la nécessité — d'utiliser même les faibles vestiges de légalité dont ils peuvent encore profiter, disons, dans l'Amérique contemporaine ou en France, après les récentes arrestations de la presque totalité d'entre eux, pour expliquer toute la fausseté des vues des social-pacifistes et de leurs espoirs en une « démocratie mondiale ». Pour ce qui est des compléments les plus indispensables à ce livre censuré, je vais tenter de les donner dans cette préface.

II

Ce livre montre que la guerre de 1914-1918 a été de part et d'autre une guerre impérialiste (c'est-à-dire une guerre de conquête, de pillage, de brigandage), une guerre pour le partage du monde, pour la distribution et la redistribution des colonies, des « zones d'influence » du capital financier, etc.

Car la preuve du véritable caractère social ou, plus exactement, du véritable caractère de classe de la guerre, ne réside évidemment pas dans l'histoire diplomatique de celle-ci, mais dans l'analyse de la situation *objective* des *classes* dirigeantes de *toutes* les puissances belligérantes. Pour montrer cette situation objective, il faut prendre non pas des exemples, des données isolées (l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou de données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse), mais tout l'*ensemble* des données sur les *fondements* de la vie économique de *toutes* les puissances belligérantes et du monde *entier*.

Ce sont précisément ces données d'ensemble, tout à fait irréfutables, que j'ai produites dans le tableau du *partage du monde* en 1876 et 1914 (au § 6) et du partage des *chemins de fer* du monde entier en 1890 et 1913 (au § 7). Les chemins de fer constituent le bilan des branches maîtresses de l'industrie capitaliste, de l'industrie houillère et sidérurgique, le bilan et les indices les plus évidents du développement du commerce mondial et de la civilisation démocratique bourgeoise. Comment les chemins de fer sont liés avec la grande production, avec les monopoles, avec les syndicats patronaux, les cartels, les trusts, les banques, avec l'oligarchie financière, c'est ce que montrent les chapitres précédents du livre. La répartition inégale du réseau ferroviaire, l'inégalité de son développement, c'est le bilan du capitalisme moderne, monopoliste, à l'échelle mondiale. Et ce bilan montre que, sur *cette* base économique, les guerres impérialistes sont absolument inévitables, *aussi longtemps* qu'existera la propriété privée des moyens de production.

La construction des chemins de fer semble être une entreprise simple, naturelle, démocratique, culturelle, ci-

vilisatrice : elle apparaît ainsi aux yeux des professeurs bourgeois qui sont payés pour masquer la hideur de l'esclavage capitaliste, ainsi qu'aux yeux des philistins petits-bourgeois. En réalité, les liens capitalistes, qui rattachent par mille réseaux ces entreprises à la propriété privée des moyens de production en général, ont fait de cette construction un instrument d'oppression pour *un milliard* d'hommes (les colonies plus les semi-colonies), c'est-à-dire pour plus de la moitié de la population du globe dans les pays dépendants et pour les esclaves salariés du capital dans les pays « civilisés ».

Propriété privée fondée sur le travail du petit patron, libre concurrence, démocratie : tous ces slogans dont les capitalistes et leur presse se servent pour tromper les ouvriers et les paysans, sont depuis longtemps dépassés. Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays « avancés ». Et le partage de ce « butin » se fait entre deux ou trois rapaces de puissance mondiale, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon) qui entraînent toute la terre dans *leur* guerre pour le partage de *leur* butin.

III

La paix de Brest-Litovsk, dictée par l'Allemagne monarchique, puis la paix de Versailles, bien plus féroce et plus odieuse, dictée par des républiques « démocratiques », les Etats-Unis et la France, ainsi que par la « libre » Angleterre, ont rendu un service éminemment utile à l'humanité, en démasquant les coolies de la plume aux gages de l'impérialisme, de même que les petits bourgeois réactionnaires qui, bien que se disant pacifistes et socialistes, chantaient les louanges du « wilsonisme » et démontraient la possibilité de la paix et des réformes sous l'impérialisme.

Les dizaines de millions de cadavres et de mutilés laissés par une guerre faite pour déterminer à quel groupe — anglais ou allemand — de brigands financiers reviendra la plus grande part de butin, et puis ces deux « traités de paix », dessillent les yeux, avec une rapidité sans précédent, à

des millions et des dizaines de millions d'hommes opprimés, écrasés, trompés, dupés par la bourgeoisie. Comme conséquence de la ruine universelle engendrée par la guerre, on voit ainsi grandir une crise révolutionnaire mondiale qui, si longues et pénibles que doivent être ses péripéties, ne peut se terminer autrement que par la révolution prolétarienne et sa victoire.

Le Manifeste de Bâle de la IIe Internationale, qui avait porté dès 1912 une appréciation précisément sur la guerre qui devait éclater en 1914, et non sur la guerre en général (il existe différentes sortes de guerres, il en est aussi de révolutionnaires), est resté un monument qui dénonce toute la faillite honteuse, tout le reniement des héros de la IIe Internationale.

C'est pourquoi je reproduis ce manifeste en annexe à cette édition, en attirant une fois de plus l'attention des lecteurs sur le fait que les héros de la IIe Internationale évitent soigneusement les passages du manifeste où l'on parle avec précision, de façon claire et explicite, de la liaison entre cette guerre imminente, précisément, et la révolution prolétarienne, sur le fait qu'ils les évitent avec un soin égal à celui que met un voleur à éviter le lieu de son larcin.

IV

Une attention particulière est réservée dans ce livre à la critique du « kautskisme », courant idéologique international représenté dans tous les pays du monde par d'« éminents théoriciens », chefs de la IIe Internationale (en Autriche, Otto Bauer et Cie ; en Angleterre, Ramsay MacDonald et d'autres ; en France, Albert Thomas, etc., etc.), et par une foule de socialistes, de réformistes, de pacifistes, de démocrates bourgeois et de curés.

Ce courant idéologique est, d'une part, le produit de la décomposition, de la putréfaction de la IIe Internationale et, d'autre part, le fruit inévitable de l'idéologie des petits bourgeois, que toute l'ambiance rend prisonniers des préjugés bourgeois et démocratiques.

Chez Kautsky et ses semblables, pareilles conceptions sont le reniement total des fondements révolutionnaires du

marxisme, de ceux que cet auteur a défendus des dizaines d'années, plus spécialement dans la lutte contre l'opportunisme socialiste (de Bernstein, de Millerand, de Hyndman, de Gompers, etc.). Aussi n'est-ce pas par hasard que, dans le monde entier, les « kautskistes » se sont unis aujourd'hui, dans le domaine de la politique pratique, aux ultra-opportunistes (par l'entremise de la IIe Internationale ou l'Internationale jaune) et aux gouvernements bourgeois (par le biais des gouvernements bourgeois de coalition, à participation socialiste).

Le mouvement prolétarien révolutionnaire en général, et le mouvement communiste en particulier, qui grandissent dans le monde entier, ne peuvent se dispenser d'analyser et de dénoncer les erreurs théoriques du « kautskismo ». Et cela d'autant plus que le pacifisme et le « démocratisme » en général — qui ne prétendent pas le moins du monde au marxisme, mais qui, tout comme Kautsky et Cie, estompent la profondeur des contradictions de l'impérialisme et le caractère inévitable de la crise révolutionnaire qu'il engendre, — sont encore extrêmement répandus dans le monde entier. Et la lutte contre ces courants est une nécessité pour le parti du prolétariat, qui doit arracher à la bourgeoisie les petits patrons qu'elle a dupés, de même que des millions de travailleurs placés dans des conditions de vie plus ou moins petites-bourgeoises.

V

Il est nécessaire de dire quelques mots du chapitre VIII : « Le parasitisme et la putréfaction du capitalisme. » Comme il a déjà été noté dans le texte du livre, Hilferding, ancien « marxiste », aujourd'hui compagnon d'armes de Kautsky et l'un des principaux représentants de la politique bourgeoise, réformiste, dans le « Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne »[80], a fait sur cette question un pas en arrière par rapport à l'Anglais Hobson, pacifiste et réformiste *déclaré*. La scission internationale de l'ensemble du mouvement ouvrier s'est déjà, aujourd'hui, entièrement manifestée (IIe et IIIe Internationale). C'est également un fait accompli que la lutte armée et la guerre civile entre

les deux courants : le soutien de Koltchak et de Dénikine en Russie par les menchéviks et les « socialistes-révolutionnaires » contre les bolchéviks ; les partisans de Scheidemann, ainsi que Noske et Cie, en Allemagne, aux côtés de la bourgeoisie contre les spartakistes [81], même tableau en Finlande, en Pologne, en Hongrie, etc. Où est donc la base économique de ce phénomène historique universel ?

Précisément dans le parasitisme et la putréfaction qui caractérisent le stade historique suprême du capitalisme, c'est-à-dire l'impérialisme. Comme il est montré dans ce livre, le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une *poignée* (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus « large » et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'États particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple « tonte des coupons ». L'exportation des capitaux procure un revenu annuel de 8 à 10 milliards de francs, d'après les prix et les statistiques bourgeoises d'avant-guerre. Aujourd'hui beaucoup plus, évidemment.

On conçoit que ce gigantesque *surprofit* (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de « leur » pays), *permette de corrompre* les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays « avancés » la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'« aristocratie ouvrière », entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal *soutien social* (pas militaire) *de la bourgeoisie*. Car ce sont de véritables *agents de la bourgeoisie* au sein du mouvement *ouvrier*, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labor lieutenants of the capitalist class *), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range

* En anglais dans le texte. (*N.R.*)

inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des « Versaillais » contre les « communards ».

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir.

L'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat. Cela s'est confirmé, depuis 1917, à l'échelle mondiale.

6 juillet 1920. *N. Lénine*

Dans ces 15 ou 20 dernières années, surtout depuis les guerres hispano-américaine (1898) et anglo-boer (1899-1902), la littérature économique, et aussi politique, de l'Ancien et du Nouveau Monde s'arrête de plus en plus fréquemment à la notion d'« impérialisme » pour caractériser l'époque où nous vivons. En 1902, l'économiste anglais J. A. Hobson a publié, à Londres et à New York, un ouvrage intitulé *L'impérialisme*. Tout en professant un point de vue social-réformiste bourgeois et pacifiste, identique quant au fond à la position actuelle de l'ex-marxiste K.Kautsky, l'auteur y a donné une description excellente et détaillée des principaux caractères économiques et politiques de l'impérialisme. En 1910 parut à Vienne un ouvrage du marxiste autrichien Rudolf Hilferding : *Le capital financier* (traduction russe, Moscou 1912). Malgré une erreur de l'auteur dans la théorie de l'argent et une certaine tendance à concilier le marxisme et l'opportunisme, cet ouvrage constitue une analyse théorique éminemment précieuse de « la phase la plus récente du développement du capitalisme », comme l'indique le sous-titre du livre d'Hilferding. Au fond, ce qu'on a dit de l'impérialisme pendant ces dernières années — notamment dans d'innombrables articles de journaux et de revues, ainsi que dans les résolutions, par exemple, des congrès de Chemnitz et de Bâle, en automne 1912, — n'est guère sorti du cercle des idées exposées ou, plus exactement, résumées par les deux auteurs précités...

Première page
du manuscrit de V. Lénine
L'impérialisme, stade suprême
du capitalisme. —
Janvier—juin 1916.
Réduction

Империализм, как высшая стадия капитализма.

(Популярный очерк).

За последние 15-20 лет, особенно после испано-американской (1898) и англо-бурской (1899-1902) войны, экономическая, а также политическая литература старого и нового света все чаще и чаще останавливается на понятии „империализм" для характеристики переживаемой нами эпохи. В 1902 году в Лондоне и Нью-Йорке вышло в свет сочинение английского экономиста Дж. А. Гобсона: „Империализм". Автор, стоящий на точке зрения буржуазного социал-реформизма и пацифизма — одной, в сущности, с теперешней позицией бывшего марксиста К. Каутского, — дал очень хорошее и объективное описание основных экономических и политических особенностей империализма. В 1910 году в Вене вышло в свет сочинение австрийского марксиста Рудольфа Гильфердинга: „Финансовый капитал" (Фус.

Nous allons tâcher d'exposer sommairement, le plus simplement possible, les liens et les rapports existant entre les caractères économiques *fondamentaux* de l'impérialisme. Nous ne nous arrêterons pas sur l'aspect non économique de la question, comme il le mériterait. Quant aux références bibliographiques et autres remarques qui pourraient ne pas intéresser tous les lecteurs, nous les renvoyons à la fin de la brochure [82].

I. LA CONCENTRATION DE LA PRODUCTION ET LES MONOPOLES

Le développement intense de l'industrie et le processus de concentration extrêmement rapide de la production dans des entreprises toujours plus importantes constituent une des caractéristiques les plus marquées du capitalisme. Les statistiques industrielles contemporaines donnent sur ce processus les renseignements les plus complets et les plus précis.

En Allemagne, par exemple, sur 1 000 entreprises industrielles, 3 en 1882, 6 en 1895 et 9 en 1907 étaient des entreprises importantes, c'est-à-dire employant plus de 50 ouvriers salariés. La part qui leur revenait, sur cent ouvriers, était respectivement de 22, 30 et 37. Mais la concentration de la production est beaucoup plus intense que celle de la main-d'œuvre, le travail dans les grandes entreprises étant beaucoup plus productif. C'est ce que montrent les chiffres relatifs aux machines à vapeur et aux moteurs électriques. Si nous considérons ce qu'on appelle en Allemagne l'industrie au sens large du mot, c'est-à-dire en y comprenant le commerce, les transports, etc., nous aurons le tableau suivant. Sur un total de 3 265 623 établissements, les gros sont au nombre de 30 588, soit 0,9% seulement. Ils emploient 5,7 millions d'ouvriers sur un total de 14,4 millions, soit 39, 4% ; ils consomment 6,6 millions de chevaux-vapeur sur un total de 8,8, c'est-à-dire 75,3% et 1,2 million de kilowatts d'électricité sur un total de 1,5 million, soit 77,2%.

Moins d'un centième des entreprises possèdent *plus des 3/4* du total de la force-vapeur et de la force électrique ! 2,97

millions de petites entreprises (jusqu'à 5 ouvriers salariés), constituant 91 % du total des entreprises, n'utilisent que 7% de la force motrice, électricité et vapeur ! Des dizaines de milliers de grandes entreprises sont tout ; des millions de petites ne sont rien.

En 1907, les établissements occupant 1 000 ouvriers et plus étaient en Allemagne au nombre de 586. Ils employaient près du *dixième* (1,38 million) de la totalité des ouvriers et *environ le tiers* (32%) de la force-vapeur et de la force électrique * prises ensemble. Le capital-argent et les banques, comme nous le verrons, rendent cette supériorité d'une poignée de très grandes entreprises plus écrasante encore, et cela au sens le plus littéral du mot, c'est-à-dire que des millions de « patrons », petits, moyens et même une partie des grands, sont en fait entièrement asservis par quelques centaines de financiers millionnaires.

Dans un autre pays avancé du capitalisme moderne, aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, la concentration de la production est encore plus intense. Ici, la statistique considère à part l'industrie au sens étroit du mot, et groupe les entreprises selon la valeur de la production annuelle. En 1904, il y avait 1 900 grosses entreprises (sur 216 180, soit 0,9%), produisant chacune pour un million de dollars et au-delà ! Ces entreprises employaient 1,4 million d'ouvriers (sur 5,5 millions, soit 25,6%) et avaient un chiffre de production de 5,6 milliards (sur 14,8 milliards, soit 38%). Cinq ans plus tard, en 1909, les chiffres respectifs étaient : 3 060 entreprises (sur 268 491, soit 1,1%), employant 2 millions d'ouvriers (sur 6,6, soit 30,5%) et ayant un chiffre de production de 9 milliards (sur 20,7 milliards, soit 43,8%) **.

Près de la moitié de la production totale du pays est fournie par *un centième* de l'ensemble des entreprises ! Et ces trois mille entreprises géantes embrassent 258 branches d'industrie. On voit par là que la concentration, arrivée à un certain degré de son développement, conduit d'elle-même, pour ainsi dire, droit au monopole. Car quelques dizaines d'entreprises géantes peuvent aisément s'entendre, et,

* D'après *Annalen des Deutschen Reichs*, 1911, Zahn.
** *Statistical Abstract of the United States*, 1912, p. 202.

d'autre part, la difficulté de la concurrence et la tendance au monopole naissent précisément de la grandeur des entreprises. Cette transformation de la concurrence en monopole est un des phénomènes les plus importants — sinon le plus important — de l'économie du capitalisme moderne. Aussi convient-il d'en donner une analyse détaillée. Mais écartons d'abord un malentendu possible.

La statistique américaine porte : 3 000 entreprises géantes pour 250 branches industrielles. Cela ne ferait, semble-t-il, qu'une douzaine d'entreprises géantes par industrie.

Mais ce n'est pas le cas. Toutes les industries ne possèdent pas de grandes entreprises ; d'autre part, une particularité extrêmement importante du capitalisme arrivé au stade suprême de son développement est ce qu'on appelle la *combinaison*, c'est-à-dire la réunion, dans une seule entreprise, de diverses branches d'industrie qui peuvent constituer les étapes successives du traitement de la matière première (par exemple, la production de la fonte à partir du minerai de fer et la transformation de la fonte en acier, et peut-être aussi la fabrication de divers produits finis en acier), ou bien jouer les unes par rapport aux autres le rôle d'auxiliaires (par exemple, l'utilisation des déchets ou des sous-produits ; la fabrication du matériel d'emballage, etc.).

« La combinaison, écrit Hilferding, égalise les différences de conjoncture, et assure ainsi à l'entreprise combinée un taux de profit plus stable. En second lieu, la combinaison élimine le commerce. En troisième lieu, elle permet des perfectionnements techniques et, par conséquent, la réalisation de profits supplémentaires par rapport aux entreprises « simples » (c'est-à-dire non combinées). En quatrième lieu, elle affermit la position de l'entreprise combinée par rapport à l'entreprise « simple » dans la lutte concurrentielle qui se déchaîne au moment d'une forte dépression (ralentissement des affaires, crise), lorsque la baisse des prix des matières premières retarde sur la baisse des prix des articles manufacturés *. »

L'économiste bourgeois allemand Heymann, qui a consacré un ouvrage à la description des entreprises « mixtes »,

---

* *Le capital financier*, pp. 286-287 (éd. russe).

c'est-à-dire combinées, dans la sidérurgie allemande, dit : « les entreprises simples périssent, écrasées entre les prix élevés des matières premières et les bas prix des articles manufacturés ». Ce qui aboutit au tableau suivant : « Restent, d'une part, les grandes compagnies houillères avec une production atteignant plusieurs millions de tonnes, fortement organisées dans leur syndicat patronal charbonnier ; et puis, étroitement unies à ces compagnies houillères, les grandes aciéries, avec leur syndicat de l'acier. Ces entreprises géantes qui produisent 400 000 tonnes d'acier par an (une tonne=60 pouds) et extraient des quantités formidables de minerai et de houille, qui fabriquent des produits finis en acier, emploient 10 000 ouvriers logés dans les casernes des cités ouvrières et ont parfois leurs propres chemins de fer et leurs ports, sont les représentants typiques de la sidérurgie allemande. Et la concentration va croissant. Certaines entreprises deviennent de plus en plus importantes ; un nombre toujours plus grand d'entre elles, d'une même branche ou de branches différentes, s'agglomèrent en des entreprises géantes soutenues et dirigées par une demi-douzaine de grosses banques berlinoises. En ce qui concerne l'industrie minière allemande, la justesse de la doctrine de Karl Marx sur la concentration est exactement démontrée ; il est vrai qu'il s'agit d'un pays où l'industrie est protégée par des tarifs douaniers et des droits de transport. L'industrie minière allemande est mûre pour l'expropriation*. »

Telle est la conclusion à laquelle devait aboutir un économiste bourgeois consciencieux, ce qui constitue une exception. Notons qu'il semble considérer l'Allemagne comme un cas d'espèce, son industrie étant protégée par de hauts tarifs douaniers. Mais cette circonstance n'a pu que hâter la concentration et la formation d'unions monopolistes de patrons : cartels, syndicats, etc. Il importe éminemment de constater qu'en Angleterre, pays du libre-échange, la concentration mène *aussi* au monopole, bien qu'un peu plus tard et peut-être sous une autre forme. Voici ce qu'écrit le professeur Hermann Levy dans son étude spéciale sur les

* Hans Gideon Heymann : *Die gemischten Werke im deutschen Grosseisengewerbe*, Stuttgart 1904 (pp. 256 et 278).

Monopoles, Cartels et Trusts, d'après les données concernant le développement économique de la Grande-Bretagne :

« En Grande-Bretagne, c'est la grandeur des entreprises et le niveau élevé de leur technique qui impliquent la tendance au monopole. D'une part, la concentration a pour résultat qu'il est nécessaire d'investir dans chaque entreprise des sommes énormes ; aussi, la création de nouvelles entreprises se heurte à des exigences toujours plus grandes en matière d'investissements, ce qui rend plus difficile leur constitution. Ensuite (et cela nous paraît être un point plus important), toute nouvelle entreprise qui veut se mettre au niveau des entreprises géantes créées par la concentration doit fournir une telle quantité excédentaire de produits que leur vente avantageuse ne pourrait avoir lieu qu'à la condition d'une augmentation extraordinaire de la demande, sinon cet excédent de production ferait baisser les prix dans une proportion aussi onéreuse pour la nouvelle usine que pour les associations monopolistes. » En Angleterre, les associations monopolistes d'entrepreneurs, cartels et trusts ne surgissent la plupart du temps — à la différence des autres pays où les droits protecteurs facilitent la cartellisation, — que si le nombre des principales entreprises concurrentes se ramène « tout au plus à deux douzaines ». « L'influence du mouvement de concentration sur l'organisation des monopoles dans la grande industrie apparaît ici avec une netteté cristalline*. »

Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait son *Capital*, la libre concurrence apparaissait à l'immense majorité des économistes comme une « loi de la nature ». La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'œuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un fait. Les économistes accumulent des montagnes de livres pour en décrire les diverses manifestations, tout en continuant à déclarer en chœur que « le marxisme est réfuté ». Mais les faits sont têtus, comme dit

* Hermann Levy : *Monopole, Kartelle und Trusts*, Iéna 1909, pp. 286, 290, 298.

le proverbe anglais, et, qu'on le veuille ou non, on doit en tenir compte. Les faits montrent que les différences existant entre les pays capitalistes, par exemple, en matière de protectionnisme ou de libre-échange, ne déterminent que des variations insignifiantes dans la forme des monopoles ou dans la date de leur apparition, tandis que la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production, est une loi générale et essentielle du stade actuel de l'évolution du capitalisme.

Pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est *définitivement* substitué à l'ancien : c'est le début du XX^e^ siècle. On lit dans un des travaux récapitulatifs les plus récents sur l'histoire de « la formation des monopoles »:

« L'époque antérieure à 1860 peut fournir quelques exemples de monopoles capitalistes ; on peut y découvrir les embryons des formes, désormais si familières ; mais tout cela appartient indéniablement à la préhistoire des cartels. Le vrai début des monopoles modernes se situe, au plus tôt, vers les années 1860-1870. La première période importante de leur développement commence avec la dépression industrielle internationale des années 1870-1880, et va jusqu'au début des années 1890. » « Si l'on examine la question à l'échelle européenne, le développement de la libre concurrence atteint son apogée entre 1860 et 1880. L'Angleterre avait achevé de construire son organisation capitaliste ancien style. En Allemagne, cette organisation s'attaquait puissamment à l'artisanat et à l'industrie à domicile et commençait à créer ses propres formes d'existence. »

« Le grand revirement commence avec le krach de 1873 ou, plus exactement, avec la dépression qui lui succéda et qui — avec une interruption à peine perceptible aussitôt après 1880 et un essor extrêmement vigoureux mais court vers 1889 — remplit vingt-deux années de l'histoire économique de l'Europe. » Pendant la courte période d'essor de 1889-1890, on se servit dans une notable mesure du système des cartels pour exploiter la conjoncture. Une politique irréfléchie fit monter les prix avec encore plus de rapidité et de violence que cela n'aurait eu lieu en l'absence des cartels; ces derniers s'effondrèrent presque tous lamentablement « dans la fosse du krach ». Cinq années de mauvaises affai-

res et de bas prix suivirent, mais l'état d'esprit n'était plus le même dans l'industrie. La dépression n'était plus considérée comme une chose allant de soi, on n'y voyait plus qu'une pause avant une nouvelle conjoncture favorable.

« La formation des cartels entra ainsi dans sa deuxième phase. De phénomène passager qu'ils étaient, les cartels deviennent une des bases de toute la vie économique. Ils conquièrent un domaine après l'autre, mais avant tout celui de la transformation des matières premières. Déjà au début de la période 1890-1900, ils avaient élaboré, en constituant le syndicat du coke sur le modèle duquel est organisé celui du charbon, une technique des cartels qui, au fond, n'a pas été dépassée. Le grand essor de la fin du XIX^e^ siècle et la crise de 1900-1903 se déroulent — tout au moins dans l'industrie minière et sidérurgique — pour la première fois entièrement sous le signe des cartels. Et si cela apparaissait encore, à l'époque, comme quelque chose de nouveau, c'est maintenant une vérité d'évidence, pour l'opinion publique, que d'importants secteurs de la vie économique échappent, en règle générale, à la libre concurrence*. »

Ainsi, les étapes principales de l'histoire des monopoles peuvent se résumer comme suit : 1) Années 1860-1880 : point culminant du développement de la libre concurrence. Les monopoles ne sont que des embryons à peine perceptibles. 2) Après la crise de 1873, période de large développement des cartels ; cependant, ils ne sont encore que l'exception. Ils manquent encore de stabilité. Ils ont encore un caractère passager. 3) Essor de la fin du XIX^e^ siècle et crise de 1900-1903 : les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière. Le capitalisme s'est transformé en impérialisme.

Les cartels s'entendent sur les conditions de vente, les échéances, etc. Ils se répartissent les débouchés. Ils déterminent la quantité des produits à fabriquer. Ils fixent les prix. Ils répartissent les bénéfices entre les diverses entreprises, etc.

---

* Th. Vogelstein : *Die finanzielle Organisation der kapitalistischen Industrie und die Monopolbildungen*, dans *Grundriss der Sozialökonomik*, VI Abt., Tübingen 1914. Voir, du même auteur : *Organisationsformen der Eisenindustrie und der Textilindustrie in England und Amerika*, t. I, Leipzig 1910.

Le nombre des cartels, en Allemagne, était estimé à 250 environ en 1896 et 385 en 1905, englobant près de 12 000 établissements *. Mais tous s'accordent à reconnaître que ces chiffres sont inférieurs à la réalité. Les données précitées de la statistique industrielle allemande de 1907 montrent que même ces 12 000 grosses entreprises concentrent certainement plus de la moitié de la force motrice, vapeur et électricité du pays. Dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, le nombre des trusts était estimé à 185 en 1900 et 250 en 1907. La statistique américaine divise l'ensemble des entreprises industrielles en entreprises appartenant à des particuliers, à des firmes et à des compagnies. Ces dernières possédaient en 1904 23,6%, et en 1909 25,9%, soit plus du quart de la totalité des établissements industriels. Elles employaient en 1904 70,6% et en 1909 75,6%, soit les trois quarts du total des ouvriers. Leur production s'élevait respectivement à 10,9 et 16,3 milliards de dollars, soit 73,7% et 79% de la somme totale.

Il n'est pas rare de voir les cartels et les trusts détenir 7 ou 8 dixièmes de la production totale d'une branche d'industrie. Lors de sa fondation en 1893, le Syndicat rhéno-westphalien du charbon détenait 86,7% de la production houillère de la région, et déjà 95,4% en 1910 **. Le monopole ainsi créé assure des bénéfices énormes et conduit à la formation d'unités industrielles d'une ampleur formidable. Le fameux trust du pétrole des Etats-Unis (Standard Oil Company) a été fondé en 1900. « Son capital s'élevait à 150 millions de dollars. Il fut émis pour 100 millions de dollars d'actions ordinaires et pour 106 millions d'actions privilégiées. Pour ces dernières il fut payé de 1900 à 1907 des dividendes de 48, 48, 45, 44, 36, 40, 40 et 40%, soit au total 367 millions de dollars. De 1882 à 1907 inclusivement, sur 889 millions de dollars de bénéfices nets, 606 millions furent distribués en dividendes et le reste versé au fonds

* Dr. Riesser : *Die deutschen Grossbanken und ihre Konzentration im Zusammenhange mit der Entwicklung der Gesamtwirtschaft in Deutschland*, 4e édition, 1912, p. 149. — R. Liefmann : *Kartelle und Trusts und die Weiterbildung der volkswirtschaftlichen Organisation*, 2e édit., 1910, p. 25.

** Dr. Fritz Kestner : *Der Organisationszwang. Eine Untersuchung über die Kämpfe zwischen Kartellen und Aussenseitern*, Berlin 1912, p. 11.

de réserve*. » « L'ensemble des entreprises du trust de l'acier (United States Steel Corporation) occupaient, en 1907, au moins 210 180 ouvriers et employés. La plus importante entreprise de l'industrie minière allemande, la Société minière de Gelsenkirchen (Gelsenkirchener Bergwerksgesellschaft), occupait en 1908 46 048 ouvriers et employés ** ». Dès 1902, le trust de l'acier produisait 9 millions de tonnes d'acier ***. Sa production constituait, en 1901, 66,3 % et, en 1908, 56,1 % de la production totale d'acier des Etats-Unis ****. Son pourcentage dans l'extraction de minerai s'élevait au cours des mêmes années à 43,9 % et 46,3 %.

Le rapport de la commission gouvernementale américaine sur les trusts déclare : « La supériorité des trusts sur leurs concurrents réside dans les grandes proportions de leurs entreprises et dans leur remarquable équipement technique. Le trust du tabac a, depuis le jour même de sa création, fait tout son possible pour substituer dans de larges proportions le travail mécanique au travail manuel. A cet effet, il a acheté tous les brevets ayant quelque rapport avec la préparation du tabac, en dépensant à cette fin des sommes énormes. Nombre de ces brevets, inutilisables dans leur état primitif, durent tout d'abord être mis au point par les ingénieurs du trust. A la fin de 1906, deux sociétés filiales furent constituées uniquement pour l'acquisition de brevets. C'est dans ce même but que le trust fit construire ses propres fonderies, ses fabriques de machines et ses ateliers de réparation. Un de ces établissements, celui de Brooklyn, emploie en moyenne 300 ouvriers ; on y expérimente et on y perfectionne au besoin les inventions concernant la fabrication des cigarettes, des petits cigares, du tabac à priser, des feuilles d'étain pour l'emballage, des boîtes, etc. *)». « D'autres trusts emploient des « devolopping en-

* R. Liefmann : *Beteiligungs- und Finanzierungsgesellschaften. Eine Studie über den modernen Kapitalismus und das Effektenwesen.* Ire éd., Iéna 1909, p. 212.

** *Ibid.*, p. 218.

*** Dr. S. Tschierschky : *Kartell und Trust*, Göttingen 1903, p. 13.

**** Th. Vogelstein : *Organisationsformen*, p. 275.

*) *Report of the Commissioner of Corporations on the Tobacco Industry*, Washington 1909, p. 266. — Cité d'après le livre du Dr. Paul

gineers » (ingénieurs pour le développement de la technique), dont la tâche est d'inventer de nouveaux procédés de fabrication et de faire l'essai des nouveautés techniques. Le trust de l'acier accorde à ses ingénieurs et à ses ouvriers des primes élevées pour toute invention susceptible de perfectionner la technique ou de réduire les frais de production *.»

Le perfectionnement technique de la grande industrie allemande est organisé de la même façon, par exemple dans l'industrie chimique, qui a pris au cours des dernières décennies un développement prodigieux. Dès 1908, le processus de concentration de la production fit surgir dans cette industrie deux « groupes » principaux qui tendaient, à leur manière, vers le monopole. Au début, ces groupes furent les « doubles alliances » de deux paires de grandes usines ayant chacune un capital de 20 à 21 millions de marks : d'une part, les anciennes fabriques Meister à Hochst et Cassella à Francfort-sur-le-Main ; d'autre part, la fabrique d'aniline et de soude de Ludwigshafen et l'ancienne usine Bayer, d'Elberfeld. Puis, en 1905 l'un de ces groupes et en 1908 l'autre conclurent chacun un accord avec une autre grande fabrique. Il en résulta deux « triples alliances », chacune représentant un capital de 40 à 50 millions de marks, qui commencèrent à « se rapprocher », à « s'entendre » sur les prix, etc. **.

La concurrence se transforme en monopole. Il en résulte un progrès immense de la socialisation de la production. Et, notamment, dans le domaine des perfectionnements et des inventions techniques.

Ce n'est plus du tout l'ancienne libre concurrence des patrons dispersés, qui s'ignoraient réciproquement et produisaient pour un marché inconnu. La concentration en arrive au point qu'il devient possible de faire un inventaire

---

Tafel, *Die nordamerikanischen Trusts und ihre Wirkungen auf den Fortschritt der Technik*, Stuttgart 1913, p. 48.

* *Report of the Commissioner of Corporations on the Tobacco Industry*, Washington 1909, p. 266. — Cité d'après le livre du Dr. Paul Tafel : *Die nordamerikanischen Trusts und ihre Wirkungen auf den Fortschritt der Technik*, Stuttgart 1913, p. 49.

** Riesser, ouvrage cité, pp. 547 et suiv., 3e édit. Les journaux annoncent (juin 1916) la création d'un nouveau trust colossal s'étendant à toute l'industrie chimique de l'Allemagne.

approximatif de toutes les sources de matières premières (tels les gisements de minerai de fer) d'un pays et même, ainsi que nous le verrons, de plusieurs pays, voire du monde entier. Non seulement on procède à cet inventaire, mais toutes ces sources sont accaparées par de puissants groupements monopolistes. On évalue approximativement la capacité d'absorption des marchés que ces groupements « se partagent » par contrat. Le monopole accapare la main-d'œuvre spécialisée, les meilleurs ingénieurs ; il met la main sur les voies et moyens de communication, les chemins de fer en Amérique, les sociétés de navigation en Europe et en Amérique. Le capitalisme arrivé à son stade impérialiste conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production ; il entraîne en quelque sorte les capitalistes, en dépit de leur volonté et sans qu'ils en aient conscience, vers un nouvel ordre social, intermédiaire entre l'entière liberté de la concurrence et la socialisation intégrale.

La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus. Le cadre général de la libre concurrence nominalement reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable.

L'économiste allemand Kestner a consacré tout un ouvrage à « la lutte entre les cartels et les outsiders », c'est-à-dire les industriels qui ne font point partie de ces derniers. Il l'a intitulé : *La contrainte à l'organisation*, alors qu'il eût fallu dire, bien entendu, pour ne pas exalter le capitalisme, la contrainte à se soumettre aux associations de monopolistes. Il est édifiant de jeter un simple coup d'œil, ne serait-ce que sur la liste des moyens de cette lutte actuelle, moderne, civilisée, pour « l'organisation », auxquels ont recours les unions de monopolistes : 1) privation de matières premières (... « un des procédés essentiels pour imposer l'adhésion au cartel ») ; 2) privation de main-d'œuvre au moyen d'« alliances » (c'est-à-dire d'accords entre les capitalistes et les syndicats ouvriers, aux termes desquels ces derniers n'acceptent de travailler que dans les entreprises cartellisées) ; 3) privation de moyens de transport ; 4) fermeture des débouchés ; 5) accords avec les acheteurs, par lesquels ceux-ci

s'engagent à n'entretenir de relations commerciales qu'avec les cartels ; 6) baisse systématique des prix (pour ruiner les « outsiders », c'est-à-dire les entreprises indépendantes du monopole, on dépense des millions afin de vendre, pendant un certain temps, au-dessous du prix de revient : dans l'industrie de l'essence de pétrole, il y a eu des cas où les prix sont tombés de 40 à 22 marks, soit une baisse de près de moitié !); 7) privation de crédits ; 8) boycottage.

Ce n'est plus la lutte concurrentielle entre les petites et les grandes usines, les entreprises techniquement arriérées et les entreprises techniquement avancées. C'est l'étouffement par les monopoles de ceux qui ne se soumettent pas à leur joug, à leur arbitraire. Voici comment ce processus se reflète dans l'esprit d'un économiste bourgeois :

« Même dans l'activité purement économique, écrit Kestner, un certain déplacement se produit de l'activité commerciale, au sens ancien du mot, vers la spéculation organisée. Le plus grand succès ne va pas au négociant que son expérience technique et commerciale met à même d'apprécier au mieux les besoins des clients et, pour ainsi dire, de « découvrir » la demande latente, mais au génie (?!) de la spéculation, qui sait calculer à l'avance ou du moins pressentir le développement organique et les possibilités de certaines liaisons entre les différentes entreprises et les banques »...

Traduit en clair, cela veut dire que le développement du capitalisme en est arrivé à un point où la production marchande, bien que continuant de « régner » et d'être considérée comme la base de toute l'économie, se trouve en fait ébranlée, et où le gros des bénéfices va aux « génies » des machinations financières. A la base de ces machinations et de ces tripotages, il y a la socialisation de la production ; mais l'immense progrès de l'humanité, qui s'est haussée jusqu'à cette socialisation, profite... aux spéculateurs. Nous verrons plus loin comment, « sur cette base », la critique petite-bourgeoise réactionnaire de l'impérialisme capitaliste rêve d'un retour *en arrière*, vers la concurrence « libre », « pacifique », « honnête ».

« La montée continue des prix, conséquence de la formation des cartels, dit Kestner, n'a été observée jusqu'ici qu'en ce qui concerne les principaux moyens de production,

notamment la houille, le fer, la potasse, et jamais par contre en ce qui concerne les produits fabriqués. L'augmentation de la rentabilité qui en découle s'est également limitée à l'industrie des moyens de production. A cette observation il faut encore ajouter que non seulement l'industrie de transformation des matières premières (et non des produits semi-ouvrés) tire de la constitution des cartels des avantages sous forme de profits élevés, et cela au détriment de l'industrie de transformation des produits semi-ouvrés, mais aussi qu'elle a acquis sur cette dernière une certaine *domination* qui n'existait pas au temps de la libre concurrence *.»

Le mot que nous avons souligné montre le fond de la question, que les économistes bourgeois reconnaissent si rarement et de si mauvaise grâce et auquel les défenseurs actuels de l'opportunisme, K. Kautsky en tête, s'efforcent si obstinément de se soustraire et de se dérober. Les rapports de domination et la violence qu'ils comportent, voilà ce qui est typique de la « phase la plus récente du développement du capitalisme », voilà ce qui devait nécessairement résulter, et qui a effectivement résulté, de la formation de monopoles économiques tout-puissants.

Citons encore un exemple de la domination exercée par les cartels. Là où il est possible de s'emparer de la totalité ou de la majeure partie des sources de matières premières, il est particulièrement facile de former des cartels et de constituer des monopoles. Mais on aurait tort de penser que les monopoles ne surgissent pas également dans les autres branches industrielles, où il est impossible d'accaparer les sources de matières premières. L'industrie du ciment trouve ses matières premières partout. Mais cette industrie est, elle aussi, fortement cartellisée en Allemagne. Les usines se sont groupées dans des syndicats régionaux : de l'Allemagne méridionale, de la Rhéno-Westphalie, etc. Les prix sont ceux des monopoles : 230 à 280 marks le wagon pour un prix de revient de 180 marks ! Les entreprises versent de 12 à 16 % de dividende ; et n'oublions pas que les « génies » de la spéculation moderne savent empocher des bénéfices importants en sus de ce qui est distribué à titre de dividende. Pour supprimer la concurrence dans une industrie

* Kestner, ouvr. cité, p. 254.

aussi lucrative, les monopolistes usent même de subterfuges : ils répandent des bruits mensongers sur la mauvaise situation de leur industrie, ils publient dans les journaux des avis non signés : « Capitalistes, gardez-vous de placer vos fonds dans l'industrie du ciment »; enfin, ils rachètent les usines des « outsiders » (c'est-à-dire des industriels ne faisant pas partie des cartels) en leur payant des « indemnités » de 60, 80 ou 150 mille marks *. Le monopole s'ouvre un chemin partout et par tous les moyens, depuis le paiement d'une « modeste » indemnité jusqu'au « recours », à la façon américaine, au dynamitage du concurrent.

Que les cartels suppriment les crises, c'est là une fable des économistes bourgeois qui s'attachent à farder le capitalisme. Au contraire, le monopole créé dans *certaines* industries augmente et aggrave le chaos inhérent à l'*ensemble* de la production capitaliste. La disproportion entre le développement de l'agriculture et celui de l'industrie, caractéristique du capitalisme en général, s'accentue encore davantage. La situation privilégiée de l'industrie la plus cartellisée, ce qu'on appelle l'industrie *lourde*, surtout celle du charbon et du fer, amène dans les autres branches industrielles une « absence de système encore plus sensible », comme le reconnaît Jeidels, auteur d'un des meilleurs ouvrages sur les « rapports des grosses banques allemandes et de l'industrie »**.

« Plus une économie nationale est développée, écrit Liefmann, défenseur acharné du capitalisme, et plus elle se tourne vers les entreprises hasardeuses ou qui résident à l'étranger, vers celles qui, pour se développer, ont besoin d'un grand laps de temps, ou enfin vers celles qui n'ont qu'une importance locale. ***» L'augmentation du caractère hasardeux tient, en définitive, à l'augmentation prodigieuse du capital, qui déborde en quelque sorte, s'écoule à l'étranger, etc. En même temps, le progrès extrêmement

* L. Eschwege : « Zement », dans *Die Bank*, t. I, 1909, pp. 115 et suiv.

** Jeidels : *Das Verhältnis der deutschen Grossbanken zur Industrie, mit besonderer Berücksichtigung der Eisenindustrie*, Leipzig 1905, p. 271.

*** Liefmann : *Beteiligungs- etc. Ges.*, p. 434.

rapide de la technique entraîne des éléments toujours plus nombreux de disproportion entre les divers aspects de l'économie nationale, de gâchis, de crise. Ce même Liefmann est obligé de faire l'aveu suivant : « Vraisemblablement, d'importantes révolutions dans le domaine technique attendent une fois de plus l'humanité dans un proche avenir ; elles auront un effet aussi sur l'organisation de l'économie nationale »... électricité, aviation... « D'ordinaire et en règle générale, en ces périodes de profondes transformations économiques, on voit se développer une spéculation intensive »...*

Et les crises (de toute espèce, le plus souvent économiques, mais pas exclusivement) accroissent à leur tour, dans de très fortes proportions, la tendance à la concentration et au monopole. Voici quelques réflexions extrêmement édifiantes de Jeidels sur l'importance de la crise de 1900, laquelle marqua, comme on le sait, un tournant dans l'histoire des monopoles modernes :

« Au moment où s'ouvrit la crise de 1900, existaient en même temps que les entreprises géantes des principales industries, quantité d'entreprises à l'organisation désuète selon les conceptions actuelles, des entreprises « simples » (c'est-à-dire non combinées), « que la vague de l'essor industriel avait amenées à la prospérité. La chute des prix et la réduction de la demande jetèrent ces entreprises « simples » dans une détresse qui n'atteignit pas du tout les entreprises géantes combinées, ou ne les affecta que pour un temps très court. C'est pourquoi la crise de 1900 provoqua une concentration industrielle infiniment plus forte que celle engendrée par la crise de 1873 : cette dernière avait, elle aussi, opéré une certaine sélection des meilleures entreprises, mais, étant donné le niveau technique de l'époque, cette sélection n'avait pas pu assurer le monopole aux entreprises qui en étaient sorties victorieuses. C'est précisément ce monopole durable que détiennent à un haut degré, grâce à leur technique très complexe, à leur organisation très poussée et à la puissance de leur capital, les entreprises géantes des actuelles industries sidérurgique et électrique, puis, à un degré moindre, les entreprises de constructions méca-

* Liefmann: *Beteiligungs-etc. Ges.*, pp. 465-466.

niques, certaines branches de la métallurgie, des voies de communication, etc. *»

Le monopole, tel est le dernier mot de la « phase la plus récente du développement du capitalisme ». Mais nous n'aurions de la puissance effective et du rôle des monopoles actuels qu'une notion extrêmement insuffisante, incomplète, étriquée, si nous ne tenions pas compte du rôle des banques.

II. LES BANQUES ET LEUR NOUVEAU ROLE

La fonction essentielle et initiale des banques est de servir d'intermédiaire dans les paiements. Ce faisant, elles transforment le capital-argent inactif en capital actif, c'est-à-dire générateur de profit, et, réunissant les divers revenus en espèces, elles les mettent à la disposition de la classe des capitalistes.

Au fur et à mesure que les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, elles cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays. Cette transformation d'une masse d'intermédiaires modestes en une poignée de monopolistes constitue un des processus essentiels de la transformation du capitalisme en impérialisme capitaliste. Aussi nous faut-il nous arrêter tout d'abord sur la concentration des banques.

En 1907-1908, les dépôts de toutes les sociétés anonymes bancaires d'Allemagne disposant d'un capital de plus d'un million de marks s'élevaient à 7 milliards de marks ; en 1912-1913, ils atteignaient déjà 9,8 milliards. En cinq ans, ils avaient donc augmenté de 2 milliards 800 millions, soit de 40 %. Sur cette somme, 2 milliards 750 millions se répartissaient entre 57 banques ayant chacune un capital de plus de 10 millions de marks. La répartition des dépôts entre grandes et petites banques était la suivante **:

* Jeidels, p. 108.

** Alfred Lansburgh : « Fünf Jahre deutsches Bankwesen », dans *Die Bank*, 1913, n° 8, p. 728.

Pourcentage des dépôts

	Dans les 9 grandes banques berlinoises	Dans les 48 autres banques ayant un capital de plus de 10 millions de marks	Dans les 115 banques ayant un capital de 1 à 10 millions	Dans les petites banques (ayant un capital de moins de 1 million)
1907-1908	47	32,5	16,5	4
1912-1913	49	36	12	3

Les petites banques sont refoulées par les grandes, dont 9 seulement concentrent presque la moitié de tous les dépôts. Et nous ne tenons pas compte ici de bien des éléments, par exemple de la transformation de toute une série de petites banques en de véritables filiales des grandes, etc. Nous en parlerons plus loin.

A la fin de 1913, Schulze-Gævernitz évaluait les dépôts des 9 grandes banques berlinoises à 5,1 milliards de marks sur un total d'environ 10 milliards. Considérant non seulement les dépôts, mais l'ensemble du capital bancaire, le même auteur écrivait : « A la fin de 1909, les neuf grandes banques berlinoises géraient, *avec les banques qui leur étaient rattachées*, 11,3 milliards de marks, soit environ 83 % de l'ensemble du capital bancaire allemand. La « Deutsche Bank » qui, *avec les banques qui lui sont rattachées*, gère près de 3 milliards de marks, constitue, de même que la Direction des chemins de fer de l'Etat, en Prusse, l'accumulation de capitaux la plus importante, et aussi l'organisation la plus décentralisée de l'Ancien monde *.»

Nous avons souligné l'indication relative aux banques « rattachées », car c'est là une des caractéristiques les plus importantes de la concentration capitaliste moderne. Les grandes entreprises, les banques surtout, n'absorbent pas seulement les petites, elles se les « rattachent » et se les subordonnent, elles les incorporent dans « leur » groupement, dans leur « consortium », pour emprunter le terme technique, par la « participation » à leur capital, par l'achat ou l'échange d'actions, par le système des crédits, etc., etc. Le professeur Liefmann a consacré tout un gros « ouvrage » de 500

* Schulze-Gævernitz : « Die deutsche Kreditbank », dans *Grundriss der Sozialökonomik*, Tübingen 1915, pp. 12 et 137.

pages à la description des « sociétés de participation et de financement» * modernes ; malheureusement, il ajoute des réflexions « théoriques » de très mauvais aloi à une documentation brute souvent mal digérée. A quoi aboutit, du point de vue de la concentration, ce système de « participations », c'est ce que montre, mieux que tout, le livre d'une « personnalité » du monde bancaire, Riesser, sur les grandes banques allemandes. Mais, avant d'en examiner les données, citons un exemple concret du système des « participations ».

Le « groupe » de la « Deutsche Bank » est un des plus importants, sinon le plus important, de tous les groupes de grandes banques. Pour embrasser d'un coup d'œil les principaux fils reliant entre elles toutes les banques de ce groupe, il faut distinguer les « participations » au premier, au deuxième et au troisième degré ou, ce qui revient au même, la dépendance (des banques de moindre importance à l'égard de la « Deutsche Bank ») au premier, au deuxième et au troisième degré. Cela donne le tableau suivant **:

		Dépendance au 1er degré	Dépendance au 2e degré	Dépendance au 3e degré
La «Deutsche Bank» participe:	constamment . . .	à 17 banques	dont 9 participent à 34 autres	dont 4 participent à 7 autres
	pour un temps indéterminé . . .	» 5 »	—	—
	de temps à autre .	» 8 »	dont 5 participent à 14 autres	dont 2 participent à 2 autres
	Total . .	à 30 banques	dont 14 participent à 48 autres	dont 6 participent à 9 autres

Parmi les 8 banques « dépendantes au premier degré » et « de temps à autre » de la « Deutsche Bank », trois sont étrangères : une autrichienne (la « Bankverein » de Vienne) et deux russes (la « Banque commerciale de Sibérie » et la

* R. Liefmann : *Beteiligungs- und Finanzierungsgesellschaften. Eine Studie über den modernen Kapitalismus und das Effektenwesen*, 1re édition, Iéna 1909, p. 212.

** Alfred Lansburgh : « Das Beteiligungssystem im deutschen Bankwesen », dans *Die Bank*, 1910, I, p. 500.

« Banque russe pour le commerce extérieur »). Au total, le groupe de la « Deutsche Bank » comprend, directement ou indirectement, entièrement où partiellement, 87 banques, et le montant des capitaux dont il dispose, en tant que capital propre ou capital en dépôt, peut s'évaluer à 2 ou 3 milliards de marks.

Il est évident qu'une banque placée à la tête d'un tel groupe et passant des accords avec une demi-douzaine d'autres banques, quelque peu inférieures, pour des opérations financières particulièrement importantes et lucratives, telles que les emprunts d'Etat, a dépassé le rôle d'« intermédiaire » et est devenue l'union d'une poignée de monopolistes.

La rapidité avec laquelle la concentration bancaire s'est effectuée en Allemagne à la fin du XIX^e^ siècle et au début du XX^e^ ressort des données suivantes, que nous empruntons à Riesser en les abrégeant :

Six grandes banques berlinoises avaient

Années	Succursales en Allemagne	Caisse de dépôts et bureaux de change	Participations constantes aux sociétés anonymes bancaires allemandes	Total des établissements
1895	16	14	1	42
1900	21	40	8	80
1911	104	276	63	450

On voit avec quelle rapidité s'étend le réseau serré des canaux qui enveloppent tout le pays et centralisent tous les capitaux et revenus, transformant des milliers et milliers d'entreprises éparses en un seul organisme capitaliste national, puis mondial. La « décentralisation » dont parlait, dans le passage précité, Schulze-Gævernitz au nom de l'économie politique bourgeoise de nos jours, consiste en fait dans la subordination à un seul centre d'un nombre toujours croissant d'unités économiques autrefois relativement « indépendantes » ou, plus exactement, d'importance strictement locale. En réalité, il y a donc *centralisation*, accentuation du rôle, de l'importance, de la puissance des monopoles géants.

Dans les pays capitalistes plus anciens, ce « réseau bancaire » est encore plus dense. En Angleterre, Irlande comprise,

il y avait en 1910 7 151 succursales pour l'ensemble des banques. Quatre grandes banques en avaient chacune plus de 400 (de 447 à 689), 4 autres en avaient plus de 200 et 11 plus de 100.

En France, *trois* banques importantes : le Crédit Lyonnais, le Comptoir National d'Escompte et la Société Générale, ont développé leurs opérations et le réseau de leurs succursales de la façon suivante *:

	Nombre de succursales et de caisses de dépôts			Capitaux (en millions de francs)	
	province	Paris	total	appartenant aux banques	en dépôt
1870	47	17	64	200	427
1890	192	66	258	265	1 245
1909	1 033	196	1 229	887	4 363

Pour caractériser les « relations » d'une grande banque moderne, Riesser indique le nombre de lettres qu'envoie et reçoit la Société d'Escompte (Disconto-Gesellschaft), une des banques les plus puissantes de l'Allemagne et du monde (dont le capital, en 1914, atteignait 300 millions de marks) :

	Nombre de lettres reçues	Nombre de lettres expédiées
1852	6 135	6 292
1870	85 800	87 513
1900	533 102	626 043

A la grande banque parisienne du « Crédit Lyonnais », le nombre des comptes courants est passé de 28 535 en 1875 à 633 539 en 1912 **.

Mieux peut-être que de longs développements, ces simples chiffres montrent comment la concentration des capitaux et l'accroissement des opérations bancaires modifient radicalement le rôle joué par les banques. Les capitalistes épars finissent par ne former qu'un seul capitaliste collectif. En tenant le compte courant de plusieurs capitalistes, la banque semble ne se livrer qu'à des opérations purement techniques, uniquement subsidiaires. Mais quand ces opérations prennent une extension formidable, il en résulte qu'une

* Eugen Kaufmann : *Das französische Bankwesen*, Tübingen 1911, pp. 356 et 362.

** Jean Lescure : *L'épargne en France*, Paris 1914, p. 52.

poignée de monopolistes se subordonne les opérations commerciales et industrielles de la société capitaliste tout entière ; elle peut, grâce aux liaisons bancaires, grâce aux comptes courants et à d'autres opérations financières, *connaître* tout d'abord *exactement* la situation de tels ou tels capitalistes, puis les *contrôler*, agir sur eux en élargissant ou en restreignant, en facilitant ou en entravant le crédit, et enfin *déterminer entièrement* leur sort, déterminer les revenus de leurs entreprises, les priver de capitaux, ou leur permettre d'accroître rapidement le leur dans d'énormes proportions, etc.

Nous venons de mentionner le capital de 300 millions de marks de la « Disconto-Gesellschaft » de Berlin. Cet accroissement de capital de la « Disconto-Gesellschaft » fut l'un des épisodes de la lutte pour l'hégémonie entre les deux plus grandes banques berlinoises, la « Deutsche Bank » et la « Disconto-Gesellschaft ». En 1870, la première ne faisait que débuter et n'avait qu'un capital de 15 millions, alors que celui de la seconde s'élevait à 30 millions. En 1908, la première possédait 200 millions ; la seconde, 170 millions. En 1914, la première portait son capital à 250 millions ; la seconde, en fusionnant avec une autre grande banque de première importance, « l'Union de Schaffhausen », élevait le sien à 300 millions. Et, naturellement, cette lutte pour l'hégémonie va de pair avec des « conventions » de plus en plus fréquentes et durables entre les deux banques. Voici les réflexions que suscite ce développement des banques chez des spécialistes en la matière, qui traitent les problèmes économiques d'un point de vue n'allant jamais au-delà de l'esprit de réforme bourgeois le plus modéré et le plus scrupuleux :

« D'autres banques suivront la même voie », écrivait la revue allemande *Die Bank* à propos de l'élévation du capital de la « Disconto-Gesellschaft » à 300 millions, « et les 300 personnes qui, aujourd'hui, gouvernent économiquement l'Allemagne, se réduiront avec le temps à 50, 25 ou à moins encore. Il n'y a pas lieu d'attendre que le mouvement de concentration moderne se circonscrive aux banques. Les relations étroites entre les banques conduisent naturellement à un rapprochement des consortiums industriels qu'elles patronnent... Un beau matin, en nous

réveillant, nous serons tout étonnés de ne plus voir que des trusts ; nous serons placés devant la nécessité de substituer aux monopoles privés des monopoles d'Etat. Et cependant, quant au fond, nous n'aurons rien à nous reprocher, si ce n'est d'avoir laissé au développement des choses un libre cours, quelque peu accéléré par l'action. »*

Voilà bien un exemple de l'impuissance du journalisme bourgeois, dont la science bourgeoise ne se distingue que par une moindre sincérité et une tendance à voiler le fond des choses, à masquer la forêt par des arbres. « S'étonner » des conséquences de la concentration, « s'en prendre » au gouvernement de l'Allemagne capitaliste ou à la « société » capitaliste (à « nous »), redouter que l'usage des actions « ne hâte » la concentration, tout comme Tschierschky, spécialiste allemand « en matière de cartels », redoute les trusts américains et leur « préfère » les cartels allemands, lesquels, prétend-il, ne sont pas capables « de hâter à l'excès, comme le font les trusts, le progrès technique et économique ** » — n'est-ce pas de l'impuissance ?

Mais les faits restent les faits. Il n'y a pas de trusts en Allemagne, il y a « seulement » des cartels ; mais l'Allemagne est *gouvernée* par tout au plus 300 magnats du capital. Et ce nombre diminue sans cesse. En tout état de cause, dans tous les pays capitalistes, et quelle que soit leur législation bancaire, les banques renforcent et accélèrent considérablement le processus de concentration des capitaux et de formation des monopoles.

« Les banques créent, à l'échelle sociale, la forme, mais seulement la forme, d'une comptabilité et d'une répartition générales des moyens de production », écrivait Marx il y a un demi-siècle, dans le *Capital* (trad. russe, Livre III, 2e partie, p. 144)[83]. Les chiffres que nous avons cités sur l'accroissement du capital bancaire, sur l'augmentation du nombre des comptoirs et succursales des grosses banques et de leurs comptes courants, etc., nous montrent concrètement cette « comptabilité générale » de la classe

* A. Lansburgh : « Die Bank mit den 300 Millionen », dans *Die Bank*, 1914, 1, p. 426.

** S. Tschierschky, ouvr. cité, p. 128.

tout entière des capitalistes et même pas seulement des capitalistes, car les banques réunissent, au moins pour un temps, toutes sortes de revenus en argent provenant de petits patrons, d'employés et de la mince couche supérieure des ouvriers. La « répartition générale des moyens de production », voilà ce qui *résulte* d'un point de vue tout formel du développement des banques modernes, dont les plus importantes, au nombre de 3 à 6 en France et de 6 à 8 en Allemagne, disposent de milliards et de milliards. Mais quant au *contenu*, cette répartition des moyens de production n'a rien de « général » ; elle est privée, c'est-à-dire conforme aux intérêts du grand capital — et au premier chef du plus grand capital, du capital monopoliste — qui opère dans des conditions telles que la masse de la population peut à peine subvenir à ses besoins et que tout le développement de l'agriculture retarde irrémédiablement sur celui de l'industrie, dont une branche, l'« industrie lourde », prélève un tribut sur toutes les autres.

Les caisses d'épargne et les bureaux de poste commencent à concurrencer les banques dans la socialisation de l'économie capitaliste. Ce sont des établissements plus « décentralisés », c'est-à-dire dont l'influence s'étend sur un plus grand nombre de localités, de coins perdus, sur de plus vastes contingents de la population. Une commission américaine a réuni, sur le développement comparé des dépôts en banque et dans les caisses d'épargne, les données ci-après * :

Dépôts (en milliards de marks)

	Angleterre		France		Allemagne		
	En banque	Dans les caisses d'épargne	En banque	Dans les caisses d'épargne	En banque	Dans les sociétés de crédit	Dans les caisses d'épargne
1880	8,4	1,6	?	0,9	0,5	0,4	2,6
1888	12,4	2,0	1,5	2,1	1,1	0,4	4,5
1908	23,2	4,2	3,7	4,2	7,1	2,2	13,9

* D'après la National Monetary Commission américaine. *Die Bank*, 1910, I, p. 1200. (*N.R.*)

Servant un intérêt de 4 % à 4,25 % sur les dépôts, les caisses d'épargne sont obligées de chercher pour leurs capitaux des placements « avantageux », de se lancer dans des opérations sur les lettres de change, les hypothèques, etc. Les lignes de démarcation entre les banques et les caisses d'épargne « s'effacent de plus en plus ». Les chambres de commerce de Bochum et d'Erfurt, par exemple, demandent qu'il soit « interdit » aux caisses d'épargne de se livrer à des opérations « purement » bancaires, telles que l'escompte des lettres de change, et exigent la limitation de l'activité « bancaire » des bureaux de poste *. Les manitous de la banque semblent craindre que le monopole d'Etat ne trouve là une faille par où se glisser. Mais il va de soi que cette crainte ne dépasse pas le cadre de la concurrence à laquelle peuvent se livrer deux chefs de bureau d'une même administration. Car, d'un côté, ce sont en définitive toujours les *mêmes* magnats du capital bancaire qui disposent en fait des milliards confiés aux caisses d'épargne et, d'un autre côté, le monopole d'Etat en société capitaliste n'est qu'un moyen d'accroître et d'assurer les revenus des millionnaires près de faire faillite dans telle ou telle industrie.

Le remplacement du vieux capitalisme, où régnait la libre concurrence, par un nouveau où règne le monopole, entraîne, notamment, une diminution de l'importance de la Bourse. La revue *Die Bank* écrit : « La Bourse a depuis longtemps cessé d'être l'intermédiaire indispensable des échanges qu'elle était autrefois, lorsque les banques ne pouvaient pas encore placer parmi leurs clients la plupart des valeurs émises **».

« Toute banque est une Bourse » : cet aphorisme moderne contient d'autant plus de vérité que la banque est plus importante et que la concentration fait de plus grands progrès dans les opérations bancaires. »*** « Si autrefois la Bourse, après 1870, avec ses excès de jeunesse » (allusion « délicate » au krach boursier de 1873, aux scandales de la Gründerzeit[84], etc.), « avait inauguré l'époque de l'industrialisation de l'Allemagne, aujourd'hui les banques et l'industrie peuvent

* *Die Bank*, 1913, pp. 811, 1022 ; 1914, p. 713.
** *Ibid*, 1914., I, p. 316.
*** Dr. Oscar Stillich : *Geld- und Bankwesen*, Berlin 1907, p. 169.

« se tirer d'affaire elles-mêmes ». La domination de nos grandes banques sur la Bourse... n'est que l'expression de l'Etat industriel allemand pleinement organisé. Dès lors, si le domaine des lois économiques fonctionnant automatiquement s'en trouve rétréci et le domaine de la réglementation consciente par les banques grandement élargi, il s'ensuit que la responsabilité incombant en matière d'économie nationale à quelques dirigeants augmente dans de vastes proportions. » Voilà ce qu'écrit le professeur allemand Schulze-Gævernitz *, cet apologiste de l'impérialisme allemand qui fait autorité chez les impérialistes de tous les pays et qui s'applique à masquer un « détail », à savoir que cette « réglementation consciente » par l'entremise des banques consiste dans le dépouillement du public par une poignée de monopolistes « pleinement organisés ». La tâche du professeur bourgeois n'est pas de mettre à nu tout le mécanisme et de divulguer tous les tripotages des monopolistes de la banque, mais de les présenter sous des dehors innocents.

De même Riesser, économiste et « financier » qui fait encore plus autorité, s'en tire avec des phrases à propos de faits qu'il est impossible de nier : « La Bourse perd de plus en plus ce caractère absolument indispensable à l'économie tout entière et à la circulation des valeurs, qui en fait non seulement le plus précis des instruments de mesure, mais aussi un régulateur presque automatique des mouvements économiques convergeant vers elle. »**

En d'autres termes, l'ancien capitalisme, le capitalisme de la libre concurrence, avec ce régulateur absolument indispensable qu'était pour lui la Bourse, disparaît à jamais. Un nouveau capitalisme lui succède, qui comporte des éléments manifestes de transition, une sorte de mélange entre la libre concurrence et le monopole. Une question se pose d'elle-même : *vers quoi* tend cette « transition » que constitue le capitalisme moderne ? Mais cette question, les savants bourgeois ont peur de la poser.

« Il y a trente ans, les employeurs engagés dans la libre concurrence accomplissaient les 9/10 de l'effort éco-

* Schulze-Gævernitz : «Die deutsche Kreditbank», dans *Grundriss der Sozialökonomik*, Tübingen 1915, p. 101.

** Riesser, ouvr. cité, 4e édit., p. 629.

nomique qui ne fait pas partie du travail manuel des « ouvriers ». A l'heure présente, ce sont des *fonctionnaires* qui accomplissent les 9/10 de cet effort intellectuel dans l'économie. La banque est à la tête de cette évolution. »* Cet aveu de Schulze-Gævernitz nous ramène une fois de plus à la question de savoir vers quoi tend ce phénomène transitoire que constitue le capitalisme moderne, parvenu à son stade impérialiste. — — —

Les quelques banques qui, grâce au processus de concentration, restent à la tête de toute l'économie capitaliste, ont naturellement une tendance de plus en plus marquée à des accords de monopoles à un *trust des banques*. En Amérique, ce ne sont plus neuf, mais *deux* très grandes banques, celles des milliardaires Rockefeller et Morgan, qui règnent sur un capital de 11 milliards de marks**. En Allemagne, l'absorption que nous avons signalée plus haut de l'*Union de Schaffhausen* par la *Disconto-Gesellschaft* a été appréciée en ces termes par le *Frankfurter Zeitung*[85], organe au service des intérêts boursiers :

« Le mouvement de concentration croissante des banques resserre le cercle des établissements auxquels on peut, en général, adresser des demandes de crédit, d'où une dépendance accrue de la grosse industrie à l'égard d'un petit nombre de groupes bancaires. La liaison étroite de l'industrie et du monde de la finance restreint la liberté de mouvement des sociétés industrielles ayant besoin de capitaux bancaires. Aussi la grande industrie envisage-t-elle avec des sentiments divers la trustification (le groupement ou la transformation en trusts) croissante des banques ; en effet, on a pu maintes fois observer des commencements d'accords entre consortiums de grandes banques, accords tendant à limiter la concurrence ***. »

Encore une fois, le dernier mot du développement des banques, c'est le monopole.

Quant à la liaison étroite qui existe entre les banques et l'industrie, c'est dans ce domaine que se manifeste peut-

* Schulze-Gævernitz : « Die Deutsche Kreditbank », dans *Grundriss der Sozialökonomik*, Tübingen 1915, p. 151.

** *Die Bank*, 1912, I, p. 435.

*** Cité d'après Schulze-Gævernitz dans *Grundriss der Sozialökonomik*, p. 155.

être avec le plus d'évidence le nouveau rôle des banques. Si une banque escompte les lettres de change d'un industriel, lui ouvre un compte courant, etc., ces opérations en tant que telles ne diminuent pas d'un iota l'indépendance de cet industriel, et la banque ne dépasse pas son rôle modeste d'intermédiaire. Mais si ces opérations se multiplient et s'instaurent régulièrement, si la banque « réunit » entre ses mains d'énormes capitaux, si la tenue des comptes courants d'une entreprise permet à la banque — et c'est ce qui arrive — de connaître avec toujours plus d'ampleur et de précision la situation économique du client, il en résulte une dépendance de plus en plus complète du capitaliste industriel à l'égard de la banque.

En même temps se développe, pour ainsi dire, l'union personnelle des banques et des grosses entreprises industrielles et commerciales, la fusion des unes et des autres par l'acquisition d'actions, par l'entrée des directeurs de banque dans les conseils de surveillance (ou d'administration) des entreprises industrielles et commerciales, et inversement. L'économiste allemand Jeidels a réuni une documentation fort complète sur cette forme de concentration des capitaux et des entreprises. Les six plus grandes banques berlinoises étaient représentées par leurs directeurs dans *344* sociétés industrielles et, par les membres de leur conseil d'administration, encore dans *407*, soit un total de *751* sociétés. Dans *289* de ces dernières, elles avaient soit deux membres aux conseils de surveillance, soit la présidence de ces derniers. Ces sociétés s'étendent aux domaines les plus divers du commerce et de l'industrie, aux assurances, aux voies de communication, aux restaurants, aux théâtres, à la production artistique, etc. D'autre part, il y avait (en 1910), dans les conseils de surveillance de ces mêmes six banques, cinquante-et-un des plus gros industriels, dont un directeur de la firme Krupp, celui de la grande compagnie de navigation « Hapag » (Hamburg-Amerika), etc., etc. De 1895 à 1910, chacune de ces six banques a participé à l'émission d'actions et d'obligations pour des centaines de sociétés industrielles, dont le nombre est passé de 281 à 419 *.

* Jeidels et Riesser, ouvr. cités.

L'« union personnelle » des banques et de l'industrie est complétée par l'« union personnelle » des unes et des autres avec le gouvernement. « Des postes aux conseils de surveillance, écrit Jeidels, sont librement offerts à des personnages de grand renom, de même qu'à d'anciens fonctionnaires de l'Etat, qui peuvent faciliter(!!) considérablement les relations avec les autorités »... « On trouve généralement au conseil de surveillance d'une grande banque un membre du Parlement ou un membre de la municipalité de Berlin. »

L'élaboration et, pour ainsi dire, la mise au point des grands monopoles capitalistes se poursuivent donc à toute vapeur, par tous les moyens « naturels » et « surnaturels ». Il en résulte une division systématique du travail entre quelques centaines de rois de la finance de la société capitaliste moderne :

« Parallèlement à cette extension du champ d'activité de certains gros industriels » (qui entrent aux conseils d'administration des banques, etc.) « et à l'attribution d'une région industrielle déterminée à des directeurs provinciaux, il se produit une sorte de spécialisation des dirigeants des grandes banques. Pareille spécialisation n'est possible que dans les grandes banques en général, et si elles ont des relations étendues dans le monde industriel, en particulier. Cette division du travail se fait dans deux directions : d'une part, toutes les relations avec l'industrie sont confiées à un directeur, dont c'est le domaine spécial ; d'autre part, chaque directeur assume la surveillance d'entreprises particulières ou de groupes d'entreprises dont la production ou les intérêts sont connexes »... (Le capitalisme en est déjà arrivé à la *surveillance* organisée sur les différentes entreprises)... « La spécialité de l'un est l'industrie allemande, parfois même uniquement celle de l'Allemagne occidentale » (l'Allemagne occidentale est la partie la plus industrialisée du pays) ; « pour d'autres, les relations avec les autres Etats et avec l'industrie de l'étranger, les renseignements sur la personnalité des industriels, etc., les questions boursières, etc. En outre, chacun des directeurs de la banque se voit souvent confier la gestion d'une région ou d'une branche d'industrie ; tel travaille principalement dans les conseils de surveillance des sociétés d'électricité, tel autre

dans les usines chimiques, les brasseries ou les raffineries de sucre, un autre encore, dans les quelques entreprises restées isolées, et en même temps dans le conseil de surveillance de sociétés d'assurances... En un mot, il est certain que dans les grandes banques, au fur et à mesure qu'augmentent l'étendue et la diversité de leurs opérations, la division du travail s'accentue entre leurs dirigeants, avec pour but (et pour résultat) de les élever, pour ainsi dire, un peu au-dessus des opérations purement bancaires, de les rendre plus aptes à juger, plus compétents dans les questions d'ordre général de l'industrie et dans les questions spéciales touchant les diverses branches, de les préparer à agir dans la sphère d'influence industrielle de la banque. Ce système des banques est complété par une tendance à élire dans leurs conseils de surveillance des hommes bien au fait de l'industrie, des industriels, d'anciens fonctionnaires, surtout de ceux qui ont servi dans l'administration des chemins de fer, des mines », etc. *

On retrouve une structure administrative similaire, avec de très légères variantes, dans les banques françaises. Le « Crédit Lyonnais », par exemple, une des trois plus grandes banques françaises, a organisé un service spécial des études financières, qui emploie en permanence plus de cinquante ingénieurs, statisticiens, économistes, juristes, etc., et dont l'entretien coûte de six à sept cent mille francs par an. Ce service est à son tour divisé en huit sections, dont l'une est chargée de recueillir des informations portant spécialement sur les entreprises industrielles, la seconde étudiant les statistiques générales ; la troisième, les compagnies de chemins de fer et de navigation ; la quatrième, les fonds ; la cinquième, les rapports financiers, etc. **

Il en résulte, d'une part, une fusion de plus en plus complète ou, suivant l'heureuse formule de N. Boukharine, une interpénétration du capital bancaire et du capital industriel, et, d'autre part, la transformation des banques

* Jeidels, ouvr. cité, p. 157.

** Article de Eug. Kaufmann sur les banques françaises dans *Die Bank*, 1909, n° 2, pp. 851 et suiv.

en établissements présentant au sens le plus exact du terme un « caractère universel ». Sur ce point, nous croyons devoir citer les propres termes de Jeidels, auteur qui a le mieux étudié la question :

« L'examen des relations industrielles dans leur ensemble permet de constater le *caractère universel* des établissements financiers travaillant pour l'industrie. Contrairement aux autres formes de banques, contrairement aux exigences quelquefois formulées par divers auteurs, à savoir que les banques devraient se spécialiser dans un domaine ou dans une industrie déterminée pour ne pas voir le sol se dérober sous leurs pieds, les grandes banques s'efforcent de multiplier le plus possible leurs relations avec les entreprises industrielles les plus diverses quant au lieu et au genre de production, et de faire disparaître de plus en plus les inégalités dans la répartition des capitaux entre les diverses régions ou les branches d'industrie, inégalités dont on trouve l'explication dans l'histoire des différentes entreprises. » « Une tendance consiste à généraliser la liaison avec l'industrie ; une autre, à la rendre continue et intensive ; toutes les deux sont appliquées par les six grandes banques, sinon intégralement, du moins déjà dans de notables proportions et à un degré égal. »

On entend assez souvent les milieux industriels et commerciaux se plaindre du « terrorisme » des banques. Faut-il s'en étonner, quand les grandes banques « commandent » de la façon dont voici un exemple ? Le 19 novembre 1901, l'une des banques D berlinoises (on appelle ainsi les quatre grandes banques dont le nom commence par la lettre D) adressait au conseil d'administration du Syndicat des ciments du Centre-Nord-Ouest allemand la lettre suivante : « Selon la note que vous avez publiée le 18 de ce mois dans tel journal, il apparaît que nous devons envisager l'éventualité de voir la prochaine assemblée générale de votre syndicat, fixée au 30 courant, prendre des décisions susceptibles d'amener dans votre entreprise des changements que nous ne pouvons accepter. Aussi sommes-nous, à notre grand regret, dans la nécessité de vous refuser dorénavant le crédit qui vous était accordé... Toutefois, si cette assemblée générale ne prend pas de décisions inacceptables pour nous et si nous recevons les garanties désirables pour

l'avenir, nous nous déclarons tout disposés à négocier avec vous l'ouverture d'un nouveau crédit *. »

A la vérité, nous retrouvons là les doléances du petit capital opprimé par le gros, seulement cette fois c'est tout un syndicat qui est tombé dans la catégorie des « petits »! La vieille lutte du petit et du gros capital recommence, mais à un degré de développement nouveau, infiniment supérieur. Il est évident que, disposant de milliards, les grandes banques sont capables de hâter aussi le progrès technique par des moyens qui ne sauraient en aucune façon être comparés à ceux d'autrefois. Les banques fondent, par exemple, des sociétés spéciales d'études techniques dont les travaux ne profitent, bien entendu, qu'aux entreprises industrielles « amies ». Citons entre autres la « Société pour l'étude des chemins de fer électriques », le « Bureau central de recherches scientifiques et techniques », etc.

Les dirigeants des grandes banques eux-mêmes ne peuvent pas ne pas voir que des conditions nouvelles sont en train de se former dans l'économie nationale, mais ils sont impuissants devant elles :

« Quiconque, écrit Jeidels, a observé, au cours des dernières années, les changements de personnes à la direction et aux conseils de surveillance des grandes banques, n'a pas pu ne pas remarquer que le pouvoir passait peu à peu aux mains d'hommes qui considèrent comme une tâche indispensable et de plus en plus pressante, pour les grandes banques, d'intervenir activement dans le développement général de l'industrie, et qu'entre ces hommes et les anciens directeurs des banques il se produit à ce propos des désaccords d'ordre professionnel et souvent aussi d'ordre personnel. Il s'agit, au fond, de savoir si, en tant qu'établissements de crédit, les banques ne subissent pas un préjudice du fait de leur intervention dans le processus de la production industrielle, si elles ne sacrifient pas leurs solides principes et un bénéfice assuré à une activité qui n'a rien à voir avec leur rôle d'intermédiaires du crédit et qui les amène sur un terrain où elles sont encore plus exposées que par le passé à l'action aveugle de la conjoncture industrielle. C'est ce qu'affirment nombre d'anciens directeurs de banques, mais la plupart des

* Dr. Oscar Stillich : *Geld- und Bankwesen*, Berlin 1907, p. 148.

jeunes considèrent l'intervention active dans les questions industrielles comme une nécessité pareille à celle qui a suscité, en même temps que le développement actuel de la grande industrie moderne, l'apparition des grandes banques et l'entreprise bancaire industrielle d'aujourd'hui. Les deux parties ne sont d'accord que sur un point, à savoir qu'il n'existe pas de principes fermes ni de but concret pour la nouvelle activité des grandes banques *.»

L'ancien capitalisme a fait son temps. Le nouveau constitue une transition. La recherche de « principes fermes et d'un but concret » en vue de « concilier » le monopole et la libre concurrence est, de toute évidence, une tentative vouée à l'échec. Les aveux des praticiens ne ressemblent guère aux éloges enthousiastes des apologistes officiels du capitalisme « organisé », tels que Schulze-Gævernitz, Liefmann et autres « théoriciens ».

A quelle époque au juste s'impose définitivement la « nouvelle activité » des grandes banques ? Cette importante question trouve une réponse assez précise chez Jeidels.

« Les relations des entreprises industrielles avec leur nouvel objet, leurs nouvelles formes, leurs nouveaux organismes, c'est-à-dire avec les grandes banques présentant une organisation à la fois centralisée et décentralisée, ne sont guère antérieures, en tant que phénomène caractéristique de l'économie nationale, aux années 1890 ; on peut même, en un sens, faire remonter ce point de départ à l'année 1897, avec ses grandes « fusions » d'entreprises qui introduisent pour la première fois la nouvelle forme d'organisation décentralisée, pour des raisons de politique industrielle des banques. Et l'on peut même le faire remonter à une date encore plus récente, car c'est seulement la crise de 1900 qui a énormément accéléré le processus de concentration tant dans l'industrie que dans la banque et en a assuré le triomphe définitif, qui a fait pour la première fois de cette liaison avec l'industrie le véritable monopole des grosses banques, qui a rendu ces rapports notablement plus étroits et plus intensifs**.»

Ainsi, le XX^e^ siècle marque le tournant où l'ancien

---

* Jeidels, ouvr. cité, pp. 183-184.
** *Ibid.*, p. 181.

capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général.

III. LE CAPITAL FINANCIER ET L'OLIGARCHIE FINANCIERE

« Une part toujours croissante du capital industriel, écrit Hilferding, n'appartient pas aux industriels qui l'utilisent. Ces derniers n'en obtiennent la disposition que par le canal de la banque, qui est pour eux le représentant des propriétaires de ce capital. D'autre part, force est à la banque d'investir une part de plus en plus grande de ses capitaux dans l'industrie. Elle devient ainsi, de plus en plus, un capitaliste industriel. Ce capital bancaire — c'est-à-dire ce capital-argent — qui se transforme ainsi en capital industriel, je l'appelle « capital financier ». « Le capital financier est donc un capital dont disposent les banques et qu'utilisent les industriels *. »

Cette définition est incomplète dans la mesure où elle passe sous silence un fait de la plus haute importance, à savoir la concentration accrue de la production et du capital, au point qu'elle donne et a déjà donné naissance au monopole. Mais tout l'exposé de Hilferding, en général, et plus particulièrement les deux chapitres qui précèdent celui auquel nous empruntons cette définition, soulignent le rôle des *monopoles capitalistes.*

Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles ; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion.

Il nous faut montrer maintenant comment la « gestion » exercée par les monopoles capitalistes devient inévitablement, sous le régime général de la production marchande et de la propriété privée, la domination d'une oligarchie financière. Notons que les représentants de la science bourgeoise allemande — et pas seulement allemande — comme Riesser, Schulze-Gævernitz, Liefmann, etc., sont tous des apologistes de l'impérialisme et du capital finan-

* R. Hilferding : *Le capital financier*, Moscou 1912, pp. 338-339.

cier. Loin de dévoiler le « mécanisme » de la formation de cette oligarchie, ses procédés, l'ampleur de ses revenus « licites et illicites », ses attaches avec les parlements, etc., etc., ils s'efforcent de les estomper, de les enjoliver. Ces « questions maudites », ils les éludent par des phrases grandiloquentes autant que vagues, par des appels au « sentiment de responsabilité » des directeurs de banques, par l'éloge du « sentiment du devoir » des fonctionnaires prussiens, par l'analyse doctorale des futilités qu'on trouve dans les ridicules projets de loi de « surveillance » et de « réglementation », par des fadaises théoriques comme cette définition « scientifique » saugrenue du professeur Liefmann : ...« *le commerce* est ***une pratique industrielle visant à réunir les biens, à les conserver et à les mettre à la disposition**** » (les italiques gras sont dans l'ouvrage du professeur)... Il en résulte que le commerce a existé chez l'homme primitif qui ne pratiquait pas encore l'échange et qu'il doit subsister dans la société socialiste !

Mais les faits monstrueux touchant la monstrueuse domination de l'oligarchie financière sont tellement patents que, dans tous les pays capitalistes, aussi bien en Amérique qu'en France et en Allemagne, est apparue une littérature qui, tout en professant le point de vue *bourgeois*, brosse néanmoins un tableau à peu près véridique, et apporte une critique — évidemment petite-bourgeoise — de l'oligarchie financière.

A la base, il y a tout d'abord le « système de participations », dont nous avons déjà dit quelques mots. Voici l'exposé qu'en fait l'économiste allemand Heymann, qui a été l'un des premiers, sinon le premier, à s'en occuper :

« Un dirigeant contrôle la société de base (littéralement : la « société-mère ») ; celle-ci, à son tour, règne sur les sociétés qui dépendent d'elle (les « sociétés filles ») ; ces dernières règnent sur les « sociétés petites-filles », etc. On peut donc, sans posséder un très grand capital, avoir la haute main sur d'immenses domaines de la production. En effet, si la possession de 50% du capital est toujours suffisante pour contrôler une société par actions, le dirigeant n'a besoin que d'un million pour pouvoir contrôler

* R. Liefmann, ouvr. cité, p. 476.

8 millions de capital dans les « sociétés petites-filles ». Et si cette « imbrication » est poussée plus loin, on peut, avec un million, contrôler seize millions, trente-deux millions, etc. * »

En fait, l'expérience montre qu'il suffit de posséder 40% des actions pour gérer les affaires d'une société anonyme **, car un certain nombre de petits actionnaires disséminés n'ont pratiquement aucune possibilité de participer aux assemblées générales, etc. La « démocratisation » de la possession des actions, dont les sophistes bourgeois et les opportunistes pseudo-social-démocrates attendent (ou assurent qu'ils attendent) la « démocratisation du capital », l'accentuation du rôle et de l'importance de la petite production, etc., n'est en réalité qu'un des moyens d'accroître la puissance de l'oligarchie financière. C'est pourquoi, soit dit en passant, dans les pays capitalistes plus avancés ou plus anciens et « expérimentés », le législateur permet l'émission de titres d'un montant réduit. En Allemagne, une action ne peut, aux termes de la loi, être d'un montant inférieur à mille marks, et les magnats allemands de la finance considèrent d'un œil envieux l'Angleterre où sont autorisées des actions d'une livre sterling (=20 marks, environ 10 roubles). Siemens, un des plus grands industriels et « rois de la finance » allemands, déclarait au Reichstag, le 7 juin 1900, que « l'action d'une livre sterling est la base de l'impérialisme britannique »***. Ce marchand a une conception nettement plus profonde, plus « marxiste », de l'impérialisme que certain auteur incongru, qui passe pour le fondateur du marxisme russe [86] et qui estime que l'impérialisme est une tare propre à un peuple déterminé...

Mais le « système de participations » ne sert pas seulement à accroître immensément la puissance des monopolistes, il permet en outre de consommer impunément les pires tripotages et de dévaliser le public, car d'un point de vue formel, au regard de la loi, les dirigeants de la « société-mère » ne sont pas responsables de la filiale, considérée

* Hans Gideon Heymann : *Die gemischten Werke im deutschen Grosseisengewerbe*, Stuttgart 1904, pp. 268-269.

** Liefmann : *Beteiligungsges, etc.*, p. 258 de la 1re édition.

*** Schulze-Gævernitz dans *Grundriss der Sozialökonomik*, V, 2, p. 110.

comme « autonome » et *par l'intermédiaire* de laquelle on peut *tout* « faire passer ». Voici un exemple que nous empruntons au fascicule de mai 1914 de la revue allemande *Die Bank* :

« La « Société anonyme de l'acier à ressorts » de Cassel était considérée, il y a quelques années encore, comme l'une des entreprises allemandes les plus rentables. Une mauvaise gestion fit que ses dividendes tombèrent de 15% à zéro. La direction, devait-on apprendre, avait, à l'insu des actionnaires, fait à l'une de ses sociétés filiales, la « Hassia », au capital nominal de quelques centaines de milliers de marks seulement, une avance de fonds de *6 millions de marks*. De ce prêt qui représentait presque le triple du capital-actions de la société-mère, celle-ci ne soufflait mot dans ses bilans. Juridiquement, un pareil silence était parfaitement légal, et il put durer deux années entières sans qu'aucun article de la législation commerciale fût violé. Le président du conseil de surveillance qui, en qualité de responsable, signait ces bilans truqués, était et est encore président de la Chambre de commerce de Cassel. Les actionnaires n'eurent connaissance de l'avance faite à « Hassia » que longtemps après, quand elle se révéla une erreur »... (l'auteur aurait bien fait de mettre ce mot entre guillemets)... « et que les actions de l'« acier à ressorts », à la suite des opérations de vente pratiquées par des initiés, eurent perdu près de 100% de leur valeur...

...« *Cet exemple typique des jongleries dont sont couramment l'objet les bilans* des sociétés par actions nous explique pourquoi leurs conseils d'administration se risquent dans les affaires hasardeuses d'un cœur bien plus léger que les particuliers. La technique moderne des bilans ne leur offre pas seulement la possibilité de cacher à l'actionnaire moyen les risques engagés ; elle permet aussi aux principaux intéressés de se dérober aux conséquences d'une expérience avortée en vendant à temps leurs actions, alors que l'entrepreneur privé assume l'entière responsabilité de ses actes...

Les bilans de nombreuses sociétés anonymes rappellent ces palimpsestes du moyen âge, dont il fallait d'abord gratter le texte visible pour pouvoir découvrir, dessous, les signes qui révélaient le texte réel du document » (un palimpseste

est un parchemin dont on a gratté l'écriture première pour y écrire un nouveau texte).

« Le procédé le plus simple et, de ce fait, le plus souvent employé pour rendre un bilan indéchiffrable consiste à diviser une entreprise donnée en plusieurs parties, par la constitution ou l'adjonction de filiales. L'avantage de ce système selon les buts visés — légaux ou illégaux — est tellement évident que les sociétés importantes qui ne l'ont pas adopté font aujourd'hui figure d'exception *. »

L'auteur cite comme exemple la société puissante et monopoliste appliquant très largement ce système, la fameuse Société générale d'électricité (l'A.E.G., sur laquelle nous reviendrons plus loin). En 1912, on estimait qu'elle participait à *175 ou 200* autres sociétés, les dominant, bien entendu, et englobant au total un capital d'environ *1,5 milliard de marks* **.

Toutes les règles de contrôle et de surveillance, de publication des bilans, d'établissement de schémas précis pour ces derniers, etc., ce par quoi les professeurs et les fonctionnaires bien intentionnés — c'est-à-dire ayant la bonne intention de défendre et de farder le capitalisme — occupent l'attention du public, sont ici dépourvues de toute valeur. Car la propriété privée est sacrée, et l'on ne peut empêcher personne d'acheter, de vendre, d'échanger des actions, de les hypothéquer, etc.

Pour juger du développement que le « système de participations » a pris dans les grandes banques russes, il suffit de se reporter aux données fournies par E. Agahd qui, employé pendant quinze ans à la Banque russo-chinoise, publia en mai 1914 un ouvrage dont le titre n'est pas tout à fait exact : *Grandes banques et marché mondial* ***. L'auteur divise les grandes banques russes en deux groupes principaux : *a*) celles qui appliquent le « système de participations » et *b*) cel-

---

* L. Eschwege : « Tochtergesellschaften », *Die Bank*, 1914, I, p. 545.

** Kurt Heinig : « Der Weg des Elektrotrusts », *Neue Zeit*, 1912, 30e année, II, p. 484.

*** E. Agahd : *Grossbanken und Weltmarkt. Die wirtschaftliche und politische Bedeutung der Grossbanken im Weltmarkt unter Berücksichtigung ihres Einflusses auf Russlands Volkswirtschaft und die deutsch-russischen Beziehungen*, Berlin 1914.

les qui sont « indépendantes » (entendant toutefois arbitrairement par ce dernier terme l'« indépendance » à l'égard des banques *étrangères*). Il subdivise le premier groupe en trois sous-groupes : 1) participation allemande, 2) participation anglaise et 3) participation française. C'est-à-dire « participation » et domination des plus grandes banques étrangères de la nation envisagée. Quant aux capitaux des banques, l'auteur les divise en capitaux à placement « productif » (dans l'industrie et le commerce) et capitaux de « spéculation » (consacrés aux opérations boursières et financières), estimant, du point de vue réformiste petit-bourgeois qui lui est propre, qu'on peut en régime capitaliste distinguer entre ces deux genres de placements et éliminer le dernier.

Voici ces données :

Actif des banques (d'après les bilans d'octobre-novembre 1913)
(en millions de roubles)

Groupes de banques russes	Capitaux placés		
	productivement	spéculativement	Total
a 1) 4 banques: Banque commerciale de Sibérie, Russe, Internationale, Comptoir d'Escompte	413,7	859,1	1 272,8
a 2) 2 banques: Industrielle et Commerciale, Russo-Anglaise	239,3	169,1	408,4
a 3) 5 banques: Russo-Asiatique, Privée de Saint-Pétersbourg, Azov-Don, Union de Moscou, Russo-Française de Commerce	711,8	661,2	1 373,0
(11 banques) *Total* . . . . . *a)*=	1 364,8	1 689,4	3 054,2
b) 8 banques: du corps des marchands de Moscou, Volga-Kama, Junker et Cie, Banque d'affaires de Saint-Pétersbourg (anc. Wawelberg), de Moscou (anc. Riabouchinski), Comptoir d'Escompte de Moscou, banque d'Affaires de Moscou et Privée de Moscou	504,2	391,1	895,3
(19 banques) *Total*	1 869,0	2 080,5	3 949,5

Ainsi, d'après ces chiffres, des 4 milliards de roubles environ constituant le capital « actif » des grandes banques, *plus des trois quarts*, plus de 3 milliards, reviennent à des banques qui ne sont au fond que des « filiales » de banques étrangères et, en premier lieu, de banques parisiennes (du fameux trio : Union parisienne, Banque de Paris et des Pays-Bas, Société Générale) et berlinoise (notamment la Deutsche Bank et la Disconto-Gesellschaft). Deux des banques russes les plus importantes, la « Banque russe » (« Banque russe pour le commerce extérieur ») et la « Banque internationale » (« Banque de Saint-Pétersbourg pour le commerce international ») ont, de 1906 à 1912, fait passer leurs capitaux de 44 à 98 millions de roubles et leurs fonds de réserve de 15 à 39 millions, « en travaillant aux trois quarts avec des capitaux allemands ». La première appartient au « consortium » berlinois de la « Deutsche Bank » et la seconde à celui, également berlinois, de la « Disconto-Gesellschaft ». L'excellent Agahd s'indigne profondément de voir la majorité des actions détenues par les banques berlinoises, ce qui réduit à l'impuissance les actionnaires russes. Et, naturellement, le pays qui exporte ses capitaux fait son beurre. La « Deutsche Bank » introduisant à Berlin les actions de la Banque commerciale de Sibérie, les garda une année en portefeuille et les vendit ensuite au cours de 193 pour 100, c'est-à-dire presque au double, « s'adjugeant » ainsi un bénéfice d'environ 6 millions de roubles que Hilferding devait appeler « bénéfice de constitution ».

Notre auteur estime à 8 235 millions de roubles, presque 8,25 milliards, la « puissance » totale des plus grandes banques de Pétersbourg ; quant à la « participation » ou, plus exactement, la domination, des banques étrangères, il la fixe aux proportions suivantes : banques françaises, 55% ; anglaises, 10% ; allemandes, 35%. Sur cette somme de 8 235 millions, 3 687 millions de capitaux actifs, soit plus de 40%, reviennent, suivant les calculs de l'auteur, aux syndicats patronaux ci-après : «Prodougol», «Prodamet»[87], syndicats du pétrole, de la métallurgie et des ciments. La fusion du capital bancaire et du capital industriel, grâce à la formation des monopoles capitalistes, a donc fait de grands progrès également en Russie.

Le capital financier, concentré en quelques mains et exerçant un monopole de fait, prélève des bénéfices énormes et toujours croissants sur la constitution de firmes, les émissions de valeurs, les emprunts d'Etat, etc., affermissant la domination des oligarchies financières et frappant la société tout entière d'un tribut au profit des monopolistes. Voici, pris entre mille, un exemple, cité par Hilferding, des « procédés de gestion » des trusts américains : en 1887, M. Havemeyer fondait le trust du sucre par la fusion de quinze petites sociétés, dont le capital s'élevait à un total de 6,5 millions de dollars. Convenablement « coupé d'eau », selon l'expression américaine, le capital du trust fut évalué à 50 millions de dollars. Cette « recapitalisation » tenait compte des futurs profits du monopole, de même que le trust de l'acier — toujours en Amérique — tient compte des futurs profits du monopole en achetant le plus possible de gisements de minerai. Et, effectivement, le trust du sucre a imposé ses prix de monopole ; ce qui lui procura un bénéfice tel qu'il put payer 10% de dividendes au capital *sept fois* « coupé d'eau », soit *presque 70% au capital effectivement versé lors de la fondation du trust !* En 1909, le capital de ce trust s'élevait à 90 millions de dollars. En vingt-deux ans, il avait plus que décuplé.

En France, le règne de l'« oligarchie financière » (*Contre l'oligarchie financière en France*, titre du fameux livre de Lysis, dont la cinquième édition a paru en 1908) a revêtu une forme à peine différente. Les quatre plus grosses banques jouissent d'un « monopole », non pas relatif, mais « absolu », de l'émission des valeurs. Pratiquement, c'est un « trust des grandes banques ». Et le monopole qu'il exerce assure des bénéfices exorbitants, lors des émissions. Le pays contractant un emprunt ne reçoit généralement pas plus de 90% du montant de ce dernier ; 10% reviennent aux banques et aux autres intermédiaires. Le bénéfice des banques sur l'emprunt russo-chinois de 400 millions de francs s'est élevé à 8%; sur l'emprunt russe de 800 millions (1904), à 10% ; sur l'emprunt marocain de 62 500 000 francs (1904), à 18,75%. Le capitalisme, qui a inauguré son développement par l'usure en petit, l'achève par l'usure en grand. « Les Français, dit Lysis, sont les usuriers de l'Europe. » Toutes les conditions de la vie économique

sont profondément modifiées par cette transformation du capitalisme. Même lorsque la population est stagnante, que l'industrie, le commerce et les transports maritimes sont frappés de marasme, le « pays » peut s'enrichir par l'usure. « Cinquante personnes représentant un capital de 8 millions de francs peuvent disposer de *deux milliards* placés dans quatre banques. » Le système des « participations », que nous connaissons déjà, amène au même résultat : la « Société Générale », une des banques les plus puissantes, émet 64 000 obligations d'une filiale, les « Raffineries d'Egypte ». Le cours de l'émission étant à 150%, la banque gagne 50 centimes du franc. Les dividendes de cette société se sont révélés fictifs, le « public » a perdu de 90 à 100 millions de francs. « Un des directeurs de la « Société Générale » faisait partie du Conseil d'administration des « Raffineries d'Egypte ». Rien d'étonnant si l'auteur est obligé de conclure : « La République française est une monarchie financière » ; « l'omnipotence de nos grandes banques est absolue ; elles entraînent dans leur sillage le gouvernement, la presse *. »

La rentabilité exceptionnelle de l'émission des valeurs, une des principales opérations du capital financier, joue un rôle très important dans le développement et l'affermissement de l'oligarchie financière : « Il n'y a pas, dans tout le pays, une seule affaire qui donne, fût-ce approximativement, des bénéfices aussi élevés que la médiation pour le placement d'un emprunt étranger », dit la revue allemande *Die Bank* **.

« Il n'est pas une seule opération bancaire qui procure des bénéfices aussi élevés que les émissions. » D'après l'*Economiste allemand*, les bénéfices réalisés sur l'émission de valeurs industrielles ont été, en moyenne :

en 1895, 38,6%	en 1898, 67,7%
» 1896, 36,1%	» 1899, 66,9%
» 1897, 66,7%	» 1900, 55,2%

* Lysis : *Contre l'oligarchie financière en France*, Paris 1908, 5e édition, pp. 11, 12, 26, 39, 40, 48.

** *Die Bank*, 1913, n° 7, p. 630.

« En dix ans, de 1891 à 1900, l'émission des valeurs industrielles allemandes a fait « gagner » *plus d'un milliard**. »

Si, dans les périodes d'essor industriel, les bénéfices du capital financier sont démesurés, en période de dépression les petites entreprises et les entreprises précaires périssent, et les grandes banques « participent » soit à leur achat à vil prix soit à de profitables « assainissements » et « réorganisations ». Dans l'« assainissement » des entreprises déficitaires, « le capital-actions est abaissé, c'est-à-dire que les bénéfices sont répartis sur un montant moindre du capital, et calculés par la suite en conséquence. Ou encore, si les revenus sont tombés à zéro, on fait appel à un nouveau capital ; celui-ci, associé à l'ancien qui est de moindre rapport, devient dès lors suffisamment rentable. Remarquons en passant, ajoute Hilferding, que tous ces assainissements et réorganisations ont pour les banques une double importance : c'est d'abord une opération fructueuse et, ensuite, une occasion de prendre en tutelle ces sociétés embarrassées ** ».

Un exemple. La société anonyme minière « Union », de Dortmund, fondée en 1872, au capital-actions de 40 millions de marks environ, vit le cours de ses actions s'élever à 170% après qu'elle eut payé dans sa première année 12% de dividendes. Le capital financier en fit son beurre, gagnant la bagatelle de quelque 28 millions de marks. Lors de la fondation de cette société, le rôle principal était revenu à la « Disconto-Gesellschaft », cette même grosse banque allemande qui a réussi à porter son capital à 300 millions de marks. Ensuite, les dividendes de l'« Union » tombèrent à zéro. Les actionnaires durent consentir à passer une partie des capitaux par « profits et pertes », c'est-à-dire à en sacrifier une partie pour ne pas perdre le tout. Et c'est ainsi que, par une série d'« assainissements », plus de 73 millions de marks ont disparu, en trente ans, des registres de l'« Union ». « A l'heure actuelle, les actionnaires fondateurs de cette société n'en ont en mains que 5% de la valeur nominale de leurs titres » ***, mais les

* Stillich, ouvr. cité, p. 143 et W. Sombart : *Die deutsche Volkswirtschaft im 19. Jahrhundert*, 2e édit., 1909, p. 526, Annexe 8.
** Hilferding : *Le capital financier*, p. 172.
*** Stillich, ouvr. cité, p. 138 et Liefmann, p. 51.

banques n'ont cessé de « gagner » à chaque « assainissement ».

La spéculation sur les terrains situés aux environs des grandes villes en plein développement est aussi une opération extrêmement lucrative pour le capital financier. Le monopole des banques fusionne ici avec celui de la rente foncière et celui des voies de communication, car la montée du prix des terrains, la possibilité de les vendre avantageusement par lots, etc., dépendent surtout de la commodité des communications avec le centre de la ville, et ces communications sont précisément aux mains des grandes compagnies liées à ces mêmes banques par le système de participations et la répartition des postes directoriaux. Il se produit ce que l'auteur allemand L. Eschwege, collaborateur de la revue *Die Bank*, qui a spécialement étudié les opérations de vente de terrains, les hypothèques foncières, etc., a appelé le « marais » : la spéculation effrénée sur les terrains suburbains, les faillites des entreprises de construction telles que la « Boswau et Knauer » de Berlin, qui avait récolté jusqu'à 100 millions de marks par l'intermédiaire de l'« importante et respectable » « Deutsche Bank », laquelle, s'en tenant bien entendu au système des « participations », c'est-à-dire agissant en secret, dans l'ombre, s'est tirée d'affaire en perdant « seulement » 12 millions de marks ; ensuite, la ruine des petits propriétaires et des ouvriers que les firmes de construction factices laissent impayés ; les tripotages avec la « loyale » police et l'administration berlinoises pour avoir la haute main sur la délivrance par la municipalité des renseignements concernant les terrains et des autorisations de construire, etc., etc. *.

Les « mœurs américaines », au sujet desquelles les professeurs européens et les bourgeois bien pensants lèvent si hypocritement les yeux au ciel, sont devenues, à l'époque du capital financier, celles de toute grande ville dans n'importe quel pays.

On parlait à Berlin, au début de 1914, de la constitution prochaine d'un « trust des transports », c'est-à-dire d'une « communauté d'intérêts » de trois entreprises berlinoises de transports : Chemin de fer électrique urbain, So-

* *Die Bank*, 1913, p. 952, L. Eschwege : *Der Sumpf* ; *ibid.*, 1912, n° 1, pp. 223 et suivantes.

ciété des tramways et Société des omnibus. « Que pareille intention existât, écrivait *Die Bank*, nous le savions depuis qu'il est connu que la majorité des actions de la Société des omnibus a été acquise par deux autres sociétés de transports... On ne saurait suspecter la bonne foi des instigateurs de ces projets qui espèrent, par une régularisation unifiée des transports, réaliser des économies, dont une partie pourrait finalement profiter au public. Mais la question se complique du fait que, derrière le trust en formation, il y a des banques qui, si elles le veulent, peuvent subordonner les moyens de communication dont elles auront le monopole aux intérêts de leur commerce de terrains. Pour se convaincre combien une telle supposition est naturelle, il suffit de se rappeler que, dès la fondation de la Société du chemin de fer électrique urbain, les intérêts de la grande banque qui la patronnait s'y sont trouvés mêlés. Savoir : les intérêts de cette entreprise de transports s'enchevêtraient avec les intérêts du trafic des terrains. En effet, la ligne est de ce chemin de fer devait desservir des terrains que la banque, une fois la construction de la ligne assurée, revendit avec un énorme bénéfice pour elle-même et pour quelques participants * »...

Le monopole, quand il s'est formé et brasse des milliards, pénètre impérieusement dans *tous* les domaines de la vie sociale, indépendamment du régime politique et de toutes autres « contingences ». La littérature économique allemande a l'habitude de louer servilement l'intégrité des fonctionnaires prussiens, non sans faire allusion au Panama français [88] et à la corruption politique américaine. Mais la vérité est que *même* les publications bourgeoises consacrées aux affaires bancaires de l'Allemagne sont constamment obligées de déborder le domaine des opérations purement bancaires et de parler, par exemple, de « l'attraction exercée par les banques » sur les fonctionnaires qui, de plus en plus fréquemment, passent au service de ces dernières : « où en est l'intégrité du fonctionnaire d'Etat qui aspire, dans son for intérieur, à une petite place de tout repos à la Behrenstrasse ** ? » (rue de Berlin où se trouve

* « Verkehrstrust », *Die Bank*, 1914, I, p. 89.
** « Der Zug zur Bank », *Die Bank*, 1909, I, p. 79.

le siège de la « Deutsche Bank »). L'éditeur de *Die Bank*, Alfred Lansburgh, écrivait en 1909 un article : « La signification économique du byzantinisme », traitant notamment du voyage de Guillaume II en Palestine et « de sa conséquence immédiate, le chemin de fer de Bagdad, cette fatale « grande œuvre de l'esprit d'entreprise allemand », qui a plus fait pour l'« encerclement » que tous nos péchés politiques pris ensemble * » (il faut entendre par encerclement la politique d'Edouard VII, tendant à isoler l'Allemagne dans le cercle d'une alliance impérialiste antiallemande). En 1911, le collaborateur déjà mentionné de cette revue, Eschwege, publiait un article intitulé : « La ploutocratie et les fonctionnaires », dans lequel il dévoilait, entre autres, le cas du fonctionnaire allemand Völker, qui se signala par son énergie au sein de la commission des cartels, mais qui, au bout de quelque temps, se trouva être détenteur d'une petite place lucrative dans le plus grand des cartels, le Syndicat de l'acier. Des cas analogues, qui ne sont point un effet du hasard, obligeaient l'écrivain bourgeois à reconnaître que « la liberté économique garantie par la Constitution allemande, n'est plus, dans bien des domaines, qu'une phrase vide de sens » et que, la domination de la ploutocratie une fois établie, « même la liberté politique la plus large ne peut empêcher que nous ne devenions un peuple d'hommes privés de liberté ** ».

Pour ce qui est de la Russie, nous nous bornerons à un seul exemple. Il y a quelques années, une nouvelle a fait le tour de la presse, annonçant que Davydov, directeur de la chancellerie du crédit, abandonnait son poste d'Etat pour entrer au service d'une grande banque ; celle-ci lui accordait des émoluments qui, d'après le contrat, devaient en quelques années se monter à plus d'un million de roubles. La chancellerie du crédit est une institution dont la tâche est de « coordonner l'activité de tous les établissements de crédit de l'Etat », et qui accorde aux banques de la capitale des subventions allant de 800 à 1 000 millions de roubles *** — — —.

* « Der Zug zur Bank », *Die Bank*, 1909, I, p. 301.
** *Ibid.*, 1911, II, p. 825; 1913, II, p. 962.
*** E. Agahd, p. 202.

Le propre du capitalisme est, en règle générale, de séparer la propriété du capital de son application à la production ; de séparer le capital-argent du capital industriel ou productif ; de séparer le rentier, qui ne vit que du revenu qu'il tire du capital-argent, de l'industriel, ainsi que de tous ceux qui participent directement à la gestion des capitaux. L'impérialisme, ou la domination du capital financier, est ce stade suprême du capitalisme où cette séparation atteint de vastes proportions. La suprématie du capital financier sur toutes les autres formes du capital signifie l'hégémonie du rentier et de l'oligarchie financière ; elle signifie une situation privilégiée pour un petit nombre d'Etats financièrement « puissants », par rapport à tous les autres. On peut juger de l'échelle de ce processus par la statistique des émissions, c'est-à-dire de la mise en circulation de valeurs de toute sorte.

Dans le *Bulletin de l'Institut international de statistique*, A. Neymarck * a publié sur les émissions de valeurs dans le monde entier des données très étendues, complètes, susceptibles d'être comparées, et maintes fois reproduites par la suite fragmentairement dans les publications économiques. Voici les chiffres pour les quarante dernières années :

Total des émissions en milliards de francs par dizaine d'années

1871-1880	76,1
1881-1890	64,5
1891-1900	100,4
1901-1910	197,8

Entre 1870 et 1880, la somme des émissions a augmenté dans le monde entier à la suite, notamment, des emprunts, conséquence de la guerre franco-prussienne et de la « Gründerzeit » qui la suivit en Allemagne. D'une façon générale, pendant les trente dernières années du XIX^e^ siècle, les émissions n'augmentent relativement pas très vite. Mais, au cours des dix premières années du XX^e^ siècle, la pro-

* *Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. XIX, livre II, La Haye 1912. Les données sur les petits Etats (2^e^ colonne) sont celles de 1902, augmentées de 20%.

gression est énorme, près de 100% en dix ans. Le début du XX^e siècle marque donc un tournant en ce qui concerne non seulement l'extension des monopoles (cartels, syndicats, trusts), ce dont nous avons déjà parlé, mais aussi en ce qui concerne le développement du capital financier.

Neymarck évalue à environ 815 milliards de francs le total des valeurs émises dans le monde entier en 1910. Défalcation faite, approximativement, des sommes répétées, il abaisse ce total à 575 ou 600 milliards, qui se répartissent comme suit entre les différents pays (le montant étant supposé égal à 600 milliards) :

Montant des valeurs en 1910 (en milliards de francs)

Angleterre	142	479	
Etats-Unis	132		
France	110		
Allemagne	95		
Russie	31		
Autriche-Hongrie	24		
Italie	14		
Japon	12		
Hollande	12,5		
Belgique	7,5		
Espagne	7,5		
Suisse	6,25		
Danemark	3,75		
Suède, Norvège, Roumanie, etc.	2,5		
Total	600		

Ces chiffres, on le voit immédiatement, mettent très nettement en évidence les quatre pays capitalistes les plus riches, qui disposent chacun d'environ 100 à 150 milliards de francs de valeurs. Deux de ces quatre pays — l'Angleterre et la France — sont les pays capitalistes les plus anciens et, ainsi que nous le verrons, les plus riches en colonies ; les deux autres — les Etats-Unis et l'Allemagne — sont les plus avancés par le développement rapide et le degré d'extension des monopoles capitalistes dans la production. Ensemble, ces quatre pays possèdent 479 milliards de francs, soit près de 80% du capital financier mondial. Presque tout le reste du globe est, d'une manière ou d'une autre, débiteur et tributaire de ces pays, véritables banquiers internationaux, qui sont les quatre « piliers » du capital financier mondial.

Il importe d'examiner particulièrement le rôle que joue l'exportation des capitaux dans la création du réseau international de dépendances et de relations du capital financier.

IV. L'EXPORTATION DES CAPITAUX

Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des *marchandises*. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des *capitaux*.

Le capitalisme, c'est la production marchande à son plus haut degré de développement, où la force de travail elle-même devient marchandise. L'extension des échanges tant nationaux qu'internationaux, surtout, est un trait distinctif caractéristique du capitalisme. Le développement inégal et par bonds des différentes entreprises, des différentes industries et des différents pays, est inévitable en régime capitaliste. Devenue capitaliste la première, et adoptant le libre-échange vers le milieu du XIX^e^ siècle, l'Angleterre prétendit au rôle d'« atelier du monde entier », de fournisseur en articles manufacturés de tous les pays, qui devaient, en échange, la ravitailler en matières premières. Mais *ce* monopole, l'Angleterre commença à le perdre dès le dernier quart de ce siècle. D'autres pays, qui s'étaient défendus par des tarifs douaniers « protecteurs », devinrent à leur tour des Etats capitalistes indépendants. Au seuil du XX^e^ siècle, on vit se constituer un autre genre de monopoles : tout d'abord, des associations monopolistes capitalistes dans tous les pays à capitalisme évolué ; ensuite, la situation de monopole de quelques pays très riches, dans lesquels l'accumulation des capitaux atteignait d'immenses proportions. Il se constitua un énorme « excédent de capitaux » dans les pays avancés.

Certes, si le capitalisme pouvait développer l'agriculture qui, aujourd'hui, retarde partout terriblement sur l'industrie, s'il pouvait élever le niveau de vie des masses populaires qui, en dépit d'un progrès technique vertigineux, demeurent partout grevées par la sous-alimentation et l'indigence, il ne saurait être question d'un excédent de capitaux. Les critiques petits-bourgeois du capitalisme servent à tout propos cet « argument ». Mais alors le capitalisme ne serait pas le capitalisme, car l'inégalité de son développement et la sous-alimentation des masses sont les conditions et les prémisses fondamentales, inévitables, de ce mode de production. Tant que le capitalisme reste le ca-

pitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. Les profits y sont habituellement élevés, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement bas, les salaires de même, les matières premières à bon marché. Les possibilités d'exportation de capitaux proviennent de ce qu'un certain nombre de pays attardés sont d'ores et déjà entraînés dans l'engrenage du capitalisme mondial, que de grandes lignes de chemins de fer y ont été construites ou sont en voie de construction, que les conditions élémentaires du développement industriel s'y trouvent réunies, etc. La nécessité de l'exportation des capitaux est due à la « maturité excessive » du capitalisme dans certains pays, où (l'agriculture étant arriérée et les masses misérables) les placements «avantageux» font défaut au capital.

Voici des données approximatives sur l'importance des capitaux placés à l'étranger par trois principaux pays *.

Capitaux placés à l'étranger

(en milliards de francs)

Années	Par l'Angleterre	Par la France	Par l'Allemagne
1862	3,6	—	—
1872	15	10 (1869)	—
1882	22	15 (1880)	?
1893	42	20 (1890)	?
1902	62	27-37	12,5
1914	75-100	60	44

* Hobson : *Imperialism*, p. 58, Londres 1902; Riesser, ouvr. cité, pp. 395 et 404 ; P. Arndt, dans *Weltwirtschaftliches Archiv*, t. VII, p. 35, 1916 ; Neymarck dans le *Bulletin* ; Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 492 ; Lloyd George, discours prononcé le 4 mai 1915 à la Chambre des Communes (d'après le *Daily Telegraph* du 5 mai 1915) ; B. Harms : *Probleme der Weltwirtschaft*, pp. 235 et autres, Iéna 1912 ; Dr. Siegmund Schilder : *Entwicklungstendenzen der Weltwirtschaft*, t. I, p. 150, Berlin 1912 ; George Paish : « Great Britain's Capital Investments, etc. » dans le *Journal of the Royal Statistical Society*, vol. LXXIV, 1910-11, pp. 167 et suivantes ; Georges Diouritch : *L'expansion des banques allemandes à l'étranger, ses rapports avec le développement économique de l'Allemagne*, Paris 1909, p. 84.

On voit par là que l'exportation des capitaux n'atteignit un développement prodigieux qu'au début du XX^e siècle. Avant la guerre, les capitaux investis à l'étranger par les trois principaux pays étaient de 175 à 200 milliards de francs. Au taux modeste de 5%, ils devaient rapporter 8 à 10 milliards de francs par an. Base solide pour l'oppression et l'exploitation impérialiste de la plupart des pays et des peuples du monde, pour le parasitisme capitaliste d'une poignée d'Etats opulents !

Comment se répartissent entre les différents pays ces capitaux placés à l'étranger ? *Où* vont-ils ? A cette question on ne peut donner qu'une réponse approximative, qui est pourtant de nature à mettre en lumière certains rapports et liens généraux de l'impérialisme moderne.

Continents entre lesquels sont répartis (approximativement) les capitaux exportés (aux environs de 1910)

	Par l'Angleterre	Par la France	Par l'Allemagne	Total
	(en milliards de marks)			
Europe	4	23	18	45
Amérique	37	4	10	51
Asie, Afrique et Australie	29	8	7	44
Total	70	35	35	140

Pour l'Angleterre, ce sont en premier lieu ses possessions coloniales, très grandes en Amérique également (le Canada, par exemple), sans parler de l'Asie, etc. Les immenses exportations de capitaux sont étroitement liées ici, avant tout, aux immenses colonies, dont nous dirons plus loin l'importance pour l'impérialisme. Il en va autrement pour la France. Ici, les capitaux placés à l'étranger le sont surtout en Europe et notamment en Russie (10 milliards de francs au moins). Il s'agit principalement de capitaux *de prêt*, d'emprunts d'Etat, et non de capitaux investis dans des entreprises industrielles. A la différence de l'impérialisme anglais, colonialiste, l'impérialisme français peut être qualifié d'usuraire. L'Allemagne offre une troisième variante : ses colonies sont peu considérables, et ses capitaux placés à l'étranger sont ceux qui se répartissent le plus également entre l'Europe et l'Amérique.

Les exportations de capitaux influent, en l'accélérant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier.

Les pays exportateurs de capitaux ont presque toujours la possibilité d'obtenir certains « avantages », dont la nature fait la lumière sur l'originalité de l'époque du capital financier et des monopoles. Voici, par exemple, ce qu'on lisait, en octobre 1913, dans la revue berlinoise *Die Bank* :

« Une comédie digne d'un Aristophane se joue depuis peu sur le marché financier international. De nombreux États étrangers, de l'Espagne aux Balkans, de la Russie à l'Argentine, au Brésil et à la Chine présentent sur les grands marchés financiers, ouvertement où sous le manteau, des demandes d'emprunts dont certaines sont extraordinairement pressantes. La situation aujourd'hui n'est guère favorable sur les marchés financiers et les perspectives politiques ne sont pas radieuses. Et cependant, aucun des marchés financiers n'ose refuser les emprunts étrangers, de crainte que le voisin ne le prévienne et ne consente l'emprunt, en s'assurant ainsi services pour services. Dans les transactions internationales de cette sorte, le prêteur, en effet, obtient presque toujours quelque chose : un avantage lors de la conclusion d'un traité de commerce, une base houillère, la construction d'un port, une grasse concession, une commande de canons *. »

Le capital financier a engendré les monopoles. Or, les monopoles introduisent partout leurs méthodes : l'utilisation des « relations » pour des transactions avantageuses se substitue, sur le marché public, à la concurrence. Rien de plus ordinaire que d'exiger, avant d'accorder un emprunt, qu'il soit affecté en partie à des achats de produits dans le pays prêteur, surtout à des commandes d'armements, de bateaux, etc. La France, au cours de ces vingt dernières années (1890-1910), a très souvent recouru à ce procédé. L'exportation des capitaux devient ainsi un moyen d'en-

* *Die Bank*, 1913, n° 2, p. 1024.

courager l'exportation des marchandises. Les transactions entre des entreprises particulièrement importantes revêtent, dans ces circonstances, un caractère tel que, pour employer cet « euphémisme » de Schilder *, « elles confinent à la corruption ». Krupp en Allemagne, Schneider en France, Armstrong en Angleterre nous offrent le modèle de ces firmes étroitement liées à des banques géantes et au gouvernement, et qu'il n'est pas facile d'y « passer outre » lors de la conclusion d'un emprunt.

La France, créditrice de la Russie, a « fait pression » sur elle lors du traité de commerce du 16 septembre 1905, en se faisant accorder certains avantages jusqu'en 1917. Elle fit de même à l'occasion du traité de commerce qu'elle signa avec le Japon le 19 août 1911. La guerre douanière entre l'Autriche et la Serbie, qui dura, sauf une interruption de sept mois, de 1906 à 1911, avait été provoquée en partie par la concurrence entre l'Autriche et la France quant au ravitaillement de la Serbie en matériel de guerre. En janvier 1912, Paul Deschanel déclarait à la Chambre que les firmes françaises avaient, de 1908 à 1911, fourni à la Serbie pour 45 millions de francs de matériel de guerre.

Un rapport du consul austro-hongrois à Sao-Paulo (Brésil) déclare : « la construction des chemins de fer brésiliens est réalisée principalement avec des capitaux français, belges, britanniques et allemands. Les pays intéressés s'assurent, au cours des opérations financières liées à la construction des voies ferrées, des commandes de matériaux de construction ».

Le capital financier jette ainsi ses filets au sens littéral du mot, pourrait-on dire, sur tous les pays du monde. Les banques qui se fondent dans les colonies et leurs succursales, jouent en l'occurrence un rôle important. Les impérialistes allemands considèrent avec envie les « vieux » pays colonisateurs qui, à cet égard, ont assuré leur avenir de façon particulièrement « avantageuse » : en 1904 l'Angleterre avait 50 banques coloniales avec 2 279 succursales (en 1910, elle en avait 72 avec 5 449 succursales) ; la France en avait 20 avec 136 succursales ; la Hollande, 16 avec 68 succursales, alors que l'Allemagne n'en avait « en tout et

* Schilder, ouvr. cité, pp. 346, 350 et 371.

pour tout » que 13 avec 70 succursales *. Les capitalistes américains jalousent, de leur côté, leurs confrères anglais et allemands : « En Amérique du Sud, écrivaient-ils, navrés, en 1915, cinq banques allemandes ont 40 succursales, et cinq banques anglaises en ont 70... L'Angleterre et l'Allemagne ont, au cours des vingt-cinq dernières années, investi en Argentine, au Brésil et en Uruguay environ 4 billions (milliards) de dollars, ce qui fait qu'ils bénéficient de 46% de l'ensemble du commerce de ces trois pays**. »

Les pays exportateurs de capitaux se sont, au sens figuré du mot, partagé le monde. Mais le capital financier a conduit aussi au partage *direct* du globe.

V. LE PARTAGE DU MONDE ENTRE LES GROUPEMENTS CAPITALISTES

Les groupements de monopoles capitalistes — cartels, syndicats, trusts — se partagent tout d'abord le marché intérieur en s'assurant la possession, plus ou moins absolue, de toute la production de leur pays. Mais, en régime capitaliste, le marché intérieur est nécessairement lié au marché extérieur. Il y a longtemps que le capitalisme a créé le marché mondial. Et, au fur et à mesure que croissait l'exportation des capitaux et que s'étendaient, sous toutes les formes, les relations avec l'étranger et les colonies, ainsi que les « zones d'influence » des plus grands groupements monopolistes, les choses allaient « naturellement » vers une entente universelle de ces derniers, vers la formation de cartels internationaux.

Ce nouveau degré de concentration du capital et de la production à l'échelle du monde entier est infiniment plus élevé que les précédents. Voyons comment se forme ce supermonopole.

---

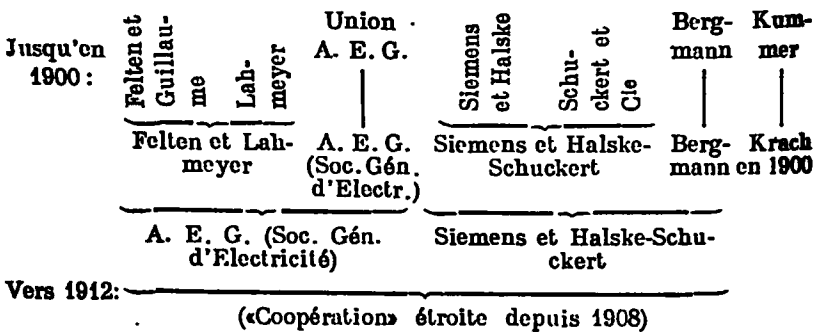
* Riesser, ouvr. cité, 4e édit., p. 375, et Diouritch, ouvr. cité, p. 283.

** *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. LIX, mai 1915, p. 301. Dans cette même publication, à la page 331, nous lisons que, dans la dernière livraison de la revue financière *Statist*, le fameux statisticien Paish estime la somme du capital exporté par l'Angleterre, l'Allemagne, la France, la Belgique et la Hollande à 40 milliards de dollars, soit 200 milliards de francs.

L'industrie électrique caractérise mieux que toute autre les progrès modernes de la technique, le capitalisme *de la fin* du XIX^e^ siècle et du commencement du XX^e^. Et elle s'est surtout développée dans les deux nouveaux pays capitalistes les plus avancés : les Etats-Unis et l'Allemagne. En Allemagne, la concentration dans ce domaine a été particulièrement accélérée par la crise de 1900. Les banques, déjà suffisamment liées à l'industrie à cette époque, précipitèrent et accentuèrent au plus haut point pendant cette crise la ruine des entreprises relativement peu importantes, et leur absorption par les grandes entreprises. « En refusant tout secours aux entreprises qui avaient précisément le plus grand besoin de capitaux, écrit Jeidels, les banques provoquèrent d'abord un essor prodigieux, puis la faillite lamentable des sociétés qui ne leur étaient pas assez étroitement rattachées *. »

Résultat : après 1900, la concentration progressa à pas de géant. Jusqu'en 1900, il y avait eu dans l'industrie électrique 8 ou 7 « groupes » formés chacun de plusieurs sociétés (au total 28) et dont chacun était soutenu par des banques au nombre de 2 à 11. Vers 1908-1912, tous ces groupes avaient fusionné pour n'en former que deux, voire un. Voici comment :

Groupements dans l'industrie électrique:



La fameuse A.E.G. (Société Générale d'Electricité) contrôle au terme de ce développement 175 à 200 sociétés

* Jeidels, ouvr. cité, p. 232.

(selon le système des « participations ») et dispose au total d'un capital d'environ 1,5 *milliard* de marks. A elles seules, ses représentations directes à l'étranger sont au nombre de 34, dont 12 sociétés par actions, dans plus de 10 Etats. Dès 1904, les capitaux investis par l'industrie électrique allemande à l'étranger étaient évalués à 233 millions de marks, dont 62 millions en Russie. Inutile de dire que la « Société Générale d'Electricité » est une immense entreprise « combinée » (ses sociétés industrielles de fabrication sont à elles seules au nombre de 16), produisant les articles les plus variés, depuis les câbles et isolateurs jusqu'aux automobiles et aux appareils volants.

Mais la concentration en Europe a été aussi partie intégrante du processus de concentration en Amérique. Voici comment cela s'est fait :

	General Electric C°	
Etats-Unis:	La Compagnie Thompson-Houston fonde pour l'Europe la firme	La Compagnie Edison fonde pour l'Europe la Société française Edison, qui transmet ses brevets à la firme allemande
Allemagne:	Société d'Electricité Union	Société Générale d'Electricité (A.E.G.)
	Société Générale d'Electricité (A.E.G.)	

Ainsi se sont constituées *deux* « puissances » de l'industrie électrique. « Il n'existe pas au monde d'autres sociétés d'électricité qui en soient *entièrement* indépendantes », écrit Heinig dans son article « La voie du trust de l'électricité ». Quant au chiffre d'affaires et à l'importance des entreprises des deux « trusts », les chiffres suivants en donnent une idée, encore que très incomplète :

		Chiffres d'affaires (en millions de marks)	Nombre de personnes employées	Bénéfices nets (en millions de marks)
Amérique: «General Electric C°» (G.E.C.)	1907:	252	28 000	35,4
	1910:	298	32 000	45,6
Allemagne: «Société Générale d'Electricité» (A.E.G.)	1907:	216	30 700	14,5
	1911:	362	60 800	21,7

Et voilà qu'en 1907, entre les trusts américain et allemand, intervient un accord pour le partage du monde. La concurrence cesse entre eux. Le G.E.C. « reçoit » les Etats-Unis et le Canada ; l'A.E.G. « obtient » l'Allemagne, l'Autriche, la Russie, la Hollande, le Danemark, la Suisse, la Turquie, les Balkans. Des accords spéciaux, naturellement secrets, règlent l'activité des filiales, qui pénètrent dans de nouvelles branches de l'industrie et dans les pays « nouveaux » qui ne sont pas encore formellement inclus dans le partage. Il s'institue un échange d'expérience et d'inventions *.

On conçoit toute la difficulté de la concurrence contre ce trust, pratiquement unique et mondial, qui dispose d'un capital de plusieurs milliards et a des « succursales », des représentations, des agences, des relations, etc., en tous les points du globe. Mais ce partage du globe entre deux trusts puissants n'exclut certes pas un *nouveau partage*, au cas où le rapport des forces viendrait à se modifier (par suite d'une inégalité dans le développement, de guerres, de faillites, etc.).

L'industrie du pétrole fournit un exemple édifiant d'une tentative de repartage de ce genre, de lutte pour ce nouveau partage.

« Le marché mondial du pétrole, écrivait en 1905 Jeidels, est, aujourd'hui encore, partagé entre deux grands groupes financiers : la « Standard Oil C-y » de Rockefeller et les maîtres du pétrole russe de Bakou, Rothschild et Nobel. Les deux groupes sont étroitement liés ; mais, depuis plusieurs années, leur monopole est menacé par cinq ennemis** »: 1) l'épuisement des ressources pétrolières américaines ; 2) la concurrence de la firme Mantachev de Bakou ; 3) les sources de pétrole d'Autriche et 4) celles de Roumanie ; 5) les sources de pétrole d'outre-Océan, notamment dans les colonies hollandaises (les firmes richissimes Samuel et Shell, liées également au capital anglais). Les trois derniers groupes d'entreprises sont liés aux grandes banques allemandes, la puissante « Deutsche Bank » en tête. Ces

* Riesser, ouvr. cité ; Diouritch, ouvr. cité, p. 239 ; Kurt Heinig, article cité.

** Jeidels, p. 193.

banques ont développé systématiquement et de façon autonome l'industrie du pétrole, par exemple en Roumanie, pour avoir « leur propre » point d'appui. En 1907, la somme des capitaux étrangers investis dans l'industrie roumaine du pétrole se montait à 185 millions de francs, dont 74 millions de provenance allemande *.

On vit alors débuter ce qu'on appelle, dans la littérature économique, une lutte pour le « partage du monde ». D'une part, la « Standard Oil » de Rockefeller, voulant *tout* avoir, fonda en Hollande *même* une société filiale, accaparant les sources pétrolifères des Indes néerlandaises et cherchant ainsi à atteindre son ennemi principal, le trust hollando-britannique de la « Shell ». De leur côté, la « Deutsche Bank » et les autres banques berlinoises cherchèrent à « garder » la Roumanie et à l'associer à la Russie contre Rockefeller. Ce dernier disposait de capitaux infiniment supérieurs et d'une excellente organisation pour le transport du pétrole et sa livraison aux consommateurs. La lutte devait se terminer, et elle se termina effectivement en 1907, par la défaite totale de la « Deutsche Bank », qui se trouva placée devant l'alternative de liquider ses « intérêts pétroliers » en perdant des millions, ou de se soumettre. C'est cette dernière solution qui l'emporta ; il fut conclu avec la « Standard Oil » un contrat fort désavantageux pour la « Deutsche Bank » par lequel cette dernière s'engageait à « ne rien entreprendre qui pût nuire aux intérêts américains » ; toutefois, une clause prévoyait l'annulation du contrat au cas où l'Allemagne introduirait, par voie législative, le monopole d'Etat sur le pétrole.

Alors commence la « comédie du pétrole ». Un des rois de la finance allemande, von Gwinner, directeur de la « Deutsche Bank », déclenche, par l'intermédiaire de son secrétaire privé Stauss, une campagne *pour* le monopole des pétroles. L'appareil formidable de la grande banque berlinoise, avec ses vastes « relations », est mis en branle ; la presse, délirante, déborde de clameurs « patriotiques » contre le « joug » du trust américain et, le 15 mars 1911, le Reichstag adopte, presque à l'unanimité, une motion invitant le gouvernement à présenter un projet de mono-

* Diouritch, ouvr. cité, p. 245.

pole pour le pétrole. Le gouvernement se saisit de cette idée « populaire », et la « Deutsche Bank », qui voulait duper son associé américain et améliorer sa situation à l'aide du monopole d'Etat, paraissait gagner la partie. Déjà les magnats allemands du pétrole escomptaient des bénéfices fabuleux, qui devaient ne le céder en rien à ceux des sucriers russes... Mais, premièrement, les grandes banques allemandes se brouillèrent au sujet du partage du butin, et la « Disconto-Gesellschaft » dévoila les visées intéressées de la « Deutsche Bank » ; ensuite, le gouvernement eut peur à l'idée d'engager la lutte avec Rockefeller, car il était fort douteux que l'Allemagne pût réussir à se procurer du pétrole en dehors de ce dernier (la production roumaine étant peu importante). Enfin (1913), le crédit d'un milliard destiné aux préparatifs de guerre de l'Allemagne fut accordé et le projet de monopole se trouva reporté. La « Standard Oil » de Rockefeller sortait momentanément victorieuse de la lutte.

La revue berlinoise *Die Bank* disait à ce propos que l'Allemagne ne pourrait combattre la « Standard Oil » qu'en instituant le monopole du courant électrique et en transformant la force hydraulique en électricité à bon marché. Mais, ajoutait l'auteur de l'article, « le monopole de l'électricité viendra au moment où les producteurs en auront besoin, c'est-à-dire quand l'industrie électrique sera au seuil d'une nouvelle grande faillite ; quand les gigantesques centrales électriques si coûteuses, construites partout aujourd'hui par les « consortiums » privés de l'industrie électrique et pour lesquelles ces « consortiums » se voient dès maintenant attribuer certains monopoles par les villes, les Etats, etc., ne pourront plus travailler dans des conditions profitables. Dès lors il faudra avoir recours aux forces hydrauliques. Mais on ne pourra pas les transformer aux frais de l'Etat en électricité à bon marché ; il faudra une fois de plus les remettre à un « monopole privé contrôlé par l'Etat », l'industrie privée ayant déjà conclu une série de marchés et s'étant reservé d'importants privilèges... Il en fut ainsi du monopole des potasses ; il en est ainsi de celui du pétrole ; il en sera de même du monopole de l'électricité. Nos socialistes d'Etat, qui se laissent aveugler par de beaux principes, devraient enfin comprendre qu'en

Allemagne les monopoles n'ont jamais eu pour but ni pour résultat d'avantager les consommateurs, ou même de laisser à l'Etat une partie des bénéfices de l'entreprise, mais qu'ils ont toujours servi à assainir, aux frais de l'Etat, l'industrie privée dont la faillite est imminente » *.

Voilà les aveux précieux que sont obligés de faire les économistes bourgeois d'Allemagne. Ils montrent nettement que les monopoles privés et les monopoles d'Etat s'interpénètrent à l'époque du capital financier, les uns et les autres n'étant que des chaînons de la lutte impérialiste entre les plus grands monopoles pour le partage du monde.

Dans la marine marchande, le développement prodigieux de la concentration a également abouti au partage du monde. En Allemagne, on voit au premier plan deux puissantes sociétés, la « Hamburg-America » et la « Nord-Deutsche Lloyd », ayant chacune un capital de 200 millions de marks (actions et obligations) et possédant des bateaux à vapeur d'une valeur de 185 à 189 millions de marks. D'autre part, en Amérique, le 1er janvier 1903, s'est formé le trust dit de Morgan, la « Compagnie Internationale du commerce maritime », qui réunit neuf compagnies de navigations américaines et anglaises et dispose d'un capital de 120 millions de dollars (480 millions de marks). Dès 1903, les colosses allemands et ce trust anglo-américain concluaient un accord pour le partage du monde, en relation avec le partage des bénéfices. Les sociétés allemandes renonçaient à concurrencer leur rival dans les transports entre l'Angleterre et l'Amérique. On avait précisé à qui serait « attribué » tel ou tel port, on avait créé un comité mixte de contrôle, etc. Le contrat était conclu pour vingt ans, avec cette prudente réserve qu'il serait frappé de nullité en cas de guerre **.

Extrêmement édifiante aussi est l'histoire de la création du cartel international du rail. C'est en 1884, au moment d'une grave dépression industrielle, que les usines de rails anglaises, belges et allemandes firent une première tentative pour constituer ce cartel. Elles s'entendirent pour ne pas concurrencer sur le marché intérieur les pays

* *Die Bank*, 1912, n° 1, p. 1036 ; 1912, n° 2, p. 629 ; 1913, n° 1, p. 388.
** Riesser, ouv. cité, p. 125.

touchés par l'accord, et se partagèrent le marché extérieur comme suit : Angleterre, 66% ; Allemagne, 27% ; Belgique, 7%. L'Inde fut attribuée entièrement à l'Angleterre. Une firme anglaise étant restée en dehors du cartel, il y eut contre elle une lutte commune, dont les frais furent couverts par un pourcentage prélevé sur le total des ventes effectuées. Mais, en 1886, lorsque deux firmes anglaises sortirent du cartel, celui-ci s'effondra. Fait caractéristique : l'entente ne put se réaliser dans les périodes ultérieures d'essor industriel.

Au début de 1904, un syndicat de l'acier est fondé en Allemagne. En novembre 1904, le cartel international du rail est reconstitué comme suit : Angleterre, 53,5% ; Allemagne, 28,83% ; Belgique, 17,67%. La France y adhéra par la suite avec respectivement 4,8%, 5,8 % et 6,4% pour la première, la deuxième et la troisième années, au-delà de 100%, soit pour un total de 104,8%, etc. En 1905, la « Steel Corporation » américaine y adhérait à son tour, puis l'Autriche et l'Espagne. « A l'heure actuelle, écrivait Vogelstein en 1910, le partage du monde est achevé, et les grands consommateurs, les chemins de fer d'Etat en premier lieu, peuvent, puisque le monde est déjà partagé et qu'on n'a pas tenu compte de leurs intérêts, habiter comme le poète dans les cieux de Jupiter *. »

Mentionnons encore le syndicat international du zinc, fondé en 1909, qui partagea exactement le volume de la production entre cinq groupes d'usines : allemandes, belges, françaises, espagnoles, anglaises ; puis le trust international des poudres, dont Liefmann dit que c'est « une étroite alliance, parfaitement moderne, entre toutes les fabriques allemandes d'explosifs, qui se sont en quelque sorte partagé le monde entier avec les fabriques françaises et américaines de dynamite, organisées de la même manière** ».

Au total, Liefmann dénombrait en 1897 près de quarante cartels internationaux auxquels participait l'Allemagne, et, vers 1910, environ une centaine.

Certains auteurs bourgeois (auxquels vient de se joindre K. Kautsky, qui a complètement renié sa position mar-

* Vogelstein : *Organisationsformen*, p. 100.
** Liefmann : *Kartelle und Trusts*, 2e édition, p. 161.

xiste, celle de 1909 par exemple) ont exprimé l'opinion que les cartels internationaux, une des expressions les plus accusées de l'internationalisation du capital, permettaient d'espérer que la paix régnerait entre les peuples en régime capitaliste. Du point de vue de la théorie, cette opinion est tout à fait absurde ; et du point de vue pratique, c'est un sophisme et un mode de défense malhonnête du pire opportunisme. Les cartels internationaux montrent à quel point se sont développés aujourd'hui les monopoles capitalistes, et *quel est l'objet* de la lutte entre les groupements capitalistes. Ce dernier point est essentiel ; lui seul nous révèle le sens historique et économique des événements, car les *formes* de la lutte peuvent changer et changent constamment pour des raisons diverses, relativement temporaires et particulières, alors que l'*essence* de la lutte, son *contenu* de classe, ne *saurait* vraiment changer tant que les classes existent. On comprend qu'il soit de l'intérêt de la bourgeoisie allemande, par exemple, à laquelle s'est en somme rallié Kautsky dans ses développements théoriques (nous y reviendrons plus loin), de camoufler le *contenu* de la lutte économique actuelle (le partage du monde) et de souligner tantôt une, tantôt une autre *forme* de cette lutte. Kautsky commet la même erreur. Et il ne s'agit évidemment pas de la bourgeoisie allemande, mais de la bourgeoisie universelle. Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ; et ils le partagent « proportionnellement aux capitaux », « selon les forces de chacun », car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme. Or, les forces changent avec le développement économique et politique ; pour l'intelligence des événements, il faut savoir quels problèmes sont résolus par le changement du rapport des forces ; quant à savoir si ces changements sont « purement » économiques ou *extra*-économiques (par exemple, militaires), c'est là une question secondaire qui ne peut modifier en rien le point de vue fondamental sur l'époque moderne du capitalisme. Substituer à la question du *contenu* des luttes et des transactions entre les groupements capitalistes la question de la forme de ces

luttes et de ces transactions (aujourd'hui pacifique, demain non pacifique, après-demain de nouveau non pacifique), c'est s'abaisser au rôle de sophiste.

L'époque du capitalisme moderne nous montre qu'il s'établit entre les groupements capitalistes certains rapports *basés* sur le partage économique du monde et que, parallèlement et conséquemment, il s'établit entre les groupements politiques, entre les Etats, des rapports basés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la « lutte pour les territoires économiques ».

VI. LE PARTAGE DU MONDE ENTRE LES GRANDES PUISSANCES

Dans son livre : *L'extension territoriale des colonies européennes*, le géographe A. Supan * donne un rapide résumé de cette extension pour la fin du XIX^e^ siècle :

Pourcentage des territoires appartenant aux puissances colonisatrices européennes (plus les Etats-Unis)

	1876	1900	Différence
Afrique	10,8%	90,4%	+79,6%
Polynésie	56,8%	98,9%	+42,1%
Asie	51,5%	56,6%	+ 5,1%
Australie	100,0%	100,0%	—
Amérique	27,5%	27,2%	— 0,3%

« Le trait caractéristique de cette période, conclut-il, c'est donc le partage de l'Afrique et de la Polynésie. » Comme il n'y a plus, en Asie et en Amérique, de territoires inoccupés, c'est-à-dire n'appartenant à aucun Etat, il faut amplifier la conclusion de Supan et dire que le trait caractéristique de la période envisagée, c'est le partage définitif du globe, définitif non en ce sens qu'un *nouveau partage* est impossible, — de nouveaux partages étant au contraire possibles et inévitables, — mais en ce sens que la politique coloniale des pays capitalistes en a *terminé* avec la conquête des territoires inoccupés de notre planète. Pour

* A. Supan : *Die territoriale Entwicklung der europäischen Kolonien*, 1906, p. 254.

la première fois, le monde se trouve entièrement partagé, si bien qu'à l'avenir il pourra *uniquement* être question de nouveaux partages, c'est-à-dire du passage d'un « possesseur » à un autre, et non de la « prise de possession » de territoires sans maître.

Nous traversons donc une époque originale de la politique coloniale mondiale, étroitement liée à l'« étape la plus récente du développement capitaliste », celle du capital financier. Aussi importe-t-il avant tout de se livrer à une étude approfondie des données de fait, pour bien comprendre la situation actuelle et ce qui distingue cette époque des précédentes. Tout d'abord, deux questions pratiques : y a-t-il accentuation de la politique coloniale, aggravation de la lutte pour les colonies, précisément à l'époque du capital financier ? et de quelle façon exacte le monde est-il actuellement partagé sous ce rapport ?

Dans son *Histoire de la colonisation* *, l'auteur américain Morris tente de comparer les chiffres relatifs à l'étendue de possessions coloniales de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne aux diverses périodes du XIX^e^ siècle. Voici, en abrégé, les résultats qu'il obtient :

Possessions coloniales

Années	Angleterre		France		Allemagne	
	Superficie (en millions de milles carrés)	Population (en millions)	Superficie (en millions de milles carrés)	Population (en millions)	Superficie (en millions de milles carrés)	Population (en millions)
1815-1830	?	126,4	0,02	0,5	—	—
1860	2,5	145,1	0,2	3,4	—	—
1880	7,7	267,9	0,7	7,5	—	—
1899	9,3	309,0	3,7	56,4	1,0	14,7

Pour l'Angleterre, la période d'accentuation prodigieuse des conquêtes coloniales se situe entre 1860 et 1890, et elle est très intense encore dans les vingt dernières années

* Henry C. Morris : *The History of colonization*, New-York 1900, vol. II, p. 88 ; vol. I, p. 419 ; vol. II, p. 304.

du XIXe siècle. Pour la France et l'Allemagne, c'est surtout ces vingt années qui comptent. On a vu plus haut que le capitalisme prémonopoliste, le capitalisme où prédomine la libre concurrence, atteint la limite de son développement entre 1860 et 1880 ; or, l'on voit maintenant que *c'est précisément au lendemain de cette période* que commence l'« essor » prodigieux des conquêtes coloniales, que la lutte pour le partage territorial du monde devient infiniment âpre. Il est donc hors de doute que le passage du capitalisme à son stade monopoliste, au capital financier, est *lié* à l'aggravation de la lutte pour le partage du monde.

Dans son ouvrage sur l'impérialisme, Hobson distingue la période 1884-1900 comme celle d'une intense « expansion » des principaux Etats européens. D'après ses calculs, l'Angleterre a acquis, pendant cette période, un territoire de 3,7 millions de milles carrés, avec une population de 57 millions d'habitants ; la France, 3,6 millions de milles carrés avec 36,5 millions d'habitants ; l'Allemagne, un million de milles carrés avec 14,7 millions d'habitants ; la Belgique, 900 000 milles carrés avec 30 millions d'habitants ; le Portugal, 800 000 milles carrés avec 9 millions d'habitants. La chasse aux colonies menée par tous les Etats capitalistes à la fin du XIXe siècle, et surtout après 1880, est un fait universellement connu dans l'histoire de la diplomatie et de la politique extérieure.

A l'apogée de la libre concurrence en Angleterre, entre 1840 et 1870, les dirigeants politiques bourgeois du pays étaient *contre* la politique coloniale, considérant l'émancipation des colonies, leur détachement complet de l'Angleterre, comme une chose utile et inévitable. Dans un article sur « l'Impérialisme britannique contemporain * », publié en 1898, M. Berr indique qu'un homme d'Etat anglais aussi enclin, pour ne pas dire plus, à pratiquer une politique impérialiste, que Disraëli, déclarait en 1852 : « Les colonies sont des meules pendues à notre cou. » Mais à la fin du XIXe siècle, les hommes du jour en Grande-Bretagne étaient Cecil Rhodes et Joseph Chamberlain, qui prêchaient ouvertement l'impérialisme et en appliquaient la politique avec le plus grand cynisme !

* *Die Neue Zeit*, XVIe année, n° 1, 1898, p. 302.

Il n'est pas sans intérêt de constater que, dès cette époque, ces dirigeants politiques de la bourgeoisie anglaise voyaient nettement le rapport entre les racines pour ainsi dire purement économiques et les racines sociales et politiques de l'impérialisme contemporain. Chamberlain prêchait l'impérialisme comme une « politique authentique, sage et économe », insistant surtout sur la concurrence que font à l'Angleterre sur le marché mondial l'Allemagne, l'Amérique et la Belgique. Le salut est dans les monopoles, disaient les capitalistes en fondant des cartels, des syndicats et des trusts. Le salut est dans les monopoles, reprenaient les chefs politiques de la bourgeoisie en se hâtant d'accaparer les parties du monde non encore partagées. Le journaliste Stead, ami intime de Cecil Rhodes, raconte que celui-ci lui disait en 1895, à propos de ses conceptions impérialistes : « J'étais hier dans l'East-End (quartier ouvrier de Londres), et j'ai assisté à une réunion de sans-travail. J'y ai entendu des discours forcenés. Ce n'était qu'un cri : Du pain ! Du pain ! Revivant toute la scène en rentrant chez moi, je me sentis encore plus convaincu qu'avant de l'importance de l'impérialisme... L'idée qui me tient le plus à cœur, c'est la solution du problème social, à savoir : pour sauver les quarante millions d'habitants du Royaume-Uni d'une guerre civile meurtrière, nous, les colonisateurs, devons conquérir des terres nouvelles afin d'y installer l'excédent de notre population, d'y trouver de nouveaux débouchés pour les produits de nos fabriques et de nos mines. L'Empire, ai-je toujours dit, est une question de ventre. Si vous voulez éviter la guerre civile, il vous faut devenir impérialistes *. »

Ainsi parlait en 1895 Cecil Rhodes, millionnaire, roi de la finance, le principal fauteur de la guerre anglo-boer. Mais si sa défense de l'impérialisme est un peu grossière, cynique, elle ne se distingue pas, quant au fond, de la « théorie » de MM. Maslov, Südekum, Potressov, David, du fondateur du marxisme russe, etc., etc. Cecil Rhodes était tout simplement un social-chauvin un peu plus honnête...

Pour donner un tableau aussi précis que possible du partage territorial du monde et des changements survenus

* *Die Neue-Zeit*, XVIe année, I, 1898, p. 304.

à cet égard pendant ces dernières dizaines d'années, nous profiterons des données fournies par Supan, dans l'ouvrage déjà cité, sur les possessions coloniales de toutes les puissances du monde. Supan considère les années 1876 et 1900. Nous prendrons comme termes de comparaison l'année 1876, fort heureusement choisie, car c'est vers cette époque que l'on peut, somme toute, considérer comme achevé le développement du capitalisme prémonopoliste en Europe occidentale, et l'année 1914, en remplaçant les chiffres de Supan par ceux, plus récents, des *Tableaux de géographie et de statistique* de Hubner. Supan n'étudie que les colonies ; nous croyons utile, pour que le tableau du partage du monde soit complet, d'y ajouter aussi des renseignements sommaires sur les pays non coloniaux et sur les pays semi-coloniaux, parmi lesquels nous rangeons la Perse, la Chine et la Turquie. A l'heure présente, la Perse est presque entièrement une colonie ; la Chine et la Turquie sont en voie de le devenir.

Voici les résultats que nous obtenons :

Possessions coloniales des grandes puissances
(En millions de kilomètres carrés et en millions d'habitants)

	Colonies				Métropoles		Total	
	1876		1914		1914		1914	
	km²	hab.	km²	hab.	km²	hab.	km²	hab.
Angleterre	22,5	251,9	33,5	393,5	0,3	46,5	33,8	440,0
Russie	17,0	15,9	17,4	33,2	5,4	136,2	22,8	169,4
France	0,9	6,0	10,6	55,5	0,5	39,6	11,1	95,1
Allemagne	—	—	2,9	12,3	0,5	64,9	3,4	77,2
Etats-Unis	—	—	0,3	9,7	9,4	97,0	9,7	106,7
Japon	—	—	0,3	19,2	0,4	53,0	0,7	72,2
Total pour les 6 grandes puissances	40,4	273,8	65,0	523,4	16,5	437,2	81,5	960,6
Colonies des autres puissances (Belgique, Hollande, etc.)							9,9	45,3
Semi-colonies (Perse, Chine, Turquie)							14,5	361,2
Autres pays							28,0	289,9
Ensemble du globe							133,9	1 657,0

Ce tableau nous montre clairement qu'au seuil du XX^e^ siècle, le partage du monde était « terminé ». Depuis 1876

les possessions coloniales se sont étendues dans des proportions gigantesques : elles sont passées de 40 à 65 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire qu'elles sont devenues une fois et demie plus importantes pour les six plus grandes puissances. L'augmentation est de 25 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire qu'elle dépasse de moitié la superficie des métropoles (16,5 millions). Trois puissances n'avaient en 1876 aucune colonie, et une quatrième, la France, n'en possédait presque pas. Vers 1914, ces quatre puissances ont acquis 14,1 millions de kilomètres carrés de colonies, soit une superficie près d'une fois et demie plus grande que celle de l'Europe, avec une population d'environ 100 millions d'habitants. L'inégalité de l'expansion coloniale est très grande. Si l'on compare, par exemple, la France, l'Allemagne et le Japon, pays dont la superficie et la population ne diffèrent pas très sensiblement, on constate que le premier de ces pays a acquis presque trois fois plus de colonies (quant à la superficie) que les deux autres pris ensemble. Mais, par son capital financier, la France était peut-être aussi, au début de la période envisagée, plusieurs fois plus riche que l'Allemagne et le Japon réunis. Les conditions strictement économiques ne sont pas seules à influencer le développement des possessions coloniales ; les conditions géographiques et autres jouent aussi leur rôle. Si importants qu'aient été, au cours des dernières dizaines d'années, le nivellement du monde, l'égalisation des conditions économiques et du niveau de vie qui se sont produits dans les différents pays sous la pression de la grande industrie, des échanges et du capital financier, il n'en subsiste pas moins des différences notables, et parmi les six pays nommés plus haut, l'on voit, d'une part, de jeunes Etats capitalistes (Amérique, Allemagne, Japon), qui progressent avec une extrême rapidité, et, d'autre part, de vieux pays capitalistes (France, Angleterre), qui se développent, ces derniers temps, avec beaucoup plus de lenteur que les précédents ; enfin, un pays qui est au point de vue économique le plus arriéré (Russie), et où l'impérialisme capitaliste moderne est enveloppé, pour ainsi dire, d'un réseau particulièrement serré de rapports précapitalistes.

A côté des possessions coloniales des grandes puissan-

ces, nous avons placé les colonies de faible étendue des petits Etats, lesquelles sont, pourrait-on dire, le prochain objectif d'un « nouveau partage » possible et probable des colonies. La plupart de ces petits Etats ne conservent leurs colonies que grâce aux oppositions d'intérêts, aux frictions, etc., entre les grandes puissances, qui empêchent celles-ci de se mettre d'accord sur le partage du butin. Pour ce qui est des Etats « semi-coloniaux », ils nous offrent un exemple des formes transitoires que l'on trouve dans tous les domaines de la nature et de la société. Le capital financier est un facteur si puissant, si décisif, pourrait-on dire, dans toutes les relations économiques et internationales, qu'il est capable de se subordonner et se subordonne effectivement même des Etats jouissant d'une complète indépendance politique. Nous en verrons des exemples tout à l'heure. Mais il va de soi que ce qui donne au capital financier les plus grandes « commodités » et les plus grands avantages, c'est une soumission *telle* qu'elle entraîne, pour les pays et les peuples en cause, la perte de leur indépendance politique. Les pays semi-coloniaux sont typiques, à cet égard, en tant que solution « moyenne ». On conçoit que la lutte autour de ces pays à demi assujettis devait s'envenimer particulièrement à l'époque du capital financier, alors que le reste du monde était déjà partagé.

La politique coloniale et l'impérialisme existaient déjà avant la phase contemporaine du capitalisme, et même avant le capitalisme. Rome, fondée sur l'esclavage, faisait une politique coloniale et pratiquait l'impérialisme. Mais les raisonnements « d'ordre général » sur l'impérialisme, qui négligent ou relèguent à l'arrière-plan la différence essentielle des formations économiques et sociales, dégénèrent infailliblement en banalités creuses ou en rodomontades, comme la comparaison entre « la Grande Rome et la Grande-Bretagne » *. Même la politique coloniale du capitalisme dans les phases *antérieures* de celui-ci se distingue foncièrement de la politique coloniale du capital financier.

Ce qui caractérise notamment le capitalisme actuel, c'est la domination des groupements monopolistes consti-

* C. P. Lucas : *Greater Rome and Greater Britain*, Oxford 1912, ou Earl of Cromer : *Ancient and modern imperialism*, Londres 1910.

tués par les plus gros entrepreneurs. Ces monopoles sont surtout solides lorsqu'ils accaparent dans leurs seules mains *toutes* les sources de matières brutes, et nous avons vu avec quelle ardeur les groupements capitalistes internationaux tendent leurs efforts pour arracher à l'adversaire toute possibilité de concurrence, pour accaparer, par exemple, les gisements de fer ou de pétrole, etc. Seule la possession des colonies donne au monopole de complètes garanties de succès contre tous les aléas de la lutte avec ses rivaux, même au cas où ces derniers s'aviseraient de se défendre par une loi établissant le monopole d'Etat. Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées, et plus est brutale la lutte pour la possession des colonies.

« On peut même avancer, écrit Schilder, cette affirmation qui, à d'aucuns, paraîtra peut-être paradoxale, à savoir que l'accroissement de la population urbaine et industrielle pourrait être entravé, dans un avenir plus ou moins rapproché, beaucoup plus par le manque de matières premières industrielles que par le manque de produits alimentaires. » C'est ainsi que le manque de bois, dont le prix monte sans cesse, se fait de plus en plus sentir, comme celui du cuir, comme celui des matières premières nécessaires à l'industrie textile. « Les groupements d'industriels s'efforcent d'équilibrer l'agriculture et l'industrie dans le cadre de l'économie mondiale ; on peut signaler, à titre d'exemple, l'Union internationale des associations de filateurs de coton, qui existe depuis 1904 dans plusieurs grands pays industriels, et l'Union européenne des associations de filateurs de lin, fondée sur le même modèle en 1910 *. »

Naturellement, les réformistes bourgeois, et surtout, parmi eux, les kautskistes d'aujourd'hui, essaient d'atténuer l'importance de ces faits en disant qu'« on pourrait » se procurer des matières premières sur le marché libre sans politique coloniale « coûteuse et dangereuse », et qu'« on pourrait » augmenter formidablement l'offre de matières premières par une « simple » amélioration des conditions de l'agriculture en général. Mais ces déclarations tournent

* Schilder, ouvr. cité, pp. 38 à 42.

à l'apologie de l'impérialisme, à son idéalisation, car elles passent sous silence la particularité essentielle du capitalisme contemporain : les monopoles. Le marché libre recule de plus en plus dans le passé ; les syndicats et les trusts monopolistes le restreignent de jour en jour. Et la « simple » amélioration des conditions de l'agriculture se réduit à l'amélioration de la situation des masses, à la hausse des salaires et à la diminution des profits. Mais existe-t-il, ailleurs que dans l'imagination des suaves réformistes, des trusts capables de se préoccuper de la situation des masses, au lieu de penser à conquérir des colonies ?

Le capital financier ne s'intéresse pas uniquement aux sources de matières premières déjà connues. Il se préoccupe aussi des sources possibles ; car, de nos jours, la technique se développe avec une rapidité incroyable, et des territoires aujourd'hui inutilisables peuvent être rendus utilisables demain par de nouveaux procédés (à cet effet, une grande banque peut organiser une expédition spéciale d'ingénieurs, d'agronomes, etc.), par l'investissement de capitaux importants. Il en est de même pour la prospection de richesses minérales, les nouveaux procédés de traitement et d'utilisation de telles ou telles matières premières, etc., etc. D'où la tendance inévitable du capital financier à élargir son territoire économique, et même son territoire d'une façon générale. De même que les trusts capitalisent leur avoir en l'estimant deux ou trois fois sa valeur, en escomptant leurs bénéfices « possibles » dans l'avenir (et non leurs bénéfices actuels), en tenant compte des résultats ultérieurs du monopole, de même le capital financier a généralement tendance à mettre la main sur le plus de terres possible, quelles qu'elles soient, où qu'elles soient, et par quelques moyens que ce soit, dans l'espoir d'y découvrir des sources de matières premières et par crainte de rester en arrière dans la lutte forcenée pour le partage des derniers morceaux du monde non encore partagés, ou le repartage des morceaux déjà partagés.

Les capitalistes anglais mettent tout en œuvre pour développer dans *leur* colonie d'Egypte la culture du coton qui, en 1904, sur 2,3 millions d'hectares de terre cultivée, en occupait déjà 0,6 million, soit plus d'un quart. Les Russes font de même dans *leur* colonie du Turkestan.

En effet, les uns et les autres peuvent ainsi battre plus facilement leurs concurrents étrangers, arriver plus aisément à la monopolisation des sources de matières premières, à la formation d'un trust textile plus économique et plus avantageux, à production « combinée », qui contrôlerait à lui seul *toutes* les phases de la production et du traitement du coton.

L'exportation des capitaux trouve également son intérêt dans la conquête des colonies, car il est plus facile sur le marché colonial (c'est parfois même le seul terrain où la chose soit possible) d'éliminer un concurrent par les moyens du monopole, de s'assurer une commande, d'affermir les « relations » nécessaires, etc.

La superstructure extra-économique qui s'érige sur les bases du capital financier, ainsi que la politique et l'idéologie de ce dernier, renforcent la tendance aux conquêtes coloniales. « Le capital financier veut non pas la liberté, mais la domination », dit fort justement Hilferding. Et un auteur bourgeois français, développant et complétant en quelque sorte les idées de Cecil Rhodes *, desquelles il a été question plus haut, écrit qu'il convient d'ajouter aux causes économiques de la politique coloniale d'aujourd'hui des causes sociales : « Les difficultés croissantes de la vie qui pèsent non seulement sur les multitudes ouvrières, mais aussi sur les classes moyennes, font s'accumuler dans tous les pays de vieille civilisation des « impatiences, des rancunes, des haines menaçantes pour la paix publique ; des énergies détournées de leur milieu social et qu'il importe de capter pour les employer dehors à quelque grande œuvre, si l'on ne veut pas qu'elles fassent explosion au dedans **. »

Dès l'instant qu'il est question de politique coloniale à l'époque de l'impérialisme capitaliste, il faut noter que le capital financier et la politique internationale qui lui est conforme, et qui se réduit à la lutte des grandes puissances pour le partage économique et politique du monde, créent pour les Etats diverses formes *transitoires* de dé-

* Voir le présent tome, p. 277. (*N.R.*)

** Wahl: *La France aux colonies* ; cité par Henri Russier : *Le Partage de l'Océanie*, Paris 1905, p. 165.

pendance. Cette époque n'est pas seulement caractérisée par les deux groupes principaux de pays : possesseurs de colonies et pays coloniaux, mais encore par des formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique. Nous avons déjà indiqué une de ces formes : les semi-colonies. En voici une autre, dont l'Argentine, par exemple, nous offre le modèle.

« L'Amérique du Sud et, notamment, l'Argentine, écrit Schulze-Gævernitz dans son ouvrage sur l'impérialisme britannique, est dans une telle dépendance financière vis-à-vis de Londres qu'on pourrait presque l'appeler une colonie commerciale de l'Angleterre *. » Les capitaux placés par la Grande-Bretagne en Argentine étaient évalués par Schilder, d'après les informations du consul austro-hongrois à Buenos-Aires pour 1909, à 8 milliards 750 millions de francs. On se représente sans peine quelles solides relations cela assure au capital financier — et à sa fidèle « amie» la diplomatie — de l'Angleterre avec la bourgeoisie d'Argentine, avec les milieux dirigeants de toute la vie économique et politique de ce pays.

Le Portugal nous offre l'exemple d'une forme quelque peu différente, associée à l'indépendance politique, de la dépendance financière et diplomatique. Le Portugal est un Etat souverain, indépendant, mais il est en fait depuis plus de deux cents ans, depuis la guerre de la Succession d'Espagne (1701-1714), sous protectorat britannique. L'Angleterre a défendu le Portugal et ses possessions coloniales pour fortifier ses propres positions dans la lutte contre ses adversaires, l'Espagne et la France. Elle a reçu, en échange, des avantages commerciaux, des privilèges pour ses exportations de marchandises et surtout de capitaux vers le Portugal et ses colonies, le droit d'user des ports et des îles du Portugal, de ses câbles télégraphiques, etc., etc. ** De

* Schulze-Gævernitz : *Britischer Imperialismus und englischer Freihandel zu Beginn des 20-ten Jahrhunderts*, Leipzig 1906, p. 318. Sartorius von Waltershausen tient le même langage dans son livre: *Das volkswirtschaftliche System der Kapitalanlage im Auslande*, Berlin 1907, p. 46.

** Schilder, ouvr. cité, t. I, pp. 160-161.

tels rapports ont toujours existé entre petits et grands Etats, mais à l'époque de l'impérialisme capitaliste, ils deviennent un système général, ils font partie intégrante de l'ensemble des rapports régissant le « partage du monde », ils forment les maillons de la chaîne des opérations du capital financier mondial.

Pour en finir avec la question du partage du monde, il nous faut encore noter ceci. La littérature américaine, au lendemain de la guerre hispano-américaine, et la littérature anglaise, après la guerre anglo-boer, n'ont pas été seules à poser très nettement et ouvertement la question du partage du monde, juste à la fin du XIX^e^ siècle et au début du XX^e^. Et la littérature allemande, qui a le plus « jalousement » observé de près l'« impérialisme britannique », n'a pas été seule non plus à porter sur ce fait un jugement systématique. Dans la littérature bourgeoise française également, la question est posée d'une façon suffisamment nette et large, pour autant que cela puisse se faire d'un point de vue bourgeois. Référons-nous à l'historien Driault, qui, dans son livre *Problèmes politiques et sociaux de la fin du XIX^e^ siècle*, au chapitre sur les grandes puissances et le partage du monde, s'est exprimé en ces termes : « Dans ces dernières années, sauf en Chine, toutes les places vacantes sur le globe ont été prises par les puissances de l'Europe ou de l'Amérique du Nord : quelques conflits se sont produits et quelques déplacements d'influence, précurseurs de plus redoutables et prochains bouleversements. Car il faut se hâter : les nations qui ne sont pas pourvues risquent de ne l'être jamais et de ne pas prendre part à la gigantesque exploitation du globe qui sera l'un des faits essentiels du siècle prochain (le XX^e^). C'est pourquoi toute l'Europe et l'Amérique furent agitées récemment de la fièvre de l'expansion coloniale, de « l'impérialisme », qui est le caractère le plus remarquable de la fin du XIX^e^ siècle. » Et l'auteur ajoutait : « Dans ce partage du monde, dans cette course ardente aux trésors et aux grands marchés de la terre, l'importance relative des Empires fondés en ce siècle, le XIX^e^, n'est absolument pas en proportion avec la place qu'occupent en Europe les nations qui les ont fondés. Les puissances prépondérantes en Europe, qui président à ses destinées, *ne sont pas* également prépondérantes

dans le monde. Et comme la grandeur coloniale, promesse de richesses encore non évaluées, se répercutera évidemment sur l'importance relative des Etats européens, la question coloniale, « l'impérialisme », si l'on veut, a modifié déjà, modifiera de plus en plus les conditions politiques de l'Europe elle-même *. »

VII. L'IMPERIALISME, STADE PARTICULIER DU CAPITALISME

Il nous faut maintenant essayer de dresser un bilan, de faire la synthèse de ce qui a été dit plus haut de l'impérialisme. L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur. Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste. La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence ; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et vio-

* J.-E. Driault : *Problèmes politiques et sociaux*, Paris 1907, p. 299.

lents. Le monopole est le passage du capitalisme à un régime supérieur.

Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels ; et, d'autre part, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriées aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé.

Mais les définitions trop courtes, bien que commodes parce que résumant l'essentiel, sont cependant insuffisantes, si l'on veut en dégager des traits fort importants de ce phénomène que nous voulons définir. Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants : 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.

Nous verrons plus loin l'autre définition que l'on peut

et doit donner de l'impérialisme si l'on envisage, non seulement les notions fondamentales d'ordre purement économique (auxquelles se borne la définition citée), mais aussi la place historique que tient la phase actuelle du capitalisme par rapport au capitalisme en général, ou bien encore le rapport qui existe entre l'impérialisme et les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier. Ce qu'il faut noter tout de suite, c'est que l'impérialisme compris dans le sens indiqué représente indéniablement une phase particulière du développement du capitalisme. Pour permettre au lecteur de se faire de l'impérialisme une idée suffisamment fondée, nous nous sommes appliqués à citer le plus souvent possible l'opinion d'économistes *bourgeois*, obligés de reconnaître les faits établis, absolument indiscutables, de l'économie capitaliste moderne. C'est dans le même but que nous avons produit des statistiques détaillées permettant de voir jusqu'à quel point précis s'est développé le capital bancaire, etc., en quoi s'est exprimé exactement la transformation de la quantité en qualité, le passage du capitalisme évolué à l'impérialisme. Inutile de dire, évidemment, que toutes les limites sont, dans la nature et dans la société, conventionnelles et mobiles ; qu'il serait absurde de discuter, par exemple, sur la question de savoir en quelle année ou en quelle décennie se situe l'instauration « définitive » de l'impérialisme.

Mais là où il faut discuter sur la définition de l'impérialisme, c'est surtout avec K. Kautsky, le principal théoricien marxiste de l'époque dite de la IIe Internationale, c'est-à-dire des vingt-cinq années comprises entre 1889 et 1914. Kautsky s'est résolument élevé, en 1915 et même dès novembre 1914, contre les idées fondamentales exprimées dans notre définition de l'impérialisme, en déclarant qu'il faut entendre par impérialisme non pas une « phase » ou un degré de l'économie, mais une politique, plus précisément une politique déterminée, celle que « préfère » le capital financier, et en spécifiant qu'on ne saurait « identifier » l'impérialisme avec le « capitalisme contemporain », que s'il faut entendre par impérialisme « tous les phénomènes du capitalisme contemporain », — cartels, protectionnisme, domination des financiers, politique coloniale, — alors la question de la nécessité de l'impérialisme

pour le capitalisme se réduira à « la plus plate tautologie », car alors « il va de soi que l'impérialisme est une nécessité vitale pour le capitalisme », etc. Nous ne saurions mieux exprimer la pensée de Kautsky qu'en citant sa définition de l'impérialisme, dirigée en droite ligne contre l'essence des idées que nous exposons (attendu que les objections venant du camp des marxistes allemands, qui ont professé ce genre d'idées pendant toute une suite d'années, sont depuis longtemps connues de Kautsky comme les objections d'un courant déterminé du marxisme).

La définition de Kautsky est celle-ci :

« L'impérialisme est un produit du capitalisme industriel hautement évolué. Il consiste dans la tendance qu'a chaque nation capitaliste industrielle à s'annexer ou à s'assujettir des régions *agraires* toujours plus grandes (l'italique est de Kautsky), quelles que soient les nations qui les peuplent. * »

Cette définition ne vaut absolument rien, car elle fait ressortir unilatéralement, c'est-à-dire arbitrairement, la seule question nationale (d'ailleurs importante au plus haut point en elle-même et dans ses rapports avec l'impérialisme), en la rattachant, de façon arbitraire et *inexacte*, au *seul* capital industriel des pays annexionnistes, et en mettant en avant, d'une façon non moins arbitraire et inexacte, l'annexion des régions agraires.

L'impérialisme est une tendance aux annexions : voilà à quoi se réduit la partie *politique* de la définition de Kautsky. Elle est juste, mais très incomplète, car, politiquement, l'impérialisme tend, d'une façon générale, à la violence et à la réaction. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est l'aspect *économique* de la question, cet aspect que Kautsky introduit *lui-même* dans *sa* définition. Les inexactitudes de la définition de Kautsky sautent aux yeux. Ce qui est caractéristique de l'impérialisme, ce *n'est point* le capital industriel, justement, *mais* le capital financier. Ce n'est pas par hasard qu'en France, le développement particulièrement rapide du capital *financier*, coïncidant avec l'affaiblissement du capital industriel, a considérablement ac-

* *Die Neue Zeit*, 1914, II (32e année), p. 909, 11 septembre 1914. Voir également 1915, II, pp. 107 et suivantes.

centué, dès les années 1880-1890, la politique annexionniste (coloniale). L'impérialisme se caractérise justement par une tendance à annexer *non seulement* les régions agraires, mais même les régions les plus industrielles (la Belgique est convoitée par l'Allemagne, la Lorraine par la France), car, premièrement, le partage du monde étant achevé, un *nouveau partage* oblige à tendre la main vers *n'importe* quels territoires ; deuxièmement, ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires — non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper *son* hégémonie (la Belgique est surtout nécessaire à l'Allemagne comme point d'appui contre l'Angleterre ; l'Angleterre a surtout besoin de Bagdad comme point d'appui contre l'Allemagne, etc.).

Kautsky se réfère plus spécialement, et à maintes reprises, aux Anglais qui ont, paraît-il, établi l'acception purement politique du mot « impérialisme » au sens où l'emploie Kautsky. Prenons l'ouvrage de l'Anglais Hobson, *L'impérialisme*, paru en 1902 :

« Le nouvel impérialisme se distingue de l'ancien, premièrement, en ce qu'il substitue aux tendances d'un seul Empire en expansion la théorie et la pratique d'Empires rivaux, guidés chacun par les mêmes aspirations à l'expansion politique et au profit commercial ; deuxièmement, en ce qu'il marque la prépondérance sur les intérêts commerciaux des intérêts financiers ou relatifs aux investissements de capitaux. » *

Nous voyons que, sur le plan des faits, Kautsky a absolument tort d'alléguer l'opinion des Anglais en général (à moins de se référer aux impérialistes vulgaires ou aux apologistes directs de l'impérialisme). Nous voyons que Kautsky, qui prétend continuer à défendre le marxisme, fait en réalité un pas en arrière comparativement au *social-libéral* Hobson, qui, lui, tient *plus exactement* compte de deux particularités « historiques concrètes » (Kautsky, dans sa définition, se moque précisément du caractère historique concret !) de l'impérialisme moderne : 1) la concurrence de *plusieurs* impérialismes et 2) la suprématie du financier

* Hobson : *Imperialism*, Londres 1902, p. 324.

sur le commerçant. Or, en attribuant un rôle essentiel à l'annexion des pays agraires par les pays industriels, on accorde le rôle prédominant au commerçant.

La définition de Kautsky n'est pas seulement fausse et non marxiste. Comme on le verra plus loin, elle sert de base à un système général de vues rompant sur toute la ligne avec la théorie marxiste et avec la pratique marxiste. Kautsky soulève une question de mots tout à fait futile : doit-on qualifier la nouvelle phase du capitalisme d'impérialisme ou de phase du capital financier ? Qu'on l'appelle comme on voudra : cela n'a pas d'importance. L'essentiel, c'est que Kautsky détache la politique de l'impérialisme de son économie en prétendant que les annexions sont la politique « préférée » du capital financier, et en opposant à cette politique une autre politique bourgeoise prétendument possible, toujours sur la base du capital financier. Il en résulte que les monopoles dans l'économie sont compatibles avec un comportement politique qui exclurait le monopole, la violence et la conquête. Il en résulte que le partage territorial du monde, achevé précisément à l'époque du capital financier et qui est à la base des formes originales actuelles de la rivalité entre les plus grands Etats capitalistes, est compatible avec une politique non impérialiste. Cela revient à estomper, à émousser les contradictions les plus fondamentales de la phase actuelle du capitalisme, au lieu d'en dévoiler la profondeur. Au lieu du marxisme, on aboutit ainsi au réformisme bourgeois.

Kautsky discute avec Cunow, apologiste allemand de l'impérialisme et des annexions, dont le raisonnement, cynique autant que vulgaire, est celui-ci : l'impérialisme, c'est le capitalisme contemporain ; le développement du capitalisme est inévitable et progressif ; donc, l'impérialisme est progressif; donc, il faut se prosterner devant lui et chanter ses louanges ! C'est quelque chose dans le genre de la caricature que les populistes faisaient des marxistes russes dans les années 1894-1895 : si les marxistes, disaient-ils, considèrent le capitalisme en Russie comme un phénomène inévitable et un facteur de progrès, il leur faut ouvrir un débit de boisson et s'occuper d'implanter le capitalisme. Kautsky objecte à Cunow : non, l'impérialisme

n'est pas le capitalisme contemporain, il n'est qu'une des formes de sa politique ; et nous pouvons et devons combattre cette politique, combattre l'impérialisme, les annexions, etc.

La réplique semble parfaitement plausible. Or, en fait, elle équivaut à une propagande plus subtile, mieux masquée (et, partant, plus dangereuse), en faveur de la conciliation avec l'impérialisme ; car la « lutte » contre la politique des trusts et des banques, si elle ne touche pas aux bases de leur économie, se réduit à un réformisme et à un pacifisme bourgeois, à des souhaits pieux et inoffensifs. Eluder les contradictions existantes, oublier les plus essentielles, au lieu d'en dévoiler toute la profondeur, voilà à quoi revient la théorie de Kautsky, qui n'a rien de commun avec le marxisme. On conçoit qu'une telle « théorie » ne serve qu'à défendre l'idée de l'unité avec les Cunow !

« Du point de vue purement économique, écrit Kautsky, il n'est pas impossible que le capitalisme traverse encore une nouvelle phase où la politique des cartels serait étendue à la politique extérieure, une phase d'ultra-impérialisme * », c'est-à-dire de superimpérialisme, d'union et non de lutte des impérialismes du monde entier, une phase de la cessation des guerres en régime capitaliste, une phase « d'exploitation en commun de l'univers par le capital financier uni à l'échelle internationale **. »

Nous aurons à nous arrêter plus loin sur cette « théorie de l'ultra-impérialisme », pour montrer en détail à quel point elle brise résolument et sans retour avec le marxisme. Pour l'instant, conformément au plan général de cet exposé, il nous faut jeter un coup d'œil sur les données économiques précises relatives à cette question. « Du point de vue purement économique », l'« ultra-impérialisme » est-il possible ou bien est-ce là une ultra-niaiserie ?

Si, par point de vue purement économique, on entend une « pure » abstraction, tout ce qu'on peut dire se ramène à la thèse que voici : le développement se fait dans le sens

---

* *Die Neue Zeit*, 1914, II (32e année), p. 921, du 11 septembre 1914. Voir également 1915, II, pp. 107 et suivantes.

** *Ibid.*, 30 avril 1915, I, p. 144.

des monopoles et, par conséquent, dans celui d'un monopole universel, d'un trust mondial unique. C'est là un fait incontestable, mais aussi une affirmation absolument vide de contenu, comme celle qui consisterait à dire que « le développement se fait dans le sens » de la production des denrées alimentaires en laboratoire. En ce sens, la « théorie » de l'ultra-impérialisme est une absurdité pareille à ce que pourrait être une « théorie de l'ultra-agriculture ».

Mais si l'on parle des conditions « purement économiques » de l'époque du capital financier, comme d'une époque historique concrète se situant au début du XX^e siècle, la meilleure réponse aux abstractions mortes de l'« ultra-impérialisme » (qui servent uniquement à une fin réactionnaire, consistant à détourner l'attention des profondes contradictions *existantes*), c'est de leur opposer la réalité économique concrète de l'économie mondiale contemporaine. Les propos absolument vides de Kautsky sur l'ultra-impérialisme encouragent, notamment, cette idée profondément erronée et qui porte de l'eau au moulin des apologistes de l'impérialisme, suivant laquelle la domination du capital financier *atténuerait* les inégalités et les contradictions de l'économie mondiale, alors qu'en réalité elle les *renforce*.

R. Calwer a tenté, dans son opuscule intitulé *Introduction à l'économie mondiale**, de résumer l'essentiel des données purement économiques qui permettent de se faire une idée précise des apports internes de l'économie mondiale à la limite des XIX^e et XX^e siècles. Il divise le monde en cinq « principales régions économiques » : 1) l'Europe centrale (l'Europe, moins la Russie et l'Angleterre) ; 2) la Grande-Bretagne ; 3) la Russie ; 4) l'Asie Orientale ; 5) l'Amérique. Ce faisant, il inclut les colonies dans les « régions » des Etats auxquels elles appartiennent, et « laisse de côté » un petit nombre de pays non répartis par régions, par exemple la Perse, l'Afghanistan et l'Arabie en Asie, le Maroc et l'Abyssinie en Afrique, etc.

Voici, en abrégé, les données économiques qu'il fournit sur ces régions :

* R. Calwer : *Einführung in die Weltwirtschaft*, Berlin 1906.

Principales régions économiques du monde	Superficie (en millions de km carrés)	Population (en millions d'habitants)	Voies de communication: voies ferrées (en milliers de km)	Voies de communication: marine marchande (en millions de tonnes)	Commerce: importations et exportations (en milliards de marks)	Industrie: houille (en millions de tonnes)	Industrie: fonte (en millions de tonnes)	Industrie: broches dans l'industrie cotonnière (en millions)
1) Europe centrale .	27,6 (23,6*)	388 (146)	204	8	41	251	15	26
2) Grande-Bretagne .	28,9 (28,6*)	398 (355)	140	11	25	249	9	51
3) Russie .	22	131	63	1	3	16	3	7
4) Asie Orientale . . .	12	389	8	1	2	8	0,02	2
5) Amérique	30	148	379	6	14	245	14	19

On voit qu'il existe trois régions à capitalisme hautement évolué (puissant développement des voies de communication, du commerce et de l'industrie) : l'Europe centrale, la Grande-Bretagne et l'Amérique. Parmi elles, trois Etats dominant le monde : l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis. Leur rivalité impérialiste et la lutte qu'ils se livrent revêtent une acuité extrême, du fait que l'Allemagne dispose d'une région insignifiante et de peu de colonies ; la création d'une « Europe centrale » est encore une question d'avenir, et s'élabore au travers d'une lutte à outrance. Pour le moment, le signe distinctif de l'Europe entière, c'est le morcellement politique. Dans les régions britannique et américaine, au contraire, la concentration politique est très forte, mais la disproportion est énorme entre les immenses colonies de la première et les colonies insignifiantes de la seconde. Or, dans les colonies, le capitalisme commence seulement à se développer. La lutte pour l'Amérique du Sud devient de plus en plus âpre.

Dans les deux autres régions : la Russie et l'Asie Orientale, le capitalisme est peu développé. La densité de la population est extrêmement faible dans la première, extrême-

* Les chiffres entre parenthèses se rapportent respectivement à la superficie et à la population des colonies.

ment forte dans la seconde ; dans la première, la concentration politique est grande ; dans la seconde, elle n'existe pas. Le partage de la Chine commence à peine, et la lutte pour ce pays entre le Japon, les Etats-Unis, etc., va s'intensifiant.

Comparez à cette réalité, à la variété prodigieuse des conditions économiques et politiques, à la disproportion extrême dans la rapidité du développement des différents pays, etc., à la lutte acharnée que se livrent les Etats impérialistes, la petite fable bébête de Kautsky sur l'ultra-impérialisme « pacifique ». N'est-ce point là une tentative réactionnaire d'un petit bourgeois effrayé cherchant à se dérober à la réalité menaçante ? Les cartels internationaux, dans lesquels Kautsky voit l'embryon de l'« ultra-impérialisme » (de même que la fabrication de tablettes en laboratoire « peut » être proclamée l'embryon de l'ultra-agriculture), ne nous fournissent-ils pas l'exemple d'un partage *et d'un repartage* du monde, du passage du partage pacifique au partage non-pacifique, et inversement ? Le capital financier d'Amérique et des autres pays, qui partageait paisiblement le monde entier avec la participation de l'Allemagne, par exemple dans le syndicat international du rail ou le trust international de la marine marchande, ne procède-t-il pas maintenant à un *repartage* sur la base des nouveaux rapports de forces, qui changent d'une façon absolument *non* pacifique ?

Le capital financier et les trusts n'affaiblissent pas, mais renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale. Or, le rapport des forces s'étant modifié, où peut résider, *en régime capitaliste*, la solution des contradictions, si ce n'est dans la *force* ? Les statistiques des chemins de fer * offrent des données d'une précision remarquable sur les différents rythmes de développement du capitalisme et du capital financier dans l'ensemble de l'économie mondiale. Voici les changements intervenus, au cours des dernières dizaines d'années du développement impérialiste, dans le réseau ferroviaire :

* *Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich*, 1915, *Archiv für Eisenbahnwesen*, 1892. Pour l'année 1890, nous avons dû nous contenter d'approximations en ce qui concerne la répartition des chemins de fer entre les colonies des différents pays.

	Chemins de fer (en milliers de kilomètres)					
	1890		1913		+	
Europe	224		346		+122	
Etats-Unis d'Amérique	268		411		+143	
Ensemble des colonies	82	125	210	347	+128	+222
Etats indépendants ou semi-indépendants d'Asie et d'Amérique	43		137		+ 94	
Total	617		1 104			

Le développement des voies ferrées a donc été le plus rapide dans les colonies et les Etats indépendants (ou semi-indépendants) d'Asie et d'Amérique. On sait qu'ici le capital financier de quatre ou cinq grands Etats capitalistes règne et commande en maître. 200 000 kilomètres de nouvelles voies ferrées dans les colonies et les autres pays d'Asie et d'Amérique représentent plus de 40 milliards de marks de capitaux nouvellement investis à des conditions particulièrement avantageuses avec des garanties spéciales de revenus, des commandes lucratives aux aciéries, etc., etc.

C'est dans les colonies et les pays transocéaniques que le capitalisme croît avec le plus de rapidité. De *nouvelles* puissances impérialistes (Japon) y apparaissent. La lutte des impérialismes mondiaux s'aggrave. Le tribut prélevé par le capital financier sur les entreprises coloniales et transocéaniques, particulièrement avantageuses, augmente. Lors du partage de ce « butin », une part exceptionnellement élevée tombe aux mains de pays qui ne tiennent pas toujours la première place pour le rythme du développement des forces productives. La longueur totale des voies ferrées dans les pays les plus importants (considérés avec leurs colonies) était :

	1890	*1913*	
	(en milliers de kilomètres)		
Etats-Unis	268	413	+145
Empire britannique	107	208	+101
Russie	32	78	+ 46
Allemagne	43	68	+ 25
France	41	63	+ 22
Total pour les 5 puissances	491	830	+339

Environ 80% des chemins de fer existants sont donc concentrés sur le territoire des cinq plus grandes puissances. Mais la concentration de la *propriété* de ces chemins de fer, celle du capital financier, est infiniment plus grande encore, les millionnaires anglais et français, par exemple, étant possesseurs d'une quantité énorme d'actions et d'obligations de chemins de fer américains, russes et autres.

Grâce à ses colonies, l'Angleterre a augmenté « son » réseau ferré de 100 000 kilomètres, soit quatre fois plus que l'Allemagne. Or, il est de notoriété publique que le développement des forces productives, et notamment de la production de la houille et du fer, a été pendant cette période incomparablement plus rapide en Allemagne qu'en Angleterre et, à plus forte raison, qu'en France et en Russie. En 1892, l'Allemagne produisait 4,9 millions de tonnes de fonte contre 6,8 en Angleterre ; en 1912, elle en produisait déjà 17,6 contre 9 millions, c'est-à-dire qu'elle avait une formidable supériorité sur l'Angleterre * ! Faut-il se demander s'il y avait, *sur le terrain du capitalisme*, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre, d'une part, le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, et, d'autre part, le partage des colonies et des « zones d'influence » pour le capital financier ?

VIII. LE PARASITISME ET LA PUTREFACTION DU CAPITALISME

Il nous reste encore à examiner un autre aspect essentiel de l'impérialisme, auquel on accorde généralement trop peu d'importance dans la plupart des jugements portés sur ce sujet. Un des défauts du marxiste Hilferding est qu'il a fait ici un pas en arrière par rapport au non-marxiste Hobson. Nous voulons parler du parasitisme propre à l'impérialisme.

Nous l'avons vu, la principale base économique de l'impérialisme est le monopole. Ce monopole est capitaliste, c'est-à-dire né du capitalisme ; et, dans les conditions générales du capitalisme, de la production marchande, de la

* Voir également Edgar Crammond : « The Economic Relations of the British and German Empires », dans le *Journal of the Royal Statistical Society*, juillet 1914, pp. 777 et suivantes.

concurrence, il est en contradiction permanente et sans issue avec ces conditions générales. Néanmoins, comme tout monopole, il engendre inéluctablement une tendance à la stagnation et à la putréfaction. Dans la mesure où l'on établit, fût-ce momentanément, des prix de monopole, cela fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique et, par suite, de tout autre progrès ; et il devient alors possible, *sur le plan économique*, de freiner artificiellement le progrès technique. Un exemple : en Amérique, un certain Owens invente une machine qui doit révolutionner la fabrication des bouteilles. Le cartel allemand des fabricants de bouteilles rafle les brevets d'Owens et les garde dans ses tiroirs, retardant leur utilisation. Certes, un monopole, en régime capitaliste, ne peut jamais supprimer complètement et pour très longtemps la concurrence sur le marché mondial (c'est là, entre autres choses, une des raisons qui fait apparaître l'absurdité de la théorie de l'ultra-impérialisme). Il est évident que la possibilité de réduire les frais de production et d'augmenter les bénéfices en introduisant des améliorations techniques pousse aux transformations. Mais la *tendance* à la stagnation et à la putréfaction, propre au monopole, continue à agir de son côté et, dans certaines branches d'industrie, dans certains pays, il lui arrive de prendre pour un temps le dessus.

Le monopole de la possession de colonies particulièrement vastes, riches ou avantageusement situées, agit dans le même sens.

Poursuivons. L'impérialisme est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays, accumulation qui atteint, comme on l'a vu, 100 à 150 milliards de francs en titres. D'où le développement extraordinaire de la classe ou, plus exactement, de la couche des rentiers, c'est-à-dire des gens qui vivent de la « tonte des coupons », qui sont tout à fait à l'écart de la participation à une entreprise quelconque et dont la profession est l'oisiveté. L'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers par rapport à la production, et donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outre-mer.

« En 1893, écrit Hobson, le capital britannique placé à l'étranger s'élevait à 15% environ de la richesse totale du Royaume-Uni. * » Rappelons que, vers 1915, ce capital était déjà environ deux fois et demie plus élevé. « L'impérialisme agressif, poursuit Hobson, qui coûte si cher aux contribuables et qui représente si peu de chose pour l'industriel et le négociant... est une source de grands profits pour le capitaliste qui cherche à placer son capital »... (en anglais, cette notion est exprimée par un seul mot : investor= «placeur », rentier)... « Le revenu annuel total que la Grande-Bretagne retire de son commerce extérieur et colonial, importations et exportations, est estimé par le statisticien Giffen à 18 millions de livres sterling (environ 170 millions de roubles) pour 1899, calculés à raison de 2,5% sur un chiffre d'affaires total de 800 millions de livres sterling. » Si grande que soit cette somme, elle ne suffit pas à expliquer l'agressivité de l'impérialisme britannique. Ce qui l'explique, c'est la somme de 90 à 100 millions de livres sterling représentant le revenu du capital « placé », le revenu de la couche des rentiers.

Le revenu des rentiers est *cinq fois* plus élevé que celui qui provient du commerce extérieur, et cela dans le pays le plus « commerçant » du monde ! Telle est l'essence de l'impérialisme et du parasitisme impérialiste.

Aussi la notion d'« Etat-rentier » (Rentnerstaat) ou Etat-usurier devient-elle d'un emploi courant dans la littérature économique traitant de l'impérialisme. L'univers est divisé en une poignée d'Etats-usuriers et une immense majorité d'Etats-débiteurs. « Parmi les placements de capitaux à l'étranger, écrit Schulze-Gævernitz, viennent au premier rang les investissements dans les pays politiquement dépendants ou alliés : l'Angleterre prête à l'Egypte, au Japon, à la Chine, à l'Amérique du Sud. En cas de besoin, sa marine de guerre joue le rôle d'huissier. La puissance politique de l'Angleterre la préserve de la révolte de ses débiteurs **. » Dans son ouvrage *Le système économique de placement des capitaux à l'étranger*, Sartorius von Waltershau-

* Hobson, ouvr. cité, pp. 59 et 60.

** Schulze-Gævernitz : *Britischer Imperialismus*, pp. 320 et autres.

sen prend comme modèle d'« Etat-rentier » la Hollande et montre que l'Angleterre et la France, elles aussi, sont en train de le devenir *. Schilder considère que cinq Etats industriels sont des « pays-créditeurs nettement prononcés » : l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Belgique et la Suisse. Il ne fait pas figurer la Hollande dans cette liste, uniquement parce qu'elle est « peu industrielle **». Les Etats-Unis ne sont créditeurs qu'envers l'Amérique.

«L'Angleterre, écrit Schulze-Gævernitz, se transforme peu à peu d'Etat industriel en Etat-créditeur. Malgré l'accroissement absolu de la production et de l'exportation industrielles, on voit augmenter l'importance relative qu'ont pour l'ensemble de l'économie nationale les revenus provenant des intérêts et des dividendes, des émissions, commissions et spéculations. A mon avis, c'est précisément ce fait qui constitue la base économique de l'essor impérialiste. Le créditeur est plus solidement lié au débiteur que le vendeur à l'acheteur. ***» En ce qui concerne l'Allemagne, l'éditeur de la revue berlinoise *Die Bank*, A. Lansburgh, écrivait en 1911 dans un article intitulé : « L'Allemagne, Etat-rentier »: « On se moque volontiers, en Allemagne, de la tendance qu'ont les Français à se faire rentiers. Mais on oublie qu'en ce qui concerne la bourgeoisie, la situation en Allemagne devient de plus en plus analogue à celle de la France. ****»

L'Etat-rentier est un Etat du capitalisme parasitaire, pourrissant ; et ce fait ne peut manquer d'influer sur les conditions sociales et politiques du pays en général, et sur les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier en particulier. Pour mieux le montrer, laissons la parole à Hobson, le témoin le plus « sûr », car on ne saurait le soupçonner de parti pris envers l'« orthodoxie marxiste » ; d'autre part, étant Anglais, il connaît bien la situation des affaires dans le pays le plus riche en colonies, en capital financier et en expérience impérialiste.

Décrivant, sous l'impression encore toute fraîche de la guerre anglo-boer, la collusion de l'impérialisme et des

* Sart. von Waltershausen : *Das Volkswirtschaftliche System, etc*, Berlin 1907, vol. IV.
** Schilder, p. 393.
*** Schulze-Gævernitz : *Britischer Imperialismus*, p. 122.
**** *Die Bank*, 1911, I, pp. 10-11.

intérêts des « financiers », les bénéfices croissants que ceux-ci retirent des adjudications. des fournitures de guerre, etc., Hobson écrivait : « Ceux qui orientent cette politique nettement parasitaire, ce sont les capitalistes ; mais les mêmes causes agissent également sur des catégories spéciales d'ouvriers. Dans nombre de villes, les industries les plus importantes dépendent des commandes du gouvernement ; l'impérialisme des centres de la métallurgie et des constructions navales est, dans une mesure appréciable, la conséquence de ce fait. » Des circonstances de deux ordres affaiblissaient, selon l'auteur, la puissance des anciens Empires : 1) le « parasitisme économique » et 2) le recrutement d'une armée parmi les peuples dépendants. « La première est la coutume du parasitisme économique en vertu de laquelle l'Etat dominant exploite ses provinces, ses colonies et les pays dépendants pour enrichir sa classe gouvernante et corrompre ses classes inférieures, afin qu'elles se tiennent tranquilles. » Pour qu'une semblable corruption, quelle qu'en soit la forme, soit économiquement possible, il faut, ajouterons-nous pour notre part, des profits de monopole élevés.

Quant à la seconde circonstance, Hobson écrit : « Un des symptômes les plus singuliers de la cécité de l'impérialisme, c'est l'insouciance avec laquelle la Grande-Bretagne, la France et les autres nations impérialistes s'engagent dans cette voie. La Grande-Bretagne est allée plus loin que toutes les autres. La plupart des batailles par lesquelles nous avons conquis notre Empire des Indes ont été livrées par nos troupes formées d'indigènes. Dans l'Inde, comme plus récemment aussi en Egypte, de nombreuses armées permanentes sont placées sous le commandement des Britanniques ; presque toutes nos guerres de conquête en Afrique, l'Afrique du Sud exceptée, ont été faites pour notre compte par les indigènes. »

La perspective du partage de la Chine provoque chez Hobson l'appréciation économique que voici : « Une grande partie de l'Europe occidentale pourrait alors prendre l'apparence et le caractère qu'ont maintenant certaines parties des pays qui la composent : le Sud de l'Angleterre, la Riviera, les régions d'Italie et de Suisse les plus fréquentées des touristes et peuplées de gens riches — à savoir :

de petits groupes de riches aristocrates recevant des dividendes et des pensions du lointain Orient, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et de commerçants et un nombre plus important de domestiques et d'ouvriers occupés dans les transports et dans l'industrie travaillant à la finition des produits manufacturés. Quant aux principales branches d'industrie, elles disparaîtraient, et la grande masse des produits alimentaires et semi-ouvrés affluerait d'Asie et d'Afrique comme un tribut. » « Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des Etats d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances : loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et de serviteurs, non plus occupées à produire en grandes quantités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre. Que ceux qui sont prêts à tourner le dos à cette théorie » (il aurait fallu dire : à cette perspective) « comme ne méritant pas d'être examinée, méditent sur les conditions économiques et sociales des régions de l'Angleterre méridionale actuelle, qui en sont déjà arrivées à cette situation. Qu'ils réfléchissent à l'extension considérable que pourrait prendre ce système si la Chine était soumise au contrôle économique de semblables groupes de financiers, de « placeurs de capitaux » (les rentiers), de leurs fonctionnaires politiques et de leurs employés de commerce et d'industrie, qui drainent les profits du plus grand réservoir potentiel que le monde ait jamais connu, afin de les consommer en Europe. Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable. Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas dé-

tournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront *. »

L'auteur a parfaitement raison : *si* les forces de l'impérialisme ne rencontraient pas de résistance, elles aboutiraient précisément à ce résultat. La signification des « Etats-Unis d'Europe » dans la situation actuelle, impérialiste, a été ici très justement caractérisée. Il eût fallu seulement ajouter que, *à l'intérieur* du mouvement ouvrier *également*, les opportunistes momentanément vainqueurs dans la plupart des pays, « jouent » avec système et continuité, précisément dans ce sens. L'impérialisme, qui signifie le partage du monde et une exploitation ne s'étendant pas uniquement à la Chine, et qui procure des profits de monopole élevés à une poignée de pays très riches, crée la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat ; par là même, il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, ce sont les forces dressées contre l'impérialisme en général et l'opportunisme en particulier, forces que le social-libéral Hobson n'est évidemment pas en mesure de discerner.

L'opportuniste allemand Gerhard Hildebrand, qui fut en son temps exclu du parti pour avoir défendu l'impérialisme et qui pourrait être aujourd'hui le chef du parti dit « social-démocrate » d'Allemagne, complète fort bien Hobson en préconisant la formation des « Etats-Unis d'Europe occidentale » (sans la Russie) en vue d'actions « communes »... contre les Noirs d'Afrique, contre le « grand mouvement islamique », pour l'entretien « d'une armée et d'une flotte puissantes » contre la « coalition sino-japonaise » **, etc.

La description par Schulze-Gævernitz de l'« impérialisme britannique » nous révèle les mêmes traits de parasitisme. Le revenu national de l'Angleterre a presque doublé de 1865 à 1898, tandis que le revenu « provenant de l'étranger » a, dans le même temps, augmenté *de neuf fois*. Si le « mérite » de l'impérialisme est d'« habituer le

* Hobson, pp. 103, 205, 144, 335, 386.

** Gerhard Hildebrand: *Die Erschütterung der Industrieherrschaft und des Industriesozialismus*, 1910, pp. 229 et suivantes.

Noir au travail » (on ne saurait se passer de la contrainte...), le « danger » de l'impérialisme consiste en ceci que « l'Europe se déchargera du travail manuel — d'abord du travail de la terre et des mines, et puis du travail industriel le plus grossier — sur les hommes de couleur, et s'en tiendra, en ce qui la concerne, au rôle de rentier, préparant peut-être ainsi l'émancipation économique, puis politique, des races de couleur ».

En Angleterre, une quantité de terre sans cesse croissante est enlevée à l'agriculture pour être affectée au sport, à l'amusement des riches. Pour ce qui est de l'Ecosse, pays le plus aristocratique pour la chasse et autres sports, on dit qu'« elle vit de son passé et de M. Carnegie » (un milliardaire américain). Rien que pour les courses et la chasse au renard, l'Angleterre dépense annuellement 14 millions de livres sterling (environ 130 millions de roubles). Le nombre des rentiers de ce pays s'élève à un million environ. La proportion des producteurs y est en baisse :

	Population de l'Angleterre (en millions d'habitants)	Ouvriers des principales industries (en millions)	Pourcentage par rapport à la population
1851	17,9	4,1	23%
1901	32,5	4,9	15%

Et, parlant de la classe ouvrière anglaise, l'investigateur bourgeois de « l'impérialisme britannique du début du XX^e siècle » est obligé d'établir systématiquement une différence entre la « *couche supérieure* » des ouvriers et la « *couche inférieure prolétarienne proprement dite* ». La première fournit la masse des coopérateurs et des syndiqués, des membres des sociétés sportives et des nombreuses sectes religieuses. C'est à son niveau qu'est adapté le droit de vote qui, en Angleterre, « est encore *suffisamment limité pour qu'en soit exclue la couche inférieure prolétarienne proprement dite* » !! Pour présenter sous un jour plus favorable la condition de la classe ouvrière anglaise, on ne parle généralement que de cette couche supérieure, qui ne forme qu'une *minorité* du prolétariat : par exemple, « la question du chômage intéresse surtout Londres et la couche inférieure

prolétarienne, *dont les hommes politiques font peu de cas* » *... Il aurait fallu dire : dont les politiciens bourgeois et les opportunistes « socialistes » font peu de cas.

Parmi les caractéristiques de l'impérialisme qui se rattachent au groupe de phénomènes dont nous parlons, il faut mentionner la diminution de l'émigration en provenance des pays impérialistes et l'accroissement de l'immigration, vers ces pays, d'ouvriers venus des pays plus arriérés, où les salaires sont plus bas. L'émigration anglaise, remarque Hobson, tombe à partir de 1884 : elle atteignait cette année-là 242 000 personnes, et 169 000 en 1900. L'émigration allemande atteignit son maximum entre 1881 et 1890 : 1 453 000 émigrants ; au cours des deux dizaines d'années suivantes, elle tomba respectivement à 544 000 et 341 000 pendant qu'augmentait le nombre des ouvriers venus en Allemagne d'Autriche, d'Italie, de Russie, etc. D'après le recensement de 1907, il y avait en Allemagne 1 342 294 étrangers, dont 440 800 ouvriers industriels et 257 329 travailleurs agricoles **. En France, les travailleurs de l'industrie minière sont « en grande partie » des étrangers : Polonais, Italiens, Espagnols ***. Aux Etats-Unis, les immigrants de l'Europe orientale et méridionale occupent les emplois les plus mal payés, tandis que les ouvriers américains fournissent la proportion la plus forte de contremaîtres et d'ouvriers exécutant les travaux les mieux rétribués ****. L'impérialisme tend à créer, également parmi les ouvriers, des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat.

A noter qu'en Angleterre, la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier, est apparue bien avant la fin du XIX^e^ siècle et le début du XX^e^. Car deux traits distinctifs essentiels de l'impérialisme, la possession de vastes colonies et le monopole du marché mondial, s'y sont manifestés dès la seconde moitié du XIX^e^ siècle. Marx et Engels ont

* Schulze-Gævernitz : *Britischer Imperialismus*, p. 301.
** *Statistik des Deutschen Reichs*, t. 211.
*** Henger : *Die Kapitalsanlage der Franzosen*, Stuttgart 1913.
**** Hourvich : *Immigration and Labour*, New York 1913.

méthodiquement, pendant des dizaines d'années, observé de près cette liaison de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier avec les particularités impérialistes du capitalisme anglais. Ainsi, Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 : « En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, *à côté* de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est, jusqu'à un certain point, logique. » Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parle des « pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient »[89]. Dans une lettre à Kautsky (12 septembre 1882), Engels écrivait : « Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale. La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier ; il n'y a que des radicaux conservateurs et libéraux ; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial.*» (Engels a exposé la même thèse dans sa préface à la deuxième édition de *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, 1892.)

Voilà donc, nettement indiquées, les causes et les conséquences. Les causes : 1) l'exploitation du monde par l'Angleterre ; 2) son monopole sur le marché mondial ; 3) son monopole colonial. Les conséquences : 1) l'embourgeoisement d'une partie du prolétariat anglais ; 2) une partie de ce prolétariat se laisse diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient. L'impérialisme du début du XX^e^ siècle a achevé le partage du globe entre une poignée d'Etats, dont chacun exploite aujourd'hui (en ce sens qu'il en retire du surprofit) une partie du « monde entier » à peine moindre que celle qu'exploitait l'Angleterre en 1858 ; dont chacun,

---

* *Briefwechsel von Marx und Engels*, tome II, p. 290 ; tome IV, p. 453. — K. Kautsky : *Sozialismus und Kolonialpolitik*, p. 79, Berlin 1907 ; brochure écrite aux temps infiniment lointans où Kautsky était encore marxiste

grâce aux trusts, aux cartels, au capital financier, à ses rapports de créditeur à débiteur, occupe une situation de monopole sur le marché mondial; dont chacun jouit, dans une certaine mesure, d'un monopole colonial (nous avons vu que, sur 75 millions de kilomètres carrés, superficie de *toutes* les colonies du monde, *65* millions, c'est-à-dire 86%, sont concentrés aux mains de six grandes puissances ; *61* millions de kilomètres carrés, soit 81%, sont détenus par trois puissances).

Ce qui distingue la situation actuelle, c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui ne pouvaient manquer de rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier : d'embryon, l'impérialisme est devenu le système prédominant ; les monopoles capitalistes ont pris la première place dans l'économie et la politique ; le partage du monde a été mené à son terme ; d'autre part, au lieu du monopole sans partage de l'Angleterre, nous assistons maintenant à la lutte d'un petit nombre de puissances impérialistes pour la participation au monopole, lutte qui caractérise tout le début du XX^e^ siècle. L'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement au sein du mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années, comme il l'a fait en Angleterre dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle. Mais, dans toute une série de pays, il a atteint sa pleine maturité, il l'a dépassée et s'est décomposé en fusionnant complètement, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise *.

IX. LA CRITIQUE DE L'IMPERIALISME

Nous entendons la critique de l'impérialisme au sens large du mot, comme l'attitude des différentes classes de la société envers la politique de l'impérialisme, à partir de l'idéologie générale de chacune d'elles.

* Le social-chauvinisme russe des Potressov, des Tchkhenkéli, des Maslov, etc., sous sa forme ouverte aussi bien que sous sa forme voilée (MM. Tchkhéidzé, Skobélev, Axelrod, Martov, etc.), est également issu d'une variété russe de l'opportunisme, notamment du courant liquidateur.

La proportion gigantesque du capital financier concentré dans quelques mains et créant un réseau extraordinairement vaste et serré de rapports et de relations, par l'entremise duquel il soumet à son pouvoir la masse non seulement des moyens et petits, mais même des très petits capitalistes et patrons, ceci d'une part, et la lutte aiguë contre les autres groupements nationaux de financiers pour le partage du monde et la domination sur les autres pays, d'autre part, — tout cela fait que les classes possédantes passent en bloc dans le camp de l'impérialisme. Engouement « général » pour les perspectives de l'impérialisme, défense acharnée de celui-ci, tendance à le farder de toutes les manières, — n'est-ce pas un signe des temps. L'idéologie impérialiste pénètre également dans la classe ouvrière, qui n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine. Si les chefs de l'actuel parti dit « social-démocrate » d'Allemagne sont traités à juste titre de « social-impérialistes », c'est-à-dire de socialistes en paroles et d'impérialistes en fait, il convient de dire que, déjà en 1902, Hobson signalait l'existence en Angleterre des « impérialistes fabiens », appartenant à l'opportuniste « Société des fabiens ».

Les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme quelque peu voilée ; ils en dissimulent l'entière domination et les racines profondes ; ils s'efforcent de faire passer au premier plan des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de « réformes » tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. Plus rares sont les impérialistes avérés, cyniques, qui ont le courage d'avouer combien il est absurde de vouloir réformer les traits essentiels de l'impérialisme.

Un exemple. Dans les *Archives de l'économie mondiale*, les impérialistes allemands s'appliquent à suivre les mouvements de libération nationale dans les colonies, surtout non allemandes, comme bien l'on pense. Ils signalent l'effervescence et les protestations qui se manifestent dans l'Inde, les mouvements du Natal (Afrique du Sud), des Indes néerlandaises, etc. L'un d'eux, dans une note à propos d'une publication anglaise rendant compte de la conférence des nations et races assujetties, qui s'est tenue du

28 au 30 juin 1910 et a réuni les représentants des divers peuples d'Asie, d'Afrique et d'Europe subissant une domination étrangère, porte le jugement suivant sur les discours prononcés à cette conférence : « On nous dit qu'il faut combattre l'impérialisme ; que les Etats dominants doivent reconnaître aux peuples assujettis le droit à l'indépendance ; qu'un tribunal international doit surveiller l'exécution des traités conclus entre les grandes puissances et les peuples faibles. La conférence ne va pas plus loin que ces vœux innocents. Nous n'y voyons pas trace de la compréhension de cette vérité que l'impérialisme est indissolublement lié au capitalisme dans sa forme actuelle et que, par conséquent (!!), la lutte directe contre l'impérialisme est sans espoir, à moins que l'on ne se borne à combattre certains excès particulièrement révoltants*. » Etant donné que le redressement réformiste des bases de l'impérialisme est une duperie, un « vœu innocent », et que les représentants bourgeois des nations opprimées ne vont pas « plus loin » en avant, le représentant bourgeois de la nation oppressive va « plus loin » *en arrière* vers une adulation servile de l'impérialisme, qu'il masque sous des prétentions « scientifiques ». Belle « logique », en vérité !

Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XX^e^ siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes. La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le

* *Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. II, p. 193.

plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle.

Aux Etats-Unis, la guerre impérialiste de 1898 contre l'Espagne suscita l'opposition des « anti-impérialistes », ces derniers mohicans de la démocratie bourgeoise, qui qualifiaient cette guerre de « criminelle », considéraient l'annexion de territoires étrangers comme une violation de la Constitution, dénonçaient la « déloyauté des chauvins » à l'égard du chef des indigènes des Philippines, Aguinaldo (auquel les Américains avaient d'abord promis l'indépendance de son pays pour, ensuite, y débarquer des troupes américaines et annexer les Philippines), et citaient les paroles de Lincoln: « Quand un Blanc se gouverne lui-même, il y a self-government ; quand il se gouverne lui-même et, en même temps, gouverne les autres, ce n'est plus du self-government, c'est du despotisme. »* Mais, en attendant, toute cette critique craignait de reconnaître la liaison indissoluble qui rattache l'impérialisme aux trusts et, par conséquent, aux fondements du capitalisme; elle craignait de s'unir aux forces engendrées par le grand capitalisme et son développement, elle demeurait un « vœu innocent ».

Telle est aussi la position fondamentale de Hobson dans sa critique de l'impérialisme. Hobson a anticipé sur les thèses de Kautsky, en s'insurgeant contre l'« inéluctabilité de l'impérialisme » et en invoquant la nécessité « d'élever la capacité de consommation » de la population (en régime capitaliste!). C'est aussi le point de vue petit-bourgeois qu'adoptent dans leur critique de l'impérialisme, de l'omnipotence des banques, de l'oligarchie financière, etc., des auteurs maintes fois cités par nous, tels que Agahd, A. Lansburgh et L. Eschwege et, parmi les Français, Victor Bérard, auteur d'un livre superficiel : *L'Angleterre et l'impérialisme*, paru en 1900. Sans prétendre le moins du monde faire œuvre de marxistes, ils opposent tous à l'impérialisme la libre concurrence et la démocratie, condamnent le projet du chemin de fer de Bagdad, qui mène à des conflits et à la guerre, et formulent des « vœux innocents » de paix, etc. Il n'est pas jusqu'au statisticien des émissions inter-

* J. Patouillet : *L'impérialisme américain*, Dijon 1904, p. 272.

nationales, A. Neymarck, qui, totalisant les centaines de milliards de francs représentés par les valeurs « internationales », s'exclamait en 1912 : « Est-il possible d'admettre que la paix puisse être rompue ?... que l'on risque, en présence de ces chiffres énormes, de provoquer une guerre ? » *

Une telle naïveté, et de la part des économistes bourgeois, n'est pas étonnante; au surplus, il leur est *avantageux* de feindre la naïveté et de parler « sérieusement » de paix à l'époque de l'impérialisme. Mais que reste-t-il du marxisme de Kautsky lorsque, en 1914, 1915, 1916, il adopte le même point de vue que les réformistes bourgeois et affirme que « tout le monde est d'accord » (impérialistes, pseudo-socialistes et social-pacifistes) en ce qui concerne la paix ? Au lieu d'analyser et de mettre en lumière les profondes contradictions impérialistes, il forme le « vœu pieux », réformiste, de les esquiver et de les éluder.

Voici un spécimen de la critique économique de l'impérialisme par Kautsky. Il examine les statistiques de 1872 et 1912 sur les exportations et les importations anglaises à destination et en provenance de l'Egypte ; il s'avère qu'elles se sont développées plus faiblement que l'ensemble des exportations et importations de l'Angleterre. Et Kautsky de conclure : « Nous n'avons aucune raison de supposer que, sans l'occupation militaire de l'Egypte, le commerce de l'Angleterre avec l'Egypte se fût moins accru par le simple poids des facteurs économiques. » « C'est par la démocratie pacifique, et non par les méthodes violentes de l'impérialisme, que les tendances du capital à l'expansion peuvent être le mieux favorisées ». **

Ce raisonnement de Kautsky, repris sur tous les tons par son héraut d'armes en Russie (et défenseur russe des social-chauvins), M. Spectator[90], constitue le fond de la critique kautskiste de l'impérialisme et mérite, de ce fait, un examen plus détaillé. Commençons par une citation de Hilferding, dont Kautsky a dit maintes fois, notamment

* *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, t. XIX, livre II, p. 225.

** Kautsky : *Nationalstaat, imperialistischer Staat und Staatenbund*, Nuremberg 1915, pp. 72 et 70.

en avril 1915, que ses conclusions étaient « unanimement adoptées par tous les théoriciens socialistes ».

« Ce n'est pas l'affaire du prolétariat, écrit Hilferding, d'opposer à la politique capitaliste plus progressive la politique dépassée de l'époque du libre échange et de l'hostilité envers l'Etat. La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier, à l'impérialisme, ne peut être le libre échange, mais seulement le socialisme. Ce n'est pas le rétablissement de la libre concurrence, devenu maintenant un idéal réactionnaire, qui peut être aujourd'hui le but de la politique prolétarienne, mais uniquement l'abolition complète de la concurrence par la suppression du capitalisme. » *

Kautsky a rompu avec le marxisme en défendant, pour l'époque du capital financier, un « idéal réactionnaire », la « démocratie pacifique », le « simple poids des facteurs économiques », car cet idéal rétrograde *objectivement* du capitalisme monopoliste au capitalisme non monopoliste, il est une duperie réformiste.

Le commerce avec l'Egypte (ou avec toute autre colonie ou semi-colonie) « se fût accru » davantage *sans* occupation militaire, sans impérialisme, sans capital financier. Qu'est-ce à dire ? Que le capitalisme se développerait plus rapidement si la libre concurrence n'était limitée ni par les monopoles en général, ni par les « relations » ou le joug (c'est-à-dire encore le monopole) du capital financier, ni par la possession monopoliste des colonies par certains pays ?

Les raisonnements de Kautsky ne sauraient avoir un autre sens : or, *ce* « sens » est un non-sens. Admettons que, en effet, la libre concurrence, sans monopoles d'aucune sorte, *puisse* développer plus rapidement le capitalisme et le commerce. Mais plus le développement du commerce et du capitalisme est rapide, et plus est forte la concentration de la production et du capital, laquelle *engendre* le monopole. Et les monopoles sont *déjà* nés, — *issus* précisément de la libre concurrence ! Si même les monopoles se sont mis de nos jours à freiner le développement, ce n'est cependant pas un argument en faveur de la libre concur-

* Hilferding : *Le capital financier*, p. 567.

rence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles.

Tournez et retournez les raisonnements de Kautsky, vous n'y trouverez rien d'autre qu'esprit réactionnaire et réformisme bourgeois.

Si l'on corrige ce raisonnement et que l'on dise, avec Spectator : le commerce des colonies anglaises se développe aujourd'hui moins vite avec la métropole qu'avec les autres pays, Kautsky n'en sera pas quitte pour autant. Car ce qui crée des difficultés à l'Angleterre, c'est *aussi* le monopole, c'est *aussi* l'impérialisme, mais ceux d'autres pays (Amérique, Allemagne). On sait que les cartels ont entraîné la création de tarifs protectionnistes d'un type nouveau et original : comme l'avait déjà noté Engels dans le livre III du *Capital*[91], on protège précisément les produits susceptibles d'être exportés. On sait également que les cartels et le capital financier ont un système qui leur est propre, celui de l'« exportation à vil prix », du « dumping », comme disent les Anglais : à l'intérieur du pays, le cartel vend ses produits au prix fort, fixé par le monopole; à l'étranger, il les vend à un prix dérisoire pour ruiner un concurrent, étendre au maximum sa propre production, etc. Si l'Allemagne développe son commerce avec les colonies anglaises plus rapidement que l'Angleterre elle-même, cela ne prouve qu'une chose, c'est que l'impérialisme allemand est plus jeune, plus fort, mieux organisé que l'impérialisme anglais, qu'il lui est supérieur ; mais cela ne prouve nullement la « suprématie » du commerce libre. Car cette lutte ne dresse pas le commerce libre contre le protectionnisme, contre la dépendance coloniale, mais oppose l'un à l'autre deux impérialismes rivaux, deux monopoles, deux groupements du capital financier. La suprématie de l'impérialisme allemand sur l'impérialisme anglais est plus forte que la muraille des frontières coloniales ou des tarifs douaniers protecteurs ; en tirer « argument » *en faveur* de la liberté du commerce et de la « démocratie pacifique », c'est débiter des platitudes, c'est oublier les traits et les caractères essentiels de l'impérialisme, c'est substituer au marxisme le réformisme petit-bourgeois.

Il est intéressant de noter que même l'économiste bourgeois A. Lansburgh, dont la critique de l'impérialisme

est aussi petite-bourgeoise que celle de Kautsky, a pourtant étudié plus scientifiquement que ce dernier les données de la statistique commerciale. Il n'a pas fait porter sa comparaison sur un pays pris au hasard et uniquement une colonie, d'une part, avec les autres pays, d'autre part, mais sur les exportations d'un pays impérialiste 1) dans les pays qui lui empruntent de l'argent et sont financièrement dépendants à son égard et 2) dans les pays qui en sont financièrement indépendants. Et voici le tableau qu'il a obtenu :

Exportations de l'Allemagne
(en millions de marks)

		1889	1908	Augmentation en %
Dans les pays financièrement dépendants de l'Allemagne:	(Roumanie	48,2	70,8	+ 47%
	(Portugal	19,0	32,8	+ 73%
	(Argentine	60,7	147,0	+ 143%
	(Brésil	48,7	84,5	+ 73%
	(Chili	28,3	52,4	+ 85%
	(Turquie	29,9	64,0	+ 114%
	Total	*234,8*	*451,5*	*+92%*
Dans les pays financièrement indépendants de l'Allemagne	(Grande-Bretagne	651,8	997,4	+ 53%
	(France	210,2	437,9	+ 108%
	(Belgique	137,2	322,8	+ 135%
	(Suisse	177,4	401,1	+ 127%
	(Australie	21,2	64,5	+ 205%
	(Indes néerlandaises	8,8	40,7	+ 363%
	Total	*1206,6*	*2264,4*	*+87%*

Lansburgh n'a pas tiré de *conclusions* et, de ce fait, par une singulière inadvertance, il n'a pas remarqué que *si* ces chiffres prouvent quelque chose, ce n'est que *contre* lui, car les exportations vers des pays financièrement dépendants se sont *tout de même* développées un peu *plus vite* qu'en direction des pays financièrement indépendants (nous soulignons notre « si », car la statistique de Lansburgh est loin d'être complète).

Etablissant le lien qui existe entre les exportations et les emprunts, Lansburgh écrit :

« En 1890-91, un emprunt roumain fut contracté par l'entremise des banques allemandes, qui, les années précédentes, avaient déjà consenti des avances sur cet emprunt.

Il servit principalement à des achats en Allemagne de matériel ferroviaire. En 1891, les exportations allemandes vers la Roumanie s'élevaient à 55 millions de marks. L'année d'après, elles tombaient à 39,4 millions, pour descendre par paliers jusqu'à 25,4 millions en 1900. Elles n'ont rejoint le niveau de 1891 que ces toutes dernières années, grâce à deux nouveaux emprunts.

Les exportations allemandes au Portugal s'élevèrent, par suite des emprunts de 1888-89, à 21,1 millions de marks (1890), pour retomber dans les deux années qui suivirent à 16,2 et 7,4 millions ; elles ne remontèrent à leur ancien niveau qu'en 1903.

Les chiffres concernant le commerce de l'Allemagne avec l'Argentine sont encore plus significatifs. A la suite des emprunts de 1888 et de 1890, les exportations vers l'Argentine atteignirent en 1889 60,7 millions de marks. Deux ans plus tard, elles n'étaient plus que de 18,6 millions, soit à peine le tiers du chiffre précédent. Ce n'est qu'en 1901 qu'elles atteignirent et dépassèrent leur niveau de 1889, grâce à de nouveaux emprunts contractés en Allemagne par l'Etat et les villes, ainsi qu'à des avances de fonds pour la construction d'usines électriques et à d'autres opérations de crédit.

A la suite de l'emprunt de 1889, les exportations vers le Chili s'élevèrent à 45,2 millions (1892) ; elles retombèrent un an plus tard à 22,5 millions. Après un nouvel emprunt contracté par l'intermédiaire des banques allemandes en 1906, les exportations montèrent à 84,7 millions en 1907 pour retomber, en 1908, à 52,4 millions. » *

De ces faits, Lansburgh tire cette plaisante moralité petite-bourgeoise que les exportations liées aux emprunts sont instables et irrégulières, qu'il est fâcheux d'exporter des capitaux à l'étranger au lieu de développer « naturellement » et « harmonieusement » l'industrie nationale, que les pots-de-vin se chiffrant par millions distribués à l'occasion des emprunts étrangers reviennent « cher » à la firme Krupp, etc. Mais les faits attestent clairement : la montée des exportations est *justement* liée aux tripotages du capital financier, qui ne se soucie guère de morale bourgeoise

* *Die Bank*, 1909, II, pp. 819 et suivantes.

et écorche deux fois le même bœuf : d'abord, les bénéfices de l'emprunt ; ensuite, les bénéfices que rapporte *ce même* emprunt quand il est employé à l'achat des produits de Krupp ou du matériel ferroviaire du Syndicat de l'acier, etc.

Répétons que nous ne considérons pas du tout la statistique de Lansburgh comme une perfection. Mais il fallait absolument la reproduire, parce qu'elle est plus scientifique que celle de Kautsky et de Spectator, parce que Lansburgh donne la bonne manière de poser la question. Pour traiter du rôle du capital financier en matière d'exportation, etc., il faut savoir distinguer le lien qui existe spécialement et exclusivement entre l'exportation et les tripotages des financiers, spécialement et exclusivement entre l'exportation et l'écoulement des produits des cartels, etc. Tandis que comparer simplement les colonies en général aux non-colonies, un impérialisme à un autre, une semi-colonie ou une colonie (l'Egypte) à tous les autres pays, c'est tourner la question et masquer ce qui en fait justement le *fond*.

Si la critique théorique de l'impérialisme par Kautsky n'a rien de commun avec le marxisme, si elle ne peut que servir de marchepied à la propagande de la paix et de l'unité avec les opportunistes et les social-chauvins, c'est parce qu'elle élude et estompe justement les contradictions les plus profondes, les plus fondamentales de l'impérialisme: contradiction entre les monopoles et la libre concurrence qui s'exerce à côté d'eux, celle entre les formidables « opérations » (et les formidables profits) du capital financier et le commerce « honnête » sur le marché libre, celle entre les cartels et les trusts, d'une part, et l'industrie non-cartellisée, d'autre part, etc.

La fameuse théorie de l'« ultra-impérialisme » inventée par Kautsky revêt un caractère tout aussi réactionnaire. Comparez le raisonnement qu'il a fait en 1915 à ce sujet à celui développé par Hobson en 1902 :

Kautsky : « ... La politique impérialiste actuelle ne peut-elle pas être supplantée par une politique nouvelle, ultra-impérialiste, qui substituerait à la lutte entre les capitaux financiers nationaux l'exploitation de l'univers en commun par le capital financier uni à l'échelle internationale ? Cette nouvelle phase du capitalisme est en

tout cas concevable. Est-elle réalisable ? Il n'existe pas encore de prémisses indispensables pour nous permettre de trancher la question. » *

Hobson: « Le christianisme, qui a pris solidement pied dans un petit nombre de grands empires fédéraux dont chacun possède une série de colonies non civilisées et de pays dépendants, apparaît à beaucoup comme le développement le plus logique des tendances modernes, développement qui donnerait le plus d'espoir en une paix durable sur la base solide d'un inter-impérialisme. »

Kautsky appelle ultra-impérialisme ce que Hobson a appelé, treize ans avant lui, inter-impérialisme. Outre l'invention d'un nouveau vocable savantissime au moyen du remplacement d'une particule latine par une autre, le progrès de la pensée « scientifique » de Kautsky se résume à vouloir faire passer pour du marxisme ce qu'Hobson présente en substance comme l'hypocrisie de la prêtraille anglaise. Après la guerre anglo-boer, il était tout naturel que cette caste hautement respectable orientât le gros de ses efforts vers la *consolation* des petits bourgeois et des ouvriers anglais, qui avaient perdu beaucoup des leurs dans les batailles sud-africaines et qui se voyaient infliger un supplément d'impôts pour assurer des profits plus élevés aux financiers anglais. Pouvait-on mieux les consoler qu'en leur faisant croire que l'impérialisme n'était pas si mauvais, qu'il était proche de l'inter-(ou de l'ultra-) impérialisme, susceptible d'assurer une paix permanente ? Quelles que soient les bonnes intentions de la prêtraille anglaise, ou du doucereux Kautsky, la signification sociale objective, c'est-à-dire réelle, de sa « théorie » est et ne peut être que de consoler les masses, dans un esprit éminemment réactionnaire, par l'espoir d'une paix permanente en régime capitaliste, en détournant leur attention des antagonismes aigus et des problèmes aigus de l'actualité, et en l'orientant vers les perspectives mensongères d'on ne sait quel futur « ultra-impérialisme » prétendument nouveau. Mystification des masses, il n'y a absolument rien d'autre dans la théorie « marxiste » de Kautsky.

* *Neue Zeit*, 30 avril 1915, p. 144.

En effet, il suffit de confronter clairement des faits notoires, indiscutables, pour se convaincre de la fausseté des perspectives que Kautsky s'efforce de faire entrevoir aux ouvriers d'Allemagne (et aux ouvriers de tous les pays). Considérons l'Inde, l'Indochine et la Chine. On sait que ces trois pays coloniaux et semi-coloniaux, d'une population totale de 600 à 700 millions d'habitants, sont exploités par le capital financier de plusieurs puissances impérialistes : Angleterre, France, Japon, Etats-Unis, etc. Admettons que ces pays impérialistes forment des alliances les uns contre les autres, afin de sauvegarder ou d'étendre leurs possessions, leurs intérêts et leurs « zones d'influence » dans les pays asiatiques mentionnés. Ce seraient là des alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes ». Admettons que *toutes* les puissances impérialistes concluent une alliance pour un partage « pacifique » de ces pays d'Asie : on pourra parler du « capital financier uni à l'échelle internationale ». Il existe des exemples de ce genre d'alliances au cours du XX^e^ siècle, disons dans les rapports des puissances à l'égard de la Chine. Est-il « concevable » de supposer, le régime capitaliste subsistant (condition que suppose justement Kautsky), que ces alliances ne soient pas de courte durée, qu'elles excluent les frictions, les conflits et la lutte sous toutes les formes possibles et imaginables ?

Il suffit de poser clairement la question pour voir que la réponse ne peut être que négative. Car il est *in*concevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la *force* de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc. Or, les forces respectives de ces participants au partage varient d'une façon inégale, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement *uniforme* des entreprises, des trusts, des industries, des pays. L'Allemagne était, il y a un demi-siècle, une quantité négligeable, par sa force capitaliste comparée à celle de l'Angleterre d'alors ; il en était de même du Japon comparativement à la Russie. Est-il « concevable » de supposer que, d'ici une dizaine ou une vingtaine d'années, le rapport des forces entre les puissances impérialistes demeurera *in*changé? C'est absolument inconcevable.

Aussi, les alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes » dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou du « marxiste » allemand Kautsky, ne sont *in*évitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant *toutes* les puissances impérialistes, que des « trêves » entre des guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur *une seule et même* base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale. Or, l'extra-lucide Kautsky, pour rassurer les ouvriers et les réconcilier avec les social-chauvins passés aux côtés de la bourgeoisie, *sépare* les deux anneaux de cette seule et même chaîne; il sépare l'union pacifique (et ultra-impérialiste, voire ultra-ultra-impérialiste) actuelle de *toutes* les puissances pour « pacifier » la Chine (rappelez-vous la répression de la révolte des Boxers[92]) du conflit non pacifique de demain, lequel préparera pour après-demain une nouvelle alliance universelle « pacifique » en vue du partage, par exemple, de la Turquie, *etc.*, *etc.* Au lieu de la liaison vivante entre les périodes de paix impérialiste et les périodes de guerres impérialistes, Kautsky offre aux ouvriers une abstraction sophistiquée, afin de les réconcilier avec leurs chefs dégénérés.

Dans la préface à son *Histoire de la diplomatie dans le développement international de l'Europe*, l'américain Hill divise l'histoire diplomatique contemporaine en trois périodes : 1) l'ère de la révolution ; 2) le mouvement constitutionnel ; 3) l'ère de l'«impérialisme commercial »* contemporain. Un autre auteur divise l'histoire de la « politique mondiale » de la Grande-Bretagne depuis 1870 en quatre périodes : 1) la première période asiatique (lutte contre la progression de la Russie en Asie centrale vers l'Inde) ; 2) la période africaine (approximativement de 1885 à 1902) — lutte contre la France pour le partage de l'Afrique (« Facho-

* David Jayne Hill : *A History of the Diplomacy in the international development of Europe*, vol. I, p. X.

da » 1898, on est à un cheveu de la guerre avec la France) ; 3) la deuxième période asiatique (traité avec le Japon contre la Russie) et 4) la période « européenne », caractérisée surtout par la lutte contre l'Allemagne *. « Les escarmouches politiques d'avant-postes se produisent sur le terrain financier », écrivait dès 1905 Riesser, « personnalité » du monde de la banque, qui montrait comment le capital financier français opérant en Italie préparait l'alliance politique des deux pays ; comment se développaient la lutte entre l'Allemagne et l'Angleterre pour la Perse, ainsi que la lutte de tous les capitaux européens pour les emprunts à consentir à la Chine, etc. La voilà, la réalité vivante des alliances pacifiques « ultra-impérialistes » dans leur liaison indissoluble avec les conflits simplement impérialistes.

L'atténuation par Kautsky des contradictions les plus profondes de l'impérialisme, atténuation qui conduit inévitablement à farder l'impérialisme, n'est pas sans influer également sur la critique que fait cet auteur des caractères politiques de ce dernier. L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances. De même se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale (car l'annexion n'est rien d'autre qu'une violation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes). Hilferding note très justement la liaison entre l'impérialisme et le renforcement de l'oppression nationale. «Pour ce qui est des pays nouvellement découverts, écrit-il, le capital importé y intensifie les antagonismes et suscite contre les intrus la résistance croissante des peuples qui s'éveillent à la conscience nationale ; cette résistance peut facilement aboutir à des mesures dangereuses dirigées contre le capital étranger. Les anciens rapports sociaux sont foncièrement révolutionnés ; le particularisme agraire millénaire des « nations placées en marge de l'histoire » est rompu; elles sont entraînées dans le tourbillon capitaliste. C'est

* Schilder, ouvr. cité, p. 178.

le capitalisme lui-même qui procure peu à peu aux asservis les voies et moyens de s'émanciper. Et la création d'un Etat national unifié, en tant qu'instrument de la liberté économique et culturelle, autrefois but suprême des nations européennes, devient aussi le leur. Ce mouvement d'indépendance menace le capital européen dans ses domaines d'exploitation les plus précieux, ceux qui lui offrent les plus riches perspectives ; et il ne peut maintenir sa domination qu'en multipliant sans cesse ses forces militaires. » *

A quoi il faut ajouter que ce n'est pas seulement dans les pays nouvellement découverts, mais aussi dans les anciens, que l'impérialisme conduit aux annexions, au renforcement du joug national et, partant, à l'exaspération de la résistance. Tout en s'élevant contre le renforcement de la réaction politique par l'impérialisme, Kautsky laisse dans l'ombre une question particulièrement brûlante, celle de l'impossibilité de réaliser l'unité avec les opportunistes à l'époque de l'impérialisme. Tout en s'élevant contre les annexions, il donne à ses protestations la forme la plus inoffensive et la plus aisément acceptable pour les opportunistes. Il s'adresse directement à un auditoire allemand et n'en estompe pas moins ce qui est justement le plus important et le plus actuel, par exemple le fait que l'Alsace-Lorraine est une annexion de l'Allemagne. Pour bien mesurer le sens de cette « déviation intellectuelle » de Kautsky, prenons un exemple. Supposons qu'un Japonais condamne l'annexion des Philippines par les Américains. Se trouvera-t-il beaucoup de gens pour croire qu'il est mû par l'hostilité aux annexions en général, et non par le désir d'annexer lui-même les Philippines ? Et ne devra-t-on pas reconnaître que l'on ne peut considérer comme sincère et politiquement loyale la « lutte » du Japonais contre les annexions que s'il se dresse contre l'annexion de la Corée par le Japon et réclame pour elle la liberté de séparation d'avec le Japon ?

L'analyse théorique, ainsi que la critique économique et politique, de l'impérialisme par Kautsky sont *entièrement* pénétrées d'une tendance absolument incompatible avec le marxisme, qui consiste à estomper et atténuer les contra-

* Hilferding : *Le capital financier*, p. 487.

dictions les plus essentielles et à maintenir à tout prix au sein du mouvement ouvrier européen une unité chancelante avec l'opportunisme.

X. LA PLACE DE L'IMPERIALISME DANS L'HISTOIRE

Nous avons vu que, par son essence économique, l'impérialisme est le capitalisme monopoliste. Cela seul suffit à définir la place de l'impérialisme dans l'histoire, car le monopole, qui naît sur le terrain et à partir de la libre concurrence, marque la transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur. Il faut noter plus spécialement quatre espèces principales de monopoles ou manifestations essentielles du capitalisme monopoliste, caractéristiques de l'époque que nous étudions.

Premièrement, le monopole est né de la concentration de la production, parvenue à un très haut degré de développement. Ce sont les groupements monopolistes de capitalistes, les cartels, les syndicats patronaux, les trusts. Nous avons vu le rôle immense qu'ils jouent dans la vie économique de nos jours. Au début du XX^e siècle, ils ont acquis une suprématie totale dans les pays avancés, et si les premiers pas dans la voie de la cartellisation ont d'abord été franchis par les pays ayant des tarifs protectionnistes très élevés (Allemagne, Amérique), ceux-ci n'ont devancé que de peu l'Angleterre qui, avec son système de liberté du commerce, a démontré le même fait fondamental, à savoir que les monopoles sont engendrés par la concentration de la production.

Deuxièmement, les monopoles ont entraîné une mainmise accrue sur les principales sources de matières premières, surtout dans l'industrie fondamentale, et la plus cartellisée, de la société capitaliste : celle de la houille et du fer. Le monopole des principales sources de matières premières a énormément accru le pouvoir du grand capital et aggravé la contradiction entre l'industrie cartellisée et l'industrie non cartellisée.

Troisièmement, le monopole est issu des banques. Autrefois modestes intermédiaires, elles détiennent aujourd'hui le monopole du capital financier. Trois à cinq grosses banques, dans n'importe lequel des pays capitalistes les plus avancés, ont réalisé l'« union personnelle » du capital in-

dustriel et du capital bancaire, et concentré entre leurs mains des milliards et des milliards représentant la plus grande partie des capitaux et des revenus en argent de tout le pays. Une oligarchie financière qui enveloppe d'un réseau serré de rapports de dépendance toutes les institutions économiques et politiques sans exception de la société bourgeoise d'aujourd'hui : telle est la manifestation la plus éclatante de ce monopole.

Quatrièmement, le monopole est issu de la politique coloniale. Aux nombreux « anciens » mobiles de la politique coloniale le capital financier a ajouté la lutte pour les sources de matières premières, pour l'exportation des capitaux, pour les « zones d'influence », — c'est-à-dire pour les zones de transactions avantageuses, de concessions, de profits de monopole, etc., — et, enfin, pour le territoire économique en général. Quand, par exemple, les colonies des puissances européennes ne représentaient que la dixième partie de l'Afrique, comme c'était encore le cas en 1876, la politique coloniale pouvait se développer d'une façon non monopoliste, les territoires étant occupés suivant le principe, pourrait-on dire, de la « libre conquête ». Mais quand les 9/10 de l'Afrique furent accaparés (vers 1900) et que le monde entier se trouva partagé, alors commença forcément l'ère de la possession monopoliste des colonies et, partant, d'une lutte particulièrement acharnée pour le partage et le repartage du globe.

Tout le monde sait combien le capitalisme monopoliste a aggravé toutes les contradictions du capitalisme. Il suffit de rappeler la vie chère et le despotisme des cartels. Cette aggravation des contradictions est la plus puissante force motrice de la période historique de transition qui fut inaugurée par la victoire définitive du capital financier mondial.

Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un « Etat-rentier », d'un Etat-usurier, dont la bour-

geoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la « tonte des coupons ». Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme ; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une, tantôt l'autre de ces tendances. Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital (Angleterre).

Au sujet du rapide développement économique de l'Allemagne, Riesser, auteur d'une étude sur les grandes banques allemandes, écrit : « La progression pas tellement lente de l'époque antérieure (1848-1870) est à la rapidité du développement de toute l'économie allemande, et notamment de ses banques, à cette époque (1870-1905), à peu près ce qu'est une chaise de poste du bon vieux temps à l'automobile moderne, dont la course devient parfois un danger, aussi bien pour le piéton insouciant que pour les occupants de la voiture. » A son tour, ce capital financier qui a grandi extraordinairement vite ne demanderait pas mieux, précisément pour cette raison, que de pouvoir entrer plus « paisiblement » en possession des colonies dont il doit s'emparer, par des moyens qui ne sont pas exclusivement pacifiques, aux dépens de nations plus riches. Quant aux Etats-Unis, le développement économique y a été, en ces dernières dizaines d'années, encore plus rapide qu'en Allemagne. Et c'est justement *grâce* à cela que les traits parasitaires du capitalisme américain moderne sont apparus de façon particulièrement saillante. D'autre part, la comparaison entre la bourgeoisie républicaine des Etats-Unis, par exemple, et la bourgeoisie monarchiste du Japon ou de l'Allemagne montre qu'à l'époque de l'impérialisme, les plus grandes différences politiques sont extrêmement atténuées, non point qu'elles soient insignifiantes en général, mais parce que, dans tous ces cas, il s'agit d'une bourgeoisie ayant des traits parasitaires nettement affirmés.

Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un

pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme, liaison qui s'est manifestée en Angleterre plus tôt et avec plus de relief que partout ailleurs du fait que certains traits impérialistes de développement y sont apparus beaucoup plus tôt que dans les autres pays. Il est des auteurs, L. Martov par exemple, qui se plaisent à escamoter la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme existant au sein du mouvement ouvrier, —chose qui, aujourd'hui, saute aux yeux — par des raisonnements d'un « optimisme de commande » (dans la manière de Kautsky et de Huysmans) à l'exemple de ceux-ci : la cause des adversaires du capitalisme serait sans espoir si le capitalisme avancé, précisément, conduisait au renforcement de l'opportunisme ou si les ouvriers, précisément les mieux payés, se montraient enclins à l'opportunisme, etc. Il ne faut pas se leurrer sur la valeur de cet « optimisme » ; c'est un optimisme à l'égard de l'opportunisme, un optimisme qui sert à masquer l'opportunisme. En réalité, la rapidité particulière et le caractère particulièrement odieux du développement de l'opportunisme ne sont nullement une garantie de sa victoire durable, de même que le prompt développement d'une tumeur maligne dans un organisme sain ne peut qu'accélérer la maturation et l'élimination de l'abcès et la guérison de l'organisme. Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.

De tout ce qui a été dit plus haut sur la nature économique de l'impérialisme, il ressort qu'on doit le caractériser comme un capitalisme de transition ou, plus exactement, comme un capitalisme agonisant. Il est extrêmement instructif, à cet égard, de constater que les économistes bourgeois, en décrivant le capitalisme moderne, emploient fréquemment des termes tels que : « entrelacement », « absence

d'isolement », etc. ; les banques sont « des entreprises qui, par leurs tâches et leur développement, n'ont pas un caractère économique strictement privé et échappent de plus en plus à la sphère de la réglementation économique strictement privée ». Et ce même Riesser, de qui sont ces derniers mots, proclame avec le plus grand sérieux que la « prédiction » des marxistes concernant la « socialisation » « ne s'est pas réalisée » !

Que veut donc dire ce mot d'« entrelacement » ? Il traduit simplement le trait le plus saillant du processus qui se déroule sous nos yeux. Il montre que l'observateur parle des arbres, mais ne voit pas la forêt. Il copie servilement ce qui est extérieur, fortuit, chaotique. Il dénonce dans l'observateur un homme écrasé par le fait brut, et totalement incapable d'en dégager le sens et la valeur. Possession d'actions et rapports entre propriétaires privés « s'entrelacent accidentellement ». Mais ce qu'il y a derrière cet entrelacement, ce qui en constitue la base, ce sont les rapports sociaux de production et leur perpétuel changement. Quand une grosse entreprise devient une entreprise géante et qu'elle organise méthodiquement, en tenant un compte exact d'une foule de renseignements, l'acheminement des deux tiers ou des trois quarts des matières premières de base nécessaires à des dizaines de millions d'hommes ; quand elle organise systématiquement le transport de ces matières premières jusqu'aux lieux de production les mieux appropriés, qui se trouvent parfois à des centaines et des milliers de verstes ; quand un centre unique a la haute main sur toutes les phases successives du traitement des matières premières, jusques et y compris la fabrication de toute une série de variétés de produits finis ; quand la répartition de ces produits se fait d'après un plan unique parmi des dizaines et des centaines de millions de consommateurs (vente du pétrole en Amérique et en Allemagne par la « Standard Oil » américaine), alors il devient évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production et non point d'un simple « entrelacement », et que les rapports relevant de l'économie privée et de la propriété privée forment une enveloppe qui est sans commune mesure avec son contenu, qui doit nécessairement entrer en putréfaction si l'on cherche à en retarder artificiellement l'élimination, qui peut con-

tinuer à pourrir pendant un laps de temps relativement long (dans le pire des cas, si l'abcès opportuniste tarde à percer), mais qui n'en sera pas moins inéluctablement éliminée.

Schulze-Gævernitz, admirateur enthousiaste de l'impérialisme allemand, s'exclame :

« Si, en définitive, la direction des banques allemandes incombe à une douzaine de personnes, l'activité de ces dernières est désormais plus importante pour le bien public que celle de la majorité des ministres » (il vaut mieux oublier ici l'« entrelacement » des hommes des banques, des ministres, des industriels, des rentiers...) ...« Imaginons que les tendances que nous avons relevées soient allées jusqu'au bout de leur évolution : le capital-argent de la nation est concentré dans les banques ; celles-ci sont liées entre elles au sein d'un cartel ; le capital d'investissement de la nation a pris la forme de titres. Alors se réalisent les paroles géniales de Saint-Simon : «L'anarchie actuelle de la production, qui provient du fait que les relations économiques se développent sans régularisation uniforme, doit céder la place à l'organisation de la production. La production ne sera plus dirigée par des chefs d'entreprise isolés indépendants les uns des autres et ignorant les besoins économiques des hommes, mais par une institution sociale. L'autorité administrative centrale, capable de considérer d'un point de vue plus élevé le vaste domaine de l'économie sociale, la régularisera d'une manière qui soit utile à l'ensemble de la société, remettra les moyens de production en des mains qualifiées, et veillera notamment à une constante harmonie entre la production et la consommation. Il y a des établissements qui, au nombre de leurs tâches, se sont assigné une certaine organisation de l'œuvre économique : ce sont les banques.» Nous sommes encore loin de la réalisation de ces paroles de Saint-Simon, mais nous y allons ; c'est du marxisme, autre que ne se le représentait Marx, mais uniquement par la forme. » *

Excellente « réfutation » de Marx, qui fait un pas en arrière de l'analyse scientifique exacte de Marx vers la divination de Saint-Simon, géniale sans doute, mais qui n'est cependant qu'une divination.

* *Grundriss der Sozialœkonomik*, p. 146.

A PROPOS DE LA BROCHURE DE JUNIUS

Voilà que vient enfin de paraître en Allemagne, illégalement, sans accommodement avec l'ignoble censure des junkers, une brochure social-démocrate consacrée aux problèmes de la guerre ! L'auteur, qui appartient visiblement à l'aile « radicale de gauche » du parti, signe Junius[93] (ce qui signifie en latin : cadet) et intitule sa brochure : *La crise de la sociale-démocratie*. On y trouve en appendice les « thèses sur les tâches de la social-démocratie internationale », qui ont déjà été présentées à la Commission socialiste internationale de Berne et publiées dans le n° 3 de son Bulletin ; elles appartiennent au groupe « l'Internationale », qui a publié au printemps 1915 un numéro d'une revue portant le même nom (avec des articles de Zetkin, Mehring, R. Luxembourg, Thalheimer, Duncker, Ströbel et autres), et qui a organisé pendant l'hiver 1915-1916 une conférence des social-démocrates de toutes les parties de l'Allemagne[94], où ces thèses furent adoptées.

La brochure, comme le dit l'auteur dans l'introduction datée du 2 janvier 1916, a été écrite en avril 1915 et imprimée « sans aucune modification ». Sa parution a été retardée par « des circonstances extérieures ». Elle est consacrée moins à « la crise de la social-démocratie » qu'à l'analyse de la guerre, à la réfutation de la légende relative à son caractère national et libérateur, à la démonstration de sa nature impérialiste du côté de l'Allemagne aussi bien que des autres grandes puissances, et enfin à la critique révolutionnaire de l'at-

titude du parti officiel. Ecrite dans un style extrêmement vivant, la brochure de Junius a certainement déjà joué et jouera encore un grand rôle dans la lutte contre l'ex-parti social-démocrate d'Allemagne, passé du côté des junkers et de la bourgeoisie, et nous félicitons très cordialement son auteur.

Le lecteur russe au courant des publications social-démocrates éditées en russe à l'étranger de 1914 à 1916 ne trouvera rien de neuf, quant aux principes, dans la brochure de Junius. Lorsqu'on la lit en rapprochant des arguments du marxiste révolutionnaire allemand, ce qui fut exposé, par exemple, dans le Manifeste du Comité central de notre Parti (septembre-novembre 1914) *, dans les résolutions de Berne (mars 1915) ** et dans leurs multiples commentaires, on est obligé de constater que l'argumentation de Junius est très incomplète et qu'il commet deux erreurs. Mais avant d'entreprendre la critique des lacunes et des erreurs de Junius, nous tenons à souligner avec force que nous ne le faisons que parce que l'autocritique est une nécessité pour les marxistes et qu'il faut vérifier sous tous leurs aspects les points de vue qui doivent servir de base idéologique à la IIIe Internationale. La brochure de Junius est, dans l'ensemble, un excellent ouvrage marxiste, et il est très possible que ses défauts aient, jusqu'à un certain point, un caractère fortuit.

Le principal de ces défauts, qui constitue nettement un pas en arrière en comparaison de la revue légale *l'Internationale* (légale, bien qu'elle ait été interdite aussitôt parue), c'est le silence de l'auteur sur le lien qui existe entre le social-chauvinisme (il n'emploie ni ce terme, ni l'expression moins précise de social-patriotisme) et l'opportunisme. Il parle très justement de la « capitulation » et de la faillite du parti social-démocrate d'Allemagne, de la « trahison » de ses « chefs officiels », mais il ne va pas plus loin. Or, *l'Internationale* avait déjà fait la critique du « centre », c'est-à-dire du kautskisme, en ridiculisant très justement son manque de caractère, la prostitution du marxisme à laquelle il se livre et son aplatissement devant les opportunistes. Cette même revue avait *commencé* à démasquer le véritable rôle

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, pp. 19-28. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp. 157-163. (*N.R.*)

des opportunistes en rendant public, par exemple, ce fait très important que, le 4 août 1914, les opportunistes étaient arrivés avec un ultimatum, résolus d'avance à voter dans *tous* les cas *pour* les crédits de guerre. Il *n'est pas* question de l'opportunisme ni du kautskisme, pas plus dans la brochure de Junius que dans les thèses ! C'est une faute théorique, car il est impossible d'*expliquer* la « trahison » sans la mettre en rapport avec l'opportunisme en tant que *tendance* ayant derrière elle une longue histoire, l'histoire de toute la IIe Internationale. C'est une faute politique pratique, car il est impossible de comprendre « la crise de la social-démocratie » et d'en triompher, sans élucider le sens et le rôle de ces *deux tendances* : l'une franchement opportuniste (Legien, David, etc.), l'autre, hypocritement opportuniste (Kautsky et Cie). C'est un pas en arrière en comparaison, par exemple, de l'article historique d'Otto Rühle dans le *Vorwärts* du 12 janvier 1916, où il démontre nettement, ouvertement, la *fatalité* d'une scission dans le parti social-démocrate d'Allemagne (la rédaction du *Vorwärts* lui a répondu en reprenant les phrases doucereuses et hypocrites de Kautsky, sans trouver un seul argument réel contre ce fait *déjà* patent de l'existence de deux partis et de l'impossibilité de les réconcilier). C'est là une inconséquence étonnante, car la 12e thèse de *l'Internationale* dit *nettement* qu'il faut fonder une « nouvelle » Internationale, étant donné la « trahison » et « le passage sur le terrain de la politique impérialiste bourgeoise » des « représentants officiels des partis socialistes des pays dirigeants ». Il est clair que parler de la participation à la « nouvelle » Internationale de l'ancien parti social-démocrate d'Allemagne ou d'un parti qui pactise avec Legien, David et Cie serait tout bonnement ridicule.

Nous ignorons par quoi s'explique ce pas en arrière du groupe « l'Internationale ». Le plus grand défaut de tout le marxisme révolutionnaire allemand, c'est l'absence d'une organisation illégale étroitement unie, suivant systématiquement une voie bien à elle et éduquant les masses dans l'esprit des nouvelles tâches : une telle organisation serait obligée de définir nettement son attitude à l'égard de l'opportunisme comme du kautskisme. Cela est d'autant plus nécessaire que les social-démocrates révolutionnaires allemands ont perdu leurs deux derniers quotidiens, la *Bremer*

Bürger-Zeitung [95] de Brême et le *Volksfreund* [96] de Brunswick, passés aux kautskistes. *Seul* le groupe des « Socialistes internationalistes d'Allemagne » (I.S.D.) reste à son poste, voilà qui est clair et sans ambiguïté pour personne.

Il apparaît que certains membres du groupe « l'Internationale » sont retombés dans le marais du kautskisme sans principes. Ströbel, par exemple, en est venu à faire dans la *Neue Zeit* des courbettes à Bernstein et Kautsky ! Et, tout dernièrement, le 15 juillet 1916, il a publié dans les journaux un article : «Pacifisme et social-démocratie», qui défendait le pacifisme kautskiste de l'espèce la plus vulgaire. Junius, lui, s'élève très vigoureusement contre les projets chimériques kautskistes sur le « désarmement », l'« abolition de la diplomatie secrète », etc. Il se peut qu'il y ait, dans le groupe « l'Internationale », deux courants : l'un révolutionnaire et l'autre penchant vers le kautskisme.

La première des positions erronées de Junius est concrétisée dans la 5e thèse du groupe « l'Internationale »: « A l'époque (l'ère) de cet impérialisme déchaîné, il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de mettre les masses populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel : l'impérialisme »... Dans sa première partie, la 5e thèse, qui se termine par cette affirmation, caractérise la guerre *actuelle* comme une guerre impérialiste. Il est possible que la négation des guerres nationales en général soit ou bien une inadvertance ou bien une exagération commise accidentellement en soulignant cette idée très juste que la guerre *actuelle* est impérialiste et non pas nationale. Mais il se peut aussi que ce soit le contraire, et puisque divers social-démocrates commettent l'erreur de nier l'existence de *quelques* guerres nationales *que ce soit*, lorsqu'ils réfutent l'affirmation mensongère présentant la guerre *actuelle* comme une guerre nationale, il est impossible de ne pas s'arrêter sur cette erreur.

Junius a absolument raison de souligner l'influence décisive de la « conjoncture impérialiste » dans la guerre *actuelle*, de dire que derrière la Serbie il y a la Russie, que « derrière le nationalisme serbe se tient l'impérialisme russe », que la participation, par exemple, de la Hollande à la guerre serait *aussi* de l'impérialisme, car 1) la Hollande défendrait

ses colonies et 2) elle serait l'alliée d'une des coalitions *impérialistes*. C'est indiscutable en ce qui concerne la guerre *actuelle*. Et lorsque Junius souligne à ce propos ce qui lui importe avant tout : la lutte contre « le fantôme de la guerre nationale », qui domine actuellement la politique social-démocrate » (page 81), on ne peut manquer de reconnaître que son raisonnement est très juste et très valable.

L'erreur serait d'exagérer cette vérité, de manquer à la règle marxiste qui veut qu'on soit concret, d'étendre le jugement porté sur la guerre actuelle à toutes les guerres possibles à l'époque de l'impérialisme, d'oublier les mouvements nationaux *contre* l'impérialisme. Le seul argument en faveur de la thèse qu'« il ne peut plus y avoir de guerres nationales » est que le monde est partagé entre une poignée de « grandes » puissances impérialistes et que, pour cette raison, toute guerre, serait-elle nationale au début, *se transforme* en guerre impérialiste, puisqu'elle heurte les intérêts d'une des puissances ou des coalitions impérialistes (page 81 chez Junius).

Cet argument est manifestement erroné. Certes, la thèse fondamentale de la dialectique marxiste est que toutes les limites dans la nature et dans la société sont conventionnelles et mobiles, qu'il n'y a *aucun* phénomène qui ne puisse, dans certaines conditions, se transformer en son contraire. Une guerre nationale *peut* se transformer en guerre impérialiste, mais l'*inverse* est vrai aussi. Exemple : les guerres de la grande révolution française ont commencé en tant que guerres nationales et elles l'étaient effectivement. Elles étaient révolutionnaires, car elles avaient pour objectif la défense de la grande révolution contre la coalition des monarchies contre-révolutionnaires. Mais quand Napoléon eut fondé l'Empire français en asservissant toute une série d'Etats nationaux d'Europe, importants, viables et depuis longtemps constitués, alors les guerres nationales françaises devinrent des guerres impérialistes, qui engendrèrent *à leur tour* des guerres de libération nationale *contre* l'impérialisme de Napoléon.

Seul un sophiste pourrait effacer la différence qui existe entre la guerre nationale et la guerre impérialiste sous prétexte que l'une *peut* se transformer en l'autre. La dialectique a plus d'une fois, également dans l'histoire de la philo-

sophie grecque, servi de pont à la sophistique. Mais nous restons des dialecticiens, car nous combattons les sophismes, non pas en niant la possibilité de toute transformation en général, mais en analysant concrètement *chaque phénomène donné* dans son cadre général et dans son évolution.

Que la guerre impérialiste actuelle de 1914-1916 se transforme en une guerre nationale, c'est tout à fait improbable, car la classe qui représente le mouvement *en avant* est le prolétariat, qui tend objectivement à la transformer en une guerre civile contre la bourgeoisie, et puis aussi parce que les forces des deux coalitions ne sont pas tellement différentes et que le capital financier international a créé partout une bourgeoisie réactionnaire. Mais il n'est cependant pas permis de qualifier une telle transformation *d'impossible* : *si* le prolétariat *européen* était affaibli pour une vingtaine d'années ; *si* cette guerre *finissait* par des victoires dans le genre de celles de Napoléon et par l'asservissement d'une série d'Etats nationaux parfaitement viables ; *si* l'impérialisme extra-européen (japonais et américain surtout) se maintenait aussi une vingtaine d'années sans aboutir au socialisme, par exemple à cause d'une guerre nippo-américaine, alors une grande guerre nationale serait possible en Europe. Ce serait une évolution qui rejetterait l'Europe *en arrière* pour plusieurs dizaines d'années. Cela est improbable, mais *non pas* impossible, car il est antidialectique, antiscientifique, théoriquement inexact, de se représenter l'histoire universelle avançant régulièrement et sans heurts, sans faire quelquefois des sauts gigantesques en arrière.

Poursuivons. Des guerres nationales ne sont pas seulement probables, mais *inévitables* à l'époque de l'impérialisme, de la part des colonies et des semi-colonies. Les colonies et les semi-colonies (Chine, Turquie, Perse) comptent environ 1 milliard d'habitants, c'est-à-dire *plus de la moitié* de la population du globe. Les mouvements de libération nationale y sont, ou déjà très puissants, ou en voie de développement et de maturation. Toute guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. La continuation de la politique de libération nationale des colonies les conduira *inévitablement* à mener des guerres nationales *contre* l'impérialisme. Ces guerres *peuvent* conduire à une guerre impérialiste des « grandes » puissances impérialistes d'aujour-

d'hui, mais elles peuvent aussi ne pas y conduire, cela dépend de bien des circonstances.

Exemple : l'Angleterre et la France ont fait la guerre de Sept Ans à cause des colonies, c'est-à-dire qu'elles ont fait une guerre impérialiste (laquelle est possible aussi bien sur la base de l'esclavage, ou du capitalisme primitif, que sur celle du capitalisme hautement développé de notre époque). La France, vaincue, perd une partie de ses colonies. Quelques années plus tard commence la guerre de libération nationale des Etats de l'Amérique du Nord contre l'Angleterre seule. Par hostilité contre l'Angleterre, c'est-à-dire à cause de leurs intérêts impérialistes, la France et l'Espagne, qui continuent à posséder des fractions du territoire des Etats-Unis actuels, concluent un traité d'amitié avec les Etats insurgés contre l'Angleterre. Les troupes françaises unies aux troupes américaines battent les Anglais. Voilà une guerre de libération nationale où la rivalité impérialiste est un élément accessoire, sans importance sérieuse, au contraire de ce que nous voyons dans la guerre de 1914-1916 (l'élément national dans la guerre austro-serbe n'a pas d'importance sérieuse en regard de la rivalité impérialiste, qui est largement prédominante). D'où il résulte qu'il serait absurde d'appliquer la notion d'impérialisme mécaniquement, pour en déduire «l'impossibilité» des guerres nationales. Une guerre de libération nationale, par exemple d'une coalition Perse-Inde-Chine contre telles ou telles puissances impérialistes, est fort possible et probable, car elle découle du mouvement national de ces pays ; quant à la transformation de cette guerre en une guerre impérialiste entre les puissances impérialistes actuelles, elle dépendra de beaucoup de circonstances concrètes, sur lesquelles il serait ridicule de vouloir tabler.

Troisièmement, même en Europe, on ne peut considérer que les guerres nationales soient impossibles à l'époque de l'impérialisme. L'« époque de l'impérialisme» a rendu impérialiste la guerre actuelle, elle engendrera fatalement (tant que ne sera pas instauré le socialisme) de nouvelles guerres impérialistes, elle a imprégné d'impérialisme la politique des grandes puissances actuelles, mais elle n'exclut nullement les guerres nationales, par exemple de la part des petits Etats (disons : annexés ou nationalement opprimés)

contre les puissances impérialistes, de même qu'elle n'exclut pas des mouvements nationaux à grande échelle dans l'Est de l'Europe. A propos de l'Autriche, par exemple, Junius raisonne très sainement en considérant non seulement l'« économique », mais aussi sa situation politique originale, en notant la « non-viabilité interne de l'Autriche », en constatant que « la monarchie des Habsbourg n'est pas une organisation politique d'Etat bourgeois, mais seulement un trust unissant par des liens assez lâches quelques coteries de parasites sociaux », et que « la liquidation de l'Autriche-Hongrie n'est historiquement que la continuation du démembrement de la Turquie et est, en même temps, imposée par l'évolution historique ». Pour certains Etats balkaniques et pour la Russie, la situation n'est pas meilleure. En cas d'affaiblissement sérieux des « grandes » puissances au cours de cette guerre ou si la révolution triomphait en Russie, des guerres nationales, même victorieuses, sont parfaitement possibles. Tout d'abord, pratiquement, les puissances impérialistes *ne* peuvent *pas* intervenir dans n'importe quelles conditions. Ensuite, quand on affirme, tout à trac, que la guerre d'un petit Etat contre un géant est sans espoir, il faut bien remarquer qu'une guerre sans espoir est quand même une guerre ; par ailleurs, certains phénomènes au sein des « géants », par exemple le commencement d'une révolution, peuvent transformer une guerre « sans espoir » en une guerre « pleine d'espoir ».

Si nous nous sommes arrêtés assez longuement sur l'inexactitude de la thèse suivant laquelle « il ne peut plus y avoir de guerres nationales », ce n'est pas seulement parce qu'elle est manifestement erronée du point de vue théorique. Il serait évidemment bien triste que les hommes « de gauche » se montrent peu soucieux de la théorie du marxisme au moment où la fondation de la III^e^ Internationale n'est possible que sur la base d'un marxisme non avili. Mais cette erreur est également très nuisible sur le plan politique et pratique : on en déduit l'absurde propagande du « désarmement », puisqu'il ne peut plus y avoir, dit-on, que des guerres réactionnaires ; on en déduit une indifférence encore plus absurde et franchement réactionnaire envers les mouvements nationaux. Et cette indifférence devient du chauvinisme quand les membres des « grandes » nations européen-

nes, c'est-à-dire des nations qui oppriment une foule de petits peuples et de peuples coloniaux, déclarent sur un ton faussement savant: « Il ne peut plus y avoir de guerres nationales » ! Les guerres nationales *contre* les puissances impérialistes ne sont pas seulement possibles et probables, elles sont inévitables et *progressives*, *révolutionnaires*, *encore que*, naturellement, leur *succès* requière ou bien la coordination des efforts d'un nombre considérable d'habitants des pays opprimés (des centaines de millions dans l'exemple que nous avons cité, celui de l'Inde et de la Chine), ou bien une conjoncture internationale *particulièrement* favorable (par exemple, que l'intervention des puissances impérialistes soit paralysée par leur affaiblissement, par une guerre entre elles, par leur antagonisme, etc.), ou bien qu'intervienne un soulèvement *simultané* du prolétariat d'une des grandes puissances contre la bourgeoisie (cette éventualité, la dernière dans notre énumération, vient en fait au premier rang, c'est-à-dire qu'elle est la plus désirable et la plus avantageuse pour la victoire du prolétariat).

Notons cependant qu'il serait injuste d'accuser Junius d'indifférence pour les mouvements nationaux. C'est ainsi qu'il relève, parmi les péchés de la fraction social-démocrate, son silence sur l'exécution pour « crime de trahison » (évidemment pour une tentative d'insurrection en relation avec la guerre) d'un chef indigène au Cameroun ; et il souligne spécialement, dans un autre endroit (pour MM. les Legien, les Lensch et autres canailles qui se disent « social-démocrates »), que les nations coloniales sont aussi des nations. Il déclare très nettement : « le socialisme reconnaît à chaque peuple le droit à l'indépendance et à la liberté, le droit de disposer lui-même de ses destinées » ; « le socialisme international reconnaît le droit des nations libres, indépendantes, égales, mais il n'y a que lui qui puisse créer de telles nations, il n'y a que lui qui puisse réaliser le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Et ce mot d'ordre du socialisme — remarque très justement l'auteur — sert, comme tous les autres, non pas à justifier ce qui existe, mais à indiquer la voie, à pousser le prolétariat vers une politique active, révolutionnaire, rénovatrice » (pages 77 et 78). Par conséquent, on se tromperait lourdement en pensant que tous les social-démocrates de gauche d'Allemagne ont versé dans la même étroi-

tesse et la même caricature du marxisme que certains social-démocrates hollandais et polonais qui nient le droit des nations à disposer d'elles-mêmes même en régime socialiste. D'ailleurs, nous parlerons plus loin des raisons *spéciales* qu'ont les Hollandais et les Polonais de commettre *cette* erreur.

L'autre erreur de jugement de Junius concerne la défense de la patrie. C'est la question politique capitale au cours d'une guerre impérialiste. Et Junius nous a confirmés dans la conviction que notre Parti a donné la seule réponse juste : le prolétariat est contre la défense de la patrie dans cette guerre impérialiste *étant donné* son caractère esclavagiste, réactionnaire et de rapine, *étant donné* la possibilité et la nécessité de lui opposer la guerre civile pour le socialisme (et de tout faire pour la transformer en guerre civile). Junius, lui, a mis excellemment en lumière le caractère impérialiste de la guerre actuelle, ce qui la distingue d'une guerre nationale, mais en même temps il est tombé dans une erreur fort étrange, en voulant à tout prix accommoder un programme national à la guerre *actuelle* qui *n'est pas* nationale. C'est presque incroyable, mais c'est ainsi.

Les social-démocrates officiels, de la nuance Legien comme de la nuance Kautsky, pour se faire bien venir de la bourgeoisie qui a le plus crié à l'«invasion» étrangère afin de tromper les masses populaires sur le caractère impérialiste de la guerre, ont repris avec un zèle particulier cet argument de l'« invasion ». Kautsky, qui assure maintenant les gens naïfs et crédules (notamment par l'intermédiaire de Spectator, du Comité d'organisation russe) qu'il est passé à l'opposition dès la fin de 1914, continue d'invoquer cet « argument » ! Pour le réfuter, Junius cite de très instructifs exemples historiques démontrant que « l'invasion et la lutte des classes dans l'histoire de la bourgeoisie ne sont pas choses contradictoires, comme le prétend la légende officielle, mais l'une est un moyen et une manifestation de l'autre ». Exemples : en France, les Bourbons ont fait appel à l'invasion étrangère contre les Jacobins, et les bourgeois de 1871, contre la Commune. Marx a écrit dans *La guerre civile en France*:

« Le plus haut effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable est une guerre nationale ; et il est main-

tenant prouvé qu'elle est une pure mystification des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes et qui est jetée de côté, aussitôt que cette lutte de classe éclate en guerre civile » [97].

« La grande Révolution française, écrit Junius en invoquant 1793, est un exemple classique valable pour toutes les époques. » De tout cela on tire cette conclusion : «Une expérience séculaire démontre, par conséquent, que ce n'est pas l'état de siège, mais la lutte de classe pleine d'abnégation qui éveille le respect de soi-même, l'héroïsme et la force morale des masses populaires, qui est la meilleure défense, la meilleure protection d'un pays contre l'ennemi du dehors. »

Conclusion pratique de Junius : « Oui, les social-démocrates doivent défendre leur pays lors des grandes crises historiques. Et la lourde faute du groupe social-démocrate du Reichstag est d'avoir solennellement proclamé dans sa déclaration du 4 août 1914 : « A l'heure du danger, nous ne laisserons pas notre patrie sans defense », et d'avoir, dans le même temps, renié ses paroles. Il a *laissé* la patrie sans défense à l'heure du plus grand danger. Car son premier devoir envers la patrie était à ce moment de lui montrer les dessous véritables de cette guerre impérialiste, de rompre le réseau de mensonges patriotiques et diplomatiques qui camouflait cet attentat contre la patrie ; de déclarer haut et clair que, dans cette guerre, la victoire et la défaite étaient également funestes pour le peuple allemand ; de résister jusqu'à la dernière extrémité à l'étranglement de la patrie au moyen de l'état de siège ; de proclamer la nécessité d'armer immédiatement le peuple et de le laisser décider lui-même la question de la guerre ou de la paix ; d'exiger avec la dernière énergie que la représentation populaire siège en permanence pendant toute la durée de la guerre pour assurer le contrôle vigilant de la représentation populaire sur le gouvernement et du peuple sur la représentation populaire ; d'exiger l'abolition immédiate de toutes les limitations des droits politiques, car seul un peuple libre peut défendre avec succès son pays ; d'opposer, enfin, au programme impérialiste de guerre — qui tend à la conservation de l'Autriche et de la Turquie, c'est-à-dire de la réaction en Europe et en Allemagne, — le vieux programme véritablement

national des patriotes et des démocrates de 1848, le programme de Marx, Engels et Lassalle : le mot d'ordre de grande et indivisible République allemande. Tel est le drapeau qu'il fallait déployer devant le pays, qui aurait été véritablement national, véritablement libérateur, et qui aurait répondu aux meilleures traditions de l'Allemagne et de la politique de classe internationale du prolétariat »... « Ainsi, le grave dilemme : intérêts de la patrie et solidarité internationale du prolétariat, le conflit tragique qui a incité nos parlementaires à rallier « d'un cœur lourd » le camp de la guerre impérialiste, n'est que pure invention, une fiction nationaliste bourgeoise. Au contraire, entre les intérêts du pays et les intérêts de classe de l'Internationale prolétarienne, il existe aussi bien pendant la guerre que pendant la paix une parfaite harmonie : la guerre, comme la paix, exige le développement le plus intense de la lutte de classe, la défense la plus résolue du programme social-démocrate. »

Ainsi raisonne Junius. Le caractère erroné de son raisonnement saute aux yeux, et si nos laquais, francs ou déguisés, du tsarisme, messieurs Plékhanov et Tchkhenkéli, et peut-être même MM. Martov et Tchkhéidzé, vont se raccrocher avec une joie mauvaise aux paroles de Junius, non pas par amour de la vérité théorique, mais pour sauver la face, pour brouiller la piste, pour jeter de la poudre aux yeux des ouvriers, nous devons, quant à nous, expliquer en détail l'origine *théorique* de l'erreur de Junius.

A la guerre impérialiste il entend « opposer » le programme national. Il invite la classe d'avant-garde à se tourner vers le passé, et non vers l'avenir ! En 1793 et en 1848, en France, en Allemagne et dans toute l'Europe, la révolution démocratique *bourgeoise* était *objectivement* à l'ordre du jour. A cette situation historique *objective* correspondait le programme « véritablement national », c'est-à-dire national-*bourgeois*, de la démocratie de ce temps, le programme réalisé en 1793 par les éléments les plus révolutionnaires de la bourgeoisie et de la population plébéienne et proclamé en 1848 par Marx au nom de toute la démocratie d'avant-garde. Aux guerres féodales et dynastiques on opposait alors, *objectivement*, les guerres démocratiques révolutionnaires, les guerres de libération nationale. Tel était le contenu des tâches historiques de l'époque.

Aujourd'hui, pour les plus grands Etats avancés d'Europe, la situation *objective* est différente. Le progrès — si l'on ne tient pas compte des éventuels reculs temporaires — ne peut s'effectuer que dans le sens de la société *socialiste*, de la *révolution socialiste*. A la guerre bourgeoise impérialiste, à la guerre du capitalisme hautement développé, ne peuvent *objectivement* être opposées, du point de vue du progrès, du point de vue de la classe d'avant-garde, que la guerre *contre* la bourgeoisie, c'est-à-dire avant tout la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir, guerre *sans* laquelle tout progrès sérieux est *impossible*, et ensuite, mais seulement dans certaines conditions particulières, la guerre éventuelle pour la défense de l'Etat socialiste contre les Etats bourgeois. C'est pourquoi ceux des bolchéviks (qui se réduisent heureusement à quelques cas individuels et que nous avons immédiatement cédés aux gens de « Prizyv ») qui étaient disposés à accepter une défense conditionnelle, la défense de la patrie à la condition d'une révolution victorieuse et du triomphe de la république en Russie, sont restés fidèles à la *lettre* du bolchévisme, mais en ont trahi l'*esprit* ; car, entraînée dans la guerre impérialiste des grandes puissances avancées d'Europe, la Russie, même sous la forme républicaine, ferait *elle aussi* une guerre impérialiste !

En disant que la lutte de classe est le meilleur remède contre l'invasion, Junius n'applique la dialectique marxiste qu'à moitié : il fait un pas sur le bon chemin et s'en écarte tout aussitôt. La dialectique marxiste exige l'analyse concrète de chaque situation historique particulière. Que la lutte de classe soit le meilleur moyen de s'opposer à l'invasion, cela est vrai *et* pour la bourgeoisie qui veut renverser la féodalité, *et* pour le prolétariat qui veut renverser la bourgeoisie. Mais, précisément parce que c'est vrai pour *toute* oppression d'une classe par une autre, c'est *trop général* et par conséquent *insuffisant* pour le cas *particulier* qui nous intéresse. La guerre civile contre la bourgeoisie est *aussi* une des formes de la lutte des classes, et elle seule pourrait préserver l'Europe (l'Europe tout entière et pas seulement un des pays qui la composent) du danger d'invasion. La « Grande-Allemagne républicaine », si elle avait existé en 1914-1916, aurait fait *la même* guerre impérialiste.

Junius serre de près la réponse juste et le mot d'ordre juste: guerre civile contre la bourgeoisie pour le socialisme ; mais, comme s'il eût craint de dire toute la vérité jusqu'au bout, il a *reculé* vers la chimère de la « guerre nationale » en 1914, 1915 et 1916. Si l'on considère les choses sous un angle non plus théorique, mais purement pratique, l'erreur de Junius n'est pas moins manifeste. Toute la société bourgeoise, toutes les classes de l'Allemagne, y compris la paysannerie, étaient *pour* la guerre (en Russie, très vraisemblablement, *aussi* : du moins la plupart des paysans riches et moyens et une fraction très importante des paysans pauvres se trouvaient manifestement sous le charme de l'impérialisme bourgeois). La bourgeoisie était armée jusqu'aux dents. « Proclamer » dans ces conditions le programme de la république, d'un Parlement siégeant en permanence, de l'élection des officiers par le peuple (l'« armement du peuple »), etc., c'eût été *pratiquement* « *proclamer* » *la révolution* (avec un programme révolutionnaire *inadéquat* !).

Junius indique très justement, ici même, qu'on ne peut pas « fabriquer » la révolution. La révolution était à l'ordre du jour en 1914-1916, elle était contenue dans la guerre, elle *naissait* de la guerre. C'est ce qu'il fallait « *proclamer* » au nom de la classe révolutionnaire en précisant jusqu'au bout, sans crainte, *son* programme, à savoir : le socialisme, lequel est impossible en temps de guerre sans guerre civile contre la bourgeoisie archiréactionnaire, criminelle, qui voue le peuple à des calamités sans nom. Il fallait méditer des actions systématiques, coordonnées, pratiques, *absolument réalisables quelle que fût* la vitesse de développement de la crise révolutionnaire, des actions allant dans le sens de la révolution mûrissante. Ces actions sont indiquées dans la résolution de notre Parti : 1) vote contre les crédits ; 2) rupture de la « paix civile » ; 3) création d'une organisation illégale ; 4) fraternisation des soldats ; 5) soutien de toutes les actions révolutionnaires des masses*. Le succès de *toutes* ces mesures mène *inéluctablement* à la guerre civile.

La proclamation d'un grand programme historique aurait certainement été d'une importance colossale ; non pas celle

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, pp. 159-160. (*N.R.*)

du vieux programme national allemand, périmé pour 1914-1916, mais celle d'un programme prolétarien, internationaliste et socialiste. Vous, les bourgeois, vous faites la guerre pour le pillage; nous, les ouvriers de *tous* les pays belligérants, nous vous déclarons la guerre, la guerre pour le socialisme: voilà la substance du discours qu'auraient dû prononcer dans les Parlements, le 4 août 1914, les socialistes qui n'ont pas trahi le prolétariat comme l'ont fait les Legien, les David, les Kautsky, les Plékhanov, les Guesde, les Sembat, etc.

L'erreur de Junius découle vraisemblablement de deux sortes de considérations inexactes. Il est indubitable que Junius est catégoriquement contre la guerre impérialiste, et non moins catégoriquement *pour* la tactique révolutionnaire : c'est là un *fait* que ne supprimeront jamais les malignités de MM. les Plékhanov visant Junius à propos de sa défense de la Patrie. Il faut le dire tout de suite et très nettement en réponse à toutes les calomnies possibles et probables de ce genre.

Mais Junius, en premier lieu, ne s'est pas tout à fait libéré du « milieu » des social-démocrates allemands, même de gauche, qui craignent la scission, qui craignent de formuler sans réticence les mots d'ordre révolutionnaires*. C'est une crainte injustifiée dont les social-démocrates de gauche de l'Allemagne devront se débarrasser et dont ils finiront par *se débarrasser*. La poursuite de leur lutte contre les social-chauvins les y *conduira*. Et ils luttent résolument, fermement, *sincèrement* contre *leurs propres* social-chauvins ; c'est là la différence énorme, fondamentale qui les distingue en prin-

* Junius commet la même erreur dans ses raisonnements sur ce thème : que vaut-il mieux, la victoire ou la défaite ? Il conclut que les deux sont également mauvaises (ruine, augmentation des armements, etc.). Ce n'est pas le point de vue du prolétariat révolutionnaire, mais celui d'un petit bourgeois pacifiste. Quand on parle de l'« intervention révolutionnaire » du prolétariat — or, précisément, Junius et les thèses du groupe « Internationale » en parlent, quoique malheureusement de façon trop générale — il faut *absolument* poser la question d'un *autre* point de vue : 1) l'« intervention révolutionnaire » est-elle possible sans risque de défaite ? 2) est-il possible de fustiger la bourgeoisie et le gouvernement de *son propre* pays sans encourir le même risque ? 3) n'avons-nous pas toujours dit, et l'histoire des guerres réactionnaires ne dit-elle pas, que les défaites facilitent la tâche de la classe révolutionnaire ?

cipe des Martov et des Tchkhéidzé, lesquels, d'une main (à la Skobélev), déploient un drapeau saluant « les Liebknecht de tous les pays » et, de l'autre, enlacent tendrement Tchkhenkéli et Potressov !

En second lieu, Junius semble avoir voulu mettre en pratique quelque chose dans le genre de la « théorie des stades », de triste mémoire, prêchée par les menchéviks : il a voulu *procéder* à la réalisation du programme révolutionnaire par le bout « le plus commode », le plus « populaire », le plus acceptable pour la *petite bourgeoisie*. Il a voulu, en quelque sorte, « jouer au plus fin avec l'histoire », avec les philistins. Il semble s'être dit que personne ne pourra s'élever contre une *meilleure* défense de la véritable patrie : or, la véritable patrie, c'est la Grande-Allemagne républicaine, et sa meilleure défense, *c'est* la milice, le Parlement siégeant en permanence, etc. Une fois adopté, ce programme, prétend-il, conduirait de lui-même au stade suivant : la révolution socialiste.

Ce sont sans doute des considérations de ce genre qui, plus ou moins consciemment, ont déterminé la tactique de Junius. Inutile de dire qu'elles sont erronées. Dans la brochure de Junius, on sent le *solitaire*, qui n'agit pas au coude à coude avec des camarades au sein d'une organisation illégale habituée à penser les mots d'ordre révolutionnaires jusqu'au bout et à éduquer méthodiquement la masse dans leur esprit. Mais il serait profondément injuste d'oublier que ce défaut n'est pas le défaut personnel de Junius, qu'il résulte de la faiblesse de *toute* la gauche allemande, enveloppée de toutes parts dans l'odieux réseau du kautskisme hypocrite, pédant, plein de «complaisance» à l'égard des opportunistes. Les partisans de Junius ont su, *malgré* leur isolement, *entreprendre* la publication de tracts illégaux et partir en guerre contre le kautskisme. Ils sauront aller plus loin encore dans cette voie qui est la bonne.

Ecrit en juillet 1916
Publié en octobre 1916 dans le « Recueil du Social-Démocrate » n° 1
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du « Recueil »

BILAN D'UNE DISCUSSION SUR LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

Le n° 2 de la revue marxiste de la gauche de Zimmerwald : *Vorbote* (n° 2, avril 1916) publie les thèses pour et contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, signées par la rédaction de notre organe central *le Social-Démocrate* et par celle de la *Gazeta Robotnicza*, organe de l'opposition social-démocrate polonaise. Le lecteur trouvera plus haut le texte des premières thèses* et la traduction des secondes[98]. C'est sans doute la première fois que cette question est posée avec autant d'ampleur dans l'arène internationale : lors de la discussion menée il y a 20 ans, en 1895-1896, avant le Congrès socialiste international de Londres de 1896, dans la revue marxiste allemande *Neue Zeit*, par Rosa Luxembourg, K. Kautsky et les « niepodleglosciowcy » (partisans de l'indépendance de la Pologne, P.S.P.), qui représentaient trois points de vue différents, la question n'avait été posée qu'au sujet de la Pologne[99]. Jusqu'à présent, pour autant que nous le sachions, la question de l'autodétermination n'a été étudiée de façon quelque peu méthodique que par les Hollandais et les Polonais. Espérons que la *Vorbote* réussira à faire avancer l'examen de cette question si brûlante aujourd'hui pour les Anglais, les Américains, les Français, les Allemands, les Italiens. Le socialisme officiel, représenté aussi bien par les Plékhanov, les David et Cie, partisans avoués de « leur » gouvernement, que par les kautskistes, défenseurs camouflés de l'opportunisme (y compris Axel-

* Voir le présent tome, pp. 155-170. (*N.R.*)

rod, Martov, Tchkhéidzé, etc.), a surenchéri au point que, pendant longtemps encore, resteront inévitables, d'une part, les efforts pour esquiver et noyer la question, et, d'autre part, les réclamations des ouvriers exigeant qu'il leur soit donné des « réponses nettes » à ces « questions maudites ». Nous tâcherons d'informer nos lecteurs en temps utile de la lutte d'opinions parmi les socialistes étrangers.

Pour nous, social-démocrates russes, cette question présente une importance toute particulière ; cette discussion est le prolongement de celles de 1903 et de 1913[100] ; la question a suscité pendant la guerre un certain flottement idéologique parmi les membres de notre Parti ; elle a encore gagné en acuité du fait des subterfuges dont usent des chefs marquants du parti ouvrier gvozdévien ou chauvin, comme Martov et Tchkhéidzé, pour éluder le fonds du problème. C'est pourquoi il est nécessaire de dresser ne serait-ce qu'un premier bilan de la discussion déjà engagée dans l'arène internationale.

Comme il ressort des thèses, nos camarades polonais apportent une réponse directe à quelques-uns de nos arguments, par exemple à propos du marxisme et du proudhonisme. Toutefois, dans la plupart des cas, ils nous répondent, non pas directement, mais par un biais, en nous opposant *leurs propres* affirmations. Examinons donc leurs réponses, qu'elles soient indirectes ou directes.

1. LE SOCIALISME ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

Nous avons affirmé que ce serait trahir le socialisme que de ne pas appliquer, en régime socialiste, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. L'on nous répond : « le droit d'autodétermination n'est pas applicable à la société socialiste. » C'est là une divergence radicale. Quelle en est l'origine ?

« Nous savons, déclarent nos contradicteurs, que le socialisme abolira toute oppression nationale, étant donné qu'il abolit les intérêts de classe qui conduisent à cette oppression »... Que vient faire ici ce raisonnement sur les conditions *économiques*, connues de longue date et incontestables, de l'abolition du joug national, alors que la discussion porte

sur *l'une* des formes du joug *politique*, à savoir le maintien par la violence d'une nation dans les frontières d'Etat d'une autre nation ? C'est là, tout simplement, une tentative d'éluder les problèmes politiques ! Et les raisonnements qui suivent ne font que nous confirmer dans cette idée : « Nous n'avons aucune raison de croire que, dans une société socialiste, la nation aura le caractère d'une unité économique et politique. Selon toute probabilité, elle n'aura que le caractère d'une unité culturelle et linguistique, car la division territoriale d'un groupe culturel socialiste, pour autant qu'elle existera, ne saurait se faire que par suite des nécessités de la production, le problème de cette division devant naturellement être tranché, non par des nations isolées, une par une, et possédant la plénitude de leur propre pouvoir (ainsi que l'exige le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes »), mais par tous les citoyens intéressés, *qui en décideront en commun* »...

Ce dernier argument, qui substitue la décision *en commun* à l'*auto*détermination, flatte tellement le goût des camarades polonais qu'ils le répètent *trois fois* dans leurs thèses ! Mais la fréquence des répétitions ne transforme pas cet argument octobriste et réactionnaire en un argument social-démocrate. Car tous les réactionnaires et tous les bourgeois accordent aux nations maintenues par la violence à l'intérieur des frontières d'un Etat donné le droit de « décider en commun » de son sort, au sein d'un Parlement commun. Guillaume II accorde, lui aussi, aux Belges le droit de « décider en commun » du sort de l'Empire allemand au sein d'un Parlement commun à toute l'Allemagne.

C'est justement le point litigieux, le seul qui soit précisément l'objet de la discussion, à savoir le droit de libre séparation, que nos contradicteurs s'efforcent d'éluder. Cela prêterait à rire, si ce n'était pas si triste !

Il est dit dans la première de nos thèses que la libération des nations opprimées suppose, dans le domaine politique, une double transformation : 1) l'égalité absolue en droits des nations. Pas de discussion sur ce point, qui ne se rapporte qu'à ce qui se passe au sein de l'Etat ; 2) la liberté de séparation politique*. Cela concerne la détermina-

* Voir le présent tome, p. 155. (*N.R.*)

tion des frontières de l'Etat. C'est le *seul* point litigieux. Et c'est lui, précisément, que nos contradicteurs passent sous silence. Ils ne veulent songer ni aux frontières de l'Etat, ni même à l'Etat en général. C'est là une sorte d'«économisme impérialiste» analogue au vieil «économisme» des années 1894-1902, qui raisonnait ainsi : le capitalisme a triomphé ; *par conséquent*, il n'y a plus à s'occuper des questions politiques ! L'impérialisme a triomphé ; *par conséquent*, il n'y a plus à s'occuper des questions politiques! Une pareille théorie apolitique est foncièrement hostile au marxisme.

Marx a écrit dans sa critique du programme de Gotha : « Entre la société capitaliste et la société communiste se situe la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat[101].» Jusqu'à présent, cette vérité était hors de discussion pour les socialistes ; or, elle implique la reconnaissance de l'*Etat* jusqu'au moment où le socialisme victorieux sera passé au communisme intégral. On sait ce qu'a dit Engels sur l'*extinction* de l'Etat. Nous avons souligné à dessein dans la première thèse que la démocratie est une forme d'Etat qui s'éteindra, elle aussi, quand s'éteindra l'Etat. Et tant que nos contradicteurs n'auront pas remplacé le marxisme par un point de vue nouveau, « a-étatique », leurs raisonnements ne seront qu'un tissu d'erreurs.

Au lieu de parler de l'Etat (et, *par conséquent*, de la détermination de *ses frontières* !) ils parlent d'un « groupe culturel socialiste », c'est-à-dire qu'ils choisissent à dessein une expression vague en ce sens que toutes les questions relatives à l'Etat sont supprimées! Il en résulte une tautologie ridicule : naturellement, s'il n'y a pas d'Etat, il ne peut être question de ses frontières. En ce cas, *tout* le programme politique démocratique devient superflu. Quand l'Etat « s'éteindra », il n'y aura pas non plus de république.

Dans des articles que nous avons mentionnés en note à la thèse 5 *, le chauvin allemand Lensch cite un passage intéressant de l'ouvrage d'Engels : *Le Pô et le Rhin*. Engels y dit notam-

* Voir le présent tome, p. 163. (*N.R.*)

ment que les frontières « des grandes nations viables de l'Europe » se sont de plus en plus déterminées, au cours de leur développement historique qui a englouti toute une série de petites nations non viables, « en fonction de la langue et des sympathies » de la population. Engels qualifie ces frontières de « naturelles » [102]. Il en était ainsi, en Europe, à l'époque du capitalisme progressif, vers 1848-1871. Maintenant, le capitalisme impérialiste réactionnaire *brise* de plus en plus ces frontières démocratiquement déterminées. Tous les indices attestent que l'impérialisme léguera au socialisme qui le remplacera des frontières *moins* démocratiques, une série d'annexions en Europe et dans les autres parties du monde. Qu'est-ce à dire ? Le socialisme vainqueur, rétablissant et réalisant jusqu'au bout la démocratie intégrale sur toute la ligne, se refuserait à une détermination *démocratique* des frontières de l'Etat ? il se refuserait à tenir compte des « sympathies » de la population ? Il suffit de poser ces questions pour voir que, de toute évidence, nos collègues polonais glissent du marxisme vers l'« économisme impérialiste ».

Les vieux « économistes » enseignaient aux ouvriers, faisant du marxisme une caricature, que « seul » l'« économique » importait pour les marxistes. Les nouveaux « économistes » pensent ou bien que l'Etat démocratique du socialisme victorieux pourra exister sans frontières (dans le genre d'un « complexe de sensations » sans matière), ou bien que les frontières seront déterminées « seulement » en fonction des besoins de la production. En fait, ces frontières seront déterminées d'une façon démocratique, c'est-à-dire conformément à la volonté et aux « sympathies » de la population. Le capitalisme violente ces sympathies, créant ainsi de nouvelles difficultés au rapprochement des nations. Le socialisme, en organisant la production *sans* oppression de classe, en assurant le bien-être de *tous* les membres de l'Etat, permet par là même le *libre essor* des «sympathies» de la population et, par suite, facilite et accélère prodigieusement le rapprochement et la fusion des nations.

Pour reposer quelque peu le lecteur des balourdises et des maladresses de l'« économisme », nous rappellerons le raisonnement d'un auteur socialiste étranger à notre discussion. Il s'agit d'Otto Bauer qui, lui aussi, a sa « marotte »:

l'« autonomie nationale culturelle », mais qui raisonne très justement sur toute une série de questions essentielles. Par exemple, au § 29 de son livre *La question nationale et la social-démocratie*, il dénonce on ne peut plus justement la manœuvre consistant à camoufler la politique *impérialiste* sous le masque de l'idéologie nationale. Au § 30 : « Le socialisme et le principe de la nationalité », il dit :

« Jamais la communauté socialiste ne sera en mesure d'incorporer de force en son sein des nations entières. Représentez-vous des masses populaires assurées de tous les bienfaits d'une culture nationale, prenant une part entière et active à la législation et à la direction des affaires, et enfin pourvues d'armes — serait-il possible de plier par la force des nations de ce genre à la domination d'un organisme social étranger ? Tout pouvoir d'Etat repose sur la force des armes. Grâce à un mécanisme ingénieux, l'armée populaire actuelle reste jusqu'à présent un instrument aux mains d'un individu, d'une famille, d'une classe déterminée, exactement comme les troupes de chevaliers et de mercenaires des temps passés. Par contre, l'armée de la communauté démocratique de la société socialiste n'est rien d'autre que le peuple en armes, parce qu'elle est composée d'hommes hautement cultivés, travaillant de leur plein gré dans les ateliers sociaux et prenant une part entière à toutes les activités de l'Etat. Dans ces conditions disparaît toute possibilité de domination nationale étrangère. »

Cela est très juste. En régime capitaliste, il est *impossible* de briser le joug national (et le joug politique, en général). Pour cela, il est *nécessaire* de supprimer les classes, c'est-à-dire d'instaurer le socialisme. Mais, tout en reposant sur l'économie, le socialisme ne se réduit nullement à ce seul facteur. La suppression du joug national exige un fondement, la production socialiste, mais sur ce fondement il est *encore* indispensable d'édifier une organisation démocratique de l'Etat, une armée démocratique, etc. En transformant le capitalisme en socialisme, le prolétariat rend *possible* l'abolition complète de l'oppression nationale ; mais cette possibilité se transformera *en réalité* « seulement » — « seulement » ! — avec l'instauration intégrale de la démocratie dans tous les domaines, jusques et y compris la délimitation des frontières de l'Etat selon les « sympathies » de la

population, jusques et y compris la pleine liberté de séparation. A partir de là se réalisera à son tour *pratiquement* la suppression absolue des moindres frictions nationales, des moindres méfiances nationales, et s'opéreront le rapprochement accéléré et la fusion des nations, qui aboutiront à l'*extinction* de l'Etat. Telle est la théorie du marxisme, dont se sont écartés bien à tort nos collègues polonais.

2. LA DEMOCRATIE EST-ELLE « REALISABLE » A L'EPOQUE DE L'IMPERIALISME ?

Toute la vieille polémique des social-démocrates polonais contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes repose sur cet argument qu'il est « irréalisable » en régime capitaliste. Déjà en 1903, à la commission du programme du IIe Congrès du P.O.S.D.R., nous nous moquions, nous les iskristes, de cet argument, en disant qu'à l'instar de la position des « économistes » (de triste mémoire), il caricaturait le marxisme. Dans nos thèses, nous avons particulièrement insisté sur cette erreur ; or, c'est justement sur ce point, base théorique de toute la discussion, que les camarades polonais n'ont voulu (ou pu ?) répondre à *aucun* de nos arguments.

L'impossibilité économique de l'autodétermination aurait dû être démontrée au moyen d'une analyse économique, comme nous le faisons pour démontrer l'impossibilité d'interdire les machines ou d'introduire la monnaie de travail, etc. Personne ne songe à tenter une telle analyse. Personne n'ira affirmer qu'on ait réussi, fût-ce dans un seul pays au monde et «à titre exceptionnel», à introduire en régime capitaliste la « monnaie de travail », comme il a été donné à un petit pays, à titre exceptionnel, à l'époque des orgies de l'impérialisme, de réaliser l'irréalisable autodétermination, et cela sans guerre ni révolution (la Norvège, en 1905).

D'une façon générale, la démocratie politique n'est qu'une des *formes* possibles (bien qu'en théorie elle soit absolument normale pour le capitalisme « pur ») de *superstructure* du capitalisme. Comme le démontrent les faits, le capitalisme et l'impérialisme se développent sous *toutes* les formes politiques, en se les subordonnant *toutes*. C'est pourquoi il est absolument faux, du point de vue théorique, de prétendre

« impossible » la réalisation *d'une* des formes et *d'une* des revendications de la démocratie.

L'absence de réponse des collègues polonais à ces arguments nous oblige à considérer la discussion comme close sur ce point. A titre de démonstration, pour ainsi dire, nous avons cherché à être aussi concret que possible en affirmant qu'il serait « ridicule » de nier la « possibilité » de reconstituer la Pologne à présent, compte tenu des facteurs stratégiques et autres de la guerre actuelle. Il n'y a pas eu de réponse !

Les camarades polonais ont simplement *repris* une assertion manifestement erronée (paragraphe II, 1), en disant : « dans les questions d'annexion de régions étrangères, les formes de la démocratie politique sont exclues : c'est la violence déclarée qui décide... Le capital ne permettra jamais au peuple de trancher la question de ses frontières d'Etat »... Comme si le « capital » pouvait « permettre » que *ses* fonctionnaires, serviteurs de l'impérialisme, soient choisis par « le peuple » ! Ou bien comme s'il était *en général* concevable que soient tranchées sans « violence déclarée » les questions importantes relatives aux grands problèmes démocratiques, tels que : république au lieu de monarchie, milice au lieu d'armée permanente ! Subjectivement, les camarades polonais veulent « approfondir » le marxisme, mais ils s'y prennent vraiment très mal. *Objectivement*, leurs phrases sur l'impossibilité de réaliser l'autodétermination sont de l'opportunisme, car on suppose tacitement que celle-ci est « irréalisable » sans une série de révolutions, comme sont irréalisables à l'époque de l'impérialisme *toute* la démocratie et *toutes* ses revendications en général.

Une seule fois, tout à la fin du paragraphe II, 1, quand ils traitent de l'Alsace, nos collègues polonais ont abandonné la position de l'« économisme impérialiste » pour donner aux problèmes relatifs à l'une des formes de la démocratie une réponse concrète, au lieu de se référer, d'une façon générale, à l'« élément économique ». Et cette façon d'aborder la question s'est précisément révélée fausse ! Il serait « particulariste et non démocratique », écrivent-ils, que les Alsaciens *seuls*, sans consulter les Français, leur « imposent » la réunion de l'Alsace à la France, alors même qu'une partie de l'Alsace serait attirée vers les Allemands et que cela cons-

tituerait une menace de guerre ! ! ! La confusion est vraiment plaisante : l'autodétermination suppose (cela va de soi et nous l'avons spécialement souligné dans nos thèses) la liberté de *se séparer* d'un Etat oppresseur ; il n'est pas davantage « de mise », en politique, de dire que la *réunion* à un Etat donné implique le consentement de *ce dernier* que d'indiquer, dans le domaine économique, que le capitaliste « consent » à percevoir son bénéfice ou l'ouvrier à toucher son salaire ! Il serait ridicule d'en parler.

. Si l'on veut être un homme politique marxiste, on doit, parlant de l'Alsace, s'en prendre aux gredins du socialisme allemand parce qu'ils ne luttent pas pour la liberté de séparation de l'Alsace, aux gredins du socialisme français parce qu'ils pactisent avec la bourgeoisie française qui veut annexer de force toute l'Alsace, aux uns et aux autres parce qu'ils sont au service de l'impérialisme de « leur » pays et qu'ils ont peur de voir se constituer un Etat séparé, même petit : il faut montrer *de quelle manière*, en reconnaissant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, les socialistes résoudraient cette question en quelques semaines sans attenter à la volonté des Alsaciens. Ergoter, au lieu de cela, sur cette terrible éventualité de voir les Alsaciens français « s'imposer » à la France, c'est tout simplement une perle.

3. QU'EST-CE QU'UNE ANNEXION ?

Nous avons posé cette question de la façon la plus nette dans nos thèses (paragraphe 7)*. Les camarades polonais *n'*y ont *pas* répondu : ils l'ont *éludée*, en déclarant péremptoirement : 1) qu'ils sont contre les annexions et 2) en expliquant pourquoi ils sont contre. Certes, ce sont là des questions très importantes. Mais d'un *autre* ordre. Si nous nous préoccupons un tant soit peu d'approfondir théoriquement nos principes, de leur donner une formulation claire et précise, nous ne pouvons *éluder* la question de savoir ce qu'est une annexion, puisque cette notion figure dans notre propagande et notre agitation politiques. L'éluder dans une discussion entre collègues ne peut être interprété que comme un refus de prendre position.

* Voir le présent tome, pp. 165-166. (*N.R.*)

Pourquoi avons-nous posé cette question ? Nous nous sommes expliqués en la posant. Parce que « protester contre les annexions équivaut à reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». La notion d'annexion implique ordinairement : 1) la notion de violence (rattachement par la violence); 2) la notion de joug étranger (rattachement d'une région « *étrangère* », etc.) ; et parfois 3) la notion de violation du statu quo. C'est ce que nous avons indiqué dans nos thèses, et cela sans soulever de critiques.

Une question se pose : les social-démocrates peuvent-ils être, d'une façon générale, contre la violence ? Il est clair que non. Donc, nous ne sommes pas contre les annexions parce qu'elles sont un acte de violence, mais pour une autre raison. De même, les social-démocrates ne peuvent être pour le statu quo. Vous aurez beau faire, vous ne pourrez échapper à cette conclusion : l'annexion est *une violation des droits d'autodétermination* d'une nation, c'est l'établissement des *frontières* d'un Etat *contre la volonté de la population*.

Etre contre les annexions, *c'est* être pour le droit d'autodétermination. Etre « contre le maintien par la violence d'une nation quelconque à l'intérieur des frontières d'un Etat donné » (nous avons à dessein employé *aussi* cette formulation légèrement modifiée de la même idée au paragraphe 4 de nos thèses *, et les camarades polonais nous ont *répondu* ici d'une façon *très* nette en déclarant, au commencement de leur paragraphe I, 4, qu'ils sont « contre le maintien par la violence des nations opprimées à l'intérieur des frontières de l'Etat qui les a annexées » — c'est *la même chose* que d'être pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Nous ne voulons pas discuter sur les mots. S'il existe un parti prêt à affirmer dans son programme (ou dans une résolution obligatoire pour tous, la forme importe peu) qu'il est contre les annexions **, contre le maintien par la violence des nations opprimées à l'intérieur des frontières de *son* Etat, nous proclamons notre plein accord de principe avec ce parti. Il serait absurde de se cramponner au *mot* « autodétermination ». Et s'il se trouve dans notre parti des

* Voir le présent tome, p. 160. (*N.R.*)

** « contre les anciennes et les nouvelles annexions », ainsi que s'est exprimé K. Radek dans l'un de ses articles du *Berner Tagwacht*.

gens qui veuillent modifier dans cet esprit les *mots*, la formulation du paragraphe 9 de notre programme, nous considérerons que notre désaccord avec *ces* camarades-là n'a rien d'un désaccord de principe !

La seule chose qui compte est la clarté politique et la maturité théorique de nos mots d'ordre.

Au cours des discussions verbales sur cette question—dont l'importance, surtout maintenant, en temps de guerre, n'est contestée par personne — on a avancé l'argument suivant (nous ne l'avons pas trouvé dans la presse) : *protester contre* un mal donné ne signifie pas obligatoirement qu'on se rallie à une conception positive excluant ce mal. Il est manifeste que cet argument ne tient pas, et c'est sans doute pourquoi il n'a été nulle part reproduit dans la presse. Si un parti socialiste déclare qu'il est « contre le maintien par la violence d'une nation opprimée à l'intérieur des frontières de l'Etat qui l'a annexée », ce parti *s'engage par là même à renoncer* au maintien *par la violence*, quand il sera au pouvoir.

Nousne doutons pas un instant que si, demain, Hindenburg remporte sur la Russie une demi-victoire ayant pour résultat (par suite du désir de l'Angleterre et de la France d'affaiblir quelque peu le tsarisme) la formation d'un nouvel Etat polonais, parfaitement « réalisable » du point de vue des lois économiques du capitalisme et de l'impérialisme, et si ensuite, après-demain, la révolution socialiste triomphe à Pétrograd, à Berlin et à Varsovie, le gouvernement socialiste polonais, à l'instar des gouvernements socialistes russe et allemand, renoncera alors à « maintenir par la violence », disons, des Ukrainiens « à l'intérieur des frontières de l'Etat polonais ». Si des membres de la rédaction de la *Gazeta Robotnicza* font partie de ce gouvernement, ils feront, sans aucun doute, le sacrifice de leurs « thèses » et désavoueront ainsi la « théorie » selon laquelle « le droit d'autodétermination ne peut s'appliquer à une société socialiste ». Si nous pensions autrement, nous aurions inscrit à notre ordre du jour, non pas une discussion amicale avec les social-démocrates de Pologne, mais une lutte implacable contre eux, considérés comme des chauvins.

Admettons que, sortant dans la rue d'une ville européenne quelconque, j'élève une « protestation » publique, répétée ensuite dans les journaux, contre le fait qu'on m'empêche

d'acheter un homme en qualité d'esclave. Il est hors de doute que l'on me tiendra à juste titre pour un esclavagiste, pour un partisan du principe ou du système, comme vous voudrez, de l'esclavage. Mes sympathies pour l'esclavage auront beau avoir revêtu la forme négative d'une protestation, au lieu de s'exprimer d'une façon positive (« je suis pour l'esclavage »), cela ne trompera personne. Une « protestation » politique équivaut *absolument* à un programme politique ; cela est évident au point qu'il semble même un peu gênant d'être obligé de l'expliquer. Nous sommes, en tout cas, fermement convaincus qu'au moins parmi les zimmerwaldiens de gauche,— nous ne parlons pas de tous les zimmerwaldiens car, parmi eux, se trouvent Martov et d'autres kautskistes, — personne ne « protestera » si nous disons que, dans la IIIe Internationale, il n'y aura pas de place pour des gens capables d'établir une distinction entre une protestation politique et un programme politique, de les opposer l'un à l'autre, etc.

Ne voulant pas ergoter sur les mots, nous nous permettrons d'exprimer le ferme espoir que les social-démocrates polonais s'efforceront sous peu de formuler officiellement, d'une part, leur proposition de supprimer le paragraphe 9 du programme de notre Parti (et aussi du *leur*), ainsi que du programme de l'Internationale (résolution du Congrès de Londres de 1896), et, d'autre part, la définition de *leur propre* point de vue politique en ce qui concerne « les anciennes et les nouvelles annexions », ainsi que « le maintien par la violence d'une nation opprimée à l'intérieur des frontières de l'Etat qui l'a annexée ». — Passons à la question suivante.

4. POUR OU CONTRE LES ANNEXIONS ?

Au paragraphe 3 du chapitre I de leurs thèses, les camarades polonais déclarent expressément qu'ils sont contre toute annexion. Malheureusement, au paragraphe 4 du même chapitre, nous rencontrons des affirmations qu'il nous faut qualifier d'annexionnistes. Ce paragraphe commence, pour employer un euphémisme... par cette phrase étrange :

« La lutte de la social-démocratie contre les annexions, contre le maintien par la violence de nations opprimées à l'intérieur des frontières de l'Etat qui les a annexées, *a pour*

point de départ le rejet de toute défense de la patrie (les italiques sont des auteurs), laquelle, à l'époque de l'impérialisme, est la défense des droits de sa propre bourgeoisie à l'oppression et au pillage de peuples étrangers »...

Comment ? Qu'est-ce à dire ?

« Le point de départ de la lutte contre les annexions, c'est le rejet de *toute* défense de la patrie »... Mais l'on peut appeler « défense de la patrie », et il était *communément* admis de le faire jusqu'à maintenant, toute guerre nationale et toute insurrection nationale ! Nous sommes contre les annexions, *mais*... nous entendons par là que nous sommes contre la guerre des annexés *pour* leur libération du joug des annexionnistes, nous sommes contre l'insurrection des annexés tendant à se libérer du joug des annexionnistes ! N'est-ce pas là une affirmation d'annexionnistes ?

Les auteurs des thèses motivent leur... étrange affirmation en disant que, « à l'époque de l'impérialisme », la défense de la patrie est la défense des droits de sa propre bourgeoisie à l'oppression de peuples étrangers. Mais cela est vrai *seulement* pour une guerre impérialiste, c'est-à-dire pour une guerre *entre* des puissances ou des groupes de puissances impérialistes, quand les *deux* parties belligérantes, non contentes d'opprimer des « peuples étrangers », font une guerre avec pour *enjeu* : qui en opprimera *davantage* !

Apparemment, les auteurs posent la question de la « défense de la patrie » tout autrement que ne le fait notre Parti. Nous répudions la « défense de la patrie » dans la guerre *impérialiste*. Cela est dit on ne peut plus clairement dans le manifeste du Comité central de notre Parti, ainsi que dans les résolutions de Berne *, reproduites dans la brochure *Le socialisme et la guerre* qui a paru en français et en allemand. Nous avons souligné cela par *deux fois* également dans nos thèses (remarques aux paragraphes 4 et 6) **. Apparemment, les auteurs des thèses polonaises repoussent la défense de la patrie *en général*, c'est-à-dire *aussi pour les guerres nationales*, estimant peut-être que celles-ci sont *impossibles* « à l'époque de l'impérialisme ». Nous disons : « peut-être »,

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, pp. 19-28 et 158-159. (*N.R.*)
** Voir le présent tome, pp. 161-162 et 164. (*N.R.*)

parce que ce point de vue *ne* se trouve *pas* exposé dans les thèses des camarades polonais.

Par contre, ce point de vue est clairement exprimé dans les thèses du groupe allemand «Internationale» et dans la brochure de Junius à laquelle nous consacrons un article spécial*. Soulignons pour compléter ce qui y est dit, que l'insurrection nationale d'une région ou d'un pays annexé contre l'Etat qui l'a annexé peut très bien être qualifiée d'insurrection et non de guerre (nous avons entendu cette objection, et c'est pourquoi nous la citons, encore que nous estimions peu sérieuse cette discussion terminologique). De toute façon, il est peu probable qu'il se trouve quelqu'un pour nier que la Belgique, la Serbie, la Galicie, l'Arménie annexées qualifieront de « défense de la patrie » leur « insurrection » contre les pays qui les ont annexées, *et cela comme de raison*. Il apparaît donc que les camarades polonais sont *contre* une telle insurrection pour la raison que, dans ces pays annexés, il y a *aussi* une bourgeoisie qui opprime *aussi* des peuples étrangers ou, plus exactement : qui pourrait en opprimer, car il est seulement question « de son *droit* à opprimer ». Pour porter un jugement sur une guerre ou une insurrection donnée, ils considèrent, en l'occurrence, non pas son contenu social *réel* (la lutte d'une nation opprimée en vue de sa libération contre l'oppression), mais l'exercice éventuel pour une bourgeoisie actuellement opprimée de son « *droit* à opprimer ». Prenons un exemple : si, en 1917, la Belgique était annexée par l'Allemagne et qu'elle s'insurge en 1918 pour se libérer, les camarades polonais se prononceraient contre cette insurrection pour la raison que la bourgeoisie belge a « le droit d'opprimer des peuples étrangers » !

Il n'y a pas un grain de marxisme ni, en général, d'esprit révolutionnaire dans ce raisonnement. Si nous ne voulons pas trahir le socialisme, nous *devons* soutenir *toute* insurrection contre notre ennemi principal, la bourgeoisie des grands Etats, à condition toutefois que ce ne soit pas une insurrection de la classe réactionnaire. En nous refusant à soutenir l'insurrection des régions annexées, nous devenons, objectivement, des annexionnistes. C'est précisément « à l'époque de l'impérialisme », qui est celle de la révolution sociale

* Voir le présent tome, pp. 328-343. (*N.R.*)

naissante, que le prolétariat soutiendra avec une énergie toute particulière, aujourd'hui, l'insurrection des régions annexées, pour attaquer demain ou simultanément la bourgeoisie de la « grande » puissance affaiblie par cette insurrection.

Mais les camarades polonais vont encore plus loin dans leur annexionnisme. Ils ne sont pas seulement contre l'insurrection des régions annexées, ils sont contre *tout* rétablissement de leur indépendance, même par des moyens pacifiques ! Ecoutez plutôt :

« La social-démocratie, qui décline toute responsabilité quant aux conséquences de la politique d'oppression de l'impérialisme, et qui lutte contre ces conséquences avec la dernière énergie, *ne se prononce en aucune façon pour l'établissement de nouveaux poteaux-frontières en Europe, pour le rétablissement de ceux que l'impérialisme a abattus* » (les italiques sont des auteurs).

Actuellement, « l'impérialisme a abattu les poteaux-frontières » qui séparaient l'Allemagne de la Belgique et la Russie de la Galicie. La social-démocratie internationale doit être, voyez-vous, contre leur rétablissement en général, de quelque façon que ce soit. En 1905, « à l'époque de l'impérialisme », lorsque la Diète autonome de Norvège proclama la séparation d'avec la Suède, et que la guerre contre la Norvège prêchée par les réactionnaires de Suède n'éclata pas, tant à cause de la résistance des ouvriers suédois que par suite de la conjoncture internationale de l'impérialisme, la social-démocratie aurait dû être contre la séparation de la Norvège, car cette séparation signifiait incontestablement « l'établissement de nouveaux poteaux-frontières en Europe »!

C'est là, cette fois, de l'annexionnisme direct, avoué. Point n'est besoin de le réfuter, il se réfute de lui-même. Aucun parti socialiste n'oserait adopter la position suivante : « Nous sommes contre les annexions en général, mais pour ce qui est de l'Europe, nous sanctionnons les annexions ou nous nous en accommodons, dès l'instant qu'elles sont un fait acquis »...

Nous nous contenterons de nous arrêter sur les origines théoriques de l'erreur qui a conduit nos camarades polonais à cette si évidente... « impossibilité ». Nous montrerons plus loin combien il est mal fondé de faire un sort à part à

l'« Europe ». Les deux phrases suivantes des thèses nous expliquent les autres sources de l'erreur :

« ... Là ou la roue de l'impérialisme est passée, en l'écrasant, sur un Etat capitaliste déjà constitué, là s'opère sous la forme sauvage de l'oppression impérialiste, une concentration politique et économique du monde capitaliste, laquelle prépare le socialisme »...

Cette façon de justifier les annexions, c'est du strouvisme et non du marxisme. Les social-démocrates russes qui se rappellent les années 1890 en Russie connaissent bien cette manière de falsifier le marxisme, commune aux Strouvé, aux Cunow, aux Legien et Cie. Précisément au sujet des strouvistes allemands, dits « social-impérialistes », nous lisons ce qui suit dans une autre thèse (II,3) des camarades polonais :

... (Le mot d'ordre du droit des nations à disposer d'elles-mêmes) « donne aux social-impérialistes la possibilité, en démontrant le caractère illusoire de ce mot d'ordre, de présenter notre lutte contre l'oppression nationale comme procédant d'une position sentimentale qui ne se justifie pas du point de vue historique, et de saper ainsi la confiance du prolétariat dans le bien-fondé scientifique du programme de la social-démocratie »...

Cela signifie que les auteurs considèrent comme « scientifique » la position des strouvistes allemands ! Nos félicitations.

Mais il suffit d'un « détail » pour mettre à bas cet étonnant argument qui nous menace de prouver que les Lensch, les Cunow, les Parvus *ont raison* contre nous : à savoir que ces Lensch sont des gens conséquents à leur manière et que dans le numéro 8-9 de la revue chauvine allemande *la Cloche*— c'est à dessein que, dans nos thèses, nous avons cité ces numéros — Lensch démontre *simultanément* l'« absence de fondement scientifique » du mot d'ordre de l'autodétermination (les social-démocrates polonais ont visiblement considéré *cette* argumentation de Lensch comme irréfutable, ainsi qu'il ressort du raisonnement que nous avons cité en l'empruntant à leurs thèses...) *et* l'« absence de fondement scientifique » du mot d'ordre : contre les annexions ! !

Car Lensch a parfaitement compris cette vérité élémentaire que nous avons indiquée à nos collègues polonais et à laquelle ils n'ont pas voulu répondre, à savoir qu'il n'y a au-

cune différence « ni économique, ni politique », ni en général logique entre la « reconnaissance » de l'autodétermination et la « protestation » contre les annexions. Si les camarades polonais considèrent comme irréfutables les arguments des Lensch contre l'autodétermination, ils sont également obligés de reconnaître ce *fait* : *tous* ces arguments, les Lensch les opposent de même à la lutte contre les annexions.

L'erreur théorique qui est à la base de tous les raisonnements de nos collègues polonais les a amenés à devenir des *annexionnistes inconséquents.*

5. POURQUOI LA SOCIAL-DEMOCRATIE EST-ELLE CONTRE LES ANNEXIONS ?

De notre point de vue, la réponse est claire : parce que l'annexion enfreint le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ou, autrement dit, parce qu'elle est une des formes de l'oppression nationale.

Du point de vue des social-démocrates polonais, il faut des explications *particulières*, et les auteurs de ces explications (I,3 des thèses), sont inévitablement empêtrés dans une nouvelle série de contradictions.

Les arguments qu'ils avancent pour « justifier » le fait que nous sommes (en dépit des arguments « scientifiquement fondés » des Lensch) contre les annexions, sont au nombre de deux. Premier argument :

« ... A l'affirmation suivant laquelle les annexions en Europe sont indispensables à la protection militaire de l'Etat impérialiste victorieux, la social-démocratie oppose le fait que les annexions ne font que renforcer les antagonismes et, par là, aggravent le danger de guerre »...

C'est là une réponse insuffisante aux Lensch, car leur principal argument n'est pas la nécessité militaire, mais le caractère progressiste, *au point de vue économique*, des annexions, qui constituent une concentration à l'époque de l'impérialisme. Où est donc ici la logique, si les social-démocrates polonais, tous à la fois, reconnaissent le caractère progressiste d'une *pareille* concentration en se refusant à rétablir en Europe les poteaux-frontières renversés par l'impérialisme, et s'élèvent *contre* les annexions ?

Poursuivons. Les annexions accroissent le danger de *quelles sortes* de guerres ? Pas des guerres impérialistes, celles-ci étant provoquées par d'autres causes : dans la guerre impérialiste actuelle, les antagonismes principaux sont incontestablement ceux qui opposent l'Angleterre à l'Allemagne d'une part, la Russie à l'Allemagne d'autre part. En l'occurrence, il n'y a pas eu et il n'y a pas d'annexions. Le danger dont on dénonce l'accroissement est celui des guerres *nationales* et des insurrections nationales. Mais comment peut-on, d'une part, proclamer *impossibles* les guerres nationales « à l'époque de l'impérialisme », et, d'autre part, parler du « danger » des guerres nationales ? Ce n'est pas logique.

Second argument. Les annexions « creusent un abîme entre le prolétariat de la nation dominante et celui de la nation opprimée »... « le prolétariat de la nation opprimée s'unirait à sa bourgeoisie et considérerait comme un ennemi le prolétariat de la nation dominante. A la lutte de classe internationale du prolétariat contre la bourgeoisie internationale se substitueraient la scission du prolétariat, sa perversion idéologique »...

Nous sommes absolument d'accord avec ces arguments. Mais est-il logique, à propos d'une seule et même question, d'avancer en même temps des arguments s'excluant l'un l'autre ? Au paragraphe 3 du chapitre I des thèses, nous trouvons les arguments déjà cités affirmant que les annexions auront pour résultat la *scission* du prolétariat, et à côté, au paragraphe 4, on nous déclare qu'en Europe, il faut être contre l'annulation des annexions déjà réalisées, qu'il faut être pour « l'éducation des masses ouvrières des nations opprimées et des nations oppressives en vue d'une lutte solidaire ». Si l'abolition des annexions relève d'une « sentimentalité » réactionnaire, il est *impossible* alors d'affirmer que les annexions creusent un « abîme » dans le « prolétariat » et provoquent sa « scission » ; il faut, au contraire, voir dans les annexions la condition du *rapprochement* du prolétariat des diverses nations.

Nous disons : pour être en mesure d'accomplir la révolution socialiste et de renverser la bourgeoisie, les ouvriers doivent s'unir étroitement, et la lutte pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire la lutte contre les annexions, favorise cette étroite union. Nous demeurons

conséquents. Tout au contraire, les camarades polonais, qui reconnaissent l'« intangibilité » des annexions en Europe et l'« impossibilité » des guerres nationales, se flagellent eux-mêmes quand ils s'élèvent « contre » les annexions en *invoquant*, précisément, à titre d'argument, des guerres nationales! Des arguments indiquant, précisément, que les annexions *font obstacle* au rapprochement et à la fusion des ouvriers des diverses nations !

Autrement dit : pour s'élever contre les annexions, les social-démocrates polonais sont contraints de puiser des arguments dans un bagage théorique dont ils repoussent *eux-mêmes* les principes.

Cela apparaît avec encore plus d'évidence dans la question des colonies.

6. PEUT-ON, DANS CETTE QUESTION, OPPOSER LES COLONIES A L'« EUROPE » ?

Il est dit dans nos thèses que la revendication de la libération immédiate des colonies est tout aussi « irréalisable » (c'est-à-dire irréalisable sans une série de révolutions et précaire sans le socialisme) en régime capitaliste que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, l'élection des fonctionnaires par le peuple, la république démocratique, etc.; d'autre part, que cette revendication n'est pas autre chose que « la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».

Les camarades polonais n'ont répondu à aucun de ces arguments. Ils ont essayé d'établir une distinction entre l'« Europe » et les colonies. C'est seulement pour ce qui est de l'Europe qu'ils deviennent des annexionnistes inconséquents, en refusant d'annuler les annexions dès l'instant qu'elles sont faites. Mais en ce qui concerne les colonies, ils proclament une revendication catégorique : « Hors des colonies ! ».

Les socialistes russes doivent exiger : « Hors du Turkestan, de Khiva, de Boukhara, etc. », mais, voyez-vous, ils tomberaient dans l'« utopie», dans une « sentimentalité » « antiscientifique » et ainsi de suite, s'ils exigeaient la même liberté de séparation pour la Pologne, la Finlande, l'Ukraine, etc. Les mots d'ordre des socialistes anglais doivent être : « Hors de l'Afrique, de l'Inde, de l'Australie », mais non pas

« Hors de l'Irlande ». Sur quels arguments théoriques peut se fonder une distinction dont la fausseté saute aux yeux ? C'est là une question qu'on ne saurait éluder.

« L'argument massue » des adversaires de l'autodétermination, c'est « qu'elle est irréalisable ». C'est la même idée qu'exprime, à une nuance près, la référence à la « concentration économique et politique ».

Il est évident que la concentration se réalise *aussi* par l'annexion des colonies. Autrefois, la différence économique entre les colonies et les peuples européens — la plupart de ces derniers, tout au moins — tenait au fait que les colonies participaient à l'échange des *marchandises*, mais pas encore à la *production* capitaliste. L'impérialisme a changé tout cela. L'impérialisme est caractérisé, notamment, par l'exportation du *capital*. La production capitaliste s'implante de plus en plus rapidement dans les colonies, qu'il est impossible de soustraire à la dépendance vis-à-vis du capital financier européen. En règle générale, la séparation des colonies n'est réalisable, tant du point de vue militaire que du point de vue de l'expansion, que par le socialisme ; en régime capitaliste, elle ne peut se produire qu'à titre exceptionnel ou bien au prix de toute une série de révolutions ou d'insurrections, tant dans la colonie que dans la métropole.

En Europe, la plupart des nations dépendantes sont plus développées au point de vue capitaliste (pas toutes pourtant : les Albanais, beaucoup de peuples allogènes de Russie) que les colonies. Mais c'est précisément ce qui suscite une plus grande résistance à l'oppression nationale et aux annexions ! C'est précisément la raison pour laquelle le développement du capitalisme est *mieux assuré* en Europe, dans quelques conditions politiques que ce soit, y compris la séparation des régions annexées, que dans les colonies... « La-bas, affirment les camarades polonais en parlant des colonies (I,4), le capitalisme a encore à assurer le développement indépendant des forces productives »... En Europe, c'est encore plus frappant : en Pologne, en Finlande, en Ukraine, en Alsace, le capitalisme développe sans nul doute les forces productives d'une façon plus vigoureuse, plus rapide et plus indépendante que dans l'Inde, au Turkestan, en Egypte et autres régions purement coloniales. Aucun développement indépendant ni, d'une façon générale, aucun développement

quel qu'il soit n'est possible sans capital dans une société où règne la production marchande. En Europe, les nations dépendantes ont, tout à la fois, *leur propre* capital et de grandes facilités pour s'en procurer à des conditions très diverses. Les colonies, elles, ne possèdent pas ou presque pas de capital *en propre* ; il ne leur est possible d'en obtenir, sous le régime du capital financier, qu'à la condition de se laisser asservir politiquement. Que signifie donc, dès lors, la revendication d'une libération immédiate et sans conditions des colonies ? N'est-il pas clair que c'est à propos de cette revendication qu'on est surtout fondé à parler d'«utopie», au sens vulgaire dans lequel emploient ce mot, en caricaturant le marxisme, les Strouvé, les Lensch, les Cunow et aussi, malheureusement, les camarades polonais qui leur emboîtent le pas ? Au fond, ils taxent d'« utopisme » tout ce qui, pour un philistin, sort de l'ordinaire, y compris tout ce qui est révolutionnaire. Mais les mouvements révolutionnaires sous *toutes* leurs formes—y compris les mouvements nationaux—sont plus possibles, plus réalisables, plus opiniâtres, plus conscients, plus difficiles à vaincre en Europe que dans les colonies.

Le socialisme, déclarent les camarades polonais (I,3), « saura assurer aux peuples non développés des colonies *une aide culturelle désintéressée, sans* les *dominer* ». Très juste. Mais de quel droit peut-on penser qu'une grande nation, un grand Etat, ayant réalisé le passage au socialisme, ne saura pas attirer à lui une petite nation opprimée d'Europe au moyen d'une « aide culturelle désintéressée » ? C'est précisément la liberté de séparation, que les social-démocrates polonais « *accordent* » aux colonies, qui incitera les nations opprimées d'Europe, petites mais cultivées et politiquement *exigeantes*, à vouloir s'allier aux grands Etats socialistes, car, en régime socialiste, le terme de grand Etat signifiera: tant d'heures de travail par jour *en moins*, tant de *salaire* par jour en plus. Les masses laborieuses se libérant du joug de la bourgeoisie *tendront* de toutes leurs forces vers l'union et la fusion avec les grandes nations socialistes avancées pour recevoir cette « aide culturelle », à la seule condition que les oppresseurs de la veille ne blessent pas le sentiment démocratique hautement développé qu'a de sa dignité une nation longtemps

opprimée, à la seule condition qu'on lui assure l'égalité dans tous les domaines, y compris dans l'édification de son Etat, dans ses efforts pour édifier «son» Etat. En régime capitaliste, ces « efforts » signifient les guerres, l'isolement, le repli sur soi-même, l'égoïsme étroit des petites nations privilégiées (Hollande, Suisse). En régime socialiste, les masses laborieuses elles-mêmes ne voudront nulle part de l'isolement pour les motifs d'ordre purement économique indiqués plus haut ; et la diversité des formes politiques, la liberté de séparation, les efforts réalisés dans le domaine de l'édification de l'Etat, tout cela — avant l'extinction de tout Etat en général — sera la base d'une riche vie culturelle, le gage de l'accélération du rapprochement et de la fusion librement consentis des nations.

En mettant à part les colonies et en les opposant à l'Europe, les camarades polonais tombent dans une contradiction qui démolit d'un seul coup toute leur argumentation erronée.

7. MARXISME OU PROUDHONISME ?

Notre référence au point de vue de Marx sur la séparation de l'Irlande a suscité de la part des camarades polonais une réponse non pas détournée, pour une fois, mais directe. En quoi consiste leur objection ? Ils sont d'avis que les références à l'attitude de Marx au cours des années 1848-1871 sont « sans aucune valeur ». Cette déclaration singulièrement sévère et péremptoire est motivée par le fait que Marx s'est prononcé « dans le même temps » contre les aspirations à l'indépendance « des Tchèques, des Slaves du Sud, etc.» [103]

Si cette motivation est particulièrement sévère, c'est parce qu'elle est aussi particulièrement inconsistante. Les marxistes polonais prétendent que Marx n'aurait été qu'un brouillon, affirmant « dans le même temps » des choses contradictoires ! Cela n'a absolument rien d'exact ni de marxiste. L'analyse « concrète » que les camarades polonais exigent *sans pour autant l'appliquer* nous fait justement un devoir d'examiner si l'attitude différente de Marx envers les différents mouvements « nationaux »

concrets ne découlait pas *d'une seule et même* conception socialiste.

Comme on le sait, Marx était pour l'indépendance de la Pologne du point de vue des intérêts de la démocratie *européenne* dans sa lutte contre les forces et l'influence — on peut dire : contre la toute-puissance et l'influence réactionnaire prédominante — du tsarisme. La justesse de ce point de vue a reçu la plus éclatante et la plus concrète des confirmations en 1849, lorsque l'armée féodale russe écrasa le soulèvement démocratique révolutionnaire de la Hongrie pour sa libération nationale. Depuis ce moment-là jusqu'à la mort de Marx et même plus tard, jusqu'en 1890, quand menaçait de se déclencher une guerre réactionnaire du tsarisme allié à la France contre l'Allemagne, alors *non impérialiste*, mais nationalement indépendante, Engels fut avant tout et par-dessus tout pour la lutte contre le tsarisme. C'est pour cela, et uniquement pour cela, que Marx et Engels étaient contre le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud. Il suffira à tous ceux qui s'intéressent au marxisme autrement que pour le répudier, de se reporter à ce qu'écrivaient Marx et Engels en 1848-1849 pour se convaincre qu'à cette époque ils *opposaient*, nettement et très précisément, « des peuples réactionnaires en leur entier » et servant d'« avant-postes russes » en Europe aux « peuples révolutionnaires » : les Allemands, les Polonais, les Magyars. C'est là un fait. Et ce fait était *à l'époque* d'une exactitude *incontestable* : en 1848, les peuples révolutionnaires se battaient pour la liberté, dont le principal ennemi était le tsarisme, alors que les Tchèques, etc., étaient effectivement des peuples réactionnaires, des avant-postes du tsarisme.

Que nous montre donc cet exemple concret qu'il faut analyser *concrètement* si l'on veut rester fidèle au marxisme ? Simplement : 1) que l'intérêt de la libération de plusieurs grands et très grands peuples d'Europe est supérieur à celui du mouvement de libération des petites nations ; 2) que la revendication de la démocratie doit être considérée à l'échelle de l'Europe entière — il faut dire aujourd'hui : à l'échelle mondiale — et non pas isolément.

Rien de plus. Cela ne dément en rien ce principe socialiste élémentaire que les Polonais oublient, mais auquel

Marx est *toujours* resté fidèle, à savoir qu'un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre. Si la situation concrète devant laquelle se trouvait Marx à l'époque où le tsarisme exerçait une influence prédominante sur la politique internationale venait à se reproduire, par exemple en ce sens que plusieurs peuples s'engageraient dans la révolution socialiste (comme ils se sont engagés en Europe, en 1848, dans la révolution démocratique bourgeoise), et si *d'autres* peuples se trouvaient être les piliers de la réaction bourgeoise, nous devrions aussi nous prononcer pour une guerre révolutionnaire contre ces derniers afin de les « écraser », afin de détruire tous leurs avant-postes, quels que soient les mouvements au sein des petites nations en cause. Par conséquent, loin de rejeter les exemples de la tactique de Marx, ce qui reviendrait à professer le marxisme en paroles et à rompre avec lui en fait, nous devons tirer de leur analyse concrète des leçons inappréciables pour l'avenir. Les différentes revendications de la démocratie, y compris le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une *parcelle* de l'ensemble du mouvement démocratique (aujourd'hui : socialiste) *mondial*. Il est possible que, dans certains cas concrets, la parcelle soit en contradiction avec le tout ; elle est alors à rejeter. Il peut arriver que le mouvement républicain d'un pays ne soit que l'instrument d'intrigues cléricales, financières ou monarchiques d'autres pays ; nous avons alors le devoir de *ne pas* soutenir ce mouvement concret donné, mais il serait ridicule, sous ce prétexte, de rayer du programme de la social-démocratie internationale le mot d'ordre de république.

En quoi exactement s'est modifiée la situation concrète depuis 1848-1871 jusqu'à 1898-1916 (je prends les principaux jalons de l'impérialisme, en tant que période allant de la guerre impérialiste hispano-américaine à la guerre impérialiste européenne) ? Le tsarisme a notoirement et incontestablement cessé d'être le principal rempart de la réaction, d'abord parce qu'il est soutenu par le capital financier international, notamment par celui de la France ; ensuite, à cause de la révolution de 1905. A l'époque, le système des grands Etats nationaux — des démocraties d'Europe — apportait au monde, au mépris

du tsarisme, la démocratie et le socialisme *. Marx et Engels n'ont pas vécu jusqu'à l'impérialisme. Actuellement, il s'est formé un système comprenant une poignée (5 ou 6) de « grandes » puissances impérialistes, dont chacune opprime des nations étrangères, et cette oppression est l'un des facteurs qui retardent artificiellement la chute du capitalisme, qui maintiennent artificiellement l'opportunisme et le social-chauvinisme dans les nations impérialistes maîtresses du monde. A l'époque, la démocratie d'Europe occidentale, qui affranchissait les plus grandes nations, était contre le tsarisme qui utilisait à des fins réactionnaires quelques petits mouvements nationaux isolés. Aujourd'hui, l'*alliance* de l'impérialisme tsariste et de l'impérialisme capitaliste avancé d'Europe, fondée sur l'oppression en commun d'une série de nations, se dresse en face du prolétariat socialiste, scindé en un prolétariat chauvin, « social-impérialiste », et un prolétariat révolutionnaire.

Voilà en quoi consiste le changement concret de la situation, dont les social-démocrates polonais ne tiennent aucun compte, malgré leur promesse d'être concrets ! D'où le changement concret quant à l'*application* des mêmes principes socialistes : *à l'époque*, on était avant tout « contre le tsarisme » (et contre certains mouvements de petites nations que *celui-ci* utilisait dans un sens antidémocratique) et pour les grandes nations révolutionnaires des peuples d'Occident. *Aujourd'hui*, on est contre le front désormais uni des puissances impérialistes, de la

---

* Riazanov a publié dans les *Archives de l'histoire du socialisme* de Grünberg (1916, tome 1) un très intéressant article d'Engels sur la question polonaise, écrit en 1866. Engels y souligne la nécessité pour le prolétariat de reconnaître l'indépendance politique et le « droit à disposer d'elles-mêmes » (right to dispose of itself) des grandes et puissantes nations d'Europe, tout en faisant ressortir l'absurdité du « principe des nationalités » (surtout dans son interprétation bonapartiste), qui consiste à placer n'importe quelle petite nation sur un pied d'égalité avec les grandes nations. « La Russie, dit Engels, détient une quantité énorme de propriété volée » (c'est-à-dire de nations opprimées) « qu'il lui faudra bien restituer le jour du règlement des comptes »[101]. Le bonapartisme comme le tsarisme *utilisent* les mouvements des petites nations à *leur propre* avantage et *contre* la démocratie européenne.

bourgeoisie impérialiste, des social-impérialistes, et *pour* l'utilisation au profit de la révolution socialiste de *tous* les mouvements nationaux dirigés contre l'impérialisme. Plus est *pure* la lutte du prolétariat contre le front général impérialiste, et plus gagne évidemment en importance le principe internationaliste : « Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre. »

Les proudhoniens, *au nom* de la révolution sociale qu'ils comprenaient en doctrinaires, ne tenaient aucun compte du rôle international de la Pologne et méconnaissaient les mouvements nationaux. C'est absolument de la même façon doctrinaire que procèdent les social-démocrates polonais, qui *brisent* le front international de lutte contre les social-impérialistes, et qui les aident (objectivement) par leurs hésitations au sujet des annexions. Car c'est précisément le front international de la lutte prolétarienne qui s'est transformé par rapport à la situation concrète des petites nations : auparavant (1848-1871), les petites nations avaient un certain poids en tant qu'alliées possibles, soit de la « démocratie occidentale » et des peuples révolutionnaires, soit du tsarisme ; aujourd'hui (1898-1914), elles n'ont plus cette importance : elles sont désormais l'une des sources qui alimentent le parasitisme et, par suite, le social-impérialisme des « grandes nations dominantes ». L'important n'est pas de savoir si c'est un cinquantième ou un centième des petites nations qui se sera affranchi avant la révolution socialiste ; ce qui importe, c'est qu'à l'époque impérialiste, et par suite de causes objectives, le prolétariat s'est divisé en deux camps internationaux, dont l'un est corrompu par les miettes qui tombent de la table de la bourgeoisie des grandes puissances — en raison, notamment, de la double et triple exploitation des petites nations — tandis que l'autre ne peut s'affranchir lui-même sans affranchir les petites nations, sans éduquer les masses dans un esprit antichauvin, c'est-à-dire antiannexionniste, c'est-à-dire favorable à l'« autodétermination ».

Cet aspect capital de la question est méconnu par les camarades polonais qui *n'*envisagent *pas* la situation sous l'angle devenu essentiel à l'époque de l'impérialisme,

c'est-à-dire en partant de l'existence de deux camps au sein du prolétariat international.

Voici d'autres exemples frappants de leur proudhonisme: 1) leur attitude à l'égard du soulèvement irlandais de 1916, dont nous parlerons plus loin ; 2) la déclaration contenue dans leurs thèses (II, 3 à la fin du paragraphe 3), suivant laquelle le mot d'ordre de révolution socialiste « ne doit pas être voilé par quoi que ce soit ». C'est là une idée profondément antimarxiste que de croire qu'on puisse « voiler » le mot d'ordre de la révolution socialiste en l'*associant* à une position révolutionnaire conséquente dans n'importe quelle question, y compris la question nationale.

Les social-démocrates polonais trouvent que notre programme est « national-réformiste ». Comparez ces deux propositions pratiques : 1) pour l'autonomie (thèses polonaises III, 4) et 2) pour la liberté de séparation. Nos programmes diffèrent précisément et uniquement sur ce point ! N'est-il pas clair que c'est le premier qui est réformiste, et c'est ce qui le distingue du second ? Un changement réformiste est celui qui n'ébranle pas les bases du pouvoir de la classe dominante, dont il n'est qu'une concession, et qui maintient sa domination. Un changement révolutionnaire sape le pouvoir jusque dans ses fondements. Dans le programme national, le réformisme *n*'abolit *pas tous* les privilèges de la nation dominante ; il *n*'établit *pas* l'égalité complète des droits ; il *ne* supprime *pas toutes* les formes d'oppression nationale. Une nation « autonome » n'est pas l'égale en droits d'une nation « souveraine » ; les camarades polonais n'auraient pas manqué de s'en rendre compte s'ils ne persistaient (tels nos vieux « économistes ») à méconnaître l'analyse des notions et des catégories *politiques*. La Norvège autonome jouissait jusqu'en 1905, en tant que partie de la Suède, d'une très large autonomie, mais elle n'était pas l'égale en droits de la Suède. C'est seulement par sa libre séparation qu'elle a manifesté *pratiquement* et démontré son égalité en droits (soit dit entre parenthèses, c'est justement cette libre séparation qui a créé une base de rapprochement plus étroit et plus démocratique, reposant sur l'égalité des droits). Tant que la Norvège n'était qu'autonome, l'aristocratie sué-

doise possédait *un* privilège de plus, et ce privilège n'a pas été « atténué » (l'essence du réformisme est d'*atténuer* le mal et non pas de le supprimer), mais *complètement aboli* par la séparation (signe principal du caractère révolutionnaire d'un programme).

Au fait : il y a une différence de principe entre l'autonomie, en tant que réforme, et la liberté de séparation, en tant que mesure révolutionnaire. Cela est incontestable. Mais une réforme, comme chacun sait, n'est souvent dans la pratique qu'un pas vers la révolution. C'est précisément l'autonomie qui permet à une nation maintenue par la violence dans les limites d'un Etat donné de se constituer définitivement en corps de nation, de rassembler, d'apprendre à connaître et d'organiser ses forces, de choisir le moment le plus propice pour *déclarer*... à la manière « norvégienne » : nous, diète autonome de telle nation ou de tel territoire, déclarons que le tsar de toutes les Russies a cessé d'être roi de Pologne, etc. A cela on « objecte » ordinairement que de telles questions sont tranchées par des guerres et non par des déclarations. C'est juste : dans l'immense majorité des cas, par des guerres (de même que les questions relatives à la forme de gouvernement des grands États ne sont tranchées, dans l'immense majorité des cas, que par des guerres ou des révolutions). On devrait cependant se demander si une *pareille* « objection » au programme politique d'un parti révolutionnaire est logique. Sommes-nous contre les guerres et les révolutions qui se font *pour* la justice et *pour* le bien du prolétariat, *pour* la démocratie et pour le socialisme ?

« Nous ne pouvons pourtant pas être pour une guerre entre grandes nations, pour l'extermination de 20 millions d'hommes, en vue de la libération problématique d'une petite nation qui ne compte peut-être que 10 ou 20 millions d'âmes » ! Non, bien sûr. Ce n'est pas parce que nous éliminons de notre programme la complète égalité des nations, mais parce qu'il faut subordonner les intérêts de la démocratie *d'un seul* pays aux intérêts de la démocratie *de plusieurs et de tous* les pays. Admettons qu'entre deux grandes monarchies se trouve un petit royaume dont le roitelet est « lié » pour des raisons de parenté ou autres aux monarques de deux pays voisins. Admettons ensuite

que la proclamation de la république dans le petit pays, que l'expulsion de *son* monarque signifie pratiquement la guerre entre les deux grands Etats voisins, désireux l'un et l'autre d'imposer tel ou tel monarque au petit pays. Il est hors de doute que toute la social-démocratie internationale, ainsi que la partie vraiment internationaliste de la social-démocratie de ce petit pays, *serait* dans ce cas *contre le remplacement de la monarchie par la république.* Le remplacement de la monarchie par la république n'est pas un absolu, mais une revendication démocratique, subordonnée aux intérêts de la démocratie en général (et plus encore, naturellement, aux intérêts du prolétariat socialiste). Il est certain que si un pareil cas se présentait, il ne provoquerait pas l'ombre d'une divergence entre les social-démocrates de n'importe quels pays. Mais si, fort de *cet* exemple, un social-démocrate proposait de rayer en général du programme de la social-démocratie internationale le mot d'ordre de république, on le prendrait certainement pour un fou. On lui dirait : il ne faut tout de même pas oublier la distinction logique élémentaire entre le *particulier* et le *général.*

Cet exemple nous amène, par une voie quelque peu détournée, à la question de l'éducation *internationaliste* de la classe ouvrière. Cette éducation, dont la nécessité et l'importance de tout premier plan ne sauraient susciter aucune divergence parmi les zimmerwaldiens de gauche, peut-elle être *concrètement identique* dans les grandes nations qui oppriment et dans les petites nations opprimées ? dans les nations qui annexent et dans celles qui sont annexées?

Non, bien sûr. La marche vers un but unique : la complète égalité en droits, le rapprochement le plus étroit et, ultérieurement, la *fusion* de *toutes* les nations, emprunte évidemment ici des chemins concrets différents, de même, par exemple, que le chemin qui mène au point central d'une page prend à gauche en partant d'une des marges et à droite en partant de la marge opposée. Si, prêchant la fusion des nations en général, un social-démocrate d'une grande nation qui annexe et opprime oubliait, un instant, que « son » Nicolas II, « son » Guillaume, « son » Georges, « son » Poincaré, etc., *sont eux aussi pour la fu-*

sion avec les petites nations (au moyen d'annexions), — Nicolas II est pour la « fusion » avec la Galicie, Guillaume II, pour la « fusion » avec la Belgique, etc., — un tel social-démocrate ne serait qu'un ridicule doctrinaire en théorie, et un auxiliaire de l'impérialisme dans la pratique.

L'éducation internationaliste des ouvriers des pays oppresseurs doit nécessairement consister, en tout premier lieu, à prêcher et à défendre le principe de la liberté de séparation des pays opprimés. Sinon, *pas* d'internationalisme. Nous avons le droit et le devoir de traiter d'impérialiste et de gredin tout social-démocrate d'une nation oppressive qui *ne* fait *pas* cette propagande. Cette revendication doit être posée d'une façon absolue, sans aucune réserve, quand bien même l'*éventualité* de la séparation ne devrait se présenter et être « réalisable », avant l'avènement du socialisme, que dans un cas sur mille.

Nous avons le devoir de développer chez les ouvriers l'« indifférence » à l'égard des distinctions nationales. C'est incontestable. Mais non pas l'indifférence que professent les *annexionnistes*. Un membre d'une nation oppressive doit rester « indifférent » à la question de savoir si des petites nations font partie de *son* Etat *ou* d'un Etat *voisin*, ou bien sont indépendantes, selon leurs sympathies : s'il n'y est pas « indifférent », il *n'est pas* social-démocrate. Pour être un social-démocrate internationaliste, il faut penser *non pas* seulement à sa propre nation ; il faut placer *au-dessus d'elle* les intérêts de toutes les nations, leur liberté et leur égalité de droits à toutes. En « théorie », tout le monde est d'accord sur ce point, mais dans la pratique, on manifeste précisément cette indifférence qui est propre aux annexionnistes. C'est là la racine du mal.

Au contraire, le social-démocrate d'une petite nation doit reporter le centre de gravité de son agitation sur le *premier* mot de notre formule générale : « *union* librement consentie » des nations. Il peut, sans faillir à ses obligations d'internationaliste, être *à la fois* pour l'indépendance politique de sa nation, *et* pour son intégration à un Etat voisin X, Y, Z, etc. Mais il doit en tout état de cause lutter *contre* la mentalité étriquée de petite nation, la tendance à s'isoler et à se replier sur soi-même pour

la prise en considération du tout et de l'universel, pour la subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt général.

Les gens qui n'ont pas approfondi cette question trouvent « contradictoire » que les social-démocrates des nations qui en oppriment d'autres insistent sur la « liberté de *séparation* », et les social-démocrates des nations opprimées, sur la « liberté *d'union* ». Mais un peu de réflexion montre que, pour parvenir à l'internationalisme et à la fusion des nations en partant de la situation *actuelle*, il n'y a pas et il ne peut y avoir *d'autre* voie.

Et ceci nous amène à la situation *particulière* de la social-démocratie hollandaise et polonaise.

8. CE QU'IL Y A DE PARTICULIER ET DE COMMUN DANS LA POSITION DES SOCIAL-DEMOCRATES INTERNATIONALISTES HOLLANDAIS ET POLONAIS

Il est hors de doute que les marxistes hollandais et polonais opposés à l'autodétermination comptent parmi les meilleurs éléments révolutionnaires et internationalistes de la social-démocratie internationale. Comment *peut-il* donc se faire que leurs raisonnements théoriques ne soient, comme nous l'avons vu, qu'un tissu d'erreurs ? Pas un seul raisonnement d'ordre général qui soit juste, qui sorte du cadre de l'« économisme impérialiste » !

Cela ne tient aucunement à de graves défauts subjectifs qui seraient propres aux camarades hollandais et polonais, mais aux conditions objectives *particulières* de leurs pays. Ces deux pays : 1) sont petits et impuissants dans le « système » actuel des grandes puissances ; 2) tous deux sont géographiquement situés entre des rapaces impérialistes d'une force prodigieuse et qui rivalisent entre eux avec âpreté (l'Angleterre et l'Allemagne ; l'Allemagne et la Russie) ; 3) tous deux ont des souvenirs et des traditions encore très vivaces, datant de l'époque où ils étaient *eux-mêmes* de « grandes puissances » ; la Hollande était une grande puissance coloniale plus forte que l'Angleterre ; la Pologne était une grande puissance plus cultivée et plus forte que la Russie et que la Prusse ; 4) tous deux ont conservé jusqu'à maintenant

le privilège d'opprimer des peuples étrangers : le bourgeois hollandais possède les richissimes Indes néerlandaises ; le seigneur terrien polonais opprime les « vilains » d'Ukraine et de Biélorussie, le bourgeois polonais opprime le Juif, etc.

Cette originalité, faite de la conjonction de quatre conditions particulières, ne se retrouve pas dans la situation de l'Irlande, du Portugal (qui fut un temps annexé par l'Espagne), de l'Alsace, de la Norvège, de la Finlande, de l'Ukraine, des territoires de Lettonie, de Biélorussie et de maintes autres nations. Or, c'est cette originalité qui fait *tout le fond* du problème ! Quand les social-démocrates hollandais et polonais se prononcent contre l'autodétermination en invoquant des arguments *d'ordre général*, c'est-à-dire relatifs à l'impérialisme en général, au socialisme en général, à la démocratie en général, à l'oppression nationale en général, on peut vraiment dire qu'ils entassent erreur sur erreur. Mais il suffit de rejeter cette *enveloppe* d'arguments généraux, manifestement erronée, et de considérer le *fond* du problème en partant de l'originalité des conditions *particulières* de la Hollande et de la Pologne pour que devienne *compréhensible* et parfaitement légitime leur position originale. On peut affirmer, sans crainte de verser dans le paradoxe, que lorsque les marxistes hollandais et polonais se dressent, l'écume aux lèvres, contre l'autodétermination, ils ne disent pas tout à fait ce qu'ils voudraient dire, ou encore : ils ne veulent pas dire exactement ce qu'ils disent *.

Nous en avons déjà donné un exemple dans nos thèses **. Gorter est contre l'autodétermination de *son* pays, mais *pour* celle des Indes néerlandaises, opprimées par « sa » nation ! Faut-il s'étonner si nous le considérons comme un internationaliste plus sincère et un militant plus proche de nous que ceux qui reconnaissent l'autodétermination d'une *façon* aussi formelle, aussi hypocrite que Kautsky chez les Allemands, que Trotski et Martov chez nous ?

* Rappelons que, dans leur déclaration de Zimmerwald, *tous* les social-démocrates polonais ont *reconnu* l'autodétermination *en général*, mais sous une forme très légèrement différente.

** Voir le présent tome, p. 164. (*N.R.*)

Des principes généraux et fondamentaux du marxisme découle incontestablement le devoir de lutter pour la liberté de séparation des nations opprimées par « ma propre » nation, mais il n'en découle nullement que je doive mettre au premier plan l'indépendance précisément de la Hollande, pays qui souffre surtout de son isolement étroit, encroûté, cupide et abrutissant : le monde entier peut flamber, peu me chaut, « nous » nous satisfaisons de notre ancien butin et de ses richissimes «rogatons» : les Indes, et « nous » ne voulons rien savoir d'autre !

Un autre exemple. Karl Radek, ce social-démocrate polonais qui a eu le grand mérite de lutter résolument dès le début de la guerre en faveur de l'internationalisme au sein de la social-démocratie allemande, se dresse avec violence dans son article « Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (*Lichtstrahlen*[105], revue mensuelle des radicaux de gauche, interdite par la censure prussienne et dont le rédacteur est J. Borchardt, 1915, 5 décembre, III^e^ année, n° 3) contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes en se référant, d'ailleurs, *uniquement* aux avis des auteurs hollandais et polonais qui jouent en sa faveur et en avançant, entre autres, l'argument suivant : le droit des nations à disposer d'elles-mêmes alimente cette idée « que la social-démocratie aurait prétendument l'obligation de soutenir toute lutte pour l'indépendance ».

Du point de vue de la théorie *générale*, cet argument est tout bonnement scandaleux, car il est manifestement illogique ; premièrement, il n'y a pas et il ne peut y avoir une seule revendication particulière de la démocratie qui n'engendre des abus si l'on ne subordonne pas le particulier au général ; nous ne sommes obligés de soutenir ni « toute » lutte pour l'indépendance ni « tout » mouvement républicain ou anticlérical. Deuxièmement, il n'y a pas et il ne peut y avoir *une seule* formule de lutte contre l'oppression nationale qui ne souffre du *même* « défaut ». Radek lui-même, dans le *Berner Tagwacht* (1915, n° 253), s'est servi de la formule : « contre les annexions anciennes et nouvelles ». N'importe quel nationaliste polonais en « déduira » légitimement : « La Pologne est une annexion, je suis contre les annexions, *donc* je suis pour l'indépendance de la Pologne. » Ou bien c'est Rosa Lu-

xembourg qui, il m'en souvient, exprimait l'idée, dans un article de 1908[106], qu'il suffisait de la formule suivante : «contre l'oppression nationale ». Mais n'importe quel nationaliste polonais pourra dire, et il aura *pleinement raison*, que l'annexion est *une* des formes de l'oppression nationale et que, *par conséquent*, etc.

Mais considérez, au lieu de ces arguments généraux, les conditions *particulières* de la Pologne : son indépendance est *actuellement* « irréalisable » sans guerres ou révolutions. Etre partisan d'une guerre générale en Europe pour le seul rétablissement de la Pologne, ce serait être un nationaliste de la pire espèce, ce serait faire passer l'intérêt d'un petit nombre de Polonais avant celui des centaines de millions de gens qui souffrent de la guerre. Or, c'est précisément le point de vue des « fracs » (droite du parti socialiste polonais)[107], qui ne sont socialistes qu'en paroles et contre qui les social-démocrates polonais ont mille fois raison. Lancer le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne *maintenant*, dans les conditions du rapport *actuel* des forces entre les puissances impérialistes *voisines*, c'est courir effectivemenet après une utopie, c'est tomber dans un nationalisme étroit, c'est oublier une prémisse indispensable, à savoir la révolution générale en Europe ou, tout au moins, en Russie et en Allemagne. De même, avancer comme mot d'ordre indépendant celui de la liberté de coalition dans la Russie de 1908-1914, c'était courir après une utopie et aider objectivement le parti ouvrier de Stolypine (aujourd'hui celui de Potressov et Gvozdev, ce qui, soit dit en passant, revient exactement au même). Mais c'eût été de la démence que d'éliminer en général du programme de la social-démocratie la revendication de la liberté de coalition !

Troisième exemple, peut-être le plus important. Dans les thèses polonaises (III, paragraphe 2, à la fin), l'idée de la création d'un Etat-tampon polonais indépendant est combattue par cet argument que c'est là « une utopie inconsistante de petits groupes impuissants. Si elle venait à se réaliser, cette idée signifierait la création d'un petit débris d'Etat polonais qui ne serait que la colonie militaire de l'un ou de l'autre des groupes de grandes puissances, le jouet de leurs intérêts militaires et économiques,

un terrain d'exploitation pour le capital étranger et un champ de bataille pour les guerres futures ». Tout cela milite très *justement contre* le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne *maintenant*, car même la révolution dans la seule Pologne ne changerait rien à la situation, et l'attention des masses polonaises serait détournée de l'*essentiel* : du lien qui rattache leur lutte à celle des prolétariats russe et allemand. Ce n'est pas un paradoxe, mais un fait, que le prolétariat polonais, en tant que tel, ne peut aider actuellement la cause du socialisme et de la liberté, *y compris la liberté polonaise*, qu'en luttant *en commun* avec les prolétaires des pays voisins contre les nationalistes *étroitement polonais*. On ne saurait nier les grands mérites historiques que se sont acquis les social-démocrates polonais dans la lutte contre ces derniers.

Mais les mêmes arguments, justes du point de vue des conditions *particulières* de la Pologne *d'aujourd'hui*, sont manifestement faux sous la forme *générale* qu'on leur a donnée. Tant qu'il y aura des guerres, la Pologne servira toujours de champ de bataille dans les conflits entre l'Allemagne et la Russie ; ce n'est pas un argument contre une plus grande liberté politique (et, par conséquent, contre l'indépendance politique) dans l'intervalle des guerres. Il en est de même pour le raisonnement sur l'exploitation par le capital étranger, sur le rôle de jouet des intérêts étrangers. Les social-démocrates polonais ne peuvent lancer actuellement le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne, car, en tant que prolétaires internationalistes, les Polonais ne peuvent *rien* faire sous ce rapport sans tomber, comme les «fracs», dans une plate servilité à l'égard d'*une* des monarchies impérialistes. Mais, pour les ouvriers russes et allemands, il *n'est pas* indifférent de savoir s'ils participeront à l'annexion de la Pologne (cela reviendrait à éduquer les ouvriers et les paysans allemands et russes dans l'esprit de la plus infâme muflerie, en leur faisant accepter le rôle de bourreaux des peuples étrangers) ou si la Pologne sera indépendante.

La situation est sans contredit très embrouillée mais il y a une issue qui permettrait à *tous* les participants de rester des internationalistes : les social-démocrates russes et allemands exigeant «la *liberté* de séparation» incon-

ditionnelle de la Pologne ; les social-démocrates polonais s'attachant à réaliser l'unité de la lutte prolétarienne dans un petit et dans les grands pays sans lancer pour le moment le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne.

9. LA LETTRE D'ENGELS A KAUTSKY

Dans sa brochure *Le socialisme et la politique coloniale* (Berlin 1907), Kautsky, qui était encore marxiste à cette époque, a publié une lettre qu'Engels lui avait adressée le 12 septembre 1882 et qui présente un immense intérêt au sujet de la question qui nous préoccupe : en voici le passage principal ;

« ...A mon avis, les colonies proprement dites, c'est-à-dire les terres occupées par la population européenne, le Canada, le Cap, l'Australie, deviendront toutes indépendantes ; par contre, en ce qui concerne les contrées seulement asservies, habitées par les indigènes, l'Inde, l'Algérie, les possessions hollandaises, portugaises, espagnoles, le prolétariat devra provisoirement s'en charger et les conduire le plus vite possible à l'indépendance. Il est difficile de dire comment se déroulera ce processus. L'Inde fera peut-être, et même probablement, une révolution, et puisque le prolétariat en voie d'émancipation ne peut pas mener de guerres coloniales, il faudra s'y résigner et, naturellement, cela ne se fera pas sans toutes sortes de destructions. Mais ces choses-là sont inséparables de toute révolution. Il pourrait en être de même dans d'autres lieux, par exemple en Algérie et en Egypte, et, *pour nous*, c'est sans doute ce qui pourrait arriver de mieux. Nous aurons suffisamment à faire chez nous. Sitôt l'Europe et l'Amérique du Nord réorganisées, cela donnera une force si colossale et sera d'un tel exemple que les pays semi-civilisés nous suivront d'eux-mêmes : les nécessités économiques suffiront à les y pousser. Quant aux phases sociales et politiques que ces pays auront alors à traverser avant d'en arriver à une organisation socialiste, nous ne pourrions, je crois, formuler à cet égard que des hypothèses assez oiseuses. Une seule chose est certaine : c'est que *le prolétariat victorieux ne peut pas*

imposer un bonheur quelconque à aucun peuple étranger sans compromettre par là sa propre victoire. Naturellement, cela n'exclut pas le moins du monde les guerres défensives de natures diverses »...

Engels ne croit nullement que l'« économique » vienne à bout par lui-même et directement de toutes les difficultés. La révolution économique incitera *tous* les peuples à *s'orienter* vers le socialisme, mais en même temps des révolutions — contre l'Etat socialiste — sont possibles, ainsi que des guerres. L'adaptation du politique à l'économique se fera inévitablement, mais pas d'un seul coup et sans heurts, pas simplement ni directement. L'« indubitable », pour Engels, c'est le seul principe suivant, absolument internationaliste, qu'il applique à *tous* « les peuples étrangers », c'est-à-dire pas seulement aux peuples coloniaux : leur imposer le bonheur serait compromettre la victoire du prolétariat.

Le fait que le prolétariat aura accompli la révolution sociale ne suffira pas à en faire un saint et ne le mettra pas à l'abri des erreurs et des faiblesses. Mais les erreurs éventuelles (et les intérêts égoïstes qui poussent à s'installer sur le dos des autres) l'amèneront inévitablement à prendre conscience de cette vérité.

Nous, zimmerwaldiens de gauche, avons tous la conviction, que partageait aussi Kautsky, par exemple, avant sa volte-face de 1914 qui l'a fait passer du marxisme à la défense du chauvinisme, que la révolution socialiste est parfaitement possible dans l'avenir *le plus proche*, « du jour au lendemain », comme s'exprima une fois ce même Kautsky. Les antipathies nationales ne disparaîtront pas de sitôt ; la haine — d'ailleurs parfaitement légitime — de la nation opprimée envers celle qui l'opprime *subsistera* quelque temps ; elle ne se dissipera qu'*après* la victoire du socialisme et *après* l'établissement définitif de rapports parfaitement démocratiques entre les nations. Si nous voulons rester fidèles au socialisme, nous devons procéder dès maintenant à l'éducation internationaliste des masses, impossible, dans les nations oppressives, sans insister sur la liberté de séparation pour les nations opprimées.

10. L'INSURRECTION IRLANDAISE DE 1916

Nos thèses ont été rédigées avant cette insurrection qui doit servir de matériel d'étude pour vérifier nos vues théoriques.

Les opinions des adversaires de l'autodétermination aboutissent à cette conclusion que la viabilité des petites nations opprimées par l'impérialisme est d'ores et déjà épuisée, qu'elles ne peuvent jouer aucun rôle contre l'impérialisme, qu'on n'aboutirait à rien en soutenant leurs aspirations purement nationales, etc. L'expérience de la guerre impérialiste de 1914-1916 dément *concrètement* ce genre de conclusions.

La guerre a été une époque de crise pour les nations d'Europe occidentale et pour tout l'impérialisme. Toute crise rejette ce qui est conventionnel, arrache les voiles extérieurs, balaie ce qui a fait son temps, met à nu des forces et des ressorts plus profonds. Qu'a-t-elle révélé du point de vue du mouvement des nations opprimées ? Dans les colonies, plusieurs tentatives d'insurrection que les nations oppressives se sont évidemment efforcées, avec l'aide de la censure de guerre, de camoufler par tous les moyens. On sait, néanmoins, que les Anglais ont sauvagement écrasé à Singapour une mutinerie de leurs troupes hindoues ; qu'il y a eu des tentatives d'insurrection dans l'Annam français (voir *Naché Slovo*) et au Cameroun allemand (voir la brochure de Junius) *; qu'en Europe, il y a eu une insurrection en Irlande, et que les Anglais « épris de liberté », qui n'avaient pas osé étendre aux Irlandais le service militaire obligatoire, y ont rétabli la paix par des exécutions ; et que, d'autre part, le gouvernement autrichien a condamné à mort les députés de la Diète tchèque « pour trahison » et fait passer par les armes, pour le même « crime », des régiments tchèques entiers.

Cette liste est naturellement bien loin d'être complète, tant s'en faut. Elle démontre néanmoins que des foyers d'insurrections nationales, surgies *en liaison* avec la crise de l'impérialisme, se sont allumés *à la fois* dans les colonies *et* en Europe ; que les sympathies et les antipathies

* Voir le présent tome, pp. 328-343. (*N.R.*)

nationales se sont exprimées en dépit des menaces et des mesures de répression draconiennes. Et pourtant, la crise de l'impérialisme était encore loin d'avoir atteint son point culminant : la puissance de la bourgeoisie impérialiste n'était pas encore ébranlée (la guerre « d'usure » peut aboutir à ce résultat, mais on n'en est pas encore là) ; les mouvements prolétariens au sein des puissances impérialistes sont encore très faibles. Qu'arrivera-t-il lorsque la guerre aura provoqué un épuisement complet ou bien lorsque, au moins dans l'une des puissances, le pouvoir de la bourgeoisie chancellera sous les coups de la lutte prolétarienne, comme le pouvoir du tsarisme en 1905 ?

Le journal *Berner Tagwacht*, organe des zimmerwaldiens, jusques et y compris certains éléments de gauche, a publié le 9 mai 1916 un article consacré au soulèvement irlandais, signé des initiales K.R.[108] et intitulé : « Finie, la chanson ! » L'insurrection irlandaise y était qualifiée de « putsch » ni plus ni moins, car la « question irlandaise », y disait-on, était une « question agraire » ; les paysans avaient été apaisés par des réformes, et le mouvement national n'était plus maintenant « qu'un mouvement purement urbain, petit-bourgeois, et qui, en dépit de tout son tapage, ne représentait pas grand-chose au point de vue social ».

Il n'est pas étonnant que cette appréciation d'un doctrinarisme et d'un pédantisme monstrueux ait coïncidé avec celle d'un national-libéral russe, un cadet, monsieur A. Koulicher (*Retch*[109], n° 102 du 15 avril 1916), qui a qualifié lui aussi l'insurrection de « putsch de Dublin ».

Il est permis d'espérer que, conformément au proverbe : « A quelque chose malheur est bon », beaucoup de camarades qui ne comprenaient pas dans quel marais ils s'enlisaient en s'opposant à l'« autodétermination » et en considérant avec dédain les mouvements nationaux des petites nations, auront leurs yeux dessillés sous l'effet de cette coïncidence « fortuite » entre l'appréciation d'un représentant de la bourgeoisie impérialiste et celle d'un social-démocrate !!

On ne peut parler de « putsch », au sens scientifique du terme, que lorsque la tentative d'insurrection n'a rien

révélé d'autre qu'un cercle de conspirateurs ou d'absurdes maniaques, et qu'elle n'a trouvé aucun écho dans les masses. Le mouvement national irlandais, qui a derrière lui des siècles d'existence, qui est passé par différentes étapes et combinaisons d'intérêts de classe, s'est traduit, notamment, par un congrès national irlandais de masse, tenu en Amérique (*Vorwärts* du 20 mars 1916), lequel s'est prononcé en faveur de l'indépendance de l'Irlande ; il s'est traduit par des batailles de rue auxquelles prirent part une partie de la petite bourgeoisie des villes *ainsi qu'une partie des ouvriers*, après un long effort de propagande au sein des masses, après des manifestations, des interdictions de journaux, etc. Quiconque qualifie de putsch *pareille* insurrection est, ou bien le pire des réactionnaires, ou bien un doctrinaire absolument incapable de se représenter la révolution sociale comme un phénomène vivant.

Croire que la révolution sociale soit *concevable* sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie *avec tous ses préjugés*, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., — c'est *répudier la révolution sociale*. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira : « Nous sommes pour le socialisme », et qu'une autre, en un autre lieu, dira : « Nous sommes pour l'impérialisme », et que ce sera alors la révolution sociale ! C'est seulement en procédant de ce point de vue pédantesque et ridicule qu'on pouvait qualifier injurieusement de « putsch » l'insurrection irlandaise.

Quiconque attend une révolution sociale « pure » ne vivra *jamais* assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution.

La révolution russe de 1905 a été une révolution démocratique bourgeoise. Elle a consisté en une série de batailles livrées par *toutes* les classes, groupes et éléments mécontents de la population. Parmi eux, il y avait des masses aux préjugés les plus barbares, luttant pour

les objectifs les plus vagues et les plus fantastiques, il y avait des groupuscules qui recevaient de l'argent japonais, il y avait des spéculateurs et des aventuriers, etc. *Objectivement*, le mouvement des masses ébranlait le tsarisme et frayait la voie à la démocratie, et c'est pourquoi les ouvriers conscients étaient à sa tête.

La révolution socialiste en Europe *ne peut pas être* autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement — sans cette participation, la lutte *de masse n'est pas* possible, *aucune* révolution n'est possible — et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, *objectivement*, ils s'attaqueront au *capital*, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, laquelle ne « s'épurera » pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petites-bourgeoises.

La social-démocratie, lisons-nous dans les thèses polonaises (I,4), « doit utiliser la lutte menée par la jeune bourgeoisie coloniale contre l'impérialisme européen *pour aggraver la crise révolutionnaire en Europe* » (les italiques sont des auteurs).

N'est-il pas clair que, sous *ce* rapport moins que sous tous les autres, on n'a pas le droit d'opposer l'Europe aux colonies ? La lutte des nations opprimées *en Europe*, capable d'en arriver à des insurrections et à des combats de rues, à la violation de la discipline de fer de l'armée et à l'état de siège, « aggravera la crise révolutionnaire en Europe » infiniment plus qu'un soulèvement de bien plus grande envergure dans une colonie lointaine. A force égale, le coup porté au pouvoir de la bourgeoisie impérialiste anglaise par l'insurrection en Irlande

a une importance politique cent fois plus grande que s'il avait été porté en Asie ou en Afrique.

La presse chauvine française a annoncé récemment la parution en Belgique du 80e numéro de la revue illégale la *Libre Belgique*[110] . La presse chauvine française ment très souvent, certes, mais cette information semble exacte. Alors que la social-démocratie allemande chauvine et kautskiste n'a pas créé de presse libre pendant ces deux années de guerre et supporte servilement le joug de la censure militaire (seuls les éléments radicaux de gauche ont, à leur honneur, fait paraître des brochures et des proclamations sans les soumettre à la censure), une nation cultivée opprimée répond aux atrocités inouïes de l'oppression militaire en créant un organe de protestation révolutionnaire ! La dialectique de l'histoire fait que les petites nations, impuissantes en tant que facteur *indépendant* dans la lutte contre l'impérialisme, jouent le rôle d'un des ferments, d'un des bacilles, qui favorisent l'entrée en scène de la force *véritablement* capable de lutter contre l'impérialisme, à savoir : le prolétariat socialiste.

Dans la guerre actuelle, les états-majors généraux s'attachent minutieusement à tirer profit de chaque mouvement national ou révolutionnaire qui éclate dans le camp adverse : les Allemands, du soulèvement irlandais ; les Français, du mouvement des Tchèques, etc. Et, de leur point de vue, ils ont parfaitement raison. On ne peut se comporter sérieusement à l'égard d'une guerre sérieuse si l'on ne profite pas de la moindre faiblesse de l'ennemi, si l'on ne se saisit pas de la moindre chance, d'autant plus que l'on ne peut savoir à l'avance à quel moment précis et avec quelle force précise « sautera » ici ou là tel ou tel dépôt de poudre. Nous serions de piètres révolutionnaires si, dans la grande guerre libératrice du prolétariat pour le socialisme, nous ne savions pas tirer profit de *tout* mouvement populaire dirigé contre *tel ou tel* fléau de l'impérialisme, afin d'aggraver et d'approfondir la crise. Si nous nous mettions, d'une part, à déclarer et répéter sur tous les tons que nous sommes « contre » toute oppression nationale, et, d'autre part, à qualifier de « putsch » l'insurrection héroïque de la partie la plus active et la plus éclairée

de certaines classes d'une nation opprimée contre ses oppresseurs, nous nous ravalerions à un niveau de stupidité égal à celui des kautskistes.

Le malheur des Irlandais est qu'ils se sont insurgés dans un moment inopportun, alors que l'insurrection du prolétariat européen n'était *pas encore* mûre. Le capitalisme n'est pas harmonieusement agencé au point que les diverses sources d'insurrection peuvent fusionner d'elles-mêmes et d'un seul coup, sans échecs et sans défaites. Au contraire, c'est précisément la diversité de temps, de forme et de lieu des insurrections qui est le plus sûr garant de l'ampleur et de la profondeur du mouvement général ; ce n'est que par l'expérience acquise au cours de mouvements révolutionnaires inopportuns, isolés, fragmentaires et voués de ce fait à l'échec, que les masses acquerront de la pratique, s'instruiront, rassembleront leurs forces, reconnaîtront leurs véritables chefs, les prolétaires socialistes, et prépareront ainsi l'offensive générale, de même que les grèves isolées, les manifestations dans les villes ou de caractère national, les mutineries dans l'armée, les soulèvements paysans, etc., avaient préparé l'assaut général de 1905.

11. CONCLUSION

Contrairement à l'assertion erronée des social-démocrates polonais, la revendication du droit des nations à disposer d'elles-mêmes a joué, dans la propagande de notre Parti, un rôle tout aussi important que, par exemple, les mots d'ordre de l'armement du peuple, de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'élection des fonctionnaires par le peuple et les autres points qualifiés d'« utopiques » par les petits esprits. Au contraire, la recrudescence des mouvements nationaux après 1905 a tout naturellement provoqué une recrudescence de notre propagande : la série d'articles de 1912-1913, la résolution de 1913 de notre Parti, qui a donné une définition précise et « antikautskiste » (c'est-à-dire intransigeante à l'égard de la « reconnaissance » purement verbale) du *fond* même de la question *.

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 19. Résolution adoptée par la Conférence de l'été 1913 du Comité central du P.O.S.D.R., élargie

Dès cette époque, un fait est apparu qu'il n'est pas permis de passer sous silence : les opportunistes de diverses nations, l'Ukrainien Iourkévitch, le bundiste Liebmann et Semkovski, le féal serviteur russe de Potressov et Cie, se prononcèrent *en faveur* des arguments de Rosa Luxembourg *contre* le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ! Ce qui, chez la social-démocrate polonaise, n'était qu'une généralisation théorique erronée des conditions *particulières* du mouvement en Pologne, est apparu pratiquement d'emblée, sur un plan plus large, dans les conditions non pas d'un petit État, mais d'un grand, à l'échelle internationale, et non pas étroitement polonaise, comme représentant *objectivement* un soutien opportuniste de l'impérialisme grand-russe. L'histoire des *courants* de la pensée politique (à la différence des points de vue personnels) a confirmé la justesse de notre programme.

Et maintenant les social-impérialistes avérés du genre de Lensch, se dressent ouvertement aussi bien contre l'autodétermination que contre le rejet des annexions. Quant aux kautskistes, ils reconnaissent hypocritement l'autodétermination : c'est la voie suivie chez nous, en Russie, par Trotski et Martov. En paroles, ils sont *tous les deux* pour l'autodétermination, comme Kautsky. Mais en fait ? En ce qui concerne Trotski, si vous prenez ses articles : « La nation et l'économie », dans *Naché Slovo*, vous y retrouverez son éclectisme habituel : d'une part, l'économie fusionne les nations, d'autre part, l'oppression nationale les désunit. Conclusion ? La conclusion, c'est que l'hypocrisie continue à régner impunément, que l'agitation reste sans vie, car elle ne touche pas au fondamental, au principal, à l'essentiel, à ce qui débouche sur la pratique : l'attitude à l'égard d'une nation opprimée par « la mienne ». Martov et les autres secrétaires à l'étranger ont préféré oublier purement et simplement — opportune amnésie ! — la lutte de leur collègue et confrère Semkovski contre l'autodétermination. Dans la presse légale des partisans de Gvozdev (*Nach Goloss*), Martov s'est prononcé *en faveur*

---

aux militants du Parti. Résolution sur la question nationale, pp. 384-386. (*N.R.*)

de l'autodétermination en s'appliquant à démontrer cette vérité incontestable que le fait de reconnaître l'autodétermination n'obligeait pas *pour autant* à participer à la guerre impérialiste, mais en éludant l'essentiel — comme il le fait aussi dans la presse libre, illégale ! — à savoir que la Russie avait battu *déjà en temps de paix* le record mondial de l'oppression des nations sur la base d'un impérialisme beaucoup plus grossier, médiéval, économiquement arriéré, militaire et bureaucratique. Le social-démocrate russe qui « reconnaît » le droit des nations à disposer d'elles-mêmes à peu près comme le reconnaissent MM. Plékhanov, Potressov et Cie, c'est-à-dire sans lutter pour la liberté de séparation des nations opprimées par le tsarisme, est *en fait* un impérialiste et un valet du tsarisme.

Quelles que soient les « bonnes » intentions subjectives de Trotski et de Martov, ils soutiennent objectivement par leur attitude évasive le social-impérialisme russe. L'époque impérialiste a amené toutes les « grandes » puissances à opprimer une série de nations, et le développement de l'impérialisme entraînera infailliblement une division plus nette des courants qui se manifestent à propos de cette question au sein, également, de la social-démocratie internationale.

Ecrit en juillet 1916
Publié en octobre 1916 dans le « Recueil du Social-Démocrate» n° 1
Signé: N. Lénine

Conforme au texte du «Recueil»

NOTES

1. L'ouvrage *Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture. Premier fascicule. Capitalisme et agriculture aux Etats-Unis d'Amérique* fut écrit en 1915. Au début de janvier 1916, Lénine en envoya de Berne le manuscrit à Gorki pour les éditions « Parouss », mais l'ouvrage ne parut pas en 1916 ; il fut publié en 1917 à Pétrograd par les éditions « Jizn i Znanié ».

   Les matériaux préparatoires (variantes du plan et extraits des tableaux statistiques des deux recensements effectués aux Etats-Unis en 1900 et 1910) ont été publiés en 1932 dans le Recueil Lénine XIX, pp. 380-460.

   Lénine envisageait d'écrire un deuxième fascicule, consacré à l'Allemagne, mais il ne put mettre son projet à exécution. — P. 9.

2. « *Zaviéty* » [les Préceptes], revue légale, mensuelle, littéraire et politique, de tendance socialiste-révolutionnaire ; parut à Pétersbourg d'avril 1912 à juillet 1914. — P. 14.

3. K. Marx. *Le Capital*, t. III, 1955, édition russe, pp. 627-652. — P. 18.

4. Le *zemstvo*, administration locale autonome dirigée par la noblesse dans les provinces du Centre de la Russie, instaurée en 1864. La compétence des zemstvos était confinée aux questions économiques purement locales (aménagement des hôpitaux, voirie, statistiques, assurances, etc.). Leur activité s'exerçait sous le contrôle des gouverneurs et du ministère de l'Intérieur, habilités à annuler les décisions jugées indésirables par le gouvernement. — P. 61.

5. *Manilov*, personnage des *Ames mortes* de Gogol. Type du bavard, du songe-creux, synonyme du rêveur chimérique, indifférent à la réalité vivante. — P. 88.

6. Allusion à la brochure de K. Kautsky *Der Weg zur Macht* [la Voie du pouvoir], éditée à Berlin en 1909. — P. 112.

7. « *Die Neue Zeit* » [Temps Nouveaux], revue de la social-démocratie allemande ; parut à Stuttgart de 1883 à 1923. Entre 1885 et 1895, publia des articles d'Engels qui donna souvent des indications à la rédaction de la revue et la critiqua sévèrement lorsqu'elle s'écartait du marxisme. A partir de la seconde moitié des années 90, après la mort d'Engels, la revue publia régulièrement des articles révisionnistes. Au cours de la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), elle adopta une position centriste, kautskiste, et soutint les social-chauvins. — P. 113.

8. L'article «L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale » fut écrit par Lénine en allemand et publié en janvier 1916 dans le premier numéro de l'organe théorique de la gauche zimmerwaldienne, la revue *Vorbote* [le Précurseur]. Lénine avait écrit auparavant sous le même titre un article en russe, qui parut pour la première fois en 1924 dans le n° 5 (28) de la revue *Prolétarskaïa Révolutsia* et est entré dans le tome 21 des Œuvres de Lénine (pp. 455-471). Le texte russe est quelque peu différent de celui publié dans le *Vorbote*. — P. 115.

9. *Quadruple Entente*, alliance impérialiste de l'Angleterre, de la France, de la Russie et de l'Italie ; se constitua en 1915 lorsque l'Italie se retira de la Triplice (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie) et adhéra à l'autre alliance impérialiste, la Triple Entente ou simplement l'Entente, formée en 1907. — P. 116.

10. *Bernsteinisme*, courant hostile au marxisme dans la social-démocratie internationale. Il apparut à la fin du XIXe siècle en Allemagne et fut ainsi appelé du nom du social-démocrate allemand Edouard Bernstein qui tenta de reviser la théorie révolutionnaire de Marx dans le sens du libéralisme bourgeois.
Les partisans russes de Bernstein furent les « marxistes légaux », les « économistes », les bundistes, les menchéviks. — P. 120.

11. « *Sozialistische Monatshefte* » [Cahiers socialistes mensuels] revue, principal organe des opportunistes de la social-démocratie allemande et l'un des organes de l'opportunisme international ; au cours de la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), la revue adopta une position social-chauvine ; elle parut à Berlin de 1897 à 1933. — P. 120.

12. Les *fabiens*, membres de la *Fabian Society* ou *Société fabienne*, organisation réformiste, opportuniste autant qu'on peut l'être, fondée par un groupe d'intellectuels bourgeois anglais en 1884 et ainsi appelée du nom du général romain Fabius Cunctator (le Temporisateur), célèbre par sa tactique d'attente consistant

à éviter toute bataille décisive. Selon Lénine, la *Fabian Society* était « l'expression la plus achevée de l'opportunisme et de la politique ouvrière libérale ». Les fabiens détournaient le prolétariat de la lutte de classe et déclaraient possible le passage pacifique du capitalisme au socialisme au moyen de réformes. Au cours de la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), les fabiens eurent une position social-chauvine. Pour une caractéristique des fabiens, voir les œuvres de Lénine : « Préface à la traduction russe du livre : « Lettres de J. Becker, J. Dietzgen, F. Engels, K. Marx, etc., à F. A. Sorge et à d'autres personnes » (Œuvres, tome 12), « Le programme agraire de la social-démocratie dans la révolution russe » (Œuvres, tome 15) ; « Le pacifisme anglais et l'aversion anglaise pour la théorie » (Œuvres, tome 21, pp. 268-269), etc. — P. 120.

13. *Labour party* [Le Parti travailliste] fut fondé en 1900 par la fusion d'organisations ouvrières syndicales (trade-unions), partis et groupes socialistes — afin d'assurer une représentation ouvrière au Parlement. Ce groupement, qui portait le nom de « Comité de la Représentation ouvrière », prit en 1906 celui de *Labour Party* [Parti travailliste]. Constitué au début comme parti ouvrier par sa composition (où entreront par la suite un nombre considérable d'éléments petits-bourgeois), le Labour Party est, par son idéologie et sa tactique, une organisation opportuniste. Dès sa formation, ses leaders pratiquent une politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie. Pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), les leaders du Labour Party adoptèrent une position social-chauvine. Ils formèrent des gouvernements en 1924, 1929, 1945 et 1950. Ayant accédé au pouvoir, ils pratiquèrent une politique intérieure et extérieure hostile au peuple. Les gouvernements travaillistes acceptèrent les dures conditions du « plan Marshall », signèrent le pacte de Bruxelles et entraînèrent l'Angleterre dans l'alliance de l'Atlantique-Nord. La politique des dirigeants du Labour Party provoque le mécontentement général des travaillistes du rang qui exigent un changement de la politique du parti. Aux dernières conférences du Labour Party, les avis se sont nettement partagés entre les organisations de base et la direction en ce qui concerne la nationalisation, le pacte de l'Atlantique-Nord, la politique britannique dans le Proche et l'Extrême-Orient, etc. Sous la poussée des simples membres, des contradictions sont apparues au sein de la direction, qui ont amené la création d'un groupe de gauche, qui s'élève contre la politique officielle du Parti travailliste. — P. 120.

14. *L'I.L.P., Independent Labour Party* [Parti travailliste indépendant], fut fondé en 1893. A sa tête se trouvaient notamment James Keir Hardie et R. MacDonald. Tout en se prétendant politiquement indépendant des partis bourgeois, l'I.L.P. était en réalité « indépendant du socialisme, mais dépendant du libéralisme » (*Lénine*). Au cours de la guerre impérialiste mondiale

(1914-1918), il lança d'abord un manifeste contre la guerre (13 août 1914). Puis, en février 1915, lors de la Conférence de Londres des socialistes des pays de l'Entente, les indépendants se rallièrent à la résolution social-chauvine qui y fut adoptée. Dès lors, les chefs des indépendants, sous le couvert de phrases pacifistes, eurent une position social-chauvine. Après la fondation de l'Internationale Communiste, en 1919, les dirigeants de l'I.L.P. décidèrent, sous la pression des masses du parti qui avaient évolué à gauche, de se retirer de la IIe Internationale. En 1921, les indépendants adhérèrent à ce que l'on a appelé l'Internationale $2^1/_2$ et, après son effondrement, réintégrèrent les rangs de la IIe Internationale. En 1921, l'aile gauche du Parti travailliste indépendant s'est scindée et adhérait au Parti communiste de Grande-Bretagne. — P. 120.

15. Le *B.S.P.*, *British Socialist Party* [Parti socialiste britannique], fut fondé en 1911 à Manchester, après la fusion du Parti social-démocrate avec les autres groupes socialistes. Le B.S.P. faisait sa propagande dans un esprit marxiste et était un parti « non opportuniste, *réellement* indépendant des libéraux » (Œuvres, tome 19). Le petit nombre de ses adhérents et son manque de liaison avec les masses lui conféraient cependant un certain caractère sectaire.

Pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918) deux tendances se manifestèrent dans le parti : l'une, social-chauvine, avec Hyndman ; l'autre, internationaliste, avec A. Inkpin, T. Rothstein, D. McLean, W. Gallacher, etc. La tendance internationaliste comptait dans son sein des éléments hésitants qui eurent une position centriste dans certaines questions.

En février 1916, un groupe du B.S.P. fondait le journal *Call*, qui devait contribuer grandement au rassemblement des internationalistes. A cette époque, la conférence annuelle du B.S.P. qui se tint à Salford au mois d'avril condamna la position social-chauvine de Hyndman et de ses partisans qui quittèrent le Parti. Le Parti socialiste de Grande-Bretagne acclama la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Les membres du B.S.P. jouèrent un rôle important dans le mouvement des travailleurs anglais pour la défense de la Russie soviétique contre l'intervention étrangère. En 1919, la plupart des organisations locales du parti (98 contre 4) se prononcèrent pour l'adhésion à l'Internationale communiste. Le Parti socialiste de Grande-Bretagne et le Groupe d'unité communiste jouèrent le rôle principal dans la fondation du Parti communiste de Grande-Bretagne. Au cours du premier congrès d'unification de 1920, l'immense majorité des organisations locales du B.S.P. adhérèrent au parti communiste. — P. 120.

16. « *Nacha Zaria* » [Notre Aurore], revue légale mensuelle des menchéviks liquidateurs ; parut à Pétersbourg de 1910 à 1914, autour de cette revue se constitua le centre des liquidateurs de Russie. A partir de janvier 1915, après l'interdiction de *Nacha*

Zaria, commença à paraître la revue *Naché Diélo* [Notre Cause]. — P. 120.

17. Le *Comité d'organisation* (en russe O.K., d'où « okistes »), centre dirigeant des menchéviks, fut formé en 1912, à la conférence d'août des menchéviks-liquidateurs et de tous les groupes et courants antiparti. — P. 120.

18. Le *parti des « larges »*, fraction opportuniste, social-chauvine du parti social-démocrate bulgare. — P. 120.

19. *« Preussische Jahrbücher »* [Annuaire Prussien], revue mensuelle conservatrice, organe des capitalistes et des propriétaires fonciers ; parut à Berlin de 1858 à 1935. — P. 122.

20. F. Engels. *Contribution à la critique du projet de programme social-démocrate de 1891*. — P. 122.

21. Le *groupe de gauche de Zimmerwald* fut organisé par Lénine à la première conférence socialiste des internationalistes, tenue à Zimmerwald, en Suisse, au début de septembre 1915. Lénine qualifia cette conférence de « premier pas » dans la voie du développement du mouvement international contre la guerre. Les bolchéviks, Lénine en tête, occupèrent au sein de la gauche de Zimmerwald la seule position juste et conséquente. Ce groupe comptait également des internationalistes hésitants. Voir la critique de leurs erreurs dans les articles de Lénine « A propos de la brochure de Junius », « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (voir le présent tome, pp. 328-343, 344-388). — P. 126.

22. *« Labour Leader »* [le Guide des ouvriers], hebdomadaire fondé en 1890 ; devint par la suite l'organe du Parti travailliste indépendant d'Angleterre. A paru depuis 1922 sous le titre de *New Leader* [le Nouveau Guide] et, à partir de 1946, sous le titre de *Socialist Leader* [le Guide socialiste]. — P. 127.

23. *« Berner Tagwacht »* [la Sentinelle de Berne], quotidien, organe du parti social-démocrate suisse ; fondé à Berne en 1893. Au début de la première guerre mondiale, ce journal publia des articles de K. Liebknecht, F. Mehring et d'autres social-démocrates de gauche. A partir de 1917, le *Berner Tagwacht* se mit à soutenir ouvertement les social-chauvins ; il paraît encore à l'heure actuelle et a une position anticommuniste et antisoviétique. — P. 128.

24. Le *Projet de résolution sur la convocation de la deuxième Conférence socialiste* fut rédigé par Lénine pour la conférence élargie de la Commission socialiste internationale de Berne, qui eut lieu du 5 au 8 février 1916. Plusieurs points du projet de résolution furent adoptés par la conférence. La proposition de Lénine

tendant à ouvrir une discussion sur « l'union internationale des socialistes hostiles à la guerre et au nationalisme » fut repoussée sous la pression des zimmerwaldiens de droite. La conférence fixa la date de la convocation de la deuxième conférence socialiste internationale au 24 avril 1916. Le document n'a pas de titre. Celui-ci a été donné par l'Institut du marxisme-léninisme auprès du Comité Central du P.C.U.S. — P. 129.

25. *Commission socialiste internationale* (ou I.S.K., initiales de l'Internationale Sozialistische Kommission), organe exécutif de l'Union de Zimmerwald, élu à la conférence de Zimmerwald en septembre 1915. — P. 129.

26. Le Comité central du P.O.S.D.R. avait saisi la 2e conférence socialiste d'une proposition sur tous les points essentiels de l'ordre du jour. Le projet de proposition établi par Lénine est publié dans le présent tome, pp. 185-194. — P. 129.

27. Cette proposition fut rédigée par Lénine pour la 2e conférence socialiste qui se tint du 24 au 30 avril 1916. Elle fut discutée et adoptée à la conférence élargie de la Commission socialiste internationale de Berne, en février 1916. — P. 130.

28. Ce meeting international eut lieu pendant les travaux de la conférence élargie de la Commission socialiste internationale de Berne. — P. 132.

29. Lénine fait allusion au Manifeste adopté en septembre 1915 par la Conférence des internationalistes de Zimmerwald. Voir sa caractéristique dans l'article de Lénine « Un premier pas » (Œuvres, tome 21, pp. 397-403). — P. 132.

30. « *Appeal to Reason* » [Appel à la Raison], journal des socialistes américains ; fondé dans l'Etat du Kansas (Etats-Unis) en 1895 ; pendant la première guerre mondiale, eut une position internationaliste. — P. 134.

31. « *La Bataille* », journal, organe des anarcho-syndicalistes français ; commença à paraître à Paris en novembre 1915 ; eut une position fortement chauvine pendant la première guerre mondiale. — P. 136.

32. « *Vorwärts* » [En Avant!], quotidien, organe central de la social-démocratie allemande ; parut à partir de 1876 sous la direction, notamment, de W. Liebknecht. Engels y soutint la lutte contre toutes les manifestations de l'opportunisme. A partir de la seconde moitié des années 90, après la mort d'Engels, le *Vorwärts* publia régulièrement les articles des opportunistes, qui prédominaient au sein de la social-démocratie allemande et de la IIe Internationale. Au cours de la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), le *Vorwärts* adopta une position social-

chauvine. Après la Grande Révolution socialiste d'Octobre, il devint l'un des centres de la propagande antisoviétique ; parut à Berlin jusqu'en 1933. — P. 137.

33. Le *Parti socialiste français* fut fondé en 1902. En 1905, sur l'initiative du Parti socialiste français et du Parti socialiste de France, fut fondé un parti socialiste unifié, comprenant des représentants de tous les partis et groupes socialistes (guesdistes, blanquistes, jauressistes, etc.). La direction du Parti socialiste français passa aux socialistes-réformistes (avec à leur tête Jaurès), qui s'y trouvaient en majorité. Pendant la première guerre mondiale, le parti adopta une position social-chauvine, son groupe parlementaire vota les crédits militaires, ses représentants participèrent au gouvernement bourgeois. Au congrès de Tours (25-30 décembre 1920), il y eut scission du Parti socialiste français ; la majorité constitua le Parti communiste français, tandis que la minorité opportuniste de droite, Léon Blum en tête, quittait le congrès et créait un parti indépendant, qui prit l'ancien nom de Parti socialiste français.

La résolution proposée par Bourderon au congrès de décembre 1915 du Parti socialiste français fut rejetée par la majorité du congrès. A cette époque, Bourderon adhérait à l'aile droite de l'Union de Zimmerwald. — P. 138.

34. La lettre de Lénine fut publiée en français à Genève, sous forme de tract. — P. 140.

35. Lénine fait allusion à la revue menchévique *l'Internationale et la guerre*, dont il ne parut qu'un seul numéro, à la fin de 1915. — P. 141.

36. La Commission socialiste internationale publia, de septembre 1915 à janvier 1917, un organe de presse intitulé : *Internationale Sozialistische Kommission zu Bern. Bulletin* [Commission socialiste internationale de Berne. Bulletin]. Ce Bulletin était édité en anglais, en français et en allemand. Il y en eut six numéros. — P. 141.

37. *Fraction Tchkhéidzé*, fraction menchévique à la IVe Douma d'Etat. — P. 141.

38. « *Loutch* » [le Rayon], quotidien légal des menchéviks-liquidateurs ; parut à Pétersbourg de septembre 1912 à juillet 1913 ; subsistait « grâce aux fonds *d'amis riches de la bourgeoisie* » (Lénine). — P. 141.

39. « *Outro* » [le Matin] et « *Rabotchéié Outro* » [le Matin Ouvrier], journaux légaux menchéviks, édités à Pétrograd. Le journal *Outro* parut en août 1915 ; le *Rabotchéié Outro*, d'octobre à décembre 1915. — P. 142.

40. « *Sovrémenny Mir* » [le Monde contemporain], revue mensuelle littéraire, scientifique et politique ; parut à Pétersbourg de 1906 à 1918. Des menchéviks, dont G. Plékhanov, y collaborèrent étroitement. Dans la période du bloc avec le groupe plékhanovien des menchéviks-partiitsy et au début de 1914, les bolchéviks y apportèrent leur collaboration. En mars 1914, le *Sovrémenny Mir* publia l'article de Lénine « Encore un anéantissement du socialisme » (Œuvres, tome 20, pp. 193-216).
Pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), la revue devint l'organe des social-chauvins. — P. 142.

41. « *Naché Slovo* » [Notre Parole], quotidien menchéviko-trotskiste ; parut à Paris de janvier 1914 à septembre 1916, en remplacement du journal *Goloss* [la Voix]. — P. 142.

42. « *Prizyv* » [l'Appel], journal édité à Paris par un groupe social-chauvin de menchéviks et de socialistes-révolutionnaires entre 1915 et 1917. — P. 145.

43. Lénine fait allusion à la conférence organisée par les socialistes-révolutionnaires à Pétrograd en juillet 1915. La résolution qui y fut adoptée appelait à participer activement à la guerre aux côtés du tsarisme. — P. 145.

44. Les *comités des industries de guerre* furent créés en Russie en 1915 par la grande bourgeoisie impérialiste. Soucieuse de soumettre les ouvriers à son influence et de leur inculquer un état d'esprit jusqu'-au-boutiste, la bourgeoisie avait imaginé d'organiser des « groupes ouvriers » auprès de ces comités. Elle avait intérêt à y faire participer des représentants ouvriers chargés de développer parmi les masses ouvrières une propagande en faveur de l'augmentation de la productivité du travail dans les usines de guerre. Les menchéviks prirent une part active à cette entreprise pseudopatriotique mise sur pied par la bourgeoisie. Les bolchéviks appelèrent à boycotter les comités des industries de guerre et ils y réussirent avec le soutien de la majorité des ouvriers. — P. 146.

45. Lénine fait allusion à un personnage de Tourguéniev dans le poème en prose *La règle de vie*. — P. 147.

46. « *Le Social-Démocrate* », organe central du P.O.S.D.R., journal clandestin ; parut de février 1908 à janvier 1917. Il eut au total 58 numéros. Le premier fut édité en Russie, les autres à l'étranger, d'abord à Paris, puis à Genève. La rédaction était composée, conformément à une décision du C.C. du P.O.S.D.R., de représentants des bolchéviks, des menchéviks et des social-démocrates polonais.
Le *Social-Démocrate* publia plus de quatre-vingts articles et notes de Lénine, qui combattit au sein de la rédaction pour une ligne bolchévique conséquente. Une partie de la rédaction (Kamé-

nev et Zinoviev) avait adopté une attitude conciliante envers les liquidateurs et tentait de faire échec à l'application de la ligne léniniste. Les menchéviks Martov et Dan, membres de la rédaction, tout en sabotant le travail à la rédaction de l'organe central, défendaient ouvertement le courant liquidateur dans leur journal fractionnel *Goloss Sotsial-Démokrata* [la Voix du Social-Démocrate]. La lutte intransigeante de Lénine contre les liquidateurs aboutit au départ de Martov et de Dan, qui quittèrent la rédaction en juin 1911. A partir de décembre 1911, la direction du *Social-Démocrate* fut assumée par Lénine.

Au début de la guerre impérialiste mondiale, après une interruption d'un an, Lénine réussit à faire reparaître le journal. Le 1er novembre 1914, parut le n°33 contenant le manifeste du C.C. du P.O.S.D.R., rédigé par Lénine. Les articles que Lénine publia dans *le Social-Démocrate* pendant la guerre jouèrent un rôle de premier plan dans la lutte pour l'application de la stratégie et de la tactique du parti bolchévik en ce qui concerne les questions de la guerre, de la paix et de la révolution, la dénonciation des social-chauvins avérés ou camouflés, le rassemblement des éléments internationalistes au sein du mouvement ouvrier international. — P. 148.

47. Les ouvriers appelaient *parti ouvrier de Stolypine* les menchéviks-liquidateurs qui s'accommodaient du régime de Stolypine, pratiquaient à son égard une politique de conciliation pour obtenir du gouvernement tsariste, en renonçant au programme et à la tactique du P.O.S.D.R., l'autorisation d'exister en tant que parti légal, prétendument « ouvrier ». — P. 150.

48. Lénine qualifiait ce mot d'ordre d'« octobriste », comme correspondant par son caractère à la position du parti contre-révolutionnaire des octobristes.

Les « *Octobristes* » ou « Union du 17 octobre » étaient un parti contre-révolutionnaire de la grande bourgeoisie commerçante et industrielle et des gros propriétaires fonciers gérant leur domaine en capitalistes ; ce parti se constitua en novembre 1905. Reconnaissant en paroles le manifeste tsariste du 17 octobre, les octobristes soutenaient sans réserve la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste. Leurs chefs étaient le gros industriel A. Goutchkov et le gros propriétaire foncier M. Rodzianko. — P. 150.

49. *Affaire Dreyfus*, procès provocateur organisé en 1894 par les milieux monarchistes réactionnaires de la clique militaire française contre Dreyfus, officier israélite de l'état-major général, faussement accusé d'espionnage et de haute trahison. Dreyfus fut condamné par un tribunal militaire à la détention à vie. Le mouvement d'opinion qui se développa en France pour la révision de l'affaire Dreyfus suscita une lutte acharnée entre républicains et monarchistes et aboutit, en fin de compte, à la réhabilitation de Dreyfus en 1906.

Lénine disait de l'affaire Dreyfus qu'elle était « l'une des mille et mille infâmes fourberies de la clique militaire réactionnaire ». — P. 158.

50. L'*incident de Saverne* se produisit dans la ville alsacienne de Saverne en novembre 1913, à la suite des vexations infligées par un officier prussien aux Alsaciens et qui soulevèrent l'indignation de la population locale, en majorité française, contre le joug de la clique militaire prussienne. A propos de l'incident de Saverne, voir l'article de Lénine « Saverne » (Œuvres, tome 19). — P. 158.

51. Lettres de Marx à Engels des 2 et 30 novembre 1867. — P. 159.

52. Voir la critique des idées réactionnaires de Renner et Bauer sur l'« autonomie nationale culturelle » dans les textes de Lénine « A propos de l'autonomie nationale culturelle » (Œuvres, tome 19), « Notes critiques sur la question nationale » (Œuvres, tome 20, pp. 9-34). — P. 159.

53. Voir F. Engels. « Littérature de l'émigration », I. Proclamation polonaise. — P. 162.

54. Voir l'article de F. Engels « Insurrection de Prague », paru dans le n° 18 du 18 juin 1848 de la *Neue Rheinische Zeitung*. — P. 162.

55. Lettre de Marx à Engels du 2 novembre 1867. — P. 162.

56. « *Die Glocke* » [la Cloche], revue éditée à Munich, puis à Berlin, entre 1915 et 1925, par un membre du parti social-démocrate allemand, le social-chauvin Parvus (Gelfand), agent de l'impérialisme allemand. — P. 163.

57. F. Engels, « Panslavisme démocratique », paru dans la *Neue Rheinische Zeitung*, nos 222-223, les 15 et 16 février 1849. — P. 163.

58. Lénine fait allusion à la résolution qu'il avait rédigée sur la question nationale et qui fut adoptée par la conférence du C.C. du P.O.S.D.R. élargie aux militants responsables du Parti, qui eut lieu du 6 au 14 octobre 1913 dans la localité de Poronin (non loin de Cracovie). Pour des raisons de sécurité la conférence fut appelée conférence « d'été » ou « d'août ». La résolution est publiée dans les Œuvres, tome 19. —P. 168.

59. « *Gazeta Robotnicza* » [le Journal ouvrier], organe clandestin du Comité de Varsovie de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie ; parut de mai à octobre 1906. L'édition du journal reprit en 1912 et dura jusqu'en janvier 1916. Après la scission de 1912, il se constitua dans la social-démocratie polonaise des comités parallèles. Il y eut deux Comités de Varsovie et on édita

deux organes portant le même titre de *Gazeta Robotnicza* : celui des partisans de la Direction générale de Varsovie, et celui du Comité d'opposition de Varsovie, installé à Cracovie. Deux numéros du journal du Comité d'opposition de Varsovie, les nos 24 et 25 (avec supplément), parurent en 1915-1916 à Zurich. — P. 171.

60. Lénine fait allusion à la conférence « d'unification » de Bruxelles du 16 au 18 juillet 1914, convoquée par le Comité exécutif du Bureau socialiste international « pour un échange de vues » sur l'éventualité d'une réunification du P.O.S.D.R. A cette conférence étaient représentés : le C.C. du P.O.S.D.R. (bolchéviks) ; le Comité d'organisation (menchéviks) avec deux organisations apparentées : le Comité régional caucasien et le groupe « Borba » (trotskistes) ; la fraction social-démocrate à la Douma (menchéviks) ; le groupe de Plékhanov, « Edinstvo » ; le groupe « Vpériod » ; le Bund ; la social-démocratie du territoire de Lettonie ; la social-démocratie de Lituanie ; les social-démocrates polonais ; l'opposition social-démocrate polonaise ; la gauche (« lévitsa ») du P.S.P.

Bien que la conférence eût dû se borner à un échange de vues et ne pas prendre de décisions expresses, la résolution de Kautsky sur l'unification du P.O.S.D.R. fut mise aux voix et adoptée à la majorité. Les bolchéviks et les social-démocrates lettons avaient refusé de participer au vote. — P. 171.

61. « *Gvozdévisme* », du nom du menchévik K. Gvozdev, président du « groupe ouvrier » auprès du Comité central des industries de guerre, qui avait pris position contre la campagne des grèves déclenchée par les ouvriers et qui soutenait ouvertement la bourgeoisie impérialiste. — P. 173.

62. « *Tyszkisme* » (du nom de Tyszka Joguichès), l'un des leaders de la social-démocratie polonaise, dont l'activité politique était caractérisée par l'absence de principes et l'instabilité. Pendant la guerre impérialiste, L. Tyszka se rallia aux internationalistes ; il fut avec R. Luxembourg et K. Liebknecht l'un des organisateurs en Allemagne du mouvement des « Spartakistes » ; en mars 1919, il fut arrêté et tué dans sa prison. Voir une caractéristique du « tyszkisme » dans les Œuvres de Lénine, notamment : « La scission de la social-démocratie polonaise » (Œuvres, tome 18) ; « Pseudo-« unificateurs », « Les groupuscules à l'étranger et les liquidateurs russes » (Œuvres, tome 19). — P. 174.

63. La *Deuxième conférence internationale des « zimmerwaldiens »* eut lieu du 24 au 30 avril 1916 à Kienthal (Suisse), avec à l'ordre du jour les questions suivantes : lutte pour la fin de la guerre, position du prolétariat à l'égard des problèmes de la paix, activité parlementaire, lutte de masse, convocation du Bureau socialiste international, etc. A cette conférence, l'aile gauche était plus forte qu'à la conférence de Zimmerwald. Lénine réussit

à faire adopter une résolution critiquant le social-pacifisme et l'activité du Bureau socialiste international.

La conférence de Kienthal contribua au regroupement des éléments internationalistes, qui, sur l'initiative de Lénine et des bolchéviks, constituèrent par la suite, en 1919, la IIIe Internationale, l'Internationale communiste. Mais la conférence n'adopta pas les positions politiques fondamentales des bolchéviks : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, défaite militaire de son propre gouvernement impérialiste, organisation d'une IIIe Internationale. — P. 175.

64. « *Arbeiter-Zeitung* » [le Journal ouvrier], quotidien, organe central de la social-démocratie autrichienne ; parut à Vienne à partir de 1889 ; pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), eut une position social-chauvine. Lénine l'appelait le journal des « traîtres viennois au socialisme ».

Interdit en 1934, le journal reparut en 1945 en tant qu'organe central du Parti socialiste autrichien. — P. 180.

65. « *Nach Goloss* » [Notre Voix], journal menchévik, édité à Samara en 1915-1916, eut une position social-chauvine. — P.181.

66. Le congrès d'Arnheim du parti social-démocrate hollandais se tint les 8 et 9 janvier 1916. — P. 187.

67. Voir l'article de Lénine « A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe » (Œuvres, tome 21, pp. 351-355). — P. 188.

68. « *Avanti !* » [En Avant !], quotidien, organe central du Parti socialiste italien, fondé en décembre 1896. Pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), il eut une position internationaliste hésitante, ne rompant pas ses liens avec les réformistes. Il paraît à l'heure actuelle en tant qu'organe central du Parti socialiste italien. — P. 189.

69. Le *Bureau socialiste international* (B.S.I.), organe exécutif de la IIe Internationale ; fondé par décision du Congrès de Paris de 1900. Pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), le B.S.I. eut une position social-chauvine ; il groupait autour de lui les éléments opportunistes des partis socialistes et tentait, au moyen d'une « amnistie mutuelle » des socialistes de différents pays, de reconstituer la IIe Internationale. — P. 192.

70. La *circulaire de l'Internationale Sozialistische Kommission*, message de la C.S.I. à tous les partis et groupes de l'Union de Zimmerwald, fut adoptée à l'unanimité par la conférence de février de la commission qui se tint à Berne en 1916. La délégation du C.C. du P.O.S.D.R., dirigée par Lénine, fit à cette conférence une déclaration aux termes de laquelle elle voyait dans le message un pas en avant par rapport aux décisions de la Ire Conférence socialiste internationale de Zimmerwald, mais ne

le trouvait pas satisfaisant sur tous les points. Le message fut publié dans le n° 3 du Bulletin de la C.S.I., daté du 29 février 1916, et dans le n° 52 (25 mars 1916) du journal *le Social-Démocrate*. — P. 193.

71. Lénine fait allusion à la déclaration officielle de la Commission socialiste internationale en date du 29 septembre 1915, publiée dans le n° 2 (27 novembre 1915) de son bulletin. La commission y indiquait que, malgré les décisions de la première Conférence de Zimmerwald, elle était prête à se considérer comme dissoute dès que le Bureau socialiste international de la Haye reprendrait son activité. Elle entend ainsi contribuer au rétablissement de la IIe Internationale. — P. 193.

72. « *Socialistes Internationaux d'Allemagne* » (I.S.D.), groupe de social-démocrates de gauche (Borchardt, etc.), qui se constitua au cours de la première guerre mondiale. Ce groupe adhérait à la gauche de Zimmerwald et avait une position plus conséquente que les partisans de R. Luxembourg sur les questions de la rupture avec les social-chauvins et les centristes. Mais il n'avait pas de liens étroits avec les masses et se désagrégea rapidement. — P. 195.

73. *Ornatski* : G. Tchitchérine. — P. 195.

74. « *Communiste* », revue éditée à Genève en 1915 par la rédaction du journal *le Social-Démocrate*. Il n'y eut qu'un seul numéro (double), contenant trois articles de Lénine : « La faillite de la IIe Internationale », « La voix honnête d'un socialiste français » et « Impérialisme et socialisme en Italie » (Œuvres, tome 21, pp. 207-266, 361-369, 370-379).

Au sein de la rédaction de la revue, Lénine lutta contre le groupe antiparti Boukharine-Piatakov, démasquant ses conceptions antibolchéviques, ses tentatives d'utiliser la revue à des fins fractionnelles. Du fait de la position antiparti de ce groupe, Lénine proposa de rompre les relations avec lui et de mettre fin à l'édition en commun de la revue. A partir d'octobre 1916, la rédaction du journal *le Social-Démocrate* commença à publier son *Recueil du Social-Démocrate*. — P. 195.

75. L'article « *Du chauvinisme allemand et du chauvinisme non allemand* » fut publié pour la première fois dans la revue *Voprossy Strakhovania* [Questions d'assurances sociales].

Voprossy Strakhovania, revue bolchévique légale ; parut à Pétersbourg d'octobre 1913 à mars 1918 avec des interruptions, sous la direction du Comité central du Parti bolchévik. Elle ne luttait pas seulement pour les assurances ouvrières, mais aussi pour les « mots d'ordre non-tronqués » des bolchéviks. — P. 197.

76. Voir F. Engels, « Le rôle da la violence dans l'histoire », paru dans *Neue Zeit* (1895/96, t. I), sous le titre : « Gewalt und Öko-

nomie bei der Herstellung des neuen Deutschen Reiches » [La violence et l'économie lors de la fondation du nouvel Empire allemand]. — P. 199.

77. « *Rousskoïé Znamia* » [l'Etendard russe], journal des Cent-Noirs, organe de l'« Union du Peuple russe » ; parut à Pétersbourg de novembre 1905 à 1917. — P. 199.

78. L'ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, fut écrit au cours du premier semestre 1916. Lénine avait entrepris l'étude de la littérature mondiale relative à l'impérialisme dès 1915, pendant son séjour à Berne, et il commença à écrire son livre en janvier 1916. Fin janvier 1916, il vint s'installer à Zurich et continua de travailler à la bibliothèque cantonale de Zurich. Les extraits, résumés, notes et tableaux que Lénine a tirés de centaines de livres, de revues, de journaux et de recueils statistiques étrangers remplissent plus de 40 feuilles d'imprimerie. Ces textes ont été édités en volume en 1939 sous le titre : *Cahiers sur l'impérialisme*.

Le 19 juin (2 juillet) 1916, Lénine acheva son ouvrage et en envoya le manuscrit aux éditions « Parouss ». Les éléments menchéviks qui dirigeaient cette maison éliminèrent du livre l'âpre critique des théories opportunistes de Kautsky et des menchéviks russes (Martov et autres). Ils substituèrent au terme de Lénine « développement » [en russe : pérérastanié] (du capitalisme en impérialisme capitaliste) le mot « transformation » ; aux mots « caractère réactionnaire » (de la théorie de l'« ultra-impérialisme »), ceux de « caractère arriéré », etc. Le livre fut imprimé par les éditions « Parouss » au début de 1917 à Pétrograd, sous le titre *L'impérialisme, étape la plus récente du capitalisme*.

A son arrivée en Russie, Lénine rédigea la préface. L'ouvrage parut au milieu de 1917. — P. 201.

79. Cette préface fut publiée pour la première fois, sous le titre *Impérialisme et capitalisme*, dans le n° 18 de la revue l'*Internationale Communiste*, qui parut en octobre 1921. — P. 205.

80. *Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne*, parti centriste fondé en avril 1917, et dont le gros des troupes était constitué par l'organisation kautskiste *Communauté du travail*. Les « indépendants » prêchaient l'« unité » avec les social-chauvins avérés, les justifiaient et les défendaient, et exigeaient l'abandon de la lutte de classe.

En octobre 1920, au congrès de Halle du Parti social-démocrate indépendant, se produisit une scission. Une fraction importante de ce parti fusionna en 1920 avec le Parti communiste allemand. Les éléments de droite formèrent un parti séparé qui reprit l'ancien nom de Parti social-démocrate indépendant et subsista jusqu'en 1922. — P. 209.

81. *Spartakistes*, membres de la ligue « Spartacus », formée au cours de la première guerre mondiale. Au début de la guerre, des social-démocrates allemands de gauche formèrent le groupe « Internationale », dirigé par K. Liebknecht, R. Luxembourg, F. Mehring, C. Zetkin, etc. Ce groupe fut appelé aussi ligue « Spartacus ». Les spartakistes menaient auprès des masses une propagande révolutionnaire contre la guerre impérialiste en dénonçant la politique de conquête de l'impérialisme allemand et la trahison des chefs de la social-démocratie. Mais les spartakistes, la gauche allemande, ne s'étaient pas affranchis d'erreurs semi-menchéviques portant sur d'importantes questions théoriques et politiques : ils développaient une théorie semi-menchévique de l'impérialisme, rejetaient le principe de l'autodétermination des nations dans son acception marxiste (c'est-à-dire jusqu'à la séparation et la formation d'Etats indépendants), niaient la possibilité de guerres de libération nationale à l'époque de l'impérialisme, sous-estimaient le rôle du parti révolutionnaire, sacrifiaient à la spontanéité du mouvement. La critique des erreurs de la gauche allemande est donnée dans les œuvres de Lénine « A propos de la brochure de Junius » (voir le présent tome, pp. 328-343), « Une caricature du marxisme et à propos de l'« économisme impérialiste » (voir Œuvres, tome 23, pp. 27-83), etc. En 1917, les spartakistes entrèrent dans le parti centriste des « indépendants », tout en conservant leur autonomie d'organisation. Après la révolution de novembre 1918 en Allemagne, les spartakistes rompirent avec les « indépendants » pour fonder, au mois de décembre de la même année, le Parti communiste allemand. — P. 210.

82. Les références et les notes de l'auteur, dans la présente édition, sont au bas de la page. — P. 213.

83. Voir K. Marx. *le Capital*, tome III, 1955, édition russe, p. 620. — P. 234.

84. Les *scandales de la Gründerzeit* se produisirent dans la période où se fondaient à tour de bras en Allemagne des sociétés par actions, au début des années 70. Cette croissance s'accompagna d'opérations frauduleuses sur lesquelles des affairistes bourgeois édifièrent des fortunes, ainsi que d'une spéculation effrénée sur la terre et les valeurs boursières. — P. 236.

85. « *Frankfurter Zeitung* » [le Journal de Francfort], journal bourgeois allemand, édité à Francfort-sur-le-Main depuis 1856. — P. 238.

86. Lénine fait allusion à G. Plékhanov. — P. 247.

87. *Prodougol*, abréviation pour : « Société russe pour le commerce du combustible minéral du bassin du Donetz », fondée en 1906. *Prodamet*, « Société pour la vente d'articles des mines métallurgiques russes ». — P. 251.

88. Le *Panama français*, expression qui fit son apparition à la suite de la découverte en France, en 1892-1893, d'enormes prévarications, de la vénalité d'hommes politiques, de hauts fonctionnaires et de journalistes, corrompus par la Compagnie française de Panama, chargée d'effectuer le percement du canal. — P. 256.

89. Voir lettre de F. Engels à Marx, du 11 août 1881. — P. 306.

90. *Spectator* : le menchévik S. Nakhimson. — P. 311.

91. K. Marx. *Le Capital*, Livre III (tome VI), p. 137 (note), Editions Sociales, Paris 1957. — P. 313.

92. *Révolte des Boxers*, soulèvement populaire qui eut lieu en Chine (1899-1901) contre la domination des impérialistes étrangers ; tire son nom d'une des sociétés chinoises, organisatrices du soulèvement Li-hu-K'inen («Le poing» de la concorde et de la justice). Une féroce répression fut exercée par un corps d'armée punitif unifié des puissances impérialistes ayant à sa tête le général allemand Waldersee. Les impérialistes allemands, japonais, anglo-américains et russes prirent part à cette répression. En 1901, la Chine fut obligée de signer ce que l'on a appelé le « protocole final », qui lui imposait une lourde contribution et en faisait définitivement une semi-colonie de l'impérialisme. — P. 319.

93. *Junius* : Rosa Luxembourg. — P. 328.

94. Lénine fait allusion à la conférence des social-démocrates de gauche de toute l'Allemagne qui eut lieu le 1er janvier 1916 à Berlin, dans l'appartement de K. Liebknecht. La conférence adopta les thèses du groupe « Internationale », élaborées par R. Luxembourg. — P. 328.

95. « *Bremer Bürger-Zeitung* » [le Journal civil de Brême], quotidien, organe du groupe social-démocrate allemand de Brême ; parut de 1890 à 1919 ; en 1914-1915 fut pratiquement l'organe des social-démocrates de gauche allemands ; passa aux mains des kautskistes en 1916. — P. 331.

96. « *Volksfreund* » [l'Ami du peuple], quotidien social-démocrate, fondé en 1871 à Brunswick ; en 1914-1915, fut pratiquement l'organe des social-démocrates de gauche allemands ; passa aux mains des kautskistes en 1916. — P. 331.

97. K. Marx. *La guerre civile en France (1871)*, p. 62, Editions Sociales, Paris 1953. — P. 338.

98. *Thèses sur l'impérialisme et l'oppression nationale*, rédigées par la rédaction de la *Gazeta Robotnicza*, publiées dans le *Recueil du Social-Démocrate*, n° 1, en octobre 1916. — P. 344.

99. Voir l'appréciation au sujet de ces trois points de vue sur l'indépendance de la Pologne dans l'article de Lénine « Sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (Œuvres, tome 20, pp. 415-481). — P. 344.

100. Lénine fait allusion à la discussion de 1903 sur l'élaboration du programme du P.O.S.D.R. qui fut adopté au IIe Congrès du Parti (voir Lénine : « Matériaux pour l'élaboration du programme du P.O.S.D.R. », « A propos de la déclaration du Bund », « Manifeste des social-démocrates arméniens », « Le prolétariat juif a-t-il besoin d'un « parti politique indépendant », « La question nationale dans notre programme » (Œuvres, tome 6), ainsi qu'à la discussion de 1913 entre les bolchéviks d'une part, les liquidateurs, les trotskistes et les bundistes d'autre part, à propos de l'« autonomie nationale culturelle » (voir Lénine : « A propos du programme national du P.O.S.D.R. », Œuvres, tome 19 ; tome 20, pp. 9-45, 415-481). — P. 345.

101. K. Marx et F. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, p. 34. Editions Sociales, Paris 1950. — P. 347.

102. Voir F. Engels, brochure *Le Pô et le Rhin*, chap. IV. — P. 348.

103. F. Engels. *Le panslavisme démocratique.* Paru dans la *Neue Rheinische Zeitung*, nos 222 et 223, 15 et 16 février 1849. — P. 365.

104. Article de F. Engels «Qu'a affaire avec la Pologne la classe ouvrière ? », chap. II ; paru dans *Commonwealth* 24, 31 mars et 5 mai 1866. — P. 368.

105. « *Lichtstrahlen* » [Rayons de lumière], revue mensuelle, organe du groupe des social-démocrates de gauche d'Allemagne, éditée sous la direction de J. Borchardt ; parut irrégulièrement à Berlin de 1913 à 1921. — P. 376.

106. Allusion à l'article de R. Luxembourg « La question nationale et l'autonomie », paru dans les nos 6, 7, 8-9, 10, 12 et 14-15 de la revue *Przeglad Socjaldemokratyczny* [Revue social-démocrate] en 1908 et 1909. — P. 377.

107. « *Fracs* », aile droite du Parti socialiste polonais (P.S.P.), parti nationaliste petit-bourgeois fondé en 1892. Ayant placé à la base de son programme la lutte pour une Pologne indépendante, le P.S.P. se livrait à une propagande séparatiste, nationaliste, parmi les ouvriers polonais, qu'il s'efforçait de détourner de la lutte commune avec les ouvriers russes contre l'autocratie et le capitalisme. Sous l'influence de la première révolution en Russie, le P.S.P. se scinda en 1906 en deux fractions : la « lévitsa » ou gauche du P.S.P. et la « pravitsa » ou droite du P.S.P.(les « fracs »). Pendant la première guerre impérialiste mondiale

(1914-1918), une grande partie de la « lévitsa » adopta une position internationaliste et se rapprocha de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie pour former avec elle, en décembre 1918, le Parti ouvrier communiste de Pologne (ainsi s'appela jusqu'en 1925, le Parti communiste polonais).

La « pravitsa » poursuivit pendant la première guerre mondiale une politique nationale-chauvine ; elle forma les légions polonaises qui combattirent aux côtés de l'impérialisme austro-allemand.

Avec la formation de l'Etat polonais la « pravitsa » reprit le nom de P.S.P. Devenue parti du gouvernement, elle remit le pouvoir à la bourgeoisie polonaise et pratiqua systématiquement une politique antisoviétique et anticommuniste ; elle donna son appui à la politique d'agression contre le pays des Soviets, à la politique de conquête et d'oppression coloniale de l'Ukraine et de la Biélorussie occidentales. Après le coup d'Etat de Pilsudski (mai 1926), le P.S.P. se trouvait dans l'opposition, mais collaborait pratiquement avec les fascistes et poursuivait sa propagande antisoviétique.

Au cours de la deuxième guerre mondiale, le P.S.P. se scinda en deux groupes. La partie réactionnaire, chauvine, qui portait les initiales W.R.N. (« Wolnosc, rownosc, niepodleglosc » — liberté, égalité et indépendance), collabora avec les fascistes et participa au « gouvernement » réactionnaire des émigrés polonais de Londres. L'autre partie, la gauche du P.S.P. qui prit le nom de « Parti ouvrier des socialistes polonais » (P.O.S.P.), lutta aux côtés du Parti ouvrier polonais (P.O.P.) fondé en 1942 contre les envahisseurs hitlériens, pour libérer la Pologne de l'esclavage fasciste, et établit des liens amicaux avec l'U.R.S.S.

En 1944, après la libération de l'Est polonais de l'occupation allemande et la formation d'un Comité polonais pour la libération nationale, le Parti ouvrier des socialistes polonais reprit le nom de P.S.P. et en commun avec le Parti ouvrier polonais participa à l'édification d'une Pologne démocratique populaire. En décembre 1948 le Parti ouvrier polonais et le P.S.P. fusionnèrent pour former le Parti ouvrier unifié de Pologne. (P.O.U.P.). — P. 377.

108. *K.R* : Karl Radek. — P. 382.

109. « *Retch* » [la Parole], quotidien, organe central du Parti des cadets ; parut à Pétersbourg à partir de février 1906 ; interdit le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité militaire révolutionnaire auprès du Soviet de Pétrograd ; parut sous d'autres noms jusqu'en août 1918. — P. 382.

110. La « *Libre Belgique* », revue illégale du Parti ouvrier belge, Bruxelles (1915-1918). — P. 385.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE
V. LENINE

Chronologie
(décembre 1915-juillet 1916)

1915

Décembre-fin janvier 1916 — Lénine vit à Berne (Suisse).

Mi-décembre — Lénine dirige une conférence de social-démocrates internationalistes au sujet de la préparation de la deuxième Conférence socialiste internationale.

29 décembre (11 janvier 1916) — Lénine envoie à Gorki le manuscrit de son ouvrage *Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture*, en vue de son édition à Pétrograd.

29 décembre-19 juin 1916 (11 janvier-2 juillet) — Lénine travaille au livre *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* dans les bibliothèques de Berne, puis de Zurich.

Décembre — Lénine écrit la préface à la brochure de N. Boukharine *L'économie mondiale et l'impérialisme.*

Dans une lettre à la section des bolchéviks de Genève, Lénine insiste sur la nécessité de condamner dans une résolution particulière la fraude commise par les menchéviks lors des élections des « groupes ouvriers » auprès des comités des industries de guerre de Pétrograd.

Décembre 1915-janvier 1917 — Lénine assume la direction du journal le *Social-Démocrate*, organe central du P.O.S.D.R.

1916

2(15) janvier — Lénine dirige la session du Bureau de la gauche de Zimmerwald au cours de laquelle est discutée la question de la représentation des social-démocrates hollandais de gauche au sein du Bureau et de

la publication de la revue *Vorbote* [le Précurseur], organe du groupe de la gauche de Zimmerwald.

12 (25) janvier — Lénine dirige la session du Bureau de la gauche de Zimmerwald au cours de laquelle sont discutées les mesures relatives à la prochaine parution du premier numéro de la revue *Vorbote*.

Après le 12 (25) janvier — L'article de Lénine « L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale » est publié dans le n° 1 de la revue *Vorbote*.

17 (30) janvier — Lénine rédige une lettre d'instruction à la section des bolchéviks de Zurich sur le travail parmi la jeunesse, en relation avec la prochaine convocation du Bureau socialiste international des organisations de jeunes.

23-26 janvier (5-8 février) — Lénine participe aux travaux de la conférence élargie de la Commission socialiste internationale de Berne, et rédige un projet de résolution sur la convocation de la Deuxième conférence socialiste internationale et sur les conditions de représentation à cette conférence.

26 janvier (8 février) — Lénine intervient au meeting international de Berne au sujet de la guerre impérialiste et des tâches du prolétariat.

28 janvier (10 février) — Lénine rédige la lettre *Les tâches de l'opposition en France*.

28 ou 29 janvier (10 ou 11 février) — Lénine quitte Berne pour Zurich.

Janvier-février — Lénine rédige les thèses sur le thème : *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*. Ces thèses sont publiées en avril 1916 dans le n° 2 de la revue *Vorbote*.

3 (16) février — Lénine envoie aux sections à l'étranger des bolchéviks un communiqué d'information sur la conférence élargie de la Commission socialiste internationale qui a eu lieu du 23 au 26 janvier (du 5 au 8 février) ; il donne comme directive d'organiser immédiatement la mobilisation des forces des zimmerwaldiens de gauche et les élections en vue de la Deuxième conférence socialiste internationale prévue pour le mois d'avril.

4 (17) février — Lénine fait à Zurich une conférence sur le thème : *Deux Internationales.*

5 (18) février — L'article de Lénine « Existe-t-il une ligne qui soit propre au Comité d'organisation et à la Fraction Tchkhéidzé ? » est publié dans le n° 50 du journal *le Social-Démocrate.*

13 (26) février — Lénine fait à Zurich une conférence sur le thème : *Les « conditions de paix » en liaison avec la question nationale.*

16 (29) février — Les articles de Lénine « La paix sans annexions et l'indépendance de la Pologne, mots d'ordre du jour en Russie » et « Wilhelm Kolb et Georges Plékhanov » sont publiés dans le n° 51 du journal *le Social-Démocrate.*

17 février (1er mars) — Lénine fait à Genève une conférence sur le thème : *Les « conditions de paix » en liaison avec la question nationale.*

27 février (11 mars) — Lénine donne la directive de mettre fin à la publication de la revue le *Communiste*, du fait de la position antiparti du groupe Boukharine-Piatakov qui tentait d'utiliser la revue à ses fins fractionnelles, et propose la publication du *Recueil du Social-Démocrate* sous la direction du journal *le Social-Démocrate*, organe central du P.O.S.D.R.

Février-mars — Lénine écrit la *Lettre du Comité des organisations* à l'étranger aux sections du P.O.S.D.R.

Fin février-mars — Lénine rédige *La proposition du Comité central du P.O.S.D.R. à la 2e Conférence socialiste* (thèses), organise la traduction des thèses en allemand et en français et les expédie aux sections à l'étranger des bolchéviks et aux internationalistes de gauche de différents pays. Les thèses sont publiées le 9 (22) avril dans le n° 4 du bulletin de la Commission socialiste internationale de Berne.

Fin février-avril — Lénine écrit l'article « Scission ou putréfaction ? »

6 (19) mars — Dans une lettre à A. Kollontaï, qui se trouve en Norvège, Lénine la charge de faire traduire en langue anglaise et d'éditer en Norvège la « Feuille volante internationale » n°1, contenant le projet de résolution et de Manifeste de la gauche de Zimmerwald, et de prendre des mesures en vue de sa diffusion en Amérique, en Angleterre, en Suède, en Norvège et dans d'autres pays.

Lénine expédie en Norvège les thèses *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, afin que les socialistes de gauche suédois et norvégiens en prennent connaissance.

12 (25) mars — L'article de Lénine « A propos du « programme de paix » est publié dans le n° 52 du journal *le Social-Démocrate*.

Mars-juin — Dans ses ouvrages et ses lettres aux bolchéviks à l'étranger, Lénine démasque les conceptions anti-parti du groupe Boukharine-Piatakov sur les questions fondamentales de la théorie et de la tactique du marxisme et stigmatise sa duplicité à l'égard du centre dirigeant du Parti. Il démasque également la duplicité de Zinoviev, qui soutenait en fait le groupe Boukharine-Piatakov.

5 (18) avril — Lénine présente le rapport *Sur les tâches immédiates de la social-démocratie de Russie* à l'assemblée commune de la section des bolchéviks de Zurich et des social-démocrates internationalistes polonais et lettons.

11-17 (24-30) avril — Lénine participe aux travaux de la Deuxième conférence socialiste internationale, à Kienthal ; il organise et consolide son aile gauche, dirige les travaux de la commission qui élabore des résolutions critiquant le pacifisme et l'activité du Bureau socialiste international et obtient leur adoption.

Pas avant le 16 (29) avril — Lénine rédige un plan d'article ou de rapport sur le bilan de la Deuxième conférence socialiste internationale.

20 mai (2 juin) — Lénine fait à Genève une conférence sur le thème : *Les deux courants du mouvement ouvrier international.*

31 mai (13 juin) — L'article de Lénine « Du chauvinisme allemand et du chauvinisme non allemand » est publié dans le n° 5 (54) de la revue *Voprossy Strakhovania.*

Mai-juillet — Dans les lettres aux social-démocrates de gauche internationalistes des pays scandinaves, Lénine donne des directives pour la préparation d'une conférence des socialistes des pays neutres et définit la tactique des représentants de la gauche à cette conférence.

19 juin (2 juillet) — Lénine achève son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* et en envoie le manuscrit aux éditions « Parouss ».

Entre le 4 et le 7 (le 17 et le 20) juillet — Lénine s'installe dans le village de montagne de Flums (non loin de Zurich).

12 (25) juillet — Mort de la mère de Lénine, M. Oulianova, à Pétrograd.

Première quinzaine de juillet — Lénine écrit les articles « A propos de la brochure de Junius » et « Bilan de la discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », qui sont publiés dans le *Recueil du Social-Démocrate* n°1, en octobre 1916.

TABLE DES MATIERES

Préface 7

1914-1915

NOUVELLES DONNÉES SUR LES LOIS DU DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME DANS L'AGRICULTURE. *Premier fascicule. Capitalisme et agriculture aux Etats-Unis d'Amérique* 9

1. Caractéristique d'ensemble des trois régions principales. L'Ouest en cours de colonisation et les homesteads 15
2. Le Nord industriel 19
3. Le Sud anciennement esclavagiste 21
4. Dimension moyenne des fermes. La « décomposition du capitalisme » dans le sud 25
5. Le caractère capitaliste de l'agriculture 30
6. Les régions de l'agriculture la plus intensive 36
7. Les machines et le travail salarié dans l'agriculture 43
8. L'élimination des petites exploitations par les grandes. La quantité de terre cultivée 48
9. Suite. Données sur la valeur des fermes 56
10. Les défauts des procédés habituels de l'étude économique. Marx et les caractéristiques de l'agriculture . . 59
11. Une comparaison plus précise des petites et des grandes exploitations 67
12. Les différents types d'exploitations dans l'agriculture. 75
13. Comment on minimise l'élimination de la petite production par la grande dans l'agriculture 82

14. L'expropriation des petits agriculteurs 89
15. Tableau comparatif de l'évolution de l'industrie et de l'agriculture 98
16. Bilan et conclusions 106

PRÉFACE A LA BROCHURE DE N. BOUKHARINE *L'économie mondiale et l'impérialisme* 109

L'OPPORTUNISME ET LA FAILLITE DE LA IIe INTERNATIONALE . . 115
I 115
II 119
III 121

1916

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA CONVOCATION DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE SOCIALISTE 129

POUR LA CONFÉRENCE DU 24 AVRIL 1916. *Proposition de la délégation* 130

DISCOURS PRONONCÉ AU MEETING INTERNATIONAL DE BERNE LE 8 FÉVRIER 1916 132

LES TACHES DE L'OPPOSITION EN FRANCE *(Lettre au camarade Safarov)* 136

LE COMITÉ D'ORGANISATION ET LA FRACTION TCHKHÉIDZÉ ONT-ILS VRAIMENT UNE LIGNE POLITIQUE? 141

LA PAIX SANS ANNEXIONS ET L'INDÉPENDANCE DE LA POLOGNE, MOTS D'ORDRE DU JOUR EN RUSSIE 148

WILHELM KOLB ET GEORGES PLÉKHANOV 152

LA RÉVOLUTION SOCIALISTE ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES (THÈSES) 155

1. L'imperialisme, le socialisme et la libération des nations opprimées 155
2. La révolution socialiste et la lutte pour la démocratie 156
3. La signification du droit des nations à disposer d'elles-mêmes et son rapport avec la fédération 158
4. Comment le prolétariat révolutionnaire doit poser le problème du droit des nations à disposer d'elles-mêmes . 160
5. Le marxisme et le proudhonisme dans la question nationale 162
6. Trois types de pays par rapport au droit des nations à disposer d'elles-mêmes 163
7. Le social-chauvinisme et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes 165

8. Les tâches concrètes du prolétariat dans le proche avenir 166
9. L'attitude de la social-démocratie russe et polonaise et de la IIe Internationale envers le droit des nations à disposer d'elles-mêmes 167

LETTRE DU COMITÉ DES ORGANISATIONS A L'ÉTRANGER AUX SECTIONS DU P.O.S.D.R. 171

A PROPOS DU « PROGRAMME DE PAIX » 175

LA PROPOSITION DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. A LA 2e CONFÉRENCE SOCIALISTE. 183

SCISSION OU PUTRÉFACTION ? 195

DU CHAUVINISME ALLEMAND ET DU CHAUVINISME NON ALLEMAND 197

L'IMPÉRIALISME, STADE SUPREME DU CAPITALISME. *Essai de vulgarisation* 201

Préface 203

Préface aux éditions française et allemande 205

I 205

II 206

III 207

IV 208

V 209

I. La concentration de la production et les monopoles 213

II. Les banques et leur nouveau rôle 228

III. Le capital financier et l'oligarchie financière . . 245

IV. L'exportation des capitaux 260

V. Le partage du monde entre les groupements capitalistes 265

VI. Le partage du monde entre les grandes puissances . . 274

VII. L'impérialisme, stade particulier du capitalisme . . 286

VIII. Le parasitisme et la putréfaction du capitalisme . . 297

IX. La critique de l'impérialisme 307

X. La place de l'impérialisme dans l'histoire 322

A PROPOS DE LA BROCHURE DE JUNIUS 328

BILAN D'UNE DISCUSSION SUR LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES 344

1. Le socialisme et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes 345
2. La démocratie est-elle « réalisable » à l'époque de l'impérialisme ? 350
3. Qu'est-ce qu'une annexion ? 352
4. Pour ou contre les annexions ? 355
5. Pourquoi la social-démocratie est-elle contre les annexions ? 360
6. Peut-on, dans cette question, opposer les colonies à l'« Europe » ? 362
7. Marxisme ou proudhonisme ? 365
8. Ce qu'il y a de particulier et de commun dans la position des social-démocrates internationalistes hollandais et polonais 374
9. La lettre d'Engels à Kautsky 379
10. L'insurrection irlandaise de 1916 381
11. Conclusion 386

Notes 389

La vie et l'œuvre de V. Lénine 409

ILLUSTRATIONS

Couverture du livre de V. Lénine *Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture. Premier fascicule. Capitalisme et agriculture aux Etats-Unis d'Amérique.* — 1917 . . 11

Première page du manuscrit de V. Lénine *Proposition du Comité central du P.O.S.D.R. à la 2e Conférence socialiste.* — Février-mars 1916 185

Couverture du livre de V. Lénine *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.* — 1917 202-203

Première page du manuscrit de V. Lénine *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.* — Janvier-juin 1916 212-213

CE VOLUME A ETE TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITE DE ROGER GARAUDY, PAR JACQUES KITOVER, HENRI PERDRIZET, PAUL KOLODKINE, ALEXANDRE ROUDNIKOV

Achevé d'imprimer en juillet 1960 par les Editions en langues étrangères, Moscou

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

ТОМ 22

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT